

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE.

TOME QUATRIÈME.

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE,

ÉCRITE AVEC LES DOCUMENTS RÉUNIS AUX ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

1800 — 1815

PAR ARMAND LEFEBVRE,

Ancien attaché au ministère des affaires étrangères.

TOME QUATRIÈME.

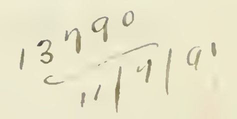


BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIVOURNE.	LEIPZIG.
MÊME MAISON.	J. P. MELINE.

1847


13790
11/4/91

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE,

1800 — 1815.

CHAPITRE XXII.

Insurrection de la Pologne prussienne. — Députation polonaise envoyée auprès de l'empereur Napoléon. — Paroles de ce prince. — Délicatesse de ses rapports avec l'Autriche. — Il lui propose de nouveau son alliance. — Refus de l'Autriche. — Armements formidables de cette puissance. — Napoléon s'en alarme. — Il demande des explications. — Rappel de M. de la Rochefoucault remplacé par le général Andréossy. — Discours de ce général à l'empereur d'Autriche. — Agitation des esprits en Gallicie. — Anxiétés de la cour de Vienne. — Lettre de l'empereur au général Andréossy. — Il propose d'échanger la Gallicie contre la Silésie. — Refus de l'Autriche. — Fautes graves commises par la Russie. — Ambition intempestive de cette puissance. — Situation de la Turquie à la fin de 1806. — Mission du général Sébastiani à Constantinople. — Il exige la destitution des princes Ipsilanti et Moruzzy. — Crise violente. — Angoisses de la Porte. — Intrigues russes et anglaises. — Irrésolutions de Sélim. — Irruption

des Russes en Moldavie et en Valachie. — Infériorité numérique de l'armée russe en Pologne. — Campagne de Pologne. — Bataille de Pultusk. — Retraite des Russes sur la Narew. — Les deux armées entrent en quartiers d'hiver. — Capitulation des places de la Silésie. — Soudaine attaque de Benigsen. — Dangers de sa position. — Sa retraite sur Pruss-Eylau. — Bataille d'Eylau. — Bataille d'Ostrolenka. — Suspension forcée des grandes opérations.

La destruction de l'armée prussienne et l'approche des Français avait excité parmi les provinces polonaises échues à la Prusse d'universels transports de joie et d'enthousiasme. Lorsque nos colonnes arrivèrent dans le duché de Posen, la population se leva en masse et prit les armes. Les nobles sortirent de leurs châteaux et enrégimentèrent leurs paysans. Un des plus illustres compagnons d'armes de Kosciusko, le général Dombrowski, se chargea d'organiser l'insurrection; il forma en bataillons les bandes soulevées, désarma les détachements prussiens isolés dans les forts, et s'empara des places de Kalisch, de Sidarsh, de Kempen et de Widowa. Le clergé consacra par ses prières ce grand mouvement national. Partout on abolit jusqu'aux moindres vestiges de l'administration prussienne et l'on institua un gouvernement national. Enfin, une députation fut nommée et envoyée auprès de l'empereur Napoléon, qui était alors à Berlin, pour le supplier d'employer son génie et sa force à rétablir la Pologne.

Mais l'avenir était trop vague encore, trop subor-

donné aux vicissitudes de la guerre, pour qu'il osât s'engager à fond dans une si prodigieuse entreprise. Il l'admit cependant au nombre des combinaisons qu'il pourrait peut-être adopter. Tout dépendait des événements, des dispositions des alliés, du parti que prendrait l'Autriche, surtout, du degré d'énergie que montreraient les Polonais pour briser le joug de leurs oppresseurs. Il en agit avec une parfaite loyauté à l'égard des députés du duché de Posen. L'intérêt qu'il avait à les passionner pour sa cause ne lui arracha point de fallacieuses promesses. Il leur fit un accueil empressé : il leur donna de chaleureux conseils ; mais il ne lui échappa pas une parole qu'ils eussent le droit d'interpréter comme un engagement positif de reconstituer leur nationalité.

« La France, leur dit-il, n'a jamais reconnu les « différents partages de la Pologne. Je ne puis « néanmoins proclamer votre indépendance que « lorsque vous serez décidés à défendre vos droits, « comme nation, les armes à la main, par toutes « sortes de sacrifices, celui même de la vie. On « vous a reproché d'avoir, dans vos continuelles « dissensions civiles, perdu de vue les vrais intérêts « et le salut de votre patrie. Instruits par vos mal« heurs, unissez-vous et prouvez au monde qu'un « même esprit anime toute la nation polonaise. » Il dit encore ces mots d'une concision et d'une énergie saisissantes. « Pour rétablir la Pologne, il fau« drait du sang, puis du sang et encore du sang ; »

donnant ainsi à entendre que, comme il avait fallu frapper trois fois cette grande victime pour l'immoler, de même, pour lui rendre la vie, il faudrait trois guerres, toutes également heureuses.

L'entrée de l'empereur dans la ville de Posen fut une magnifique ovation. Le peuple accourut en foule sur son passage, le reçut au bruit de mille acclamations, et se plut à saluer en lui un libérateur. Le comte palatin, Radzimoski, vint le complimenter au nom du sénat et lui renouvela en termes éloquents la prière de relever la Pologne. Napoléon lui répondit par ces nobles et mâles paroles :

« Les malheurs de la Pologne ont été le résultat « de leurs divisions intestines. Ce qui a été détruit « par la force ne peut être rétabli que par la force. « Je verrais avec un vif intérêt le trône de la Polo- « gne se relever, et son indépendance assurer celle « de ses voisins, menacée par l'ambition démesurée « de la Russie. Mais des discours et des vœux sté- « riles ne suffisent pas. Si les prêtres, les nobles et « les bourgeois font cause commune, s'ils prennent « la ferme résolution de triompher et de mourir, « ils triompheront, et ils peuvent toujours comp- « ter sur ma protection. »

Napoléon avait trouvé des auxiliaires dans les Polonais insurgés du duché de Posen; mais ce soulèvement, qui faisait sa force contre les Russes, menaçait de lui créer un nouvel ennemi.

Ce que l'empereur poursuivait depuis six années

avec le plus de passion, c'était une grande alliance continentale qui rompît à tout jamais le faisceau des coalitions, maîtrisât le continent, et forçât l'Angleterre à la paix. C'était cette grande alliance qu'il avait vainement essayé de former, d'abord avec la Russie, et puis avec la Prusse. La Prusse lui appartenait aujourd'hui par le droit de la force; mais il la méprisait trop pour en faire la base de sa puissance fédérative. Tout au plus pouvait-il en faire un instrument subalterne de sa politique. Il ne restait plus que l'Autriche et la Russie auxquelles il pût s'adresser. Si la France et la Russie venaient à s'unir étroitement, les conséquences d'une telle alliance seraient incalculables; toute la face du monde en serait changée. Quelle monarchie sur le continent pourrait demeurer indépendante et libre en face d'une ligue aussi formidable? La seule appréhension d'une pareille éventualité devait suffire pour inspirer à Vienne des réflexions sérieuses. Napoléon s'était appliqué, comme nous l'avons dit, à calmer les défiances de cette cour et à la détourner, par le caractère amical de ses démonstrations, de toutes pensées hostiles. L'alliance qu'il lui avait proposée avant que la guerre fût commencée, il la lui offrit de nouveau après la bataille d'Iéna. Le 19 octobre, il chargea son ambassadeur de dire au comte de Stadion que, si l'Autriche laissait échapper l'occasion de former des nœuds intimes avec la France, elle pourrait s'en repentir; que, refusé à Vienne, il ne lui resterait plus qu'à s'arranger

avec la Prusse ou avec la Russie. L'Autriche était sortie de ses dernières luttes, meurtrie, humiliée et considérablement affaiblie. Napoléon, pour amollir ses résistances et l'entraîner, s'efforçait d'ouvrir à son ambition de nouvelles et vastes perspectives. Il lui montrait, dans la Prusse, une proie que les deux empires pouvaient se partager; dans la Turquie, un État qu'ils avaient un même intérêt à protéger; dans la Russie, une commune ennemie qu'ils devaient contenir dans ses digues.

La haine qu'on nourrissait à Vienne contre la France, le respect des traditions, l'infamie d'une défection en présence d'un désastre comme celui d'Iéna, enfin l'ascendant du parti anglais, retinrent cette cour dans les voies où elle marchait depuis seize années, et, pour la seconde fois, elle refusa l'alliance de Napoléon. Dans le moment même où ce prince s'efforçait de l'attirer à lui, Frédéric-Guillaume la conjurait à son tour de prendre en pitié sa détresse et de voler à son secours. L'empereur Alexandre et le ministère anglais joignaient leurs supplications à celles de ce malheureux roi. Ils représentaient à l'empereur François qu'il importait au salut de toutes les couronnes, à l'existence de sa propre maison, de ne pas laisser la Prusse s'abîmer tout entière. C'était une répétition presque littérale de ce qui s'était passé l'année précédente avant la bataille d'Austerlitz. Seulement, l'Autriche et la Prusse avaient changé de rôle.

La catastrophe d'Iéna avait causé à Vienne une

profonde douleur. Au récit de ce désastre, tous les ressentiments de la cour impériale contre son ancienne rivale s'étaient apaisés, et elle ne s'était plus senti que de la pitié pour une si grande infortune. Elle n'eut point le courage de voler au secours des vaincus; mais elle leur fit des promesses qu'elle appuya par des armements. Déjà, aux premiers symptômes d'une rupture entre la France et la Prusse, elle avait rassemblé des corps d'observation sur les frontières de la Bohême et de la Moravie. Ces forces, s'accroissant de jour en jour, étaient devenues une armée formidable, prête à s'élancer sur nos derrières et à nous couper du Rhin. Les Russes s'avançaient sur la Vistule : une nouvelle campagne allait s'ouvrir; qui pouvait en prévoir les vicissitudes? Dans ces champs glacés de la Pologne où les Français n'avaient jamais combattu, peut-être la fortune leur réservait-elle un de ces grands revers qui feraient oublier quinze années de triomphe et de gloire? L'Autriche résolut de se tenir prête pour toutes les éventualités. Elle ne se borna pas à accumuler en Bohême et en Moravie ce qu'elle avait de troupes disponibles : elle fit, dans toutes ses provinces, de grandes levées d'hommes et de chevaux. Elle porta ses escadrons au grand complet de guerre, augmenta considérablement le nombre de ses batteries de campagne.

Justement alarmé d'une attitude qui n'était point, disait-il, une neutralité impartiale, mais une menace flagrante dirigée contre sa puissance,

Napoléon se plaignit vivement. Il somma l'Autriche, en termes nets et impérieux, de réduire son état militaire et de rappeler ses armées des frontières dans l'intérieur. Cette demande le plongea dans des angoisses cruelles. Refuser, c'était la guerre; se soumettre, c'était faillir à de secrets engagements, pousser peut-être Frédéric-Guillaume et l'empereur Alexandre à se mettre à la merci de la France. Elle essaya d'abord déchapper, par l'humilité de son langage, au danger d'une rupture prématurée et à la honte d'un désarmement forcé. Elle protesta de sa loyauté : elle nia effrontément qu'elle eût levé un seul homme de plus; elle jura que jamais elle n'avait été plus éloignée de nous faire la guerre. Mais, en réalité, rien ne fut changé dans ses dispositions. Ses principaux corps d'armée continuèrent de camper sur les frontières de la Bohême et de la Gallicie, et, bien loin de ralentir ses armements, elle les poussa au contraire avec un redoublement d'ardeur.

Un tel état de choses ne pouvait pas durer. Avant de s'enfoncer dans les plaines de la Pologne, Napoléon voulait savoir à quoi s'en tenir sur les véritables desseins de l'Autriche. S'il devait la compter au nombre de ses ennemis, il valait mieux avoir à la combattre aujourd'hui que lorsqu'il serait à trois cents lieues du Rhin. Il résolut donc de percer à tout prix le mystère dont s'enveloppait cette puissance. Il rappela de Vienne M. de la Rochefoucault et envoya à sa place le général Andréossy dont le

coup d'œil tout militaire pût démêler dans le placement des corps et l'ensemble des armements de l'Autriche ses secrètes intentions.

Le jour où le nouvel ambassadeur présenta à l'empereur François ses lettres de créance, il mit de côté la phraséologie officielle consacrée par l'usage, et, allant droit au but, il dit à ce prince : « L'empe-
« reur Napoléon ne craint ni ses ennemis publics,
« ni ses ennemis secrets. Jugeant des intentions par
« les faits, il est trop habile pour ne pas démêler
« ces derniers, et, à cet égard, sire, il regretterait
« infiniment d'avoir à penser que les armements
« considérables que Votre Majesté a mis sur pied
« depuis le commencement des hostilités fussent
« préparés et disposés contre lui suivant les chances
« de la guerre. Votre Majesté paraît avoir réuni sur
« les flancs de l'armée française tout ce qu'elle a de
« forces raisonnablement disponibles, avec des ma-
« gasins immenses. Tranquille sur tous les points
« de la circonférence de son vaste empire, un seul
« semble l'occuper, et c'est précisément celui où
« l'armée française, aux prises d'abord avec l'armée
« prussienne qui a été dissipée comme par un coup
« de vent, ne tardera pas à se trouver engagée avec
« les troupes de la Russie. »

Un tel langage était inusité : on eût dit Omar parlant au nom du prophète. En des temps ordinaires, des paroles si hautaines eussent été presqu'un outrage. Dans les circonstances présentes, il y avait une profonde habileté à démasquer ainsi

l'Autriche. Surpris et troublé, l'empereur François répondit qu'il « n'avait pas d'autres intentions que « de maintenir une scrupuleuse neutralité, qu'il « avait promis à l'empereur Napoléon de ne plus « paraître parmi ses ennemis et qu'il tiendrait « parole. »

Il n'était plus possible à la cour de Vienne de prolonger la duplicité de son rôle : il fallait prendre un parti, dissoudre ses corps d'observation ou entrer en guerre. Elle aima mieux réserver ses forces pour des temps meilleurs. Elle rappela ses corps d'armée des frontières de la Bohême et de la Moravie : mais elle n'en continua pas moins de pousser très-activement, quoique avec plus de secret, ses préparatifs. Sa neutralité n'était que de la peur. Elle n'attendait qu'une occasion favorable pour se déclarer. Que nos armes vinssent à essuyer un grave échec, et, l'on n'en pouvait pas douter, elle marcherait contre nous.

Tel était l'état de nos rapports avec l'Autriche, quand l'arrivée de Davoust à Posen et à Varsovie, et les proclamations du général Dombrowski provoquèrent le soulèvement de ces contrées. Le cri de l'indépendance poussé par la Pologne prussienne trouva de l'écho dans les deux Gallicies. Tous les cœurs s'émurent : dans les palais des nobles, comme sous l'humble toit des chaumières, on bénit le nom de Napoléon : on fit publiquement des vœux pour le succès de ses armes. Déjà, les plus ardents étaient prêts au soulèvement. Toute la population

brûlait de concourir par ses efforts à la restauration de la commune patrie. Mais ce généreux élan fut comprimé par les troupes nombreuses dont l'Autriche avait couvert les deux provinces. A Vienne, on était en proie aux plus vives alarmes. Ce que n'avaient pu faire ni les malheurs de la Prusse, ni les prières de son roi, ni celles de l'empereur Alexandre et de l'Angleterre, la crainte de perdre les Gallicies pouvait l'opérer. Napoléon comprit que, s'il ne trouvait un moyen de calmer les anxiétés de l'Autriche, il courait risque de la voir passer dans le camp des alliés. En conséquence, il envoya de nouvelles instructions au général Andréossy. Il lui écrivit à cet effet lui-même, le 1er décembre.

« Le roi de Prusse a déclaré que son pays étant « plein de Russes, il ne pouvait ratifier la suspen- « sion d'armes. La Pologne entière se lève : prê- « tres, nobles, paysans, tout est soldat. Il n'est pas « en mon pouvoir d'empêcher cette explosion natio- « nale. La partie de la Pologne située sur la rive « gauche de la Vistule a déjà 60,000 hommes sur « pied. Je ne demandais pas mieux que de restrein- « dre ce zèle par une suspension d'armes : le roi « de Prusse ne l'a pas voulu. Les destins feront le « reste...

« L'insurrection de la Pologne prussienne est « une suite naturelle de la présence des Français : « vous devez le dire à Vienne. *D'ailleurs, je n'ai « jamais reconnu le partage de la Pologne.* Mais, « fidèle observateur des traités, en favorisant l'in-

« surrection des Polognes prussienne et russe. « je ne me mêlerai en rien de la Pologne autri- « chienne.

« *Si l'Autriche sent la difficulté de maintenir* « *les Galliciens au milieu de ces mouvements et* « *qu'elle veuille admettre en indemnité une por-* « *tion de la Silésie, vous pouvez déclarer que vous* « *êtes prêt à entrer en pourparlers sur cet objet.* « *Ma conduite ne saurait être plus pacifique.* « L'Autriche veut-elle conserver la Gallicie? je ne « m'en mêle en rien. Veut-elle traiter secrètement, « publiquement? je suis prêt à faire ce qu'elle « veut. »

En d'autres circonstances, peut-être l'Autriche se serait-elle prêtée au rétablissement de la Pologne, car le voisinage de la Russie lui pèse et la trouble : elle eût été heureuse de pouvoir relever cette antique barrière entre elle et son redoutable voisin. Mais, en 1806, la France était le premier objet de ses terreurs et de sa haine; c'était contre la France qu'elle cherchait partout des appuis. Il n'y avait plus que la Russie sur le continent qui fût capable de lui servir de second dans une nouvelle lutte contre nous. Le rétablissement de la Pologne, opéré par nos armes, aurait pour effet inévitable d'étendre notre suprématie du nord au midi, en sorte que le continent tout entier nous serait asservi. Pressée au midi par le royaume d'Italie, à l'occident par la Suisse et la confédération du Rhin, au nord par la Pologne, à l'orient

par la Turquie, devenue ainsi en quelque sorte une esclave de notre système, l'Autriche n'aurait plus la liberté de ses mouvements : elle serait comprimée, étouffée dans la ceinture d'ennemis qui l'envelopperaient de toutes parts. Il était donc impossible qu'elle entrât dans une combinaison tendant au rétablissement même partiel de la Pologne. Elle rejeta les propositions de la France relatives à un échange de la Silésie contre les Gallicies, et déclara que sa moralité ne saurait lui permettre d'accepter une province dont la possession ne lui serait pas librement garantie par la Prusse.

L'empereur comprit toute la portée de ce refus. Il ordonna au général Andréossy [1] de s'attacher à bien convaincre le comte de Stadion que la prise d'armes des habitants du duché de Posen était un simple moyen de guerre contre la Russie, et qu'à Vienne on ne devait y attacher aucune pensée politique. A dater de ce moment, il apporta plus de réserve encore dans ses discours aux autorités polonaises : il poussa même les ménagements envers l'Autriche au point de ne vouloir admettre dans le gouvernement provisoire créé à Varsovie que des Polonais originaires de cette province.

La bataille d'Iéna avait changé complétement la situation militaire et le rôle de la Russie. De simple auxiliaire, elle était devenue partie principale dans

[1] Lettre de l'empereur au général Andréossy, du 27 janvier. (Dépôt des archives des affaires étrangères.)

la lutte contre la France. Ses périls comme ses devoirs s'étaient agrandis, et c'était sur elle seule qu'allait désormais retomber tout le poids de la guerre. Elle n'aurait pas eu trop de la totalité de ses forces pour se mesurer avec nos colonnes victorieuses. Mais, au lieu de nous combattre avec 160,000 hommes, elle ne nous en opposa au début de la campagne de Pologne que 90,000. Il importe de bien faire connaître par quel enchaînement singulier d'événements et de fautes la Russie s'était placée volontairement dans une telle infériorité numérique.

Depuis la fin de l'expédition d'Égypte, la Porte était restée tout à fait en dehors des mouvements de la politique européenne. Elle avait été retenue dans l'isolement et l'inaction, d'abord par sa propre faiblesse, ensuite par la volonté de la Russie et de l'Angleterre, qui n'avaient pas cessé un seul jour de peser sur elle et de la dominer, l'une, par l'effroi qu'elle lui inspirait, l'autre, par les services qu'elle était en mesure de lui rendre. La Russie savait que le concours d'un tel allié contre la France eût été pour elle plutôt un embarras qu'une force. De son côté, l'Angleterre aurait craint, en mettant la Turquie en mouvement, de la faire tomber en poussière. Ces deux grandes puissances avaient laissé dormir leur rivalité en Orient, pour ne songer qu'à unir leurs efforts dans l'Occident contre l'empereur Napoléon. Quant à la France, en vain avait-elle essayé, jusqu'en 1805, de réveiller dans

le sein du divan les sympathies qui l'attachaient autrefois à ses intérêts. Le général Brüne, envoyé à Constantinople pour y relever notre influence et combattre celle des Russes et des Anglais, avait échoué dans toutes ses tentatives. Notre ascendant sur la Porte semblait détruit sans retour. La conquête de l'Égypte nous l'avait aliénée, et, depuis que nous nous étions laissé chasser de ce pays, elle nous avait pris en mépris. Nous avions perdu à ses yeux tous les genres de prestiges, ceux de l'amitié comme ceux de la force. La campagne de 1805 changea cet état de choses. L'écho du canon d'Austerlitz retentit sur les rives du Bosphore : le divan et le sultan Sélim tressaillirent d'étonnement et d'admiration. Le parti français, depuis longtemps silencieux et abattu, releva la tête, et, se recrutant de tous ceux qui, en Orient, voient la volonté de Dieu dans les arrêts de la fortune, il commença à balancer l'influence des Russes et des Anglais. L'impulsion était donnée, tout était préparé ; quelques intrigues tissues et dénouées avec art, de l'or répandu par une main habile, de l'audace surtout, devaient suffire pour rétablir tout à fait notre prépondérance à Constantinople.

Pendant les négociations qui avaient précédé la guerre de Prusse, Napoléon avait envoyé au sultan Sélim un ambassadeur extraordinaire chargé de lui proposer l'alliance et l'appui de la France. Cette mission avait un caractère tout spécial. Il ne s'agissait pas de négocier secrètement, de nouer dans

l'ombre de mystérieuses intrigues, de miner sourdement l'influence anglo-russe. Il fallait au contraire négocier avec fracas, étourdir, menacer, briser enfin violemment les liens qui unissaient les Turcs à nos ennemis et nous emparer de haute lutte de la direction du divan.

Napoléon n'a pas toujours été heureux dans le choix de ses ambassadeurs. Trop souvent il a eu le tort d'aller les chercher dans ses états-majors. L'éducation des cours diffère essentiellement de celle des camps, et la rudesse de l'homme de guerre s'allie rarement à la sagacité souple du diplomate. Mais, cette fois, l'empereur fut bien inspiré. L'homme qu'il députa vers Sélim était un de ses plus jeunes généraux, comme lui Corse d'origine, et qui déjà en plusieurs circonstances, notamment dans la journée du 18 brumaire, lui avait donné des preuves d'un grand dévouement. Le général Sébastiani avait une belle figure, de la distinction, l'esprit net, vif et résolu. Son instruction diplomatique n'était ni bien solide, ni très-étendue. Mais il suppléait à ce qui lui manquait par beaucoup de dextérité et une remarquable aptitude aux affaires. D'ailleurs, il connaissait l'Orient où il avait déjà rempli, sous le consulat, une mission éclatante. Rusé et ardent comme les hommes de son pays, d'autant plus habile dans sa souplesse qu'il la cachait sous un air arrogant, aussi hardi qu'adroit dans le choix des moyens de pousser sa fortune, aimant le faste qui plaît aux Orientaux, il avait les

qualités et en quelque sorte les défauts que réclamait la mission toute spéciale dont il était chargé. Il quitta Paris dans les derniers jours du mois de juin 1806, et se rendit directement à Constantinople. Ses instructions lui enjoignaient d'employer les moyens de persuasion d'abord, et, s'ils étaient infructueux, la menace pour faire rentrer la Turquie dans notre sphère d'influence. Si la guerre venait à se rallumer dans le Nord, il devait brusquer une rupture entre la Porte et la Russie, et exciter la première à profiter de l'occasion pour se jeter sur la Bessarabie et la Crimée et recouvrer ces précieuses provinces.

Les princes Ipsilanti et Moruzzy étaient, à Constantinople, les chefs du parti russe. Ils étaient gouverneurs de la Moldavie et de la Valachie, et c'était l'influence de la Russie qui les avait portés à ces hautes fonctions. Leur crédit auprès de la Porte et leurs richesses étaient immenses. Ils disposaient de presque toutes les voix du divan : après le sultan, ils étaient les deux personnages les plus considérables de l'empire. Les instructions remises au général Sébastiani lui enjoignaient de mettre tout en œuvre pour renverser le crédit de ces princes et de faire nommer à leur place, dans les fonctions de gouverneurs de la Moldavie et de la Valachie, les princes Suzzo et Callimachi, qui étaient dévoués aux intérêts français. Mais le traité de Jassy interdisait formellement à la Porte le droit d'accéder à une telle exigence. Par une disposition

expresse de ce traité, la durée des pouvoirs des princes vaïvodes était fixée à sept années et placée sous la garantie de la Russie. Or, Ipsilanti et Moruzzy ne gouvernaient les deux provinces que depuis trois années. Exiger de la Porte qu'elle proclamât leur déchéance et qu'elle les remplaçât par les créatures de la France, c'était lui demander de se mettre en état de rupture flagrante avec la Russie.

Le général Sébastiani venait d'arriver à Constantinople quand il apprit la conclusion du traité de paix signé à Paris, le 20 juillet, par M. d'Oubrill. Cet événement ne lui parut pas de nature à suspendre l'exécution des ordres de sa cour. La paix était signée; mais elle n'était point ratifiée. Il serait toujours temps, si l'empereur Alexandre sanctionnait l'œuvre de son négociateur, de revenir sur des prétentions que ne comporteraient plus les relations pacifiques de son gouvernement avec celui de Russie. L'ambassadeur de France sollicita donc de la Porte qu'elle voulût bien donner à l'empereur son maître un témoignage éclatant d'amitié en lui sacrifiant Ipsilanti et Moruzzy. Il dit que ces princes avaient indignement trahi les intérêts du sultan, abusé de leur immense pouvoir pour vendre à la Russie l'honneur, la dignité, l'existence même de l'empire, et qu'ils avaient perdu ainsi par leurs crimes le droit de réclamer les garanties du traité de Jassy.

A cette brusque demande, le divan fut saisi de

surprise et d'effroi. Les mieux disposés en notre faveur la blâmèrent comme intempestive. Les autres, gagnés presque tous par l'or des Russes, dirent qu'il fallait l'écarter comme étant une violation manifeste du traité de Jassy. Cette opinion fut adoptée par la majorité et signifiée au général Sébastiani. Mais le jeune ambassadeur ne se décourage point. Ce n'est plus au divan qu'il s'adresse ; c'est à Sélim lui-même. Il lui peint Ipsilanti et Moruzzy comme des traîtres qui conduisent la Turquie à une ruine infaillible, la France comme son appui naturel et son plus ferme allié. Il l'émeut, il le trouble et lui arrache un hatti-chérif qui destitue les deux princes vaïvodes et nomme à leur place Suzzo et Callimachi.

On touchait à la fin du mois d'août 1806. Bientôt, le général Sébastiani apprend que l'empereur Alexandre a désavoué M. d'Oubrill et rejeté le traité du 20 juillet. Ainsi, la guerre va se rallumer dans le Nord, et tout fait pressentir qu'elle aura pour théâtre, non plus seulement l'Allemagne, mais la Pologne. Le moment est venu de frapper sur le Bosphore des coups décisifs : il s'agit de réveiller les Turcs de leur léthargie séculaire et de les précipiter sur la Bessarabie. Le général Sébastiani se rend chez le reis-effendi, et, avec cette gravité hautaine qui est un trait caractéristique de sa personne, il affirme que la cour de Saint-Pétersbourg n'a rejeté le traité du 20 juillet que parce qu'il garantissait l'indépendance des sept-îles et

replaçait Raguse sous la protection de la Porte. Il montre la France victime de sa sollicitude pour la sécurité et l'indépendance de l'empire ottoman. « Aura-t-elle donc en partage tous les travaux, « tous les périls, tandis que l'empire au salut « duquel elle sacrifie son repos et son sang conti- « nuera de languir dans une lâche et funeste inac- « tion ? L'occasion n'est-elle pas venue pour la Tur- « quie de ressaisir ses armes, de faire appel à l'éner- « gie de ses peuples, de se jeter sur la Russie et de « venger d'un seul coup tous ses affronts passés, en « recouvrant à la fois la Crimée et la Bessarabie ? » Après les excitations, les menaces : l'ambassadeur déclare aux ministres ottomans que l'heure est venue pour eux de choisir. « L'empereur Napo- « léon, leur dit-il, a dirigé une armée en Dalmatie « pour protéger la Porte. Mais, si elle se lie à « l'Angleterre et à la Russie, sa résolution est prise; « il donnera à ses troupes une autre destination et « il traitera la Turquie en ennemie. » En consé- quence, le général demande qu'elle interdise l'en- trée du Bosphore à tout vaisseau de guerre russe, ainsi qu'à tout bâtiment de la même nation, qui serait chargé de munitions de guerre. Si elle per- siste à accorder le passage, une flotte française attaquera immédiatement les Dardanelles.

Étourdie et subjuguée par le ton d'autorité du représentant de Napoléon, toujours prête à céder au plus fort ou au plus menaçant, stimulée d'ail- leurs par l'espoir de reconquérir ses provinces per-

dues, la Porte abandonna la cause de la Russie et accéda à toutes les demandes de l'ambassadeur de France.

La situation était grave : on touchait à une crise décisive : la Porte échappait à l'influence de la Russie et de l'Angleterre. Les envoyés de ces deux puissances se communiquèrent leurs alarmes et convinrent de tout tenter, les prières, les séductions, les menaces, la violence même pour replacer la Porte sous leur joug. Le ministre de Russie, M. Italinski, sort de son palais, se rend sur le vaisseau anglais *le Canopus*, et fait savoir au reis-effendi que, si les princes Ipsilanti et Moruzzy ne sont pas réintégrés immédiatement dans les principautés de Moldavie et de Valachie, il fera voile pour Sébastopol, et que toutes relations de paix seront rompues entre la Russie et la Turquie. L'ambassade anglaise tient un langage non moins menaçant. Retenu par la fièvre à son palais d'été, l'ambassadeur, M. Arbuthnot, charge un de ses secrétaires, M. William Wellesley-Pole, d'aller à sa place soumettre ou plutôt imposer ses demandes au divan. Le jeune Anglais arrive à Constantinople à franc étrier, se rend dans le sein du divan le fouet à la main, et, d'un air impérieux, somme l'assemblée de révoquer sur l'heure toutes ses dernières mesures : en cas de refus, une flotte anglaise forcera le passage des Dardanelles et livrera aux flammes la capitale.

MM. Italinski et Arbuthnot n'avaient que trop

bien calculé l'effet de leur double démarche. Elle remplit d'épouvante le divan et le sérail. L'ouvrage de l'ambassadeur de France fut encore une fois renversé : on oublia ses promesses comme ses menaces ; on ne vit plus que le danger imminent d'une rupture avec deux puissances formidables qui, en déchaînant, l'une, ses armées, l'autre, ses flottes, anéantiraient l'empire ottoman. Sélim n'osa braver tant de périls : il rétablit Ipsilanti et Moruzzy dans leurs principautés, révoqua le hatti-chérif qui interdisait l'entrée du Bosphore et des Dardanelles aux bâtiments de guerre russes et anglais, et mit le comble à tant de mobilité et de faiblesse en promettant en secret à notre ambassadeur de former des liens indissolubles avec l'empereur Napoléon, aussitôt que les circonstances le lui permettraient.

Cependant, la cour de Saint-Pétersbourg venait d'être informée de la destitution des princes vaïvodes ses protégés. Elle avait crié à l'infraction des traités. Saisissant avidement ce prétexte pour attaquer la Turquie, elle réunit 80,000 hommes sous les ordres du général Michelson, et leur commanda d'envahir et d'occuper immédiatement la Moldavie et la Valachie. Bientôt, elle sut que la Porte avait effacé tous ses torts envers elle, qu'elle avait réintégré dans leurs gouvernements les princes Ipsilanti et Moruzzy, et rouvert aux navires russes et anglais l'entrée du Bosphore et des Dardanelles. Si la Turquie avait été une force digne d'être comptée

pour quelque chose en ce monde, la Russie eût accepté sa soumission avec une joie profonde; elle lui eût pardonné un jour d'erreur et d'outrage; elle se fût déclarée pleinement satisfaite. Mais elle avait le secret de la débilité de cet empire, et elle avait résolu d'en abuser pour l'attaquer et lui arracher de nouvelles provinces. En vain le divan a cédé à toutes les exigences de M. Italinski et imploré le pardon de cet ambassadeur : elle ne veut point d'un repentir qui lui ôterait le droit de se venger : elle persiste à se déclarer insultée : elle ne révoque point les ordres qu'elle a donnés au général Michelson. Sans doute, elle aura à conduire une double guerre, l'une sur la Vistule, l'autre sur le Danube. Mais, dans l'emportement inconsidéré de son ambition, elle ne veut point attendre, pour éclater, l'issue des premiers chocs entre les Français et les Prussiens. Le souvenir de la catastrophe d'Ulm ne l'arrête point : elle tombe dans le piége que lui a tendu la France : elle fait irruption dans les deux provinces, et emploie à les conquérir 80,000 hommes qui, réunis à l'armée de Pologne, lui auraient donné sur les Français une supériorité incontestable. Après le désastre d'Iéna, elle comprit toute la grandeur de sa faute; elle voulut la réparer : elle retira de son armée du Danube deux divisions et les dirigea sur la Narew. Mais il leur fut impossible de rejoindre le général Essen avant le mois de février. Elle ne fit donc rien de complet ni d'achevé. Elle disloqua son armée de Mol-

davie, paralysa ainsi les opérations du général Michelson, et ouvrit la campagne de Pologne avec une telle infériorité numérique qu'elle ne put se maintenir sur la Vistule. L'Angleterre ne fut pas la moins affligée de l'irruption des Russes dans la Moldavie et dans la Valachie; mais elle n'osa se plaindre. Elle avait besoin du bras de la Russie pour abattre Napoléon, et il lui fallut tolérer des violences qu'en d'autres temps elle n'eût point souffertes.

Quant à la France qui venait d'appeler sur l'empire ottoman d'immenses périls, c'était pour elle un devoir sacré de lui chercher partout des appuis. Elle tourna les yeux vers la cour de Vienne. Elle s'efforça d'éveiller ses sollicitudes en faveur d'un empire dont l'existence assure la sécurité de la Transylvanie et de la Hongrie. Elle lui confia ses propres alarmes. « Elle craignait, disait-elle, qu'a-« près avoir conquis la Moldavie et la Valachie, les « Russes ne franchissent les Balkans et ne s'empa-« rassent de Constantinople. N'était-ce donc pas là « une cause sérieuse d'alarmes pour toute l'Europe? « le moment n'était-il pas venu pour la France et « l'Autriche de se concerter, afin de garantir l'exis-« tence de la Turquie, si elle était possible encore, « et, si elle ne l'était plus, pour disposer de ses « débris? » Vains efforts! la cour de Vienne déplora amèrement la situation périlleuse dans laquelle nous venions de placer la Turquie; mais elle déclara qu'elle ne s'exposerait point, pour sauver cet État, aux chances d'une rupture avec la Russie.

La grande armée qui s'avançait sur la Vistule pour nous combattre était divisée en deux corps principaux commandés par les généraux Benigsen et Buxhowden, auxquels se réunirent 16.000 Prussiens, sous les ordres du général Lestocq. Ces trois corps formaient un effectif de 106.000 hommes. Ils avaient pour généralissime le général Kamenski, vieillard octogénaire qui s'était distingué autrefois dans les guerres de Catherine : brisé aujourd'hui par l'âge, il était incapable de porter le poids d'un tel commandement.

Le 15 novembre, le général Benigsen arriva avec son corps d'armée, fort de 55.000 hommes, sur la Vistule, prit position à Varsovie, et fit fortifier le pont de Praga. Mais bientôt, nos têtes de colonnes parurent sur la rive gauche du fleuve. Dans les journées des 30 novembre, 1er et 2 décembre, Murat, Davoust et Lannes forcèrent le passage du fleuve. Le pays était en feu : de tous côtés les Polonais s'organisaient en bandes de partisans. Trop faible pour tenir tête à la population soulevée et à l'armée française, Benigsen se replia en arrière sur le corps de Buxhowden qui s'approchait, et nous abandonna les deux rives de la Vistule. Le maréchal Ney s'empara de Thorn et ouvrit la marche aux corps de Bernadotte et de Bessières. Augereau et Soult qui formaient le centre passèrent le fleuve, le premier à Zakroczin, le second à Plotzk. L'armée se trouva maîtresse des deux rives et s'avança sur le Niémen.

L'empereur partit de Posen le 16 décembre. Avant de quitter cette ville, il fit un acte d'une haute importance. Il conclut (11 décembre) avec l'électeur de Saxe, naguère son ennemi, une alliance étroite. Ce prince accéda à la confédération du Rhin et prit l'engagement de mettre au service de la France un contingent de 20,000 hommes. Il fut convenu par une disposition spéciale que, pendant le cours de la présente guerre, le contingent ne serait que de 6.000 hommes. Magnifique envers son nouvel allié, Napoléon échangea la couronne ducale de ce prince contre une couronne de roi. Il fit plus ; il lui promit, si la fortune favorisait ses armes, de lui céder, à la paix, celles des provinces polonaises qui pourraient être enlevées à la Prusse.

De Posen, Napoléon se rendit à Varsovie où il arriva le 18 : puis, il se porta vivement sur les Russes qui occupaient l'espace compris entre l'Ukra, le Bug et la Narew. Le corps de Benigsen, qui était le plus rapproché de nous, campait autour de Nasielck et de Pultusk. Celui de Buxhowden se trouvait un peu plus en arrière, entre Golmyn et Makow. Leur ligne de retraite, à l'un et à l'autre, se dirigeait par Rozan sur Ostrolenka. Le corps prussien du général Lestocq, placé sur la Dreventz, formait l'extrême droite de l'armée ennemie.

L'empereur, manœuvrant par sa gauche, résolut de couper aux Russes leur ligne de retraite et de les refouler sur la frontière autrichienne. Tandis que Lannes les attaquerait de front, Soult, Auge-

reau et Davoust se porteraient, par une marche rapide, sur leur flanc droit et tâcheraient de les déborder sur la route de Rozan. Nos manœuvres intimidèrent le vieux Kamenski, qui fit replier toute l'armée sur Lomza et Ostrolenka. Dans sa frayeur, afin d'accélérer son mouvement de retraite, il donna l'ordre qu'on abandonnât tous les canons : mais Benigsen et Buxhowden se révoltèrent contre une telle injonction et lui désobéirent.

Le maréchal Lannes rencontra Benigsen à Nasielck, l'obligea à battre en retraite et l'assaillit, le 26 décembre, sur les hauteurs de Pultusk. Les Russes avaient pour eux les avantages du nombre, de la position et de l'artillerie. Lannes fit des efforts inouïs pour emporter Pultusk et n'y put réussir. Les routes étaient dans un état affreux. La Narew ayant débordé, les plaines qui bordent ses rives étaient transformées en marais fangeux où les hommes et les chevaux s'engouffraient. Le choc fut terrible, et de part et d'autre on combattit avec ténacité et un grand courage. A notre impétuosité, les Russes opposèrent une fermeté digne d'admiration. A la fin cependant, ils cédèrent : dans la nuit du 26 au 27, ils évacuèrent la ville de Pultusk et se retirèrent en bon ordre sur Ostrolenka.

La bataille de Pultusk n'était qu'un épisode de la grande manœuvre conçue par Napoléon. Ce n'était pas sur le corps de Benigsen mais sur celui de Buxhowden qu'il avait résolu de frapper les coups décisifs. Murat, Davoust et Augereau assaillirent à

Golmyn ce dernier corps d'armée. Malheureusement, leurs colonnes ne purent manœuvrer avec la rapidité convenable au milieu de l'immense bourbier où elles étaient engagées. C'est là ce qui sauva l'armée russe. Quelque effort que fît le maréchal Soult pour gagner l'ennemi de vitesse à Makow et lui fermer toute issue, il lui fut impossible d'arriver à temps. Attaqué vigoureusement, le 26, à Golmyn, Buxhowden fit bonne contenance pendant tout le jour, et, dans la nuit, il put effectuer librement sa retraite.

Sur notre gauche, le maréchal Ney, lancé à la poursuite de Lestocq, l'avait chassé de Soldau, séparé de l'armée russe et rejeté dans la Prusse orientale.

La saison était affreuse. Les routes, partout défoncées, se refusaient au transport des magasins et de l'artillerie. Les fatigues et l'humidité du sol décimaient l'armée. Les Russes, refoulés sur la haute Narew, ne pouvaient pas manœuvrer plus que nous. Persuadé que, d'ici à quelque temps, ils n'oseraient rien tenter de décisif, Napoléon résolut de prendre ses quartiers d'hiver et d'attendre, pour recommencer les grandes opérations, un temps plus favorable. En conséquence, il revint s'établir de sa personne à Varsovie, plaça sa droite entre les affluents du Bug et de la Vistule, son centre entre Mlawa et Neidenburg, et appuya sa gauche sur le Frisch-Haff, de manière à couvrir toute la basse Vistule et à tenir en échec Dantzick et Graudentz. De leur

côté, les Russes établirent leurs cantonnements autour de Lomza.

L'empereur mit à profit ce moment de repos pour renforcer son armée. Elle s'était précipitée comme un torrent du Rhin à la Vistule, brisant, dans son cours impétueux, toutes les digues, tous les obstacles que l'ennemi lui avait opposés, et laissant derrière elle un pays immense et ravagé. C'est ici qu'il faut admirer l'emploi merveilleux que l'empereur savait faire de ses vastes ressources. Chez lui, comme on l'a dit tant de fois, le génie organisateur était aussi grand que le génie des batailles ; sa prudence égalait son audace, et rien n'échappait à sa vigilance et à ses prévisions. Des corps frais, composés de nouvelles levées, vinrent combler les vides que les combats et les marches forcées avaient occasionnés dans les rangs de la grande armée. D'autres corps de réserve, échelonnés du Rhin à la Vistule, formaient une chaîne non interrompue qui contenait dans la soumission les populations ennemies. Notre artillerie s'était trouvée inférieure à celle des Russes dans les derniers combats ; l'empereur fit venir de nouvelles batteries. Il releva les ouvrages de Thorn et de Praga, couvrit de retranchements les villes de Modlin et de Sierock sur la Vistule, et organisa un nouveau corps d'armée, le dixième, qu'il plaça sous les ordres du général Lefebvre. Il le destina à faire le siége de Dantzick et celui de Colberg.

La sûreté de nos lignes de communication et le

caractère équivoque de nos rapports avec l'Autriche nous commandaient absolument de prendre les places de la Silésie. Le général Vandamme, chargé de les soumettre, s'était déjà emparé, le 2 décembre, de Glogau. Puis, il avait mis le siége devant Breslau. Cette grande ville, défendue par d'excellentes fortifications, par une garnison de 6,000 hommes, 300 pièces de canon, et bien approvisionnée, était en mesure de résister longtemps. Elle était secondée dans sa résistance par le prince d'Anhalt-Pless qui, à la tête des paysans enrégimentés de la haute Silésie, venait troubler par des attaques soudaines et répétées les opérations du siége. Mais, dans un engagement qui eut lieu à Strahlen, sa troupe fut taillée en pièces, et il perdit tous ses canons. La place, vivement pressée par Vandamme, n'ayant plus aucun espoir d'être secourue et menacée d'une prise d'assaut, se rendit le 7 janvier. Bientôt après, Brieg, Schweidnitz et Kœsel tombèrent à leur tour. Il ne nous restait plus à réduire que Neiss et Glatz, les deux plus fortes places de la haute Silésie, l'une et l'autre défendues par des garnisons considérables. Elles opposèrent à nos attaques une valeureuse et opiniâtre défense et ne se rendirent qu'à la fin de la campagne, Neiss, le 1er juin, et Glatz, le 14, après avoir épuisé tous leurs vivres.

L'empereur avait compté que les Russes, retenus dans leurs cantonnements par l'inclémence de la saison, ne viendraient point le troubler dans ses

quartiers d'hiver : il fut bientôt détrompé. Afin de faire vivre son armée, il s'était vu forcé de projeter son aile gauche, commandée par Bernadotte, jusque sur Elbing. Le corps du maréchal Ney, placé à Mlawa, reliait l'aile gauche au centre de l'armée. Mais, soit que la difficulté de s'approvisionner l'eût forcé de porter lui-même ses troupes dans un pays neuf, ou qu'il se fût concerté avec Bernadotte pour menacer Kœnigsberg, Ney sortit de sa position et se laissa entraîner jusqu'à Heilsberg.

Cette manœuvre excentrique rompit la chaîne de nos corps d'armée et attira l'attention des Russes. Le vieux Kamenski s'était démis du commandement et avait été remplacé par Benigsen, le même qui avait pris une part si cruelle à la mort tragique de Paul Ier. Ce général entrevoit dans la fausse manœuvre du maréchal Ney une chance de le détruire : il espère, à la faveur des forêts et des lacs qui couvrent ses lignes, nous dérober sa marche. Il lève silencieusement tous ses camps, ne laisse sur la Narew qu'une seule de ses divisions, celle du général Essen ; puis, avec 80,000 hommes, il se porte vivement sur sa droite et fond, à l'improviste, sur les corps de Ney et de Bernadotte. Son projet était de les couper de la grande armée, de les refouler sur la mer et de les anéantir. Ce grand coup une fois porté, il passait la Vistule, débloquait Dantzick, Graudentz et Colberg, portait la guerre dans la Prusse occidentale et nous forçait ainsi à lui abandonner toute la ligne de la Vistule. Mais,

au lieu de se jeter dans l'espace laissé vide par la manœuvre excentrique de Ney, il alla heurter de front ce maréchal qui retourna aussitôt sur ses pas et renoua la chaîne, un moment brisée, de nos lignes. De son côté, Bernadotte, surpris le 25 janvier à Mohrungen, rétrograda en toute hâte sur Strasburg, dans la direction de Thorn. Ce mouvement prononcé de retraite enhardit Benigsen, qui, se laissant emporter à son tour par l'ardeur de la poursuite, poussa vivement Bernadotte sur Thorn, laissant derrière lui le gros de l'armée française. Ainsi, il allait donner précisément dans le même piége où Ney et Bernadotte avaient failli tomber.

Napoléon mesura de suite l'étendue de la faute commise par son adversaire. Il résolut de tourner l'aile gauche des Russes, de les couper de Kœnigsberg, de les adosser à la mer et de les placer dans l'alternative de se rendre ou de mourir. Des instructions expédiées au maréchal Bernadotte l'initièrent aux secrets de ce grand mouvement. Ce maréchal reçut l'ordre de tromper l'ennemi en ayant l'air de fuir, et de l'attirer sur la basse Vistule. Dès que ce mouvement de l'ennemi fut bien prononcé, l'armée française sortit, le 1er février, de ses cantonnements et se porta sur le flanc gauche des Russes qui avaient déjà leur quartier général à Mohrungen et leur avant-garde à Osterode. S'ils avaient continué pendant un jour encore de poursuivre Bernadotte sur la basse Vistule, ils eussent été enveloppés par

nos colonnes, coupés du Niémen, acculés à la mer, et, très certainement, ils auraient eu le sort des Prussiens à Iéna. Mais l'officier chargé des ordres expédiés au maréchal Bernadotte eut le double malheur d'être pris et de n'avoir pas le temps de détruire ses dépêches. Elles furent portées aussitôt au général Benigsen, qui apprit par elles qu'en se portant si impétueusement sur la basse Vistule il courait à sa perte. Aussitôt, il se retourne et se rejette en arrière sur Jonkowo. Napoléon est saisi de douleur à la vue de sa proie qui lui échappe. Cependant, il ne désespère pas encore de pouvoir déborder les Russes sur la route de Kœnigsberg. Dans ce dessein, il presse la marche de ses colonnes : vains efforts, il ne peut atteindre que l'arrière-garde de l'ennemi, d'abord au pont de Bergfried, sur l'Alle, puis successivement à Wolfsdorff, à Hoff et à Landsberg. Le 7 février, l'armée russe arriva intacte à Pruss-Eylau, n'ayant eu de compromis, dans cette retraite précipitée, qu'un seul de ses corps, celui du général prussien Lestocq, qui, averti trop tard du changement de front de Benigsen, fut surpris par le maréchal Ney. Il ne lui échappa qu'avec une peine infinie et en sacrifiant un tiers de ses soldats.

Benigsen avait été poursuivi si vivement que, pour n'être pas débordé sur son flanc gauche, coupé de la Prégel et refoulé sous les murs de Kœnigsberg, il fut obligé de faire volte-face et de nous livrer bataille. En conséquence, il plaça dans la ville de

Pruss-Eylau, et dans les villages qui l'entourent les divisions Markoff et Barclay de Tolly, et lui-même s'établit un peu en arrière, sur la route de Kœnigsberg, avec le gros de ses colonnes.

Murat et Soult ouvraient la marche de l'armée française. Le 7 février, ils abordèrent vivement les positions occupées par les deux divisions russes en avant d'Eylau et les enlevèrent après un grand carnage. L'ennemi refoulé dans la ville s'y maintint jusqu'à dix heures du soir. Quand ils nous l'abandonnèrent, elle n'était plus qu'un monceau de ruines et de cadavres. Napoléon y transporta son quartier général. Persuadé que l'ennemi était en pleine retraite sur Kœnigsberg, il fit prendre à ses colonnes fatiguées quelques heures de repos. Mais le lendemain matin, à l'aube du jour, une grêle de boulets et d'obus lancés sur la ville d'Eylau lui apprit que les Russes étaient près de lui et qu'il avait dormi sous les feux de leurs batteries[1]. Il n'était plus possible d'en douter, Benigsen avait résolu de nous livrer une grande et décisive bataille.

Les deux armées étaient à peu près d'égale force. Elles comptaient chacune de 75 à 80,000 hommes. Mais les Russes avaient une artillerie plus nombreuse, et, à l'heure où ils engagèrent le combat, l'armée française se trouvait dégarnie de ses deux ailes. La droite, sous les ordres de Davoust, avait

[1] *Napoléon devant le tribunal de César et d'Alexandre*, par le général Jomini, tome II, page 358.

été portée sur Domnau. et la gauche, commandée par Ney, sur Kreutzbourg. Quant au maréchal Bernadotte, il fut informé seulement le 4 février que l'empereur se portait sur Benigsen. Le 6, il n'était encore qu'à Osterode, en sorte qu'il lui fut impossible de prendre part à la grande bataille du 8. Jusqu'à une heure de l'après-midi, l'armée française se trouva réduite au corps du centre, aux réserves de cavalerie et à la garde : ces corps formaient à peine 50,000 hommes. Napoléon se hâta de rappeler à lui ses deux ailes : mais Davoust ne put entrer en ligne que vers le milieu du jour, et le maréchal Ney arriva seulement le soir sur le champ de bataille. Benigsen, au contraire, disposait dès le matin de la totalité de ses forces, à l'exception du corps de Lestocq qui arriva assez à temps pour prendre une part considérable à la bataille.

L'armée russe avait sa droite appuyée sur Schloditten et sa gauche sur Klein-Saussgarten. 150 pièces de douze et 250 obusiers défendaient ses positions qui étaient formidables. Bagration conduisait l'avant-garde, Sacken le centre, et Doctorof la réserve.

Le corps de Soult fut le premier attaqué. Il comptait à peine 18,000 hommes, et il se trouva aux prises avec 70,000 Russes. On était à demi-portée de canon et tous les coups portaient. Des milliers de braves succombèrent de notre côté. Soult était gravement compromis. Augereau arriva à son secours, et tous les deux fondirent impétueu-

sement sur le centre des Russes. La neige tombait si abondamment que l'air en était obscurci, et le vent du nord la chassait dans les yeux de nos soldats. Les divisions d'Augereau perdirent leur point de direction et allèrent tomber entre la réserve de cavalerie des Russes et celle de leur infanterie. Attaquées avec une vigueur extrême en tête et en flanc, foudroyées à bout portant par 40 pièces de canon, elles furent déchirées, percées à jour, et à peu près anéanties. A ces lugubres nouvelles, Napoléon est saisi d'une douleur inexprimable ; il voit la victoire lui échapper, et avec elle la domination du continent. Alors il fait un effort immense ; il lance contre l'ennemi toutes ses réserves de cavalerie. Murat et Bessières s'avancent à la tête de 70 escadrons, se précipitent avec une incroyable furie sur le centre des Russes, renversent la première et la seconde ligne, et pénètrent jusqu'à la troisième. La plume est impuissante à peindre le spectacle à la fois horrible et sublime de ce grand choc. Les cris des assaillants s'unissent aux hourras des Russes, aux lamentations des mourants et aux détonations de l'artillerie. Les lignes russes, qui d'abord ont cédé à la charge impétueuse de Murat et de Bessières, se reforment aussitôt, et, quand nos escadrons reviennent sur leurs pas, ils retrouvent une muraille d'acier qu'il leur faut encore une fois renverser. Dans les deux armées l'héroïsme est égal et le massacre affreux. Du côté de l'ennemi, des lignes entières d'infante-

rie tombent pour ne plus se relever : des escadrons français perdent jusqu'à leur dernier homme. Le général d'Hautpoul, qui commandait la grande colonne des cuirassiers, fut une des illustres victimes de cette journée funèbre.

Cependant, il était plus de midi, et ni le corps de Davoust, ni celui du maréchal Ney, n'avaient encore paru. L'empereur était en proie à des angoisses cruelles. Enfin, on signale l'arrivée de Davoust : il entre aussitôt en ligne, fond sur l'aile gauche des Russes, et tout plie devant lui. Les divisions d'Ostermann, de Kamenski et de Bagavouth sont violemment reployées sur le village de Kutschitten : elles font des efforts inouïs pour conserver cette position; elle leur est enlevée. De ce côté, l'ennemi est tout à fait débordé, quand le général prussien, Lestocq, arrive à son tour, vole au secours de l'aile gauche des Russes, la raffermit, reprend avec elle la position de Kutschitten, et force Davoust à se replier sur Anklapen. On touchait à la fin du jour : déjà, la nuit étendait ses voiles, et les Russes restaient immobiles dans leurs rangs décimés, quand parut le maréchal Ney. La présence d'un corps frais, commandé par un tel chef, changeait complétement la situation respective des deux armées. Benigsen n'osa prolonger la lutte ; il lâcha prise et nous abandonna le champ de bataille, champ de carnage, bien plus que champ de victoire, et se retira sous le canon de Kœnigsberg. Telle fut cette terrible bataille d'Eylau, l'une des plus meurtrières et des moins

décisives des guerres modernes. Elle coûta à chacune des deux armées environ trente mille morts et blessés.

Les Russes s'attendaient à être poursuivis par les Français; mais les deux armées, également abîmées, étaient incapables de continuer activement les opérations. Napoléon reploya tous ses corps et leur fit reprendre des quartiers d'hiver derrière les lignes de la Passarge et de l'Alle. Il s'établit de sa personne, d'abord à Osterode et ensuite au château de Finkenstein. Benigsen n'apprit que le 19 février ce mouvement rétrograde. Il se méprit sur les intentions de Napoléon; il s'imagina que l'armée française, hors d'état de tenir la campagne, se disposait à repasser la Vistule : il se mit donc sur nos traces. Alors l'empereur feignit de reprendre lui-même l'offensive sur toute sa ligne. Cette manœuvre fit bien voir à Benigsen qu'il s'était abusé sur la situation et les vues de son adversaire : il arrêta son mouvement, prit, à l'exemple de Napoléon, ses quartiers d'hiver, et établit ses corps entre l'Alle, la Prégel et le Frisch-Haff.

Tandis que les deux armées épuisées et décimées suspendaient leurs luttes, le général russe, Essen, qui avait été laissé en observation sur la Narew et qui venait d'être renforcé par une des divisions détachées de l'armée de Moldavie, attaqua, le 16 février, le corps français chargé de couvrir la haute Vistule. Le général Savary le commandait en l'absence du maréchal Lannes qui était malade. Ce

corps d'armée était dans une position très-périlleuse ; il ne comptait guère plus de 12,000 hommes. tandis qu'Essen en avait 22,000. Mais une circonstance imprévue et bien heureuse rétablit l'équilibre. Le général Oudinot se dirigeait avec 9,000 grenadiers sur Villemberg pour rejoindre la grande armée, quand il eut connaissance du mouvement offensif du général Essen ; il vint aussitôt en aide à Savary. Les deux généraux, manœuvrant de concert, remportèrent sur les Russes, à Ostrolenka, une victoire complète. Ce succès avait une très-grande importance stratégique. Si Savary avait été battu, la haute Vistule se fût trouvée forcée, et toute l'armée française aurait été entraînée dans le mouvement rétrograde de son aile droite. Le combat d'Ostrolenka la raffermit sur toute sa ligne. Ses deux extrémités s'appuyaient, l'une au Frisch-Haff sur la Baltique, et l'autre à la Narew : le centre était couvert par l'Alle et la Passarge. Masséna étant arrivé d'Italie, Napoléon lui confia le commandement du corps d'armée chargé de contenir, sur la Narew, les divisions du général Essen.

CHAPITRE XXIII.

Napoléon s'établit au château de Finkenstein. — Convention d'armistice entre les Français et les Suédois. — Siége et prise de Dantzick. — Position critique de l'armée française. — Attitude inquiétante de l'Autriche. — Affaires de Turquie. — Efforts de Napoléon pour régénérer cet empire. — Position délicate de l'Angleterre à Constantinople. — L'amiral Duckworth, le général Sébastiani, M. Ruffin. — Armements à Constantinople. — Retraite calculée de Duckworth. — Il se dirige sur Alexandrie. — Échec des Anglais devant Rozette. — Ils évacuent Alexandrie. — Perplexités de Napoléon. — Il propose la paix et son alliance à la Prusse. — Lettre de Napoléon au roi. — Frédéric-Guillaume refuse l'alliance et la paix. — Il resserre ses nœuds avec l'Angleterre et la Russie. — Convention de Bartenstein. — Napoléon propose pour la troisième fois son alliance à l'Autriche. — Refus réitéré de cette couronne. — Elle se dispose à intervenir comme médiatrice armée. — Bases de négociation proposées par elle aux puissances belligérantes. — Réponses de la France, de l'Angleterre, de la Russie et de la Prusse. — Reprise des grandes opérations. — Forces des deux armées. Plan audacieux de Napoléon. — Bataille de Friedland. — Désastre des Russes. — Ils se retirent derrière le Niémen. — Prise de Kœnigsberg.

L'empereur mit à profit la suspension forcée des grandes opérations pour rendre du repos et des forces à ses corps affaiblis, presser la chute de

Dantzick et des places de la Poméranie, consolider ses positions sur la Vistule et l'Oder, et se trouver en mesure, au moment où se rouvrirait la campagne, de porter aux Russes des coups décisifs. Jamais moments ne furent remplis par de plus grands travaux que ceux qu'il passa au château de Finkenstein.

Le maréchal Mortier eut l'ordre d'occuper la Poméranie suédoise et d'investir Stralsund, où une garnison de 15,000 hommes, commandée par le général suédois Essen, menaçait nos communications avec les provinces de l'Elbe et du Rhin. Les Suédois, refoulés dans l'enceinte de la place, y furent bientôt étroitement bloqués, et la ligne de l'Oder, un moment compromise, se trouva dégagée et raffermie. Napoléon déplorait la guerre dans laquelle Gustave IV avait précipité son pays et il épiait l'occasion d'un rapprochement. « Est-ce à « nous de faire du mal à la Suède ? écrivait-il au « maréchal Mortier. Faites-lui-en le moins que vous « pourrez. Proposez au gouverneur une suspension « d'armes. et rendez moins funeste une guerre que « je regarde comme criminelle parce qu'elle est « impolitique. »

Il nous était impossible d'investir à la fois toutes les places qui tenaient encore. Ainsi, nous n'avions pu faire un siége régulier de Colberg. Sa garnison, peu considérable mais dévouée, faisait de fréquentes sorties et surprenait nos convois. Plus soucieux de s'en emparer que de Stralsund qu'il voulait mé-

nager, l'empereur ordonna à Mortier de ne laisser qu'une division, celle du général Grandjean, devant cette dernière ville, et d'aller avec le reste de son corps investir Colberg.

Mais le général Essen, instruit du départ du maréchal Mortier, sortit de Stralsund à la tête de ses 15,000 hommes, fondit sur la division Grandjean, la culbuta d'abord sur Anklam, et ensuite sur Stettin, où elle arriva, le 7 avril, dans un grand désordre. A cette nouvelle, Mortier ajourne le siége de Colberg, revient sur ses pas, recueille la division Grandjean, rencontre les Suédois au village de Belling et les met en déroute. Il aurait dû poursuivre sa victoire, pousser les Suédois l'épée dans les reins jusque dans Stralsund et enlever la place. Il se laissa dominer par le désir de ménager les Suédois et accéda trop facilement aux propositions d'armistice que lui fit le général Essen. Le 18 avril 1807, il signa une convention en vertu de laquelle les hostilités ne pourraient recommencer qu'après que les chefs des deux armées se seraient prévenus réciproquement dix jours d'avance. Tant que durerait l'armistice, aucun débarquement de troupes ne pourrait s'effectuer, ni à Stralsund, ni dans l'île de Rügen, ni sur aucun point de la Poméranie suédoise.

L'empereur blâma sévèrement Mortier de n'avoir pas su tirer meilleur parti de ses avantages. Il refusa de ratifier la convention du 18 avril, et ordonna au maréchal de recommencer immédiate-

ment les hostilités, à moins que le général Essen ne consentît à étendre de dix jours à un mois le délai de rigueur qui devrait précéder la reprise des opérations. Le général Essen en référa au roi. Ce prince était en ce moment fort irrité contre les Anglais. Depuis longtemps, ils lui annonçaient l'envoi d'une armée. Les jours, les mois s'écoulaient, et l'armée promise n'arrivait pas. D'un autre côté, la Suède entière accusait son roi de l'avoir précipitée dans une guerre imprudente contre le plus ancien de ses alliés. Tous ces motifs agirent sur l'esprit de Gustave IV : il céda à son ressentiment contre l'Angleterre, aux cris de l'opinion, et accepta l'armistice rédigé dans les termes stipulés par Napoléon.

Le maréchal Mortier put dès lors appliquer au siége de Colberg une partie de ses forces. Le reste alla se réunir au corps d'observation qui s'organisait en ce moment sur les bords de l'Elbe et du Wéser, et qui était destiné à combattre cette fameuse armée anglaise, annoncée avec tant de fracas par les ministres et la presse de Londres, attendue si impatiemment et si vainement par les puissances coalisées. Elle devait, disait-on, se composer de 20,000 Anglo-Hanovriens, de 15,000 Russes, et de tous les soldats prussiens égarés qu'elle pourrait réunir. L'Angleterre donna en cette occasion une nouvelle preuve de son indifférence pour les malheurs du continent. Elle fit à ses alliés des promesses pompeuses qu'elle ne tint pas, proposa des plans gigantesques qu'elle savait inexécutables, et,

lorsque enfin les successeurs des lords Granville et Howick songèrent sérieusement à envoyer des troupes dans la Baltique, il n'était plus temps. Napoléon avait pris toutes ses mesures pour les repousser. 30,000 hommes, commandés par le maréchal Brune, attendaient de pied ferme l'arrivée des Anglais. Cette armée devait surveiller à la fois les côtes de la mer du Nord et celles de la Baltique, Cuxhaven, Hambourg, Lubeck et Stralsund. 15,000 Espagnols, sous les ordres du marquis de la Romana, que Charles IV venait d'envoyer à l'empereur, comme gages de sa fidélité, en faisaient partie.

De toutes les places qui n'avaient point encore capitulé au moment où les armées entrèrent en quartiers d'hiver, celle dont il nous importait le plus de nous emparer était Dantzick. Elle avait des fortifications excellentes, une garnison de 20,000 hommes, et elle communiquait avec la mer par le fort de Weichselmünde. Tant qu'elle resterait debout, la ligne de la Vistule serait compromise, et nous ne pourrions, sans quelque danger, nous élever jusqu'au Niémen. Elle avait pour commandant en chef un des premiers hommes de guerre de la Prusse, le feld-maréchal Kalkreuth, qui s'y était jeté avec quelques milliers d'hommes échappés au désastre d'Iéna et de Prentzlow. Sa force d'âme, ses talents, son dévouement à son pays et à son roi, étaient à la hauteur de sa mission. Il fallait nous attendre que la prise d'une telle place commandée par un tel homme serait une rude et difficile tâche.

Pour l'accomplir, il fallait presque une armée. L'empereur y employa tout le dixième corps qu'il composa de deux divisions polonaises sous les ordres du général Dombrowski, des contingents badois et saxons, et d'une division italienne. Ces forces n'étant pas encore suffisantes, il les fit soutenir par les grenadiers d'Oudinot et par une partie du corps de Mortier. Il confia l'exécution de cette grande entreprise au maréchal Lefebvre.

Le 1er avril, la place fut investie du côté de la terre. Après cinq semaines d'efforts et de combats, le 6 mai, Lefebvre parvint à s'emparer de l'île de Holm, qui sépare Dantzick du fort de Weichselmünde et coupa ainsi toutes les communications de la place avec la mer. Pressée vigoureusement, battue chaque jour en brèche et réduite à ses seules ressources, elle devait inévitablement succomber. Cependant, les alliés résolurent de faire un grand effort pour la délivrer. Le jeune général Kamenski partit du port de Pilau avec 10,000 hommes et vint débarquer près du fort de Weichselmünde, tandis que 4,000 Prussiens, conduits par le général Bulow, s'avancèrent le long de la mer par l'île de Neyrung. Benigsen lui-même, afin d'attirer sur lui l'attention et les forces de l'empereur, feignit de lever ses camps et de se porter sur nous. Mais Napoléon ne fut pas la dupe de ce faux mouvement : il resta inébranlable dans ses positions et ne détourna pas un seul bataillon du siége de Dantzick. Kamenski et Bulow se ruèrent sur

nos lignes avec plus de bravoure que d'habileté. furent battus, repoussés et forcés, le premier de se rembarquer, le second de faire retraite par le bord de la mer. Affamée et démantelée, la place était réduite aux abois. Le 23 mai, le maréchal Lefebvre fit toutes ses dispositions pour donner l'assaut, et, le 24 au matin, il envoya sommer la garnison de se rendre à discrétion. Kalkreuth répondit qu'il était disposé à discuter avec le maréchal les conditions d'une capitulation honorable, mais qu'il s'ensevelirait sous les murs de la place plutôt que de subir celles qu'on prétendait lui imposer. Il n'entrait ni dans les devoirs ni dans les instructions du maréchal Lefebvre de pousser à bout le général prussien : il adoucit ses conditions. En vertu d'une capitulation qui fut signée le 24 mai 1807, il fut convenu que la garnison se retirerait avec ses armes, ses bagages et ses drapeaux sur Pilau, mais qu'elle s'engagerait à ne point servir pendant un an contre la France. Weichselmünde qui tirait toute son importance de Dantzick, se rendit le jour même où Kalkreuth capitula. La prise de Dantzick était un événement considérable : elle consolidait nos positions sur la Vistule, assurait nos lignes de communications avec l'Oder, l'Elbe et le Rhin, et nous permettait de nous mouvoir en liberté dans l'espace compris entre la Vistule et le Niémen.

A ne juger l'ensemble de notre situation que par son côté apparent, jamais elle n'avait été plus af-

fermie, plus glorieuse. La monarchie prussienne conquise tout entière; toutes ses armées détruites; la Pologne sortant pour ainsi dire de son sépulcre à la voix de Napoléon; la Lithuanie frémissante et n'attendant, pour se lever à son tour, que la présance de nos aigles; la Suède paralysée; les Turcs armés contre la Russie; l'Autriche enchaînée par la peur dans la neutralité; tel était le tableau saisissant que nos bulletins mettaient chaque jour sous les yeux de l'Europe fascinée. Mais la réalité était loin de répondre à ces brillantes apparences. La journée d'Eylau avait dissipé bien des prestiges. L'armée était sortie de cette affreuse bataille non pas seulement décimée, mais triste et découragée. Depuis quinze ans, elle faisait la guerre en Italie et en Allemagne, pays riches, abondants et couverts de villes magnifiques. La Pologne au contraire, surtout pendant la saison d'hiver, ne lui offrait qu'un sol âpre, ingrat, marécageux, où la gloire de vaincre ne pouvait la consoler du manque de tout bien-être. Le soldat avait perdu sa gaieté, son insouciance, et aussi un peu de cette confiance mêlée d'ivresse que lui inspirait son chef. Il implorait le terme d'une guerre dont il n'apercevait plus distinctement le but. Les officiers pensaient à cet égard comme les soldats. La fermeté que les Russes avaient montrée à Pultusk, à Golym et surtout à Eylau, donnait à réfléchir aux plus intrépides. Tous se disaient qu'ils avaient trouvé enfin des ennemis dignes d'eux, et que ce serait une bien

rude, une bien longue tâche que celle de les réduire. Plusieurs des lieutenants de l'empereur lui conseillaient de se replier derrière la Vistule et de faire la paix. M. de Talleyrand lui-même joignait ses sarcasmes aux murmures du camp. « Rien, écri-« vait-il, le 20 avril, au général Clarke, ne com-« pense notre séjour dans ce pays où il neige, où « il pleut, où l'on s'ennuie, et toute la Pologne ne « vaut pas une seule goutte de tout le sang que « nous versons pour elle. »

D'un autre côté, l'Autriche prenait une attitude de jour en jour plus menaçante. Son langage était encore pacique quand ses actes ne l'étaient plus : elle armait avec fureur. L'ambassadeur de Russie, le prince Razoumofski, étant venu annoncer à l'empereur François que les Russes avaient vaincu les Français à Eylau et le conjurer d'unir ses efforts aux leurs : « Battez-les encore deux fois, avait ré-« pondu le monarque autrichien, et je me dé-« clare. » L'Autriche avait blâmé le plan militaire des Russes et exprimé son étonnement qu'au lieu de nous disputer pied à pied le territoire de la vieille Prusse, ils ne cherchassent pas plutôt à nous attirer au delà du Niémen. Elle avait insinué que ses armées pourraient alors se jeter dans l'intervalle qui nous séparerait du Rhin, briser les fers de la Prusse, soulever la population et nous fermer toute retraite. Cette puissance était donc pour nous un danger permanent. Voici ce que le général Andréossy écrivait, le 20 mars, à l'empereur Napo-

léon : « Je ne vois aucun moyen politique de ra-
« mener à nous ce gouvernement. Son parti est
« pris, le fait est certain. Ce que j'aperçois dans
« ses intentions, c'est le désir, le vœu, l'espoir de
« notre anéantissement, et la ferme résolution d'y
« concourir dès qu'il le pourra [1]. »

Les nouvelles de Turquie n'étaient pas non plus rassurantes. Les Russes avaient, comme nous l'avons dit, fait irruption dans la Moldavie et dans la Valachie et occupé ces deux provinces. Une conduite aussi violente semblait ne pas laisser à la Porte le choix des partis à prendre. Le sentiment de sa dignité, celui de sa conservation lui commandaient de répondre à tant d'outrages en volant aux armes. Mais la terreur que lui inspiraient les Russes était si grande que son premier mouvement fut de s'humilier et de se mettre à leur discrétion. Heureusement, notre marche victorieuse sur la Vistule lui rendit un peu de confiance dans ses forces. Les excitations du général Sébastiani achevèrent de l'enhardir. Enfin, le 30 décembre 1806, Sélim déclara formellement la guerre à la Russie. Aussitôt, cette puissance réclama le concours des Anglais contre la Turquie. Cette demande embarrassa extrêmement le cabinet de Londres. Il n'était point dupe des prétendus griefs de la Russie contre son débile voisin ; il ne démêlait que trop bien, au milieu des emportements factices de sa colère,

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

l'ambition effrénée qui la tourmentait. Il aurait bien voulu la contenir; mais ses intérêts dans le Levant n'étaient plus que secondaires en présence de ceux qui l'armaient dans l'Occident contre la France. Il n'hésita donc pas à sacrifier la Turquie à la cupidité de son allié. Le 25, M. Arbuthnot se rend chez le reis-effendi, lui reproche avec amertume sa défection, le somme de signer une nouvelle alliance avec l'Angleterre et la Russie et de chasser sur l'heure de Constantinople l'ambassadeur de France. Il déclare que, si Sélim refuse d'obtempérer à ces demandes, ce prince provoquera les ressentiments des cours coalisées et appellera sur sa couronne et sur ses peuples les plus grands malheurs. L'Angleterre s'était mise en mesure d'appuyer par une démonstration formidable les menaces de son ambassadeur. L'amiral Duckworth, qui croisait sur les côtes d'Espagne avec sept vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, avait reçu l'ordre de se rendre dans les eaux de Ténédos et d'y rallier l'amiral Thomas Louis qui s'y trouvait déjà avec un vaisseau de ligne et trois frégates. Duckworth arriva à Ténédos dans les premiers jours de février.

Les déclarations hautaines de M. Arbuthnot consternèrent le divan; les plus fermes furent ébranlés. Sélim, sollicité par tout ce qui l'entourait, était sur le point de s'humilier sous les injonctions impérieuses des Anglais et des Russes. Le moment était décisif. Le général Sébastiani comprend que, s'il ne tente un effort suprême pour retenir la Porte sous

son ascendant, elle va de nouveau lui échapper. En conséquence, il met en œuvre tous ses moyens d'influence; il se rend chez les principaux personnages du divan ; il prodigue aux incertains les brillantes promesses et les vives instances, aux timides les menaces, l'or à tout ce qui est corruptible, et il finit par déterminer la majorité de ce corps à rejeter les insolentes demandes de l'ambassadeur anglais. M. Arbuthnot avait prévu ce refus. L'amiral Thomas Louis était mouillé avec sa frégate, *l'Endymion*, devant Constantinople. Une fête est donnée à son bord : il l'annonce avec éclat; il invite à s'y rendre, non-seulement tout le personnel de l'ambassade anglaise, mais les principaux négociants de cette nation. Tout le monde à bord, sauf l'amiral et l'ambassadeur, ignore comment va se terminer cette fête. Le soir, à un signal donné, on coupe les câbles, les voiles sont déployées, la frégate s'éloigne et va se réunir à la flotte de l'amiral Duckworth, laissant plongés dans la stupeur le sultan, les ministres et les familles des négociants anglais. Ce départ étrange, précipité, était l'indice qu'une résolution extrême avait été prise. Le général Sébastiani prédit aux ministres ottomans une attaque furieuse et prochaine. Il les conjure d'armer sans délai les châteaux des Dardanelles et de mettre la capitale à l'abri d'un bombardement. « Le danger presse, « leur dit-il ; les heures sont comptées; l'escadre « anglaise va forcer le détroit. Il faut que l'énergie « de la défense réponde à l'énergie de l'attaque. »

Inutiles conseils! vains efforts d'une sollicitude inspirée par les lumières de l'esprit! La présomption, fille de l'ignorance, aveugle les conseillers de Sélim. Ils ne voient point le danger qui les menace : ils ne veulent point admettre qu'une escadre anglaise ait la témérité de s'engager dans le détroit des Dardanelles. Mais bientôt, une nouvelle terrible, accablante, vient les arracher à leur funeste apathie : non-seulement la flotte anglaise a pénétré dans le détroit, mais elle l'a forcé, et elle s'avance, voiles déployées, dans la mer de Marmara.

Le succès de ce hardi coup de main était dû moins encore à l'audace de l'amiral Duckworth qu'à l'incurie des officiers de la Porte. Le capitan-pacha et Fezzi-effendi, chargés de défendre l'entrée des Dardanelles, s'étaient laissé abuser par l'ambassadeur anglais. Pour mieux endormir leur vigilance, il avait ouvert avec eux une feinte négociation, et l'amiral avait saisi ce moment pour pénétrer dans le défilé. Les forts extérieurs construits à l'entrée du détroit, éloignés les uns des autres par un intervalle de deux mille toises, n'arrêtèrent point sa marche. Des obstacles plus sérieux l'attendaient aux châteaux d'Europe et d'Asie. Une distance seulement de huit cents toises les sépare. S'ils avaient été défendus comme ils auraient dû l'être, leurs feux, en se croisant, eussent foudroyé l'escadre de Duckworth, et pas une voile n'eût passé. Mais les Turcs n'avaient rien prévu. Les forts tombaient en ruine; leurs ouvrages n'étaient qu'une

misérable ébauche du savant système appliqué en Europe à la défense des places. Les pièces qui garnissaient les remparts étaient ou de mauvais calibre, ou montées sur de vieux affûts. Nul coup d'œil parmi les canonniers, et, dans les chefs, l'ignorance la plus grossière. Les feux habilement dirigés de l'escadre anglaise eurent bientôt démonté toutes les batteries turques. L'épouvante se mit parmi les canonniers d'un des châteaux, et ils prirent la fuite. Le capitan-pacha perdit lui-même la tête; il abandonna son poste et laissa entre les mains des Anglais un vaisseau et plusieurs frégates. Duckworth, victorieux, s'avança fièrement dans la mer de Marmara, et alla jeter l'ancre, le 20 février, à l'île des Princes qui n'est qu'à quelques lieues de Constantinople. Sans perdre un instant, il envoya un parlementaire porter au sultan les conditions suivantes :

La Porte expulsera immédiatement l'ambassadeur de France.

Elle renouvellera son alliance avec l'Angleterre et la Russie.

Elle accordera de nouveau le libre passage du Bosphore et des Dardanelles aux vaisseaux de guerre russes.

Elle livrera tous ses bâtiments de guerre sans exception, qui resteront en dépôt, jusqu'à la conclusion de la paix maritime, dans un port d'Angleterre.

Enfin, elle retirera ses troupes des châteaux des Dardanelles, et elle consentira à ce qu'ils soient

occupés par des garnisons anglaises pendant tout le temps que durera la guerre maritime.

Si elle ne souscrit sur l'heure à toutes ces conditions, la flotte anglaise va s'approcher et réduire Constantinople en cendres.

Il est impossible de peindre le désespoir et la terreur qui, à la lecture de cet ultimatum, s'emparèrent du divan et du sérail. Les femmes et les eunuques pleurent, gémissent, et conjurent Sélim de prévenir par une prompte soumission l'incendie de son palais et de sa capitale. De leur côté, les ministres, lâches et cruels tout ensemble, ne savent que se lamenter et punir. Fezzi-effendi, soupçonné de trahison, a la tête tranchée. Le capitan-pacha est dépouillé de tous ses honneurs et envoyé en exil. Au lieu de frapper ainsi les instruments subalternes de leur politique aveugle, ils auraient dû s'occuper de sauver Constantinople ; mais ils n'en ont pas le courage. N'ayant pris aucune précaution contre un danger qu'ils croyaient impossible, ils considèrent comme une folie toute tentative de résistance. Le grand écuyer du sultan est député vers l'ambassadeur de France : les paroles qu'il vient faire entendre sont toutes pleines de tristesse et de découragement. Il déclare que les ministres de Sa Hautesse n'osent exposer la capitale de l'empire aux ravages d'un bombardement, et qu'ils sont résignés à subir les conditions de l'amiral anglais. Le grand écuyer ajoute que la population accuse l'ambassadeur de France d'être la cause de la guerre. « Elle

« est livrée à une telle exaspération, dit-il, que le « gouvernement peut à peine répondre de la vie du « général. » L'ambassadeur lui fit cette belle réponse : « Je suis ici par les ordres de mon souve- « rain ; je n'en sortirai que par ses ordres, à moins « qu'on ne m'en arrache de vive force. Il ne s'agit « de rien moins que de l'honneur, de la sûreté et « de l'indépendance de l'empire ottoman. La flotte « de l'amiral Duckworth peut incendier une partie « de la ville, faire périr un certain nombre d'hom- « mes. Mais, privée de l'appui d'une armée de terre, « elle ne peut s'emparer de cette capitale. L'empe- « reur Sélim ne voudra pas, par une faiblesse indi- « gne de lui, descendre du haut rang où l'ont placé « ses glorieux ancêtres. Vos remparts ne sont pas « armés ; mais vous avez du fer, des munitions, « des vivres et des bras : ajoutez-y du courage, et « vous triompherez de vos ennemis. Je vous prie « de dire à votre auguste maître que j'attends avec « confiance une résolution digne de lui et de l'em- « pire qu'il gouverne. »

Ces paroles annonçaient plus de confiance que n'en éprouvait réellement le général Sébastiani. Au fond, il était en proie aux plus violentes anxiétés. Voici ce qu'il écrivait à sa cour, le 18 février. « Rien ne peut donner l'idée de l'incurie et de « l'insouciance du gouvernement turc. On tra- « vaille en ce moment à élever des batteries, mais « je crains bien qu'elles ne soient insuffisantes pour « mettre à couvert l'escadre et les établissements

« maritimes. Si l'escadre anglaise traverse le canal, « l'ambassadeur de France ira probablement aux « Sept-Tours. Après tout cependant, le courage « peut beaucoup et je donnerai l'exemple [1]. »

Un homme que tous les historiens, soit légèreté ou ignorance, ont eu le tort de laisser dans l'ombre, M. Ruffin, concourut activement aux résolutions hardies de l'ambassadeur. Un long séjour à Constantinople lui avait donné une connaissance approfondie de tout le personnel du gouvernement turc. Il était initié à toutes les intrigues de Péra et du sérail. Il avait en quelque sorte le tarif de toutes les consciences, et il savait manier avec la même habileté les affaires et les hommes. Il n'était pas seulement un agent laborieux et plein de zèle : il était, sous des apparences modestes, un diplomate très-pénétrant. Personne ne connaissait mieux que lui la politique du Levant et la diversité des intérêts qui s'y trouvaient aux prises. Il savait à quel point la situation des Anglais à Constantinople était compliquée d'embarras, combien, malgré l'harmonie qui régnait en ce moment entre leur gouvernement et la Russie, ils nourrissaient contre cette couronne de défiance et d'ombrage. Il ne prenait point au sérieux ce grand courroux qu'ils affectaient de montrer contre la Porte, et il inclinait à penser que la meilleure manière de braver

[1] Correspondance du général Sébastiani. (Dépôt des archives des affaires étrangères.)

leurs menaces était de les mettre au défi de les exécuter. Lorsque le jeune général, improvisé ambassadeur par Napoléon, arriva à Constantinople, ce fut M. Ruffin qui, l'entourant des lumières de son expérience, guida ses pas à travers le dédale des intrigues qui, chaque jour, se croisaient en tous sens à Péra. Ce fut lui qui, au moment décisif, soutint la fermeté de l'ambassadeur, prête à faillir, et décida les chefs des ulémas et des janissaires à repousser les insolentes demandes de l'amiral anglais.

Le général Sébastiani, quoique bien jeune encore, avait un nom et un rang distingués dans l'armée française. La Porte subit son ascendant. D'un mouvement unanime, on lui confia le soin de défendre et de sauver la capitale. Sélim, ses ministres, les chefs militaires, les ulémas, le peuple enfin, tous obéirent sans murmurer à ses directions. Il s'agissait d'abord d'élever sur le rivage des retranchements et de les armer. Le temps pressait : tout ce qui à Constantinople est en âge de manier un fusil ou une pioche, janissaires, bostangis, troupes régulières, Grecs, Juifs, Arméniens et Turcs volent aux retranchements. Un homme seul préside à ce vaste et subit armement, et cet homme n'est point un disciple de Mahomet, c'est un chrétien, c'est l'ambassadeur de France. Une tente est dressée dans les jardins du sérail : le général Sébastiani s'y transporte avec toute son ambassade, et c'est de là qu'il expédie ses ordres. Il se mul-

tiplie, parcourt tous les rangs, répand l'or et la louange et enflamme d'une belliqueuse ardeur toute la population. Jamais la supériorité intellectuelle de l'homme de l'Occident sur l'ignorance et l'incurie des Orientaux n'a brillé d'un plus vif éclat.

Cependant, l'ambassadeur anglais n'avait donné à la Porte que quelques heures pour accepter ou refuser son ultimatum. Or, pour compléter les travaux de défense, il fallait absolument quelques jours. Il fut décidé que la Porte feindrait de s'humilier et engagerait avec Duckworth une fausse négociation. Le reis-effendi, le rusé Halet, fut chargé de conduire cette délicate négociation. Il partit, arriva à l'île des Princes et entra en conférences, non avec l'ambassadeur anglais qui était malade et alité, mais avec l'amiral Duckworth lui-même. Halet-effendi consuma tout un jour en discussions préliminaires. Un jour gagné, c'était beaucoup; mais ce n'était pas assez. Le 25 février, l'amiral, impatient de subjuguer la Porte, déclare que si elle ne se soumet pas immédiatement, il va s'approcher et incendier la ville. On reste sourd à ces menaces; on continue de pousser avec une incroyable ardeur les travaux de défense. Sur les rivages d'Europe et d'Asie s'élèvent, comme par enchantement, des remparts que l'on couvre aussitôt de canons. De vieux vaisseaux, formés en ligne d'embossage, ferment l'entrée du port, et protégent à la fois la ville et les chantiers de construction. A chaque instant, on s'attend à être attaqué ; mais la

flotte reste immobile devant l'île des Princes. Duckworth consume le temps à rédiger des notes foudroyantes non suivies d'effet. Bientôt, il est menacé à son tour. La prévoyance du général Sébastiani s'était étendue à l'armement des châteaux d'Europe et d'Asie. Docile à ses conseils, la Porte avait garni ces forts de nouvelles batteries et confié le soin de les défendre à des officiers français. Ces dispositions donnèrent fort à penser à l'amiral Duckworth : il comprit que, s'il prolongeait son séjour à l'île des Princes, sa retraite deviendrait ou impossible ou fort difficile, et il résolut de sortir, sans plus tarder, du détroit. Avant de s'éloigner, cependant, il voulut tenter une dernière fois de réduire la Porte. Afin de rendre ses conditions plus acceptables, il en adoucit la rigueur. Il n'insista plus pour que l'ambassadeur de France fût expulsé de Constantinople : il n'exigea plus que la flotte ottomane lui fût livrée. Mais l'heure des concessions était passée. Constantinople, défendue par les vaisseaux du port, par les batteries de terre, par toute la population en armes, était à l'abri d'un coup de main. Tous les courages étaient raffermis. Les dernières demandes de l'amiral furent rejetées. Duckworth n'avait plus que deux partis à prendre, courir les chances d'une lutte devenue pour lui très-périlleuse ou fuir au plus vite : il choisit ce dernier parti. Le 2 mars, il leva l'ancre et quitta la mer de Marmara. Arrivée dans la partie la plus resserrée du canal, sa flotte fut assaillie par les feux

croisés des châteaux, qui lui tuèrent quelques hommes, coulèrent deux de ses corvettes, et endommagèrent gravement ses mâtures; mais elle put effectuer sa sortie du détroit.

La conduite de l'amiral Duckworth a été jugée sévèrement. Son audacieux coup de main qui n'aboutit à rien; ses terribles menaces qui restent sans effet; ce temps perdu dans l'inaction, quand il lui eût été si facile, le jour de son arrivée à l'île des Princes, de fondre sur Constantinople et de tout réduire sous sa loi; enfin, ce mélange de témérité et de faiblesse couronné par une fuite précipitée; tout cela a paru étrange, inexplicable aux contemporains. La réputation de l'amiral en a souffert : il n'a pu échapper au ridicule, et ses compatriotes ne lui ont pas épargné les plus amères railleries. Ces accusations dénotent une grande injustice ou beaucoup d'ignorance.

L'amiral n'eut une connaissance exacte de ce qui se passait à Constantinople que le jour où sa flotte vint mouiller à l'île des Princes. Il sut qu'on s'y mettait en défense et que, soutenus, enflammés par les excitations de l'ambassadeur de France et de M. Ruffin, Sélim et ses ministres étaient décidés à se jeter dans les hasards d'une résistance désespérée. Toutes les chances de vaincre étaient certainement alors du côté de l'amiral anglais. S'il n'est point venu pointer ses canons sur les murs du sérail, c'est qu'il a craint d'être forcé de livrer aux flammes une capitale opulente dont la destruc-

tion aurait hâté la ruine de la Turquie. Une telle victoire eût été un immense malheur et un deuil pour toute l'Angleterre, comme l'a été, vingt ans plus tard, la journée de Navarin. Un jour viendra sans doute où il faudra bien qu'elle se résigne au démembrement et au partage de l'empire ottoman : ce jour n'était point venu en 1807. Lorsqu'elle avait ordonné à l'amiral Duckworth de forcer le passage des Dardanelles, elle n'avait pas supposé que, le détroit franchi, Sélim oserait résister. Elle avait voulu menacer les Turcs, mais non les frapper; terrifier Sélim, et le ressaisir au milieu des angoisses de la peur; nullement saper les bases de son trône chancelant. L'attitude de Duckworth dans la mer de Marmara n'a donc pas été, comme on l'a cru généralement, de la pusillanimité, mais de l'inaction calculée. Le général Sébastiani et M. Ruffin, en décidant la Porte à faire bonne contenance, devaient déjouer le hardi dessein de l'amiral anglais, et, dans cette circonstance, ils ont montré bien plus d'esprit encore que d'audace.

A sa sortie du détroit des Dardanelles, Duckworth fut rallié par l'amiral russe, Siniawin, qui lui proposa d'y rentrer ensemble et d'aller, de concert, dicter la loi au divan. L'Anglais se garda bien d'accepter une telle proposition, non, comme on l'a dit, par timidité, mais pour ne pas donner aux Russes la joie d'humilier le croissant et de réduire Constantinople en cendres. Il abandonna ces parages et cingla vers les côtes d'Égypte.

Par les soins, l'activité et le courage d'un homme supérieur, l'Égypte échappait à l'autorité anarchique des mameluks. L'Angleterre, qui avait intérêt à faire durer cette anarchie, brûlait d'étouffer dans son berceau la puissance de Méhémet-Ali. Elle voulait relever le pouvoir des mameluks, mettre à leur tête le bey l'Elfy qu'elle avait gagné à sa cause, gouverner l'Égypte sous le nom de ce préfet déguisé, accoutumer peu à peu le pays à sa propre domination, et se trouver en mesure de s'en emparer tout à fait lorsque l'empire ottoman viendrait à se dissoudre. Dans ce but, elle venait de tenter un coup de main sur Alexandrie, où elle avait jeté cinq mille hommes, commandés par le général Makenzie. Il y avait quelques jours que cette place avait capitulé, quand les signaux du port annoncèrent l'approche d'une escadre : c'était celle de l'amiral Duckworth. Toutes les troupes qu'elle avait à bord descendirent à terre et allèrent se réunir à celles de Makenzie. Le général Frazer en prit le commandement et envoya de suite 1,500 hommes à Rozette pour l'occuper. Cette ville était défendue par une troupe d'Albanais qui se battirent avec un grand courage et repoussèrent les Anglais. Le 19 avril, ceux-ci revinrent à la charge au nombre de 3,500. Cette fois, ce fut Méhémet-Ali en personne qui, à la tête de forces considérables, descendit le Nil et vint au secours de Rozette. Il fondit, le 22 avril, sur les Anglais, leur tua près de 1.500 hommes et mit le reste en fuite. Bien

convaincus après ce double échec que, pour abattre l'autorité de ce chef il fallait, non quelques milliers d'hommes mais une armée, ils évacuèrent Alexandrie, montèrent sur les vaisseaux de l'amiral Duckworth et regagnèrent, découragés et confus, les ports de Malte et de Sicile.

A Constantinople, tout semblait réussir au gré des désirs de la France. Le crédit des Moruzzy était anéanti, le parti russe abattu et silencieux. Le général Sébastiani était devenu l'ami, le conseiller de Sélim : rien ne se décidait plus dans le sein du divan que cet ambassadeur ne fût consulté : son ascendant était sans bornes. En mettant aux prises la Russie et la Turquie, Napoléon avait espéré que la Porte, ardente à saisir une occasion unique de venger un siècle d'affronts et de désastres, ferait des efforts extraordinaires pour recouvrer la Crimée et la Bessarabie. Il voulait lui rouvrir de grandes destinées, peut-être même lier la régénération de cet empire à celle de la Pologne.

M. de Talleyrand écrivait, sous la dictée impériale, le 20 janvier 1807, au général Sébastiani : « Les Russes n'ont point assez de troupes en Moldavie et en Valachie pour être en état de passer « le Danube; ils n'ont tout au plus que 35,000 « hommes, et ce sera les affaiblir que de les forcer « à avoir une seconde armée en Crimée. Il faut que « l'escadre turque agisse dans la mer Noire où les « Russes ne sont point en forces pour leur résister. « Il faut aussi remuer la Perse et diriger ses efforts

« vers la Géorgie. Obtenez de la Porte qu'elle donne « au pacha d'Erzeroum l'ordre de marcher sur « cette province avec toutes ses forces. Maintenez « les bonnes dispositions du prince des Abazes, et « excitez-le à prendre part à la grande diversion « contre l'ennemi commun. Que ce prince, le pa- « cha d'Erzeroum, les Persans et la Porte attaquent « en même temps la Géorgie, la Crimée et la Bessa- « rabie [1]. »

Le 30 janvier, l'empereur Napoléon écrivit en personne au sultan Sélim pour lui proposer le concours de six vaisseaux de ligne français qui navigueraient dans la mer Noire avec quinze vaisseaux turcs. Il offrit aussi de lui envoyer plusieurs compagnies de canonniers qui seraient employés à la défense du Bosphore et des Dardanelles. Il écrivit au général Marmont qui commandait en Illyrie : « Je ne suis pas très-éloigné de vous envoyer avec « 25,000 hommes sur Widdin, et alors vous en- « treriez dans le système de la grande armée, puis- « que vous en formeriez l'extrême droite. 25,000 « Français, qui soutiendraient 60,000 Turcs, obli- « geraient la Russie à laisser non plus seulement « 30,000 hommes sur le Danube, comme elle l'a « fait, mais à en envoyer le double, ce qui ferait « une diversion bien favorable à mes opérations... »

Mais l'empereur s'était fait illusion sur les ressources d'un empire débile et mourant qui n'était

[1] Dépôt des archives des affaires étrangères.

plus capable de comprendre ni d'exécuter de grandes choses. Deux partis également redoutables se disputaient à Constantinople le gouvernement de l'État. D'un côté, le sultan, ses ministres, la majorité du divan et un petit nombre de pachas fidèles avaient résolu d'introduire en Turquie les institutions militaires de l'Europe. Sous la bannière opposée marchaient tous les ennemis de la réforme; c'étaient d'abord le corps puissant des ulémas interprètes sacrés des livres de la loi et de la religion, puis les janissaires, seule force organisée de l'empire, milice à la fois amollie et turbulente, qui ne savait ni se battre ni obéir, et toujours prête au soulèvement dès qu'elle soupçonnait ses chefs de vouloir la mener aux frontières. Dans l'État, une corruption générale; des ministres ignorants, lâches ou vendus; un souverain doué de quelques lumières, mais dépourvu d'énergie; des finances délabrées; les places de guerre désarmées; les frontières sans défense et ouvertes aux attaques de l'étranger; partout enfin, la faiblesse, l'anarchie et la confusion : telle était la Turquie en 1807. Voilà la puissance que Napoléon abusé avait l'ambition de régénérer.

Les nouvelles du Danube étaient désespérantes. L'armée turque n'était qu'un assemblage informe de recrues levées à la hâte, sans aucune instruction ni discipline, et absolument incapables de soutenir en rase campagne le choc d'une armée russe. Les pachas qui la commandaient étaient complétement

étrangers aux premiers éléments de la tactique. La plupart, corrompus ou factieux, étaient d'intelligence, soit avec les Russes, dont ils favorisaient les mouvements par leur inaction ou leur retraite calculée, soit avec les janissaires. Aussi, les Russes s'étaient-ils emparés de presque toutes les places de la Moldavie et de la Valachie. Bender, Jassy, Choczim, Bucharest, étaient tombées successivement entre leurs mains. L'armée du général Michelson, qui, à son entrée en Moldavie, était de 80,000 hommes, s'était trouvée réduite à 35,000 par suite de l'envoi de deux divisions sur la Narew. Bien qu'à ce point affaiblie, elle suffisait pour occuper les deux provinces, les forteresses qui avaient capitulé, et vaincre, en toutes rencontres, les troupes turques.

Sélim et ses ministres étaient humiliés de tant d'impuissance. Lorsque le général Sébastiani déplorait qu'ils ne sussent pas tirer meilleur parti des chances que leur présentaient la guerre de Pologne et le concours des armées de la France, ils répondaient avec embarras et confusion que cette guerre les avait surpris inopinément : « Ils n'avaient pas « eu le temps de se mettre en mesure. L'empire « avait des ressources immenses; ils allaient les « mettre en œuvre, appeler aux armes toute la « population musulmane et proclamer la guerre « sainte. » Mais c'étaient là de vaines promesses inspirées par l'orgueil humilié, de grands mots qui contrastaient avec l'insignifiance des résultats.

L'empereur était préoccupé au plus haut point d'un tel état de choses. En associant la Turquie à sa cause, il avait obtenu un avantage considérable ; il avait obligé la Russie à diviser ses forces. Si, aujourd'hui, il était affermi solidement sur la Vistule, il le devait surtout à la guerre allumée entre les Russes et les Turcs. Mais cet avantage, il l'avait obtenu aux dépens d'un allié qu'il avait précipité dans un abîme de dangers. Il ne pouvait, sans se déshonorer, abandonner la Porte aux ressentiments d'une puissance formidable qu'il n'avait mise aux prises avec elle que pour se tirer lui-même d'embarras. Les malheurs de la Turquie étaient son ouvrage.

Notre position se trouvait ainsi compliquée de difficultés nouvelles et en quelque sorte inextricables. De quelque côté, en effet, que se tournassent nos regards, nous ne voyions que des dangers flagrants. Sur notre front, l'armée russe qui était sortie comme la nôtre de la bataille d'Eylau, décimée mais non vaincue ; sur nos derrières, la Prusse, brisée et ravagée, mais ivre de vengeance ; sur notre flanc droit, l'Autriche, armée et menaçante ; plus loin, la Turquie, notre alliée, compromise dans son existence pour avoir embrassé notre cause. Tel était le tableau exact de notre situation. Napoléon était dévoré d'inquiétudes, et il s'est trouvé rarement dans une crise aussi difficile : combattre et vaincre était la manière la plus glorieuse d'en sortir. Mais l'expérience d'Eylau lui inspirait de

sérieuses réflexions. Il redoutait un demi-succès presque autant qu'une défaite, bien persuadé que l'Autriche n'attendait que cette occasion pour se déclarer et le prendre à revers.

Sa raison, non moins que ses intérêts, le portaient à désirer par-dessus tout une pacification générale. Il avait reconnu la fragilité des traités séparés. Si la paix se faisait encore sans que l'Angleterre y intervînt, on resterait dans l'état vague et incertain qui avait causé tous les maux précédents. Mais, pour arriver à la pacification générale, il fallait d'abord que le cabinet de Londres y concourût loyalement; ensuite, que les bases en fussent débattues et arrêtées dans un congrès où seraient représentées toutes les puissances belligérantes. Que d'intérêts divers à concilier! Que de points à résoudre! Comment fixer les négociations sur un fond solide, quand les vicissitudes variées de la guerre pouvaient, d'un jour à l'autre, changer la face des choses? Il faudrait donc y préluder par un armistice? Mais cet armistice lui-même n'avait pu se conclure. Les hostilités n'étaient suspendues qu'accidentellement, par l'effet des rigueurs de la saison; elles ne pouvaient tarder longtemps à reprendre leur cours. Napoléon ne sentait que trop bien l'impossibilité d'arriver à la pacification générale par les négociations.

Après la bataille d'Iéna, il avait refusé la paix à Frédéric-Guillaume : il s'en repentait maintenant. Cette combinaison, naguère repoussée avec le dédain

que donne la victoire, se présenta de nouveau à sa pensée comme le moyen le plus simple de sortir promptement d'embarras. Bien que la démarche coûtât à son orgueil, il s'était décidé, plus de quinze jours avant la bataille d'Eylau, à faire au roi de Prusse une première ouverture pacifique. Le 29 janvier, M. de Talleyrand avait écrit dans cette intention au général de Zastrow, ministre des affaires étrangères de Prusse. « L'empereur Napoléon, lui « avait-il dit, désirant appliquer immédiatement les « forces de la monarchie prussienne à la défense et « à la conservation de l'empire ottoman, propose « au roi, non-seulement la paix, mais une alliance « qui sera signée sur-le-champ. Le temps presse, « avait-il ajouté ; les événements de chaque jour « pressent eux-mêmes l'empereur Napoléon de prendre un parti, et, une fois qu'il l'aura pris, ni la « Russie, ni personne ne le feront changer. Je ne « dois pas taire à Votre Excellence que si l'alliance « n'avait pas lieu, Sa Majesté Impériale poursuivrait « l'exécution de ses vues par une mesure qui écarterait à jamais du trône la maison de Brandebourg. »

Mais le moment était passé où une alliance aurait pu être contractée entre la France et la Prusse. Après le refus de Napoléon de lui accorder la paix, cette paix, implorée par lui avec de si touchantes instances, Frédéric-Guillaume avait remis ses destinées entre les mains de l'empereur Alexandre : il s'était donné à lui tout entier. Jusqu'ici, il n'avait

pas eu lieu de s'en repentir. Alexandre s'était sacrifié pour relever la fortune de la Prusse. La bataille de Pultusk, et bientôt après le sang versé à Eylau témoignèrent assez de son dévouement à la cause de son malheureux allié. L'honneur défendait au roi d'abandonner un ami si généreux. D'ailleurs, il n'avait plus d'armée, plus de territoire, plus de ressources financières. Lui-même, de sa personne, était au milieu des Russes : il ne s'appartenait plus en quelque sorte; il n'était plus libre. Sa détresse, non moins que la reconnaissance, l'avait placé dans la dépendance absolue de l'empereur Alexandre. Il rejeta donc la proposition de la France et répondit lui-même, le 17 février, à l'empereur Napoléon pour lui exposer les motifs de sa détermination.

Le refus de Frédéric-Guillaume ne découragea point Napoléon, et, prenant lui-même la plume, il écrivit directement au roi, le 26 février, la lettre suivante qu'il lui fit porter par le général Bertrand [1].

« Monsieur mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre « Majesté du 17 février, que votre aide de camp, « le colonel Kleist, m'a apportée, et je lui ai com-

[1] Cette lettre, citée dans l'Histoire des traités de paix de Schœll (tome VIII, page 405), a été extraite d'un ouvrage semi-officiel publié à Stockholm en 1810. Nous n'avons point trouvé la lettre originale au dépôt des archives : nous la donnons traduite telle qu'elle est rapportée dans la Collection de Schœll, n'ayant aucun motif pour douter de son authenticité.

« muniqué mes idées sur la situation actuelle des « affaires. Je désire mettre des bornes aux mal- « heurs de votre famille et organiser le plus promp- « tement possible la monarchie prussienne, dont « la puissance intermédiaire est nécessaire pour la « tranquillité de toute l'Europe. Je désire la paix « avec la Russie, et, pourvu que ce gouvernement « n'ait pas de desseins contre la Turquie, il me « paraît qu'il serait facile de s'entendre. La paix « avec l'Angleterre n'est pas moins nécessaire pour « toutes les nations, et je ne ferai pas difficulté « d'envoyer un ministre à Memel, pour prendre « part à un congrès entre la France, l'Angleterre, « la Russie, la Prusse et la Turquie. Mais Votre « Majesté sera persuadée, ainsi que l'expérience des « temps l'a démontré, qu'un tel congrès pourrait « durer plusieurs années. Celui de Westphalie dura, « je crois, 18 ans. La longueur du temps qui serait « nécessaire pour examiner, peser et déterminer « les intérêts réciproques des puissances négocia- « trices, et l'état indéterminé et incertain qui en « résulterait, ne conviennent pas à la situation « actuelle de la Prusse. Je pense, en conséquence, « que Votre Majesté me fera bientôt savoir qu'elle « a pris le parti le plus simple et le plus prompt, « qui est en même temps celui qui répond le mieux « au bien-être de votre peuple. Dans tous les cas, « je prie Votre Majesté d'être convaincue que je « suis sincèrement disposé à rétablir mes anciens « rapports, et que je souhaite un arrangement avec

« la Russie et l'Angleterre, si elles le veulent en « effet. J'aurais horreur de moi-même, si j'étais la « cause de tant de sang répandu : mais que puis-je « faire? Je prie Votre Majesté, etc.

« Signé : NAPOLÉON.

« 26 février 1807. »

Il y avait bien loin de l'esprit doux et conciliant de cette lettre au ton menaçant avec lequel l'empereur prétendait, par la lettre du 29 janvier, imposer la paix et son alliance à Frédéric-Guillaume : c'est que, le 29 janvier, sa fortune militaire était intacte, tandis que, le 26 février, son armée n'avait pas encore réparé les ravages que la sanglante bataille d'Eylau avait causés dans ses rangs.

La lettre du 26 février ne changea rien aux résolutions du roi. Un mois auparavant, le 28 janvier, il s'était lié sans retour par un traité d'alliance et de subsides avec l'Angleterre. Il avait renoncé formellement au Hanovre et promis, si ses troupes rentraient dans l'électorat, d'en prendre possession au nom du roi d'Angleterre. De son côté, ce prince s'était engagé à payer à S. M. Prussienne un subside de 300,000 livres sterling, indépendamment de celui qu'il lui avait déjà avancé dans le cours de la présente guerre, et qui se montait, dit-on, à 80,000 livres sterling.

Le 26 avril, Frédéric-Guillaume conclut, à Bartenstein, avec l'empereur Alexandre, un traité d'une bien autre importance que le précédent. Par

cette transaction, une des plus hardies de ce siècle, les hauts alliés déclaraient qu'ils ne se proposaient pas d'abaisser la France, ni de s'immiscer dans son gouvernement intérieur. Ils désiraient seulement mettre des bornes à ses agrandissements toujours croissants, assurer l'indépendance des autres États par un meilleur système de frontières et d'équilibre, et dédommager celles qui avaient essuyé des pertes. (Articles I, II et III.)

La Russie s'engageait à réunir tous ses efforts pour rétablir la monarchie prussienne dans son ancienne puissance. Elle lui garantissait un équivalent pour les provinces qui ne pourraient lui être rendues et une meilleure frontière militaire. (Article IV.)

Les alliés manifestaient hautement la résolution d'enlever à la France la possession de la ligne du Rhin, incompatible, disaient-ils, avec l'indépendance de l'Allemagne. Sans prétendre rétablir l'ancienne constitution germanique, ils se proposaient de créer une fédération garantie par une bonne frontière militaire et par une ligne de défense parallèle au Rhin. Ce système devait être établi de concert avec l'Autriche, qui y était vivement intéressée. (Article V.)

Dans la convention de Bartenstein, comme dans le traité de concert du 11 avril 1805, de grands avantages étaient promis, à titre d'encouragement, aux puissances qui y adhéreraient. On garantissait à l'Autriche, si elle coopérait aux efforts communs

et que la guerre fût heureuse, la restitution du Tyrol, la frontière du Mincio et la place de Mantoue. (Article VI.)

On inviterait l'Angleterre à fournir aux alliés des subsides, des armes, des munitions, et à faire des diversions sur les derrières des armées françaises. En retour, on s'engageait à procurer à S. M. Britannique un accroissement de territoire en Allemagne. (Article VII.)

La Suède n'était pas oubliée : on devait s'entendre avec elle pour stipuler les avantages qui lui seraient assurés, dans le cas où elle adhérerait au traité. (Article VIII.)

On s'entendrait avec l'Autriche, l'Angleterre et la Suède, pour forcer le Danemark à entrer dans la ligue. (Article IX.)

On promettait d'indemniser le prince d'Orange, non-seulement de ce qu'il avait perdu en Allemagne, mais aussi de ses propriétés en Hollande. (Article X.)

L'Autriche et l'Angleterre seraient consultées quant à l'organisation définitive qui serait donnée à l'Italie. Dans tous les cas, on s'intéresserait vivement au sort des rois de Sardaigne et de Naples, et l'on insisterait absolument sur la séparation des couronnes de France et d'Italie. (Article XI.)

L'on maintiendrait l'indépendance et l'intégrité de la Porte Ottomane. (Article XII.)

Les deux puissances s'engageaient à ne faire, pendant le cours de la présente guerre, aucune

conquête pour leur propre compte. Ce ne serait qu'à la paix qu'elles détermineraient l'emploi de celles qu'elles auraient pu faire sur l'ennemi commun et sur ses alliés. (Article XIII.) On ne peut pas douter que la Russie ne se fût tacitement réservé par cette dernière clause, de se faire céder plus tard la Moldavie et la Valachie. Les deux puissances n'en déclaraient pas moins qu'elles étaient parfaitement désintéressées, qu'elles faisaient généreusement la guerre pour l'intérêt des peuples, et qu'elles ne prétendaient à rien. On a pu juger plus tard, au congrès de Vienne, la valeur de ces pompeuses déclarations, surtout de la part de la Russie, qui a pris tout ce qu'elle pouvait prendre.

Le traité de Bartenstein démontre plus que tous les raisonnements possibles à quel point la bataille d'Eylau avait relevé les espérances de nos ennemis, et aggravé notre situation.

Non-seulement l'Angleterre accéda à la convention de Bartenstein, mais, le 27 juin 1807, elle conclut avec la Prusse un second traité par lequel elle promit de payer à son allié, dans le courant de l'année 1807, un million de livres sterling.

Quand Napoléon eut perdu tout espoir de détacher la Prusse de la Russie, il se tourna encore une fois vers l'Autriche. Elle venait d'envoyer près de lui le général de Vincent, avec la mission officielle de lui donner des explications sur ses armements, mais, en réalité, pour avoir sur le théâtre même de la guerre un observateur judicieux qui lui fît

connaître l'état exact des choses. M. de Vincent avait des manières simples, une grande droiture d'esprit et beaucoup de dextérité. L'empereur, auprès duquel il avait déjà rempli plusieurs missions de même nature, le goûtait fort. Il mit tout son art à le séduire. Il ne lui fit pas seulement un accueil cordial et plein d'empressements ; il s'attacha à le convaincre que la paix du monde, en général, et la sécurité de l'Autriche, en particulier, exigeaient que cette couronne s'unît à la France par une étroite alliance. Le 11 mars, il eut avec M. de Vincent, au château de Finkenstein, un long et curieux entretien [1].

« Depuis longtemps, lui dit-il, il était convaincu « qu'il n'y aurait en Europe de tranquillité durable « que lorsque deux des premières puissances du « continent seraient fortement unies pour en garan- « tir le repos. L'une de ces puissances sera néces- « sairement la France. Quelle sera l'autre? Il sou- « haitait vivement que ce fût l'Autriche. On ne « pouvait désirer à Vienne que ce fût la Russie. Ce « ne pouvait être que l'une ou l'autre de ces deux « puissances. Une alliance de la France, soit avec « l'Autriche, soit avec la Russie, serait le résultat « inévitable de ce besoin de repos qu'éprouvaient « tous les peuples. Il faudrait bien qu'il y eût un « terme aux longues agitations de l'Europe, et ce

[1] Correspondance de M. de Talleyrand avec le général Andréossy. (Dépôt des archives des affaires étrangères.)

« terme ne pouvait se trouver que dans une telle « alliance. Il l'avait déjà proposée à l'Autriche ; il « la proposait encore. Mais, si elle hésitait à la for- « mer, si, par ses incertitudes et ses lenteurs, elle « le mettait dans la nécessité de s'entendre avec « les Russes, n'en aurait-elle pas des regrets aussi « amers qu'ils seraient inutiles? Rien ne méritait « de sa part une attention plus sérieuse. Il offrait « de restituer au roi de Prusse son trône et ses « États. Ce prince, bien entendu, compenserait les « frais de la guerre par des cessions de territoires « situés sur la rive gauche de l'Elbe. L'intégrité de « la Turquie serait reconnue et garantie. Si ces « bases étaient agréées par la cour de Vienne, il « était prêt à s'entendre avec elle.

L'Autriche ne se laissa point effrayer par la menace d'un rapprochement intime entre la France et la Russie, et resta sourde aux instances réitérées de l'empereur Napoléon. Bien que meurtrie encore des cruelles blessures que lui avait faites le traité de Presbourg, elle ne se crut pas tombée si bas qu'elle en fût réduite à chercher son salut dans nos bras. Elle aima mieux intervenir comme médiatrice armée. On lui a prêté le dessein de jouer, en 1807, le rôle que nous l'avons vue remplir en 1813 avec une si profonde duplicité. Elle voulait, a-t-on dit, par cette prétendue médiation, non terminer la guerre, mais en suspendre le cours quelque temps encore, ouvrir un congrès, prolonger les négociations jusqu'au moment où elle serait prête à entrer elle-

même en lice, et puis marcher contre nous. Cette intention était certainement au fond de sa pensée ; mais elle n'y était pas seule. Si la France l'inquiétait en Occident, la Russie lui inspirait sur la sécurité de ses frontières orientales des alarmes presque aussi vives. Elle voyait avec beaucoup d'ombrage les progrès croissants des armées russes en Moldavie et en Valachie, et ne doutait plus que l'empereur Alexandre ne méditât d'incorporer ces deux provinces à son empire. Elle s'effrayait d'une extension de puissance qui lui fermerait les débouchés de la mer Noire et hâterait la décomposition de l'empire ottoman. Cette appréhension était une des principales causes qui l'avaient jusqu'ici empêchée de se réunir à nos ennemis, et elle était toute préoccupée des moyens de soustraire les deux provinces grecques à la domination russe. Ses anxiétés à cet égard, quelque effort qu'elle fît pour nous les cacher, étaient plus vives encore que les nôtres.

Le 3 avril, elle avait fait des ouvertures à la France, à la Russie, à la Prusse et à l'Angleterre, et demandé que des négociations s'ouvrissent immédiatement entre elle et toutes ces puissances sur les bases suivantes :

« 1° Les affaires d'Allemagne seraient l'objet d'un « arrangement entièrement nouveau ;

« 2° L'état de l'Italie serait pareillement soumis « à une nouvelle révision ;

« 3° *Les affaires de Turquie seraient ajustées « sur le pied des traités précédents ;*

« 4° La Pologne resterait dans l'état où elle se « trouvait avant la guerre;

« 5° L'Angleterre serait admise comme partie « dans la négociation. »

Napoléon avait trop d'intérêt à ménager l'Autriche pour repousser sa médiation : il l'accepta donc avec un feint empressement, sans dissimuler toutefois qu'il pensait que l'Angleterre ne voulait intervenir dans les négociations que pour envenimer les différends existants, faire naître de nouvelles causes d'exaspération et prolonger indéfiniment les troubles du continent [1].

L'Angleterre fit à la communication de l'Autriche une réponse pleine de réserve : elle dit qu'elle était toute disposée à concourir à l'œuvre de la pacification générale, mais que, préalablement, elle voulait s'assurer si ses alliés y donneraient leur consentement.

La Russie déclara qu'elle était prête de même à accepter la médiation proposée, mais qu'avant d'ouvrir les négociations elle désirait savoir sur quelles bases la France entendait traiter.

La Prusse, qui venait de signer la convention de Bartenstein, s'exprima d'une manière beaucoup moins ambiguë, et c'est dans sa réponse qu'il faut chercher la véritable pensée des alliés.

« Elle ne pensait pas, dit-elle, que les bases « sur lesquelles Napoléon consentirait à traiter,

[1] Lettre de M. de Talleyrand, 19 avril 1807.

« fussent telles que l'honneur permît de les ac-
« cepter... forte de sa propre volonté et de l'ap-
« pui de son auguste allié l'empereur Alexandre.
« S. M. Prussienne, loin de s'être laissé intimider
« par ses malheurs, persévérait dans les mêmes
« principes qui lui avaient fait embrasser la sainte
« cause des libertés européennes. S. M. l'empereur
« Alexandre partageait les sentiments du roi. De
« cet heureux accord était résultée une convention
« qui fixait à la fois et le but de la guerre, et les
« bases de la paix future. S. M. Prussienne s'em-
« pressait donc de donner communication du traité
« de Bartenstein à S. M. l'empereur d'Autriche.
« *S. M. Impériale se persuadera sans peine que le*
« *noble but qu'elle s'est proposé en offrant sa mé-*
« *diation serait atteint plus tôt et mieux rempli*
« *par son accession à ladite convention que par*
« *l'emploi de ses bons offices.* »

Napoléon avait pu craindre un moment que la médiation proposée par le cabinet de Vienne n'eût été concertée avec les souverains coalisés. La réponse de la Russie, celle surtout de la Prusse, le tirèrent d'inquiétude. Ainsi, aucune des puissances en guerre n'était disposée à accepter la médiation autrichienne. La France y voyait la pensée secrète de lui dicter des lois ; l'Angleterre, un appel fait à sa générosité; la Russie, un moyen de l'écarter de la Moldavie et de la Valachie; la Prusse, un ajournement indéfini à ses misères.

La France eût mille fois préféré, si la chose avait

été possible, s'arranger directement avec ses ennemis. Les communications n'avaient pas cessé d'être assez actives entre le quartier général français et celui des alliés. On avait échangé des notes pour déterminer le lieu où se réunirait le congrès, celles des puissances qui auraient le droit d'y être admises, et enfin l'esprit dans lequel devraient s'ouvrir les négociations. On était convenu :

1° Que le congrès général de pacification s'assemblerait à Copenhague ;

2° Que tous les alliés des puissances en guerre, et notamment la Turquie, auraient le droit de s'y faire représenter ;

3° Que les bases adoptées pour les négociations seraient l'égalité, la réciprocité et un système commun de compensation entre les masses belligérantes.

Mais c'étaient là de vains efforts. Dans les deux camps on avait fini par être convaincu que le rétablissement de la paix générale, par l'intermédiaire d'un congrès, était une œuvre impraticable ; il y avait une impatience égale d'en venir aux mains, et de terminer par un choc décisif une situation devenue intolérable pour tous. Benigsen et Napoléon s'y préparaient depuis trois mois avec une ardeur extrême. L'armée russe avait été augmentée d'une division d'infanterie, des gardes commandées par le grand-duc Constantin, et de plusieurs batteries d'artillerie. Elle présentait en ce moment, en y comprenant les Prussiens de Lestocq, un effectif de 120,000 hommes, auxquels devait se réunir un

corps de réserve de 30,000 hommes, commandé par le général prince Labanoff. C'étaient donc en tout 150,000 hommes que Benigsen serait bientôt en mesure de faire entrer en ligne. Mais le prince Labanoff était encore à plusieurs journées de marche de l'armée russe : elle avait ainsi un intérêt évident à ne recommencer les hostilités qu'après que cette jonction aurait été opérée. Ses cantonnements, couverts par un vaste camp retranché construit sur l'Alle, occupaient l'espace compris entre Heilsberg et Bartenstein.

Quant à Napoléon, sa position était si critique, une victoire, une victoire complète, décisive, lui était si nécessaire que, pour l'obtenir, il avait dû faire des efforts inouïs. Aussi avait-il attiré à lui tous ses corps disponibles. Il s'était attaché surtout à augmenter considérablement sa cavalerie et son artillerie. Son armée était formidable : elle comptait de 160 à 170,000 hommes. Il avait donc en ce moment sur son adversaire une immense supériorité. Ses corps continuaient d'occuper leurs positions sur l'Alle et la Passarge. Ney commandait l'avant-garde.

Ce maréchal ayant fait un mouvement prononcé jusqu'à Guttstadt pour tâter l'ennemi, Benigsen conçut l'espoir de le surprendre, de le couper du centre, de l'envelopper et de le détruire. Il prit donc l'offensive, résolution téméraire puisqu'il n'avait pas encore été rejoint par ses réserves. Le 4 juin au matin, il donna ses ordres et toute son armée

s'ébranla. Son aile gauche fondit sur notre avant-garde, tandis que son centre et sa droite manœuvrèrent pour contenir les corps de Davoust et de Soult. Ney se couvrit de gloire dans ce combat inégal et terrible. Assailli pendant deux jours par une nuée d'ennemis, il ne se laissa entamer sur aucun point, maintint constamment l'unité de marche de ses colonnes, et se replia en bon ordre sur le pont de Deppen. A la nouvelle du péril qui menaçait le maréchal Ney, Napoléon avait levé tous ses camps. Soult eut l'ordre de déboucher sur Wolfsdorff, de se porter sur le flanc droit de l'ennemi et de menacer ses communications avec Kœnigsberg. Les deux armées avaient changé de rôle ; c'étaient maintenant les Français qui prenaient sur tous les points l'offensive. Les Russes intimidés s'étaient retirés dans leur camp retranché d'Heilsberg. Il s'agissait de les en faire sortir et de leur livrer bataille avant qu'ils eussent été rejoints par le prince Labanoff. L'empereur résolut de se porter par la route directe de Landsberg et d'Eylau sur Kœnigsberg. Les alliés avaient entassé dans cette dernière ville des magasins immenses. Récemment encore, les Anglais y avaient débarqué 160,000 fusils : enfin, elle était le dernier refuge des autorités prussiennes. Napoléon ne mettait pas en doute que Benigsen risquerait une bataille plutôt que de la laisser tomber dans nos mains. Ainsi Napoléon embrasse une résolution d'une incroyable audace. Il livre aux Russes toutes ses communications avec la basse Vistule : il se place

volontairement entre eux et la mer ; il se met dans la nécessité de vaincre ou de mourir. Quelle foi cet homme ne devait-il pas avoir dans son génie, dans la force et dans la valeur de son armée?

Le 10 juin, il attaqua avec furie les retranchements d'Heilsberg, afin de rejeter les Russes sur la rive droite de l'Alle. Il ne put les forcer dans leurs lignes ; mais il obtint un grand résultat, ce fut de séparer le corps prussien de Lestocq de l'armée russe, et d'obliger ce général à se réfugier sous le canon de Kœnigsberg. Benigsen, séparé des Prussiens de Lestocq, se trouva réduit à 100,000 hommes. Le 11 juin, Napoléon continua son mouvement offensif. Le 12, il alla coucher à Pruss-Eylau. Là, il divisa son armée en deux parties : il porta sur Kœnigsberg les corps de Soult, de Murat et de Davoust ; puis, avec le reste de ses forces, il se dirigea par Domnau sur Friedland à la rencontre de Benigsen.

Ce général était dans une perplexité affreuse. Déjà il était débordé sur sa droite par toute l'armée française qui s'avançait sur Kœnigsberg, et menacé de perdre ses communications avec cette ville. S'il se jetait sur les traces de l'empereur, il se mettait dans la nécessité de livrer bataille avec une telle infériorité numérique qu'il était comme impossible qu'il ne fût pas écrasé. D'un autre côté, il ne pouvait pas rester plus longtemps dans les positions qu'il occupait, car, c'eût été tout compromettre à la fois, Kœnigsberg, les troupes de Lestocq,

celles du prince Labanoff, et sa propre armée. Dans un tel état de choses, il prit le parti le plus sage, ce fut d'évacuer les retranchements d'Heilsberg, d'aller au-devant du prince Labanoff qu'il ne pouvait tarder beaucoup à rencontrer, et, aussitôt qu'il l'aurait rallié, de voler à la défense de Kœnigsberg. Le 11 au matin, il abandonna les positions d'Heilsberg, passa sur la rive droite de l'Alle, et se porta sur Wehlau par Bartenstein et Friedland. Le 13, il apprit à Schippenbeil que l'armée française s'était scindée en deux parties. Alors, il résolut d'arrêter la marche de ses colonnes sur Wehlau, de s'avancer de Friedland contre les corps français qui se portaient sur cette ville, et de leur livrer une bataille décisive. Au moment où ses colonnes d'avant-garde arrivèrent aux portes de Friedland, la ville était déjà occupée par un régiment de hussards français, qui courut aussitôt annoncer au gros de l'armée que les Russes s'avançaient. Benigsen prit possession de Friedland : ses troupes passèrent toute la nuit du 13 au 14 à traverser cette ville et allèrent prendre position en avant de ses murs, du côté de la route de Domnau.

Friedland occupe le fond d'un long défilé formé, d'un côté, par un coude de l'Alle qui enveloppe la ville au midi et à l'ouest, de l'autre, par un étang et un ravin dont les eaux vont se jeter dans l'Alle. Benigsen résolut de disputer la possession de cette ville aux Français. Il adossa sa gauche, commandée par le prince Bagration, contre l'Alle, et déploya sa

droite, sous les ordres du prince Gortschakof, dans la plaine qui s'étend entre l'Alle et le village de Heinrichstorf. S'étant affaibli de deux divisions qu'il avait envoyées, sous les ordres du général Kamenski, au secours de Lestocq, il n'avait pas sous la main, à Friedland, plus de 60,000 hommes.

Quand Napoléon sut que Benigsen l'attendait de pied ferme à Friedland. il appela à lui Murat et Davoust qu'il avait lancés sur Kœnigsberg : mais l'affaire fut engagée si vivement et si brusquement qu'il fut impossible à ces deux maréchaux d'y prendre part, en sorte qu'au lieu de 90,000 hommes qu'il aurait pu opposer à Benigsen, Napoléon n'en réunit que 60,000. Les deux armées se trouvèrent ainsi d'égale force.

Dans la matinée du 14, lorsque les colonnes russes achevaient de déboucher de Friedland, le maréchal Lannes arriva de Domnau au village de Posthenen avec 12,000 hommes, précédant seulement de quelques heures le gros de l'armée française. Il manœuvra avec tant d'habileté et de vigueur qu'il trompa l'ennemi sur sa force réelle, et le contint jusqu'à l'arrivée des autres corps. A trois heures de l'après-midi, toute l'armée française était en ligne. Ney commandait la droite, Lannes le centre, Mortier la gauche. La garde et les réserves, placées un peu en arrière du village de Posthenen, étaient sous les ordres de Victor.

Nous avons dit que l'aile gauche des Russes était imprudemment adossée contre l'Alle. Cette position

formait le nœud de la bataille. Si nous parvenions à l'emporter, c'en était fait de l'armée russe. L'empereur réserva à l'intrépide Ney l'honneur d'exécuter cette manœuvre décisive. Mortier et Lannes, qui conduisaient la gauche et le centre, devaient modérer leur fougue, tenir l'ennemi en haleine et bien se garder de le pousser trop vivement sur Friedland. Le héros d'Elchingen se surpassa dans cette grande journée. Fondre sur Bagration, foudroyer ses masses engouffrées dans le défilé formé par l'Alle et l'étang, les culbuter sur les ponts de Friedland, les poursuivre l'épée dans les reins jusque dans les murs de cette ville, tout cela fut l'ouvrage de quelques heures. Jamais combinaison, simple et profonde tout ensemble, ne fut exécutée avec une intelligence plus admirable, avec une ardeur plus impétueuse. Quand Benigsen eut perdu tout espoir de contenir nos masses victorieuses, il fit repasser sur la rive droite de l'Alle les débris de son aile gauche, et puis il détruisit les ponts. Tandis que sa gauche succombait et fuyait, sa droite, qui ignorait la défaite de Bagration, luttait avec des chances balancées contre Lannes et Mortier. Mais bientôt la terrible nouvelle, d'abord connue des chefs, circule dans les rangs des Russes. Gortschakoff veut se replier sur Friedland ; les flammes qui s'en échappent lui apprennent que déjà les Français ont pénétré dans ses murs. Il veut gagner les ponts; les ponts sont coupés, et ils l'ont été par les ordres mêmes de Benigsen. Il ne sait plus par quelle issue sortir de

l'impasse où il est enfermé. Mortier, Lannes et Oudinot fondent sur ses colonnes, y sèment l'épouvante et la mort et les culbutent dans l'Alle. Longtemps elles se maintiennent serrées et compactes ; mais enfin elles cèdent, leurs lignes se brisent ; tout se disperse ; tout fuit vers la rivière. Les uns la traversent à gué, les autres à la nage ; beaucoup, que le fer et le plomb de l'ennemi avaient épargnés, périssent engloutis dans les flots. L'artillerie elle-même s'aventure dans le fleuve et y perd presque tous ses canons. La cavalerie seule échappe à ce grand désastre. Elle suit la rive gauche de l'Alle et va rejoindre Benigsen à Allenbourg. Le jour touchait à son déclin. L'armée russe, vaincue, désorganisée, fuyait, dans un désordre affreux, vers Wehlau, laissant sur le champ de bataille ou entre nos mains 10,000 tués, 15,000 blessés, 80 pièces de canon, une énorme quantité de drapeaux et un matériel immense. Le 15, elle franchit la Prégel et se porta sur Tilsit.

Les généraux Lestocq et Kamenski, serrés de près par Soult et Davoust, avaient été forcés de se jeter dans Kœnigsberg. Quand ils surent la défaite de Benigsen, ils n'eurent plus qu'une pensée, ce fut de rejoindre les débris de l'armée russe. Dans la nuit du 15 au 16, ils évacuèrent la ville au moment où Soult y pénétrait de son côté. Ce maréchal en prit possession, et, sans laisser de repos à ses troupes, il s'élança à la poursuite de Lestocq, dont il atteignit et entama l'arrière-garde.

Napoléon avait lancé toute sa cavalerie sur les traces de l'armée vaincue. Benigsen, pressé de lui échapper, arriva à Tilsit le 18 juin, traversa cette ville au pas de course, et se retira sur la rive droite du Niémen. Le lendemain, Napoléon prit possession de Tilsit et y établit son quartier général. Enfin, il touchait à la limite qui sépare la vieille Prusse de la Lithuanie, l'Europe civilisée de l'Europe à demi barbare. Le 19 juin, il planta ses aigles sur la rive gauche du Niémen : ce fut un grand jour.

CHAPITRE XXIV.

Situation de l'armée russe après la bataille de Friedland. — L'empereur Alexandre se rapproche de la France. — Motifs de cette détermination. — Ses griefs contre l'Autriche et l'Angleterre. — Envoi du prince Labanoff dans le camp français. — Demande d'un armistice. — Motifs qui empêchent Napoléon d'entreprendre le rétablissement de la Pologne. — Il recherche l'alliance de la Russie. — Système continental. — Ordres du conseil britannique. — Décret de Berlin. — Affaires d'Orient. — Révolution à Constantinople. — Déposition de Sélim. — Élévation du sultan Mustapha. — Armistice entre les armées belligérantes. — Entrevue des deux empereurs. — Alexandre. — Napoléon. — Frédéric-Guillaume. — La reine de Prusse. — Scènes touchantes. — Négociations. — Traité de paix avec la Russie. — Traité de paix avec la Prusse. — Traité d'alliance entre la France et la Russie. — Articles secrets. — Considérations.

Le désastre qui avait frappé les alliés à Friedland était immense : toutefois, il n'était décisif que contre la Prusse, dont il avait détruit les dernières ressources. Il ne lui restait plus que la petite place de Memel, le fort de Silberberg en Silésie, Graudentz sur la Vistule, et Colberg sur la Baltique. A l'exception de ces points d'une faible impor-

tance militaire, tout avait disparu dans le naufrage de sa puissance.

La situation de la Russie était bien différente ; son territoire était intact : la guerre n'avait point franchi le Niémen. Bien que fort affaiblie et dans un grand abattement, son armée présentait encore une masse imposante. Les 25,000 hommes qui arrivaient de Kœnigsberg n'avaient presque pas souffert. Le prince Labanoff avait rejoint Benigsen avec ses réserves. A la rigueur, la Russie aurait pu prolonger la lutte. C'était du reste l'avis de la plupart des chefs militaires et notamment du généralissime. « Le secret de vaincre les Français, disait « Benigsen, était d'agrandir la distance qui les « séparait du Rhin et de les attirer sur le Dniester. »

L'empereur Alexandre résista à ces fougueux conseils. Il craignit que, poussé à bout, Napoléon ne propageât l'insurrection polonaise jusqu'au cœur de la Lithuanie et de la Volhynie, et n'allumât dans ces provinces un incendie que la paix ne pourrait plus éteindre. D'ailleurs, il était las de porter seul le fardeau d'une guerre aussi cruelle, et ulcéré contre l'Autriche et l'Angleterre. Il reprochait à la première de l'avoir abandonné le lendemain de la journée d'Austerlitz, d'avoir, par cette défection, suspendu la Prusse sur le bord d'un abîme, et de l'avoir vue périr sans voler à son secours ; à la seconde, de n'avoir point voulu, l'année précédente, lorsqu'il était au moment de recommencer une nouvelle guerre avec des finances épuisées, lui ga-

rantir un emprunt de six millions de livres sterling (cent cinquante millions de francs), aux intérêts de cinq pour cent, ni lui avancer immédiatement un million de livres sterling (vingt-cinq millions de francs). Les principes du ministère whig étaient que la Grande-Bretagne devait conserver à ses alliés du continent une fidélité scrupuleuse, mais ne point user les ressorts de son crédit, ni dévorer les richesses des générations futures pour prendre perpétuellement à sa solde des armées qui ne savaient pas vaincre. Les ministres ne se contentèrent pas de rejeter la demande de la Russie : ils se donnèrent le tort gratuit d'exprimer leur refus sous une forme blessante. « Il y avait trop « de dangers, disait lord Howick, à garantir un « emprunt, parce que si les gouvernements ve-« naient à se brouiller, il était à craindre que le « désir de faire du mal à l'ennemi ne l'emportât « sur la loyauté des engagements pris. »

L'empereur Alexandre fut extrêmement blessé du refus et plus encore du motif allégué pour le justifier. Il y vit à la fois une défiance outrageante à l'égard de la Russie, et une parcimonie indigne d'un grand peuple.

Bientôt, il eut à se plaindre d'un grief plus grave encore. Après le désastre d'Iéna, il supplia l'Angleterre, de concert avec les rois de Prusse et de Suède, de coopérer aux efforts communs, en envoyant une armée dans le nord de l'Allemagne ou sur les côtes de la Hollande. Le cabinet anglais

n'opposa d'abord que de vaines promesses aux instances de ses alliés en détresse. Il fallut les murmures de l'opinion et les excitations du parlement pour le décider à préparer une expédition. Mais, fidèle à ses habitudes parcimonieuses, il déclara qu'il ne pourrait y consacrer qu'un petit nombre de troupes. Tandis qu'il laissait écraser les Prussiens et les Russes, il employait ses forces à des opérations tout anglaises : il ordonnait à l'amiral Duckworth de tenter un coup de main sur l'Égypte : il attaquait Buénos-Ayres et la Plata : il étendait sans mesure sa domination dans l'Inde.

La majorité du parlement, formée à la politique large et vigoureuse de Pitt, ne pouvait adopter le système étroit des lords Granville et Howick. Ils avaient perdu sa confiance, et elle ne cherchait qu'un prétexte pour les renverser. A l'occasion d'un bill ayant pour objet de dispenser du serment religieux tout sujet anglais qui voudrait servir dans les troupes de terre et de mer, elle laissa éclater son dissentiment. Elle s'empara de ce bill, l'éleva à la hauteur d'une question de cabinet, et vota en masse contre les ministres. Après une telle manifestation, ils n'osèrent tenir tête au parlement et donnèrent tous leur démission. Aux whigs succéda une administration tory, qui fut composée des amis et des disciples fervents de Pitt. MM. Perceval, Castlereagh et Canning en furent les personnages les plus éminents.

Le nouveau ministère comprit tout autrement

que les lords Granville et Howick ses devoirs envers le continent. Il prit au sérieux les promesses de coopération faites à la Suède et à la Russie, et poussa avec une activité extraordinaire les préparatifs de l'expédition destinée pour l'Allemagne. Par une convention qu'il conclut, le 17 juin, avec le roi de Suède, il s'engagea à envoyer immédiatement dans l'île de Rügen une armée de 20,000 hommes qui se réunirait aux troupes suédoises. Mais lorsque s'opéra cette transaction, il était trop tard ; les Français avaient déjà gagné la bataille de Friedland. Néanmoins, 10,000 Anglo-Hanovriens, commandés par lord Cathcart, furent envoyés immédiatement dans la Poméranie suédoise.

L'empereur Alexandre croyait avoir acquitté largement la dette d'honneur qui le liait à la Prusse. Pour la sauver, il avait sacrifié le sang de ses plus braves soldats, compromis la gloire de ses armes et la sécurité de son empire. Tous ses efforts avaient été vains ; la faute n'en était point à lui, mais à la fortune. Le moment était venu de rendre à ses peuples les bienfaits de la paix. La Prusse serait la victime immolée : il était le premier à en gémir ; mais nos plus généreux desseins sont subordonnés aux décrets de la Providence. Il fléchit donc sous l'ascendant de son heureux rival. Le 18 juin, le prince Labanoff Rostowski se présenta de sa part à nos avant-postes et proposa de conclure un armistice pendant lequel s'ouvriraient des négociations pour la paix.

Napoléon avait à déterminer l'usage qu'il ferait de sa dernière victoire. Poserait-il les armes? Poursuivrait-il au contraire le cours de ses succès? Épuiserait-il toutes les chances de sa fortune? Question immense qui contenait dans son sein tout l'avenir du monde.

L'idée d'ouvrir un congrès européen, d'y appeler toutes les puissances belligérantes, et d'y débattre les conditions de la paix générale était définitivement écartée. Nous eussions infailliblement compromis, dans d'interminables négociations, la position que nous avait donnée la bataille de Friedland. L'Autriche, pressée par les sollicitations des alliés, eût peut-être fini par jeter dans la balance le poids de ses 200,000 hommes. La Russie et la Prusse, aujourd'hui dans l'humilité de la défaite, eussent repris espoir et courage : l'Angleterre aurait donné un développement formidable à l'expédition qu'elle préparait dans ses ports : nos ennemis de tous rangs et de toutes dates eussent reconstruit le faisceau d'une ligue générale; et, au bout de quelques mois, il nous aurait fallu recommencer la guerre dans des conditions pires qu'avant la campagne de Prusse.

Après les refus réitérés de Frédéric-Guillaume de traiter séparément avec lui, Napoléon n'avait le choix qu'entre deux partis : relever la Pologne ou s'entendre avec la Russie.

A force de combattre et de vaincre, nous étions enfin parvenus au cœur de la Pologne. Cette nation

infortunée nous avait ouvert les bras, reçus et salués comme des libérateurs. La Lithuanie, la Volhynie, l'Ukraine, frémissaient impatientes et n'attendaient, pour se lever à leur tour, que l'apparition de notre drapeau. La bataille de Friedland ouvrait à nos colonnes victorieuses la route de Wilna. Il semble que Napoléon n'avait qu'à s'avancer pour rappeler à la vie la patrie de Sobieski. L'Europe eût applaudi avec enthousiasme à ce généreux dessein : tous ses peuples eussent été émus d'admiration à la vue de cette grande France et de son empereur consacrant leur puissance et leur génie, non à faire des conquêtes, mais à venger le crime de Catherine II.

L'audace de Napoléon recula devant les difficultés d'une telle entreprise. Ces difficultés étaient immenses. Il eût fallu se condamner à une guerre indéfinie. Si la Pologne renaissait forte et puissante, la Russie perdrait le fruit de cent ans d'efforts et de combats : elle cesserait d'appartenir à l'Europe civilisée ; il ne lui resterait plus en partage que les destinées obscures d'une puissance asiatique. Avant de se résigner à une telle déchéance, elle combattrait, on devait s'y attendre, jusqu'à l'entier épuisement de ses forces. Napoléon craignit d'entraîner son pays dans une lutte si terrible et si longue. Il ne fallait pas espérer que l'Autriche en resterait longtemps le témoin impassible. Peut-être, pendant quelque temps encore, n'oserait-elle se déclarer ; mais elle serait bientôt ramenée, par le cours irré-

sistible des choses, sur les champs de bataille. Une fois la Lithuanie et la Volhynie soulevées, l'insurrection gagnerait rapidement les Gallicies, et la cour de Vienne ne serait plus maîtresse de ses résolutions.

Enfin, cette guerre, poursuivie à 400 lieues de nos frontières, sous un climat horrible, commençait à lasser, comme nous l'avons dit, les plus fermes courages. Le soldat français, tout de feu sur les champs de bataille, n'aime point les succès qu'il lui faut acheter à force de patience et de fatigues. Le péril l'effraye moins que les privations, et il a besoin de victoires promptes et brillantes qui l'électrisent et soutiennent son ardeur. Pendant les trois mois d'inaction qui avaient suivi le carnage d'Eylau, l'armée avait laissé éclater en sourds murmures son dégoût et sa lassitude. Si, après la bataille de Friedland, il lui avait fallu s'enfoncer dans les plaines de la Lithuanie, combattre tous les jours, loin de son pays, laissant derrière elle l'Allemagne ennemie, il n'est pas sûr que sa fermeté eût résisté à de si rudes épreuves.

L'empereur écarta donc comme une entreprise trop dangereuse en ce moment la restauration de la Pologne. Dès lors, il ne lui restait plus qu'à se rapprocher de la Russie.

Mais ici se présentait une nouvelle question. Quelle espèce d'arrangement conclurait-il avec cette puissance? Serait-ce une simple paix? serait-ce une alliance?

La paix sans l'alliance ne terminait rien. Elle laissait toutes les grandes couronnes dans cet état de défiance et de crainte qui les avait tant de fois liguées et armées contre nous. La paix conclue dans de telles conditions aurait ce même caractère d'instabilité qu'avaient eu tous les traités antérieurs. Ce ne serait point, à vrai dire, une véritable paix, mais, comme celles de Campo-Formio, de Lunéville, d'Amiens et de Presbourg, une simple trêve, un repos de quelques années, indispensable pour donner aux puissances vaincues le temps et les moyens de fermer leurs blessures, de réorganiser leurs armées et de se mettre en mesure de recommencer la lutte. Ce n'est pas là ce que voulait l'empereur. Jusqu'alors, ses plus beaux triomphes étaient restés stériles, parce que jamais il n'avait pu réussir à briser le lien moral qui unissait les monarchies du Nord. C'était ce lien fatal qu'il était impatient de rompre. Il était tourmenté du désir de former une grande alliance qui, en même temps qu'elle contiendrait toutes les inimitiés du continent, l'aiderait à dompter l'Angleterre et l'obligerait à demander la paix.

Les Anglais avaient depuis longtemps anéanti toute la marine marchande de l'Europe, et usurpé le droit exclusif de vendre à tous ses peuples les denrées coloniales dont ils ne peuvent plus se passer. C'était une honte pour la France et pour ses alliés d'en être réduits à recevoir ces produits des mains de leurs plus cruels ennemis. En vain Napoléon

s'était adressé aux Américains du Nord pour les déterminer à faire respecter leur neutralité et à s'emparer du monopole du commerce des denrées coloniales en Europe. La politique violente de l'Angleterre et la cupidité des négociants américains avaient fait échouer tous ses projets. Un ordre du conseil, du 5 septembre 1805, avait autorisé l'arrestation de tout bâtiment américain chargé de marchandises qui ne proviendraient pas des États-Unis. Bientôt l'Angleterre alla plus loin. Par son fameux ordre du conseil du 16 mai 1806, elle déclara bloquées toutes les côtes depuis l'Elbe jusqu'à Brest, et saisissable tout navire neutre destiné pour un des ports compris dans cette délimitation. Jamais elle n'avait encore osé pousser aussi loin l'abus des blocus fictifs. Elle ne se contenta pas de paralyser par la violence de ses mesures le commerce des Américains; elle couvrit leur pavillon d'ignominie et d'outrages. Comme avant la paix d'Amiens, elle se rua sur leurs bâtiments, les soumit à une presse impitoyable, les saisit en pleine mer ou les livra aux flammes, sur le simple soupçon qu'ils venaient d'une colonie ennemie, ou qu'ils se dirigeaient vers un port ennemi.

Le gouvernement fédéral, exaspéré par ces outrages, inclinait à des résolutions courageuses. Il fit rendre un bill qui non-seulement punissait de mort tout individu convaincu d'avoir pressé un matelot américain, mais qui autorisait tous les marins de l'Union à tuer les individus qui voudraient les pres-

ser à leurs bords. Malheureusement, les négociants américains ne surent pas s'élever à la hauteur des pensées de leur gouvernement. La plupart se montrèrent faibles et lâches devant la tyrannie de l'Angleterre. Ils subirent toutes ses exigences, lui prostituèrent leur pavillon, se firent ses contrebandiers, et lui assurèrent le monopole du commerce maritime. Denrées coloniales, produits manufacturés, tout partit d'elle comme d'un fleuve immense, et pénétra par mille canaux sur les marchés du continent. Là où son pavillon était proscrit, les produits arrivaient sous pavillon américain, car il n'y avait point de blocus pour ces prétendus neutres qui naviguaient pour son compte. De là ces richesses qu'elle pompait de l'Europe, et qu'elle lui renvoyait sous formes de subsides pour armer et solder nos ennemis. Ainsi, la guerre qui ruinait et désolait le continent faisait la joie et la grandeur de l'Angleterre. La bataille de Trafalgar avait mis le comble à sa puissance : elle lui avait livré l'empire absolu de la mer; elle avait enlevé à ses ennemis les seuls moyens par lesquels ils auraient pu l'atteindre directement et la réduire. La toute-puissance de Napoléon venait expirer sur les rivages de l'Océan. A lui la moitié du continent, mais aux Anglais la mer, et, avec la mer, le commerce du monde.

Poussé aux dernières extrémités, le génie de Napoléon enfanta cette prodigieuse conception qui avait pour but de couper à vif et d'un seul coup tous les liens d'industrie, de commerce, de banque

et de politique qui rattachaient au continent la puissance britannique.

L'Angleterre avait monopolisé le commerce des denrées coloniales en Europe. C'est dans ce monopole, source de ses richesses, que l'empereur résolut de l'atteindre. Tous les peuples du continent étaient devenus ses tributaires, et tous les neutres ses contrebandiers. Le continent tout entier lui serait fermé, et les neutres qui lui prostitueraient leur pavillon seraient frappés comme elle. Elle se trouverait ainsi mise au ban de l'Europe, exclue de tous les marchés, enfermée elle et ses produits dans son île, réduite à périr d'engorgement ou à s'avouer vaincue.

C'est sous l'influence de cette grande pensée qu'il rendit à Berlin son fameux décret du 12 novembre 1806. Ce décret contient en germe tout le système continental.

Les Iles Britanniques furent déclarées en état de blocus, et tout commerce et correspondance avec elles formellement interdits. (Articles I et II.)

Tous magasins, toutes marchandises, toutes propriétés appartenant à des individus d'origine anglaise furent déclarés de bonne prise. (Articles IV et V.)

Les ports de la France et ceux de ses alliés furent interdits à tout bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret. (Article VII.

Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendrait à la disposition ci-dessus, serait saisi, et le navire ainsi que la cargaison confisqués, comme s'ils étaient propriétés anglaises.

Lorsque l'empereur rendit ce décret, sa pensée n'allait pas encore jusqu'à en étendre l'application à tout le continent. Si grande que fût alors sa puissance, elle ne l'était pas assez pour faire la loi dans tous les ports, sur tous les marchés de l'Europe, et en exclure les marchandises anglaises. Il lui fallait absolument l'appui, le concours sincère, énergique d'une des grandes puissances continentales. Une seule pouvait largement satisfaire à toutes les exigences d'une pareille alliance, c'était la Russie. Cet empire était un des plus riches marchés exploités par l'industrie anglaise. Fermer ce marché à nos ennemis, c'était porter instantanément un grand coup à leur prospérité. Puis, par la Russie, nous tenions en échec Vienne et Berlin ; nous maîtrisions la Suède et le Danemark ; nous assurions notre suprématie sur tout le midi de l'Europe.

Le Mecklembourg, les villes hanséatiques, le Hanovre, la Hollande, l'Italie et l'Espagne étaient déjà soumis à notre influence. Le résultat infaillible, immédiat d'une alliance loyalement contractée et exécutée par les empereurs de France et de Russie devait être l'interdiction soudaine, absolue, de tous les ports et de tous les marchés du continent aux marchandises de l'Angleterre.

C'était là le brillant côté de cette combinaison

hardie et féconde. Mais elle avait une autre face bien différente.

Dans la situation où le désastre de Friedland avait placé l'empereur Alexandre, il devait désirer la paix. Mais il n'y avait aucune obligation pour lui de subir l'alliance de la France. Une alliance ne s'impose pas au souverain d'un si puissant empire, même après une bataille de Friedland. Elle se propose ; il l'accepte ou il la refuse ; mais sa décision, quelle qu'elle soit, est toujours un acte de sa libre volonté. Si donc la France voulait obtenir le concours des forces de ce monarque contre l'Angleterre, il fallait qu'elle se résignât à la payer et à la payer fort cher. Il était facile de deviner le prix qu'y mettrait l'empereur Alexandre.

Depuis un siècle, la politique russe poursuivait trois grands buts. Le premier était de pénétrer au cœur de l'Europe civilisée en abattant la barrière qui l'en séparait ; le second, d'étendre sa domination sur la mer Noire et jusque sur le Bosphore ; le troisième, d'écarter de sa capitale le voisinage de la Suède en la refoulant par delà le golfe de Bothnie. Le premier de ces desseins était accompli. L'obstacle qui séparait la Russie de l'Allemagne était renversé : la Pologne n'existait plus. Il restait à accomplir les deux autres. Il était évident qu'en échange de sa coopération contre les Anglais, l'empereur Alexandre demanderait à l'empereur Napoléon de lui sacrifier éventuellement les intérêts de la Suède et ceux de la Turquie.

En ce qui touchait la Suède, notre situation était franche. Dominée par les intérêts de son commerce, par sa situation géographique qui la rendait vulnérable aux coups de la marine anglaise et des armées russes, la Suède était sortie pour jamais de notre sphère d'influence. L'indifférence et le dédain avaient remplacé l'intimité qui nous attachait autrefois cette couronne. Napoléon pouvait sans déloyauté la livrer au bras de la Russie, L'infamie ne serait point pour lui, mais pour le souverain qui accepterait éventuellement les dépouilles de son allié.

Il n'en était pas de même de la Turquie. Si, en ce moment, elle était exposée à tous les dangers d'une lutte inégale avec la Russie, c'était Napoléon qui, par ses excitations, par ses promesses, par ses menaces, l'y avait précipitée ; il en avait retiré des avantages immenses. N'était-ce pas à cette guerre allumée par ses propres mains qu'il avait dû ses plus grands succès dans la campagne de Pologne? Pour prix du dévouement aveugle que les Turcs lui avaient montré, irait-il aujourd'hui les livrer en holocauste à la cupidité d'une puissance hier encore leur commune ennemie? Ne serait-ce pas se montrer coupable de la plus déloyale, de la plus noire ingratitude? Et cependant, il n'est que trop vrai qu'il les a sacrifiés. Dans l'ordre des idées morales, cette faute est immense : elle est une tache ineffaçable à sa glorieuse mémoire. Mais les événements, dans leur cours violent, irrésistible,

l'ont entraîné. En lui faisant de l'alliance de la Russie une nécessité, ils l'ont forcé à l'accepter avec toutes ses conséquences.

Et puis (là est sa meilleure, et, à vrai dire, sa seule excuse), une révolution, aussi barbare dans son but que cruelle dans ses moyens d'exécution, venait de précipiter du trône le prince avec lequel il avait noué des relations de confiance et d'amitié, sultan Sélim, et avait élevé à sa place sultan Mustapha.

Sélim est le premier des souverains ottomans qui ait osé introduire dans son empire les institutions militaires de l'Europe, et substituer aux bandes indisciplinées du janissarisme des troupes régulières. En 1806, il était déjà parvenu à organiser un corps de 30,000 réguliers ou nizzam-djédid. Ces tentatives de réforme lui attirèrent la haine des janissaires et des ulémas. Il eut ainsi contre lui les deux forces actives de l'empire, les troupes et les interprètes de la loi. Ils se liguèrent contre son autorité, et une première révolte éclata au mois d'août 1806. Les insurgés quittèrent la capitale, se jetèrent dans les Balkans, soulevèrent les janissaires de la Roumélie et de la Bulgarie, attaquèrent à Andrinople les nizzam-djédid, les mirent en déroute, et s'avancèrent, ivres d'orgueil et de vengeance, sur Constantinople. Sélim, menacé de perdre le trône et la vie, céda momentanément aux clameurs de ses ennemis, renvoya ses ministres et ajourna tous ses projets. C'est à peu près à cette

époque qu'éclata la guerre entre la Russie et la Turquie. Ce grand événement et l'attaque de l'amiral Duckworth firent diversion pendant quelques mois aux dissensions intérieures. Sélim se persuada que la haine des janissaires était éteinte, et reprit avec ferveur l'œuvre de la réforme. Mais ceux-ci épiaient ses moindres mouvements, décidés à tout oser plutôt que de se laisser abattre. Un ordre du sultan d'incorporer parmi les réguliers le corps de yamacks, devint le signal d'une émeute terrible. Tous les janissaires de la capitale prirent les armes, et ce fut le chef des ulémas, le mufti en personne, qui dirigea l'exécution du complot. Les nizzam-djédid étaient en trop petit nombre encore pour résister à la masse des janissaires soulevés; du moins, ils combattirent en gens de cœur et succombèrent presque tous les armes à la main. Constantinople se trouva à la merci d'une milice déchaînée qui ternit son triomphe par d'affreux excès. Encore toute souillée du sang de ses ennemis, elle se porta au sérail, et demanda à grands cris la mort des conseillers du sultan. Sélim refusa d'abord; mais les flots de l'émeute, grossissant d'heure en heure, menaçaient d'envahir son palais. Tout ce qui l'entourait, ses femmes en pleurs, ses eunuques, le conjuraient d'apaiser la rage des révoltés en leur jetant les têtes de ses ministres. Il céda enfin et signa l'arrêt qui condamnait à mourir ceux dont le crime était d'avoir exécuté ses ordres. Il crut, par cette lâcheté, avoir désarmé ses ennemis;

il ne fit que les enhardir. Ils résolurent de frapper dans sa personne le chef même de la réforme. Les ulémas s'assemblèrent, et, avec l'appareil hypocrite du plus profond respect pour la loi religieuse, ils consultèrent le Coran, et y lurent qu'un souverain qui avait régné sept ans sans que le ciel lui eût accordé de postérité était indigne du trône, qu'un sultan sous lequel le pèlerinage de la Mecque se trouvait interrompu était un homme sacrilége, qu'enfin toute innovation était déclarée par la religion un crime irrémissible. Le mufti se rendit au sérail, se présenta devant Sélim III, lui lut la fatale sentence qui le déposait; puis il annonça au cousin de ce prince infortuné, à Mustapha, fils du sultan Abdulhamed, qu'il était choisi par le peuple pour occuper le trône, et le proclama empereur. Sélim subit sa destinée avec la résignation commune aux Orientanx, et rentra dans l'obscurité du sérail, où bientôt l'attendait une fin lamentable.

La révolution du 30 mai fut ourdie et exécutée par les ulémas et les janissaires; mais les partisans de l'Angleterre et de la Russie n'y furent pas étrangers. Ils n'avaient su que trop bien exploiter l'ignorance et le fanatisme des chefs du complot. Ils leur avaient dit que Sélim était l'ami de Napoléon, que toutes les innovations introduites dans l'organisation militaire des Turcs étaient des inspirations de cet empereur, que c'étaient ses funestes conseils qui avaient appelé sur la Turquie le fléau de la guerre, et qu'en abattant le parti de la ré-

forme, ils secoueraient le joug de la France et retrouveraient la paix au dehors, la sécurité et le calme au dedans. Par ces perfides conseils, ils avaient enflammé leur zèle et précipité la crise.

Les premiers actes du nouveau sultan annoncèrent un changement complet dans la politique de la Porte. Toutes communications intimes cessèrent entre cette cour et l'ambassadeur de France. Napoléon avait mis à la disposition de Sélim un corps de 600 canonniers qui devaient se diriger d'Illyrie sur Constantinople. Sultan Mustapha refusa de les recevoir : l'ambassadeur de France dut expédier des courriers pour les faire rétrograder, s'ils étaient en marche, ou les empêcher de partir, s'ils n'avaient pas encore quitté l'Illyrie. Le général Sébastiani avait perdu tout espoir de ressaisir sur le divan l'ascendant qu'il exerçait avant la dernière révolution. Voici ce qu'il écrivait à l'empereur le 1er juin : « Le nouveau sultan s'attache, autant par goût que « par religion, aux anciens usages que Sélim avait « souvent violés : *Il ne peut avoir que de mauvaises « dispositions contre la personne de Votre Majesté « qu'il sait avoir été l'ami de Sélim.* »

Lorsque Napoléon reçut ces graves et tristes nouvelles, il venait de gagner la bataille de Friedland. Il partagea les convictions du général Sébastiani : il crut très-sincèrement, comme son ambassadeur, que la Porte lui échappait sans retour et que le nouveau sultan, hostile aux intérêts de la France, pactisait avec ses ennemis. Il fut saisi d'un

profond dégoût pour ce gouvernement qui n'avait pas la force de lutter contre une milice ignorante et fanatique et un prêtre ambitieux. La Turquie lui parut un État perdu et en dissolution. Aucun traité ne le liait vis-à-vis de la Porte. Cette cour avait fait l'inconcevable faute de se mettre en guerre avec la Russie, sans s'être préalablement unie par un traité formel avec la France. Au commencement de cette année, elle avait député vers l'empereur Napoléon Émir-Effendi. Mais cet ambassadeur n'était arrivé dans le camp des Français qu'à la fin du mois de mai, au moment où les grandes opérations allaient reprendre leur cours. Des négociations avaient eu lieu. Cependant, l'empereur avait chargé son grand écuyer, M. de Caulaincourt, de proposer de sa part à l'envoyé turc de conclure ce traité sur les bases suivantes : L'alliance que les deux puissances contracteraient serait offensive et défensive. Elles s'engageraient à ne point faire la paix avec la Russie, sans s'être préalablement entendues. La France garantirait à la Turquie la conquête de la Crimée si les armées turques parvenaient à s'en emparer, ainsi que la possession de la Moldavie et de la Valachie, et l'intégrité de son territoire. C'est le 28 mai que ces propositions avaient été soumises par M. de Caulaincourt à Émir-Effendi. Soit ignorance du véritable état des choses, ou que ses instructions fussent insuffisantes, l'ambassadeur turc n'avait rien voulu signer. Par toutes ces considérations, Napoléon se crut libre d'agir selon ses

convenances, dégagé de tout devoir envers un souverain qui semblait être l'instrument de ses ennemis; et il résolut de faire entrer l'hypothèse de la ruine et du partage de la Turquie au nombre des éléments de la négociation qui allait s'ouvrir.

Il accueillit avec un vif empressement la proposition pacifique que vint lui faire de la part de l'empereur Alexandre le prince Labanoff. Une convention d'armistice fut signée le 21 juin, mais seulement applicable aux armées française et russe. Quand Frédéric-Guillaume eut connaissance de cette transaction, il fut saisi de douleur : il comprit que ses infortunes avaient lassé le dévouement de son allié, et que sa cause était perdue; il s'humilia, et conclut aussi lui-même avec la France, le 25 juin, une suspension d'armes.

Les deux empereurs étaient convenus d'une entrevue : elle eut lieu le 25 sur un large radeau construit à cet effet au milieu du Niémen. Ils quittèrent en même temps les rives du fleuve, sous les yeux de leurs armées surprises et enthousiastes, et en s'abordant ils s'embrassèrent. La première parole d'Alexandre fut une parole d'ami. « *Je hais* « *les Anglais autant que vous les haïssez,* » dit-il à Napoléon, « *et je serai votre second dans tout ce* « *que vous ferez contre eux. — En ce cas,* » lui répondit l'empereur des Français, « *tout peut s'ar-* « *ranger, et la paix est faite.* » Cette première entrevue dura deux heures. Elle se renouvela le lendemain sur le même radeau, et cette fois le

roi de Prusse y assista. Il fut décidé que la moitié de la ville de Tilsit serait neutralisée, et que les plénipotentiaires des trois puissances s'y réuniraient pour débattre et régler les conditions de la paix. Alexandre et Frédéric-Guillaume vinrent s'y établir le 26, et Napoléon leur en fit les honneurs comme si elle eût été une ville de son empire.

Les négociations de Tilsit forment peut-être l'épisode le plus éclatant de l'histoire de la diplomatie moderne. Jamais d'aussi grands personnages, ni d'aussi grands intérêts ne se trouvèrent en présence. Ce furent les empereurs de France et de Russie qui discutèrent en personne toutes les conditions de la paix et de l'alliance qu'ils allaient conclure, et les plénipotentiaires n'intervinrent dans les négociations que pour formuler en traités les décisions de leurs souverains.

Napoléon et Alexandre étaient dignes à tous égards de se mesurer dans cette nouvelle arène qui succédait à celle des combats. Alexandre avait tout ce qui charme et subjugue, une noble et belle figure, un grand prestige de paroles et de manières, la dignité et l'aisance incomparable d'un prince né sur les degrés du trône, et cette irrésistible séduction que donnent à un souverain jeune et beau la passion et l'habitude de plaire. Il avait de plus un art merveilleux à traiter les plus grandes affaires, et une sagacité d'autant plus dangereuse qu'elle se cachait sous un air de sincérité chevaleresque. Chez Napoléon, la grâce était pour ainsi

dire une qualité de luxe. Élevé dans les camps, absorbé par les rudes travaux de la guerre et de la politique, obligé de tenir à distance, par la sévérité de son maintien, tous ces hommes naguère ses égaux, aujourd'hui ses sujets, il usait rarement de ces formes douces et attachantes qui captivent les cœurs. En général, il commandait bien plus le respect et l'admiration qu'il n'inspirait l'affection; et toutefois, dans ces rares moments où il avait la volonté de plaire, il ne le cédait à personne en séduction. Sa parole vive et colorée, la force et l'élévation de ses pensées, fascinaient, entraînaient; et l'empereur Alexandre lui-même ne put échapper à l'ascendant de ce grand esprit. A peine ces deux princes furent-ils en présence, qu'ils semblèrent s'éprendre l'un pour l'autre de la sympathie la plus vive. Ils ne se quittaient plus : ils avaient la même table, presque la même chambre. Tous les moments qui n'étaient pas donnés aux affaires, ils les consacraient à des fêtes militaires, ou à des réunions intimes. On eût dit deux amis inséparables qui n'avaient jamais cessé de mettre en commun leur bourse, leurs plaisirs et leurs peines. Le sentiment qui les avait soudainement rapprochés avait gagné leurs armées. Les corps d'avant-garde se mêlèrent et fraternisèrent : on vit des soldats, des officiers, échanger leurs uniformes, et célébrer dans de joyeuses libations la paix et l'amitié qui allaient unir leurs souverains. Jamais des sentiments aussi vifs de conciliation et de sympathie ne succédèrent

à des haines plus ardentes, à des combats plus sanglants.

Le roi de Prusse assistait aux réunions des deux empereurs, mais il y assistait comme un témoin incommode et malheureux. En sa présence, ils s'imposaient une réserve absolue, et toujours ils attendaient qu'il se fût retiré pour se livrer à leurs plus secrets épanchements. Napoléon ressentait pour ce prince une insurmontable aversion, et il se donnait le tort de la laisser paraître. La timidité naturelle de Frédéric-Guillaume s'augmentait du sentiment de sa fausse situation. Placé entre un ennemi implacable et un allié auquel il se sentait à charge, il était abreuvé de tristesse : l'expression de son visage, ses manières, toute sa contenance s'en ressentaient. Napoléon avait eu d'abord l'intention de l'écarter des conférences de Tilsit. C'était Alexandre qui avait insisté pour que son malheureux allié y fût admis.

La reine vint aussi à Tilsit, mais elle n'y arriva que le 26 juin, lorsque déjà les choses étaient fort avancées. Si elle était venue plus tôt, ses pleurs, sa beauté, les instances de l'empereur Alexandre, eussent peut-être attendri un vainqueur irrité, et modifié dans une certaine mesure les résolutions prises à l'égard de la Prusse. Aussitôt que l'arrivée de cette princesse lui fut annoncée, l'empereur des Français alla lui rendre visite : elle le reçut d'un air apprêté et tragique [1]. « La Prusse, dit-elle,

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, par M. le comte de Las Cases,

« s'était aveuglée sur sa puissance; elle avait osé « combattre un héros, s'opposer aux destinées de « la France, négliger son heureuse amitié; elle en « était cruellement punie. La gloire du grand Fré- « déric, ses souvenirs avaient enflé son orgueil; « ils avaient amené sa ruine. » Après ce pathétique exorde, elle fit appel à la clémence de l'empereur, et elle eut des accents d'une éloquence pénétrante. Elle le conjura de mettre le comble à sa gloire en se montrant magnanime, et de ne point réduire au désespoir un ennemi abattu et repentant. Elle toucha avec beaucoup d'art quelques-uns des points débattus entre les deux empereurs : elle insista surtout pour que la place de Magdebourg ne fût pas comprise au nombre des territoires enlevés à la Prusse. Assailli par de si vives instances, Napoléon commençait à perdre contenance quand le roi entra, au grand déplaisir de la reine, qui, d'un regard expressif, réprouva ce contre-temps. En effet, il voulut parler, discuter, et il gâta tout ce qu'avait fait la reine : l'empereur fut délivré. Ce jour-là même, il reçut cette princesse à dîner, et il eut à soutenir de nouveaux assauts. Il lui fallut une extrême attention sur lui-même pour ne prendre aucun engagement, ni laisser échapper une seule parole douteuse, car il avait dans l'empereur Alexan-

tome IV, page 257 et suivantes. — Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le fond du récit que le prisonnier de Sainte-Hélène a fait lui-même de son entrevue avec la reine de Prusse.

dre un témoin trop intéressé à surprendre chez lui un moment de faiblesse, pour ne pas épier ses moindres mots et jusqu'à ses gestes. Un instant avant de se mettre à table, Napoléon s'approcha d'une console, y prit une très-belle rose et l'offrit à la reine. Le premier mouvement de cette princesse fut de la refuser, puis aussitôt se ravisant, elle dit : « Oui, sire, mais avec Magdebourg ; » sur quoi l'empereur lui répliqua durement : « Mais je « ferai remarquer à Votre Majesté que c'est moi « qui la donne et vous qui allez la recevoir. »

La journée avait été rude : il en coûtait à Napoléon de se montrer inflexible aux prières d'une belle reine. Il résolut d'en finir et donna des ordres pour que tout fût immédiatement arrêté et signé. Quand, le lendemain, la reine en fut instruite, elle montra un véritable désespoir. Elle dit en pleurant que Napoléon lui avait fait des promesses, qu'il l'avait abusée, et déclara qu'elle ne voulait plus le voir. Il fallut que l'empereur Alexandre témoignât en quelque sorte contre elle, et la décidât à accepter de Napoléon un second dîner. Aussitôt que ce repas fut terminé, elle annonça la volonté de se retirer, et Napoléon la reconduisit. Arrivée au milieu de l'escalier où il s'arrêta, elle lui prit la main, la lui serra, et lui dit avec un accent dans lequel il y avait encore plus de douleur que d'amertume : « Est-il possible qu'ayant eu le bonheur de voir « de si près l'homme du siècle et de l'histoire, il ne « me laisse pas la liberté et la satisfaction de pou-

« voir l'assurer qu'il m'a attachée pour la vie? » — « Madame, je suis à plaindre, lui répondit grave« ment l'empereur ; c'est un effet de ma mauvaise « étoile ! » Arrivée à sa voiture, elle s'y jeta en sanglotant, demanda Duroc, qu'elle estimait beaucoup, lui renouvela toutes ses plaintes, et lui dit en montrant la demeure de Napoléon : « Voilà « une maison où l'on m'a cruellement trompée. »

Les transactions de Tilsit se divisent en trois parties distinctes :

Les traités de paix conclus entre la France, la Russie et la Prusse ;

Le traité d'alliance entre la France et la Russie;

Enfin les dispositions secrètes arrêtées entre les deux empereurs.

La France était représentée par le prince de Talleyrand ;

La Russie, par le prince Kourakine et le prince Labanoff ;

La Prusse, par le feld-maréchal Kalkreuth et le comte de Goltz.

La première question débattue dans les conférences de Tilsit fut la question prussienne. Il n'y en avait aucune qui eût plus de gravité, dont la solution dût exercer une plus grande influence sur les destinés de l'Europe, qui mît en présence des ressentiments plus implacables et des devoirs de fidélité plus sacrés. Depuis la bataille d'Iéna jusqu'à celle de Friedland, la Prusse avait été bien réellement l'enjeu de la guerre. Dominé par une

logique impitoyable, sachant bien qu'il lui avait fait trop de mal pour qu'elle pût jamais le lui pardonner, Napoléon brûlait de l'anéantir. Mais à son tour, Alexandre, par politique et par honneur, ne pouvait souscrire à la destruction complète d'une puissance qui lui servait de boulevard contre la France, et qui ne s'était perdue que pour avoir cédé trop facilement à ses conseils. Les deux empereurs durent mettre en œuvre tout ce qu'ils avaient de puissance d'esprit et de paroles, l'un pour obtenir le droit d'immoler la Prusse à ses ressentiments, l'autre pour la préserver d'une ruine absolue. Ne pouvant abattre complétement son ennemi, Napoléon se donna du moins la joie de l'humilier à la face du monde. Afin de bien constater que Frédéric-Guillaume n'avait point négocié lui-même, que c'était l'empereur Alexandre qui avait stipulé pour lui, et obtenu de la clémence du vainqueur la restitution d'une partie des provinces conquises, il exigea que les clauses à la charge de la Prusse fussent stipulées dans le traité qui fut signé le 7 juillet avec la Russie. Il fit plus, il voulut que la conclusion de ce traité précédât de deux jours celle de son traité avec la Prusse.

Cette monarchie fut dépouillée de tous les territoires qu'elle possédait, avant la guerre, sur la rive gauche de l'Elbe, ainsi que de la presque totalité des provinces polonaises qui lui étaient échues dans les trois partages. Comme si ce n'était pas assez que l'empereur Alexandre eût laissé dégrader la

Prusse dans le traité qu'il avait conclu avec la France, il se fit le complice des vengeances du vainqueur d'Iéna et de Friedland : il accepta une part des dépouilles du prince infortuné dont, hier encore, il était l'ami et l'allié et dont il avait causé tous les maux. Il réunit à son empire la ville et le territoire de Bialistock.

La ville de Dantzick fut rétablie dans son indépendance.

La Prusse comptait avant la guerre neuf millions d'habitants : elle en perdit par le traité de Tilsit quatre millions deux cent mille.

Le démembrement de la monarchie prussienne allait causer en Allemagne un grand vide; il s'agissait de le combler en tirant le parti le plus avantageux des territoires devenus disponibles.

Napoléon conçut l'idée d'organiser entre le Rhin et l'Oder un nouvel État, qui, bien que lié par ses devoirs généraux à la partie germanique, relèverait pourtant de la France par son origine, et lui serait à jamais uni par l'intérêt d'une conservation commune. Il voulait, au moyen des affinités que développerait ce royaume, hâter la fusion des intérêts français avec les intérêts allemands, et serrer plus fortement les nœuds qui attachaient à sa politique la confédération du Rhin. Il créa donc le royaume de Westphalie et le forma de la majeure partie des provinces prussiennes situées sur la rive gauche de l'Elbe, et de l'électorat de Hesse. Sur ce trône improvisé par la victoire il plaça le plus jeune de ses

frères, Jérôme Bonaparte. (Articles XVIII et XIX.)

Des provinces échues à la Prusse dans les derniers partages de la Pologne, il fit un État séparé sous le titre de Duché de Varsovie, lui donna une organisation distincte et toute polonaise, et le rattacha par un lien de suzeraineté à la couronne de Saxe. (Article V.)

Par les articles XIV, XV, XVII, XVIII et XIX, l'empereur de Russie reconnut les nouvelles dynasties créées par Napoléon, celle de Joseph à Naples, celle de Louis en Hollande, celle de Jérôme en Westphalie. Il reconnut de même la confédération du Rhin. Le traité de paix fut déclaré commun à tous les alliés de la France.

Par l'article XVI, l'empereur de Russie céda en toute propriété et souveraineté à Louis Bonaparte, roi de Hollande, la seigneurie de Jever située sur la mer du Nord, entre la principauté d'Ost-Frise et le duché d'Oldenbourg.

L'article XIII était ainsi conçu : « S. M. l'empereur Napoléon accepte la médiation de S. M. l'empereur de toutes les Russies, à l'effet de négocier et de conclure un traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette médiation sera aussi acceptée par l'Angleterre, un mois après l'échange des ratifications du présent traité. »

Des dispositions analogues furent arrêtées relativement à la Russie et à la Turquie. L'empereur Alexandre accepta la médiation de l'empereur Napoléon, à l'effet de négocier la paix avec la Porte

Ottomane. Il fut convenu que lorsque cette dernière cour aurait accepté la médiation de la France, les hostilités cesseraient entre les Russes et les Turcs, et qu'ils évacueraient simultanément la Moldavie et la Valachie. (Articles XXI, XXII, XXIII et XXIV.)

Ces dispositions, ainsi que celles de l'article XIII, furent reproduites et développées comme nous allons le voir dans le traité d'alliance.

Le traité de paix conclu entre la France et la Prusse fut signé le 9 juillet. Tous les sacrifices, toutes les douleurs, toutes les hontes imposés à la Prusse par le traité précédent furent énumérés de nouveau dans celui-ci, et de nouvelles clauses aggravantes y furent ajoutées.

Ainsi, il fut convenu qu'il serait ouvert à travers les États prussiens une route militaire de communication qui relierait la Saxe au duché de Varsovie. (Article XVI.)

Jusqu'au jour de l'échange du futur traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre, tous les pays de la domination prussienne seraient fermés à la navigation et au commerce des Anglais, et toutes relations cesseraient entre les ports prussiens et les Iles Britanniques. (Article XXVIII.)

Par une autre disposition séparée et secrète, la Prusse promit formellement de déclarer la guerre à l'Angleterre, si, au 1er décembre 1807, cette dernière puissance n'avait pas fait la paix avec la France.

Le traité destiné à unir les intérêts des deux

empires fut signé à Tilsit, le même jour que le traité de paix.

Les deux puissances s'engagèrent à faire cause commune, soit par terre, soit par mer, dans toute guerre européenne qu'elles seraient capables d'entreprendre ou de soutenir. La Russie offrirait sa médiation à l'Angleterre. Si l'Angleterre la refusait, ou si, l'ayant acceptée, elle n'avait point, au 1er novembre 1807, conclu la paix, reconnu le principe que les pavillons de toutes les puissances doivent jouir d'une parfaite égalité et indépendance sur les mers, et restitué toutes les conquêtes faites sur la France et sur ses alliés depuis 1805, la Russie lui notifierait, dans le courant de novembre, sa résolution de faire cause commune avec la France. (Article IV.)

Si, au 1er décembre de cette même année, l'Angleterre n'avait point répondu d'une manière satisfaisante à la notification russe, la France et la Russie sommeraient les trois cours de Stockholm, de Copenhague et de Lisbonne de fermer leurs ports aux Anglais et de leur déclarer la guerre. (Article V.) Sans faire à l'Autriche une pareille sommation, elles l'inviteraient à se séparer aussi de l'Angleterre et à lui fermer ses ports.

Si l'Angleterre acceptait les conditions offertes par les alliés, le Hanovre lui serait restitué en compensation des colonies françaises et hollandaises dont elle s'était emparée dans le cours de la présente guerre. (Article VII.)

L'article VIII formait la contre-partie des articles précédents. De même que la Russie offrirait sa médiation à l'Angleterre, la France proposerait la sienne à la Porte Ottomane. Si, par suite de la révolution qui venait de s'opérer à Constantinople, la Porte n'acceptait point la médiation de la France, ou si, l'ayant acceptée, la paix n'était pas conclue dans le délai de trois mois à partir de l'ouverture des négociations, la France ferait cause commune avec la Russie contre la Turquie, et les deux hautes parties contractantes s'entendraient pour soustraire toutes les provinces européennes de l'empire ottoman, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs.

Au traité patent furent annexés des articles secrets.

La Russie prit l'engagement de remettre à la France la place et le territoire de Cattaro. (Article Ier.)

De plus, elle consentit à ce que la France possédât en toute souveraineté les Sept-Iles. (Article II.)

Elle promit de reconnaître Joseph, non-seulement comme roi de Naples, mais encore comme roi de Sicile, aussitôt que Ferdinand aurait reçu, en échange de cette île, l'île de Candie ou les îles Baléares.

Un plan hypothétique de partage de la Turquie d'Europe fut combiné et arrêté entre les deux empereurs. Le Bosphore, l'Hellespont, la Roumélie

et la Thrace devaient rester sous les lois de la Porte. La Moldavie, la Valachie, toute la Bulgarie jusqu'à la rive gauche de l'Hèbre ou Marizza appartiendraient à la Russie. La Servie serait donnée à l'Autriche. La Bosnie, l'Albanie, l'Épire, le Péloponèse, l'Attique et la Thessalie formeraient le lot de la France. Ce projet de partage ne devait être mis à exécution que dans le cas prévu par l'article VIII du traité d'alliance, c'est-à-dire si la Porte refusait la médiation de la France. Napoléon en donna communication au général Sébastiani qui s'y montra peu favorable, et le combattit avec une grande puissance de raison et beaucoup d'énergie.

D'autres points furent encore touchés à Tilsit. Le cas où les Russes prendraient possession de la Finlande ; celui où la France serait forcée de faire marcher ses armées à travers l'Espagne pour soumettre le Portugal et s'assurer des garanties contre la fidélité douteuse de Charles IV ; celui enfin où l'Autriche aimerait mieux combattre que de subir la loi des deux empereurs : toutes ces hypothèses ont dû être prévues et discutées au moins verbalement, dans les entretiens confidentiels de Tilsit.

Enfin, Napoléon et Alexandre convinrent de réunir leurs efforts et d'entreprendre de concert une expédition dans l'Inde. Le nombre des troupes qu'ils emploieraient à cette grande entreprise, les points où elles se réuniraient, la route qu'elles suivraient et les arrangements à prendre avec la

Perse, tout cela devait être débattu et réglé ultérieurement.

L'alliance de Tilsit fut la soudaine et éclatante révélation d'un fait qui commençait à saisir tous les esprits étendus, c'est que la Russie doit tôt ou tard occuper dans le système fédératif de la France la place qu'y occupaient autrefois la Pologne, la Turquie et la Suède, et que, toutes les fois que ces deux grandes puissances voudront s'entendre et s'unir, elles gouverneront le monde. En 1807, deux pensées principales ont présidé à leur alliance, l'une a été d'obliger l'Angleterre à faire la paix, l'autre d'équilibrer les forces des deux empires, de telle sorte que l'un ne pût accroître ses possessions ou son influence sans que l'autre ne fût autorisé à s'agrandir dans les mêmes proportions. On peut dire qu'Alexandre et Napoléon se sont partagé l'Europe : à l'un le Nord et l'Orient, à l'autre le Midi et l'Occident.

Jamais il ne fut donné aux hommes d'assister à un tel spectacle; mais toute cette grandeur ne nous éblouit point. Jamais les combinaisons de la force matérielle ne prévalurent avec plus d'audace sur les principes du droit et de l'équité : jamais on ne vit des pouvoirs humains disposer avec une autorité plus arbitraire des destinées des peuples, violer avec un plus effroyable cynisme cette morale vulgaire qui défend de sacrifier l'ami qui s'est dévoué à vous et qui a reçu vos serments. Toute notre âme se révolte à la vue de ces deux souverains, les plus

puissants de ce monde, hier ennemis acharnés, alliés aujourd'hui, donnant pour ciment à leur union l'ingratitude et la déloyauté, se livrant mutuellement, à l'exemple des triumvirs de Rome, les dépouilles de leurs propres alliés, de ces mêmes alliés que naguère ils avaient arrachés à leur repos et traînés violemment à leur suite dans l'arène des combats : nouvelle et terrible leçon qui apprend aux peuples à quel prix s'achètent les conquêtes et la grandeur !

Jugée au point de vue de la politique pratique, l'alliance conclue à Tilsit donne prise aux plus sévères critiques. Si elle eût été restreinte dans des limites convenables, conçue et appliquée dans un esprit de conciliation sincère, elle aurait été un immense bienfait pour la France et pour l'Europe. Elle eût garanti pendant de longues années le repos du continent, découragé l'Angleterre et poussé insensiblement les populations et les gouvernements dans les voies d'une pacification générale. Mais elle n'était point une œuvre pacifique : bien au contraire, elle était la plus formidable combinaison de guerre qui ait jamais été conçue. Sa grandeur même faisait sa faiblesse. Elle ne pouvait réussir qu'à la condition que tous les États maritimes du continent concourraient loyalement, énergiquement, avec persévérance, à exclure de leurs ports et de leurs marchés les marchandises anglaises. L'empereur Alexandre avait solennellement promis son concours : mais il n'était point le vassal de l'empereur

Napoléon ; il n'était que son allié, allié tout aussi puissant, tout aussi indépendant dans sa sphère d'influence et d'action que le chef de la France l'était dans la sienne, parfaitement libre de violer ses serments le jour où ses convenances personnelles, les intérêts froissés ou les passions de son peuple le lui commanderaient. Une fois la Russie en dehors du système continental, tout l'édifice fondé à Tilsit s'écroulerait. A quels termes aurait donc abouti cette alliance si chèrement achetée ? A un isolement plein de péril ou à une nouvelle guerre. Les événements ne devaient que trop tôt se charger de démontrer la vanité des serments jurés à Tilsit et la fragilité de l'œuvre qu'ils avaient prétendu consacrer.

Du reste, Napoléon ne se faisait point illusion sur l'alliance qu'il venait de contracter avec l'empereur Alexandre; le doute et les soupçons remplissaient sa pensée, et il ne savait que trop que, dans cette voie si nouvelle où les deux empires venaient de s'engager, tout était obscur, problématique, aventureux. Sa prévoyance admit toutes les chances, même celle d'une rupture prochaine des liens qu'il venait de former, et il résolut de se fortifier contre cette funeste éventualité. C'est dans cette prévision qu'il créa le duché de Varsovie. Tant que la Russie exécuterait ses engagements avec une fidélité scrupuleuse, le duché resterait ce que l'avait fait le traité, une simple annexe du royaume de Saxe. Mais si elle manquait à ses engagements,

si elle déchirait l'alliance. alors de grandes destinées s'ouvriraient pour le duché polonais. Ce que Napoléon n'avait pas osé entreprendre en 1807, lui ou son successeur pourrait alors l'accomplir. Cédant à l'appel de leurs frères, secondés par les armées de la France, les Lithuaniens, les Volhyniens, les Galliciens se lèveraient tous et concourraient à la restauration de leur commune patrie. Il avait fallu Austerlitz, Iéna et Friedland pour atteindre le Niémen et poser la première base d'une Pologne régénérée. A d'autres efforts, à de nouvelles victoires le soin d'achever la restauration de l'édifice. Mais de graves complications allaient sortir inévitablement de cette combinaison hardie. D'une part, l'établissement du duché de Varsovie allumerait dans le cœur de tous les Polonais des désirs et des espérances sans limites. De l'autre, il exciterait en Russie des inquiétudes et une irritation sans bornes. Pour cet empire, plus de sécurité, plus de repos. Dans le présent, des populations frémissantes qu'il lui faudra contenir sous un joug de fer, dans l'avenir, la guerre civile et la guerre étrangère. En créant le duché de Varsovie, Napoléon s'est trop hâté. Puisqu'il était forcé de placer son point d'appui sur la Russie, il aurait dû accepter cette situation franchement, sans arrière-pensée, et éviter avec le plus grand soin tout ce qui était de nature à porter ombrage à son nouvel allié. C'était une belle pensée que de tenir en réserve les provinces polonaises pour en faire la base d'une nouvelle Pologne, si jamais l'em-

pereur Alexandre voulait rompre l'alliance de Tilsit. Mais la prudence défendait de restituer en ce moment au duché les signes extérieurs de la nationalité polonaise : il valait mieux l'incorporer comme une simple province à la Saxe, ne point révéler au monde le secret de nos pensées, et laisser faire au temps et à la fortune. En procédant comme il l'a fait, Napoléon a agi d'une manière contraire à l'esprit des traités de Tilsit : il a laissé voir à l'empereur Alexandre qu'il se méfiait de ses serments ; il a déposé dans le sein de l'alliance un germe de discorde qui devait irrésistiblement la dissoudre et provoquer une lutte bien autrement terrible et sanglante que celle qui venait de finir.

CHAPITRE XXV.

Fin de l'entrevue de Tilsit. — Napoléon à Dresde. — Constitution donnée au duché de Varsovie. — Retour de l'empereur en France. Son discours au corps législatif. — M. de Champagny remplace au ministère des affaires étrangères M. de Talleyrand. — Retour de l'empereur Alexandre à Saint-Pétersbourg.— Attitude de ce prince vis-à-vis de l'Angleterre. — Premières notes échangées. — Résolution énergique embrassée par le ministère anglais.— Envoi d'une flotte anglaise dans la Baltique.— Sommations faites au Danemark. — Belle réponse du prince royal.— Attaque et bombardement de Copenhague. — Traité d'alliance entre la France et le Danemark. — Impression produite à Saint-Pétersbourg par l'attaque de Copenhague. — Rupture entre la Russie et l'Angleterre. — Ordres du conseil du 18 et du 26 novembre 1807. — Décret de Milan du 17 décembre 1807.—Conduite des Américains. — Mission du général Savary à Saint-Pétersbourg. — Répulsion de la haute société russe à l'égard de la France. — Causes de cet éloignement. — Perfides révélations faites à la Porte Ottomane. — Offre de médiation pacifique faite par l'ambassadeur de France à la Turquie. — Convention de Solobosa ratifiée par la Porte. — Ascendant de la France en Turquie.

Après avoir passé dix-neuf jours ensemble dans la plus cordiale et la plus vive intimité, les deux empereurs se séparèrent, le 15 juillet. En se quit-

tant, ils se donnèrent de nouveaux témoignages d'estime et d'affection. Napoléon se plut à associer l'armée russe elle-même au pacte qui venait de l'unir au czar. Au moment des adieux, la garde russe était en ligne et sous les armes : il s'approcha du grenadier qui était à la droite en tête du premier rang, prit sa propre croix de la Légion d'honneur, et, l'attachant lui-même à l'habit du soldat, il lui dit : « Tu te souviendras que c'est le jour « où nous sommes devenus amis, ton maître et « moi ! »

Avant de retourner en France, l'empereur distribua ainsi ses corps d'armée. Il chargea le maréchal Davoust d'occuper avec trois divisions d'infanterie, une division de dragons et deux brigades de cavalerie légère le duché de Varsovie, dont il le nomma gouverneur. Il plaça en Prusse, en Silésie, en Poméranie, en Westphalie et dans toutes les provinces allemandes que baignent la Baltique et la mer du Nord les troupes de Bernadotte, de Soult, de Masséna, de Ney, de Victor, de Mortier, du prince Jérôme, de Lefebvre et du général espagnol Laromana. Le maréchal Brune eut l'ordre de se tenir prêt à agir contre les Suédois qui, toujours maîtres de Stralsund et de l'île de Rügen, semblaient décidés à recommencer les hostilités. Tous les contingents fournis par la confédération du Rhin rentrèrent sur leurs territoires respectifs. Napoléon ne ramena en France que la garde impériale.

Marmont, qui occupait et gouvernait les îles illy-

riennes, dut prendre possession de l'État de Raguse, ainsi que de la place et du territoire de Cattaro qui faisaient partie du royaume d'Italie. Enfin, il fut enjoint au roi de Naples d'envoyer quatre mille hommes de toutes armes dans les îles Ioniennes aussitôt que les Russes les auraient évacuées. L'empereur nomma gouverneur des Sept-Iles le général César Berthier, qui établit à Corfou le siége de son gouvernement.

Napoléon revint en France par Kœnigsberg, Posen et Dresde. Il ne s'était pas borné à délivrer la Saxe des chaînes pesantes de la Prusse : il avait manifesté sa volonté de l'agrandir, de l'élever, d'en faire un État considérable et l'un des boulevards de l'Allemagne contre la Russie. Le roi et le peuple étaient impatients de lui en témoigner leur reconnaissance. Ils lui firent à Dresde un accueil plein d'enthousiasme. Le 22 juillet, l'empereur donna sa sanction à la constitution du duché de Varsovie. Conçue sur le plan général des constitutions qu'il avait données à la France et au royaume d'Italie, elle n'était point, tant s'en faut, un monument de liberté politique. Mais, pour ces peuples qui, depuis la destruction de leur patrie, avaient tout perdu à la fois, leur nationalité et l'exercice de leurs droits politiques, elle était un immense bienfait. Elle consacrait l'abolition de l'esclavage, l'égalité devant la loi entre tous les citoyens, et l'hérédité de la couronne. Elle plaçait entre les mains du roi toute l'autorité exécutive et instituait un sénat et une chambre des

nonces chargée de discuter et de voter les lois. L'ancienne législation fut abolie et remplacée par un code uniforme, par le code *Napoléon*.

De Dresde à Saint-Cloud l'empereur ne s'arrêta plus : il arriva dans cette dernière résidence le 27 juillet, à cinq heures du matin. La nouvelle s'en répandit aussitôt et remplit Paris d'émotion et d'allégresse. La ville s'illumina tout entière et spontanément. Le lendemain, les autorités vinrent présenter au souverain leurs félicitations. Toutes les formules de la louange étaient depuis longtemps épuisées : l'adulation ne savait plus comment grandir ses éloges à la hauteur de l'homme et des actions qu'elle venait encore une fois glorifier. « Na-« poléon, dit le premier président de la cour d'appel, « M. Séguier, est au delà de l'histoire humaine : il « appartient aux temps héroïques, il est au-dessus « de l'admiration. Il n'y a que l'amour qui puisse « s'élever jusqu'à lui ! »

Le 16 août, l'empereur fit en personne l'ouverture du corps législatif. Son discours résumait les événements accomplis depuis la dernière session et la situation actuelle de l'empire. C'était le plus magnifique tableau qu'un souverain ait jamais tracé de la puissance et de la grandeur d'un peuple.

« . . . . . Depuis votre dernière session, dit-il, de nouvelles guerres, de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe politique.

« Si la maison de Brandebourg, qui, la première,

« se conjura contre notre indépendance, règne en-
« core, elle le doit à la sincère amitié que m'a
« inspirée le puissant empereur du Nord.

« Un prince français régnera sur l'Elbe : il saura
« concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec
« ses premiers et ses plus sacrés devoirs.

« La maison de Saxe a recouvré, après cinquante
« ans, l'indépendance qu'elle avait perdue.

« Les peuples du duché de Varsovie, de la ville de
« Dantzick ont recouvré leur patrie et leurs droits...

« Toutes les nations se réjouissent d'un commun
« accord de voir l'influence malfaisante que l'An-
« gleterre exerçait sur le continent détruite sans
« retour.

« La France est unie aux peuples de l'Allemagne
« par les lois de la confédération du Rhin, à ceux
« des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et des
« Italiens, par les lois de son système fédératif. Nos
« rapports nouveaux avec la Russie sont cimentés
« par l'estime réciproque de ces deux grandes
« nations.

« Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement
« en vue le bonheur de mes peuples, plus cher à
« mes yeux que ma propre gloire.

« Je désire la paix maritime. Aucun ressentiment
« n'influera jamais sur mes déterminations. Je n'en
« saurais avoir contre une nation, jouet et victime
« des partis qui la déchirent, et trompée sur la
« situation de ses affaires comme sur celles de ses
« voisins.

« Mais quelle que soit l'issue que les décrets de « la Providence ait assignée à la guerre maritime, « mes peuples me trouveront toujours le même, et « je trouverai toujours mes peuples dignes de moi !

« Français, votre conduite dans ces derniers « temps où votre empereur était éloigné de plus « de cinq cents lieues, a augmenté mon estime et « l'opinion que j'avais conçue de votre caractère. Je « me suis senti fier d'être le premier parmi vous...

« Vous êtes un bon et grand peuple !... »

Il y a eu une relation constante entre les développements de la puissance de Napoléon au dehors et l'extension de son autorité au dedans, et presque toujours ses victoires sur les armées de l'Europe ont servi de prélude et d'excuse à ses empiétements sur les droits des grands corps de l'État.

La constitution de l'an VIII, bien qu'elle ne fût, même à son origine, que l'ombre défigurée du gouvernement représentatif, avait laissé debout une tribune. La France put se faire illusion et se croire libre encore en entendant les mâles accents des citoyens qui formaient la brillante opposition du tribunat. Mais la rigide vertu de ce corps causa promptement sa ruine. L'homme qui était impatient de relever le trône et de s'y asseoir ne pouvait pas supporter l'existence d'une assemblée qui mettait son courage à défendre obstinément l'institution républicaine. Un premier sénatus-consulte de 1802 réduisit le nombre des tribuns de cent à cinquante, et porta un coup mortel à leurs délibéra-

tions en les divisant en sections. Deux années plus tard, en 1804, le premier consul acheva de détruire le principe vital de ce corps : il le dépouilla de toutes ses attributions et les transféra au sénat. Le tribunat, réduit à cet état de mutilation et d'abaissement, n'était plus qu'un hors-d'œuvre, un rouage inutile dans la constitution : mais le nom faisait peur encore. Napoléon, à son retour de Tilsit, résolut de faire disparaître cette ombre importune qui lui rappelait les orages et les luttes par lesquels son autorité naissante avait dû passer avant de s'affermir et de s'élever jusqu'à la couronne. Un sénatus-consulte du 19 août 1807 décréta la suppression complète du tribunat. La discussion préalable des projets de loi fut transportée des sections du tribunat dans les commissions du corps législatif. Ces commissions furent instituées au nombre de trois; la première, de législation civile et criminelle, la seconde, d'administration intérieure. et la troisième, de finance.

Le pouvoir, dans sa jalousie ombrageuse, ne se borna pas à supprimer jusqu'au nom du seul corps politique qui avait un moment survécu au naufrage de toutes les institutions libres. Par le même sénatus-consulte du 19 août, il porta de 30 à 40 ans la condition d'âge exigée par la constitution pour être élu membre du corps législatif. Une telle appréhension des écarts de la jeunesse, dans une assemblée de *muets* et sous l'action compressive de l'autorité impériale, ne peut se comprendre de la

part d'un homme qui, à vingt-six ans, commandait en chef les armées de la république et remplissait déjà le monde du bruit de son nom et de sa gloire. L'esprit de vertige et d'orgueil commençait visiblement à troubler sa belle intelligence. A mesure qu'il s'élevait dans la sphère des têtes couronnées, il s'éloignait davantage de cette grande révolution dont il était le fils et l'héritier, et qu'il ne pouvait renier cependant sans attaquer l'origine de sa puissance et le principe de sa force.

Peu de temps après que l'empereur fut revenu de Tilsit, il s'opéra dans le personnel du ministère un changement qui causa en France une très-vive sensation. En plus d'une circonstance, le nom de M. de Talleyrand s'était trouvé, à tort ou à raison, compromis dans d'obscures intrigues de nature à éveiller des doutes sur sa moralité. La confiance de l'empereur pour son ministre en avait été altérée. Il lui répugnait cependant de se séparer d'un homme habile qui lui avait rendu de grands services, et qui possédait depuis huit ans tous les secrets de l'État. Mais M. de Talleyrand s'était aperçu que son souverain n'était plus pour lui ce qu'il était autrefois. Le prince de Neufchâtel (Berthier) venait d'être promu à la dignité de vice-connétable. Le ministre se plaignit et réclama pour lui-même une dignité du même rang. L'empereur lui fit observer que le titre qu'il ambitionnait était incompatible avec la position qu'il occupait dans le conseil. « Croyez-moi, lui dit-il, vous êtes accou-

« tumé aux affaires; vous ne pouvez pas vous en « passer; restez ministre; c'est un conseil que je « vous donne. » Mais M. de Talleyrand ne cherchait plus qu'un prétexte honorable pour se retirer : il insista. Par un décret du 9 août, il fut nommé vice grand-électeur et fut remplacé au ministère des relations extérieures par M. de Champagny.

Ce fut un événement, pas aussi grave pourtant que ses partisans se sont plu à le dire. Napoléon a trouvé d'habiles administrateurs pour organiser son gouvernement, de savants jurisconsultes pour rédiger ses codes, des généraux aussi éclairés qu'intrépides, et de braves soldats pour élever à une hauteur incomparable la gloire de ses armes et sa puissance. Son côté faible a été la diplomatie. Là, tout lui a fait défaut : son propre esprit d'abord. Élevé dans les camps, plus soucieux, comme tous les hommes de guerre, du fait que du droit, trop grand capitaine pour ne pas se plaire, beaucoup plus que ne le commandait l'intérêt de son pays, au terrible jeu de la guerre, il n'avait ni dans la pensée, ni dans l'action la mesure, la patience, la fine dextérité qu'exige l'art suprême des négociations. Jamais chef de gouvernement n'aurait eu plus besoin que lui d'être éclairé, et surtout contenu dans la direction de ses affaires extérieures par un sage et habile ministre. M. de Talleyrand n'a point été cet homme. Il avait de rares et exquises qualités, un esprit judicieux, souple, étendu et d'une merveilleuse finesse. Personne n'a poussé plus loin que

lui l'art de la parole dans les négociations : nul n'a mieux su tempérer par la douceur des formes ce que les ordres de son souverain avaient souvent de trop acerbe, modérer par une sage lenteur ce qu'ils avaient de trop impétueux. Il avait conservé toutes les délicatesses raffinées et l'extrême distinction de cette noblesse française qui, naguère, donnait le ton à toutes les cours de l'Europe. Aussi, dans le travail de recomposition sociale qui a rempli les premières années du consulat, dans ce retour empressé et général aux habitudes élégantes et polies, M. de Talleyrand a été un conseil et un modèle pour tous. Comme il tenait à la révolution par les gages qu'il lui avait donnés, et à l'ancien régime par sa naissance et ses penchants, personne ne l'a égalé à la cour consulaire dans l'art de rapprocher les opinions et les hommes.

Mais pour agir profondément sur Napoléon, pour aspirer à l'honneur d'être son conseiller et son guide au milieu des inextricables embarras de notre politique extérieure, il eût fallu réunir à l'ascendant d'un grand esprit celui d'un grand caractère. M. de Talleyrand n'avait ni le génie actif et fécond, ni la solidité de principes, ni le cœur ardent et dévoué qu'exigeait un tel rôle. Son esprit plus fin que profond n'était fortement saisi que par le côté extérieur des événements. Très-habile à manier les hommes pris individuellement, il était insuffisant toutes les fois qu'il s'agissait de les juger en masse. Les questions d'organisation politique et sociale dépassaient

sa portée. Il était superficiel, parce qu'il n'avait point de convictions, et son scepticisme, qui a eu tant d'imitateurs, n'était que de la stérilité et de l'impuissance. Sa paresse égalait son indifférence; il avait le cœur aride et froid, et il était aussi incapable de haine que d'attachement. Il n'a jamais aimé fortement que deux choses en ce monde : la considération et le bien-être que donnent le pouvoir et l'argent. Serviteur de tous les gouvernements qui se sont succédé pendant sa longue vie, il ne s'est dévoué sérieusement à aucun, et la mesure de leur force a toujours été celle de sa fidélité. Il a servi Napoléon à la manière des ambitieux subalternes, en courtisan bien plus qu'en véritable homme d'État. Ministre du Directoire et du consultat, il était resté monarchique et grand seigneur au milieu des ruines de sa caste, et il est l'homme qui a le plus contribué à remettre en valeur les dignités de cour, les blasons, les vanités nobiliaires, toutes ces grandeurs flétries dont la France s'était crue pour jamais délivrée. Sous ce rapport, il a été l'agent le plus actif de la politique rétrograde.

M. de Talleyrand a été un courtisan accompli, un négociateur très-fin et très-délié, un type idéal d'ambassadeur; mais la France ne le comptera point au nombre des grands ministres qui ont honoré son histoire. Quelle faute a-t-il empêchée? Quelle idée féconde et durable a-t-il fait prévaloir? A-t-il laissé la moindre trace d'un effort sincère, courageux pour maîtriser les penchants ambitieux de son sou-

verain, accorder les exigences légitimes de la France avec les droits des grandes couronnes, et fonder en Europe un état de choses régulier et permanent? Sa retraite n'a pas exercé la moindre influence sur la direction de la politique impériale; mais elle a éveillé dans le cœur du ministre tombé des regrets amers qui bientôt sont devenus des ressentiments. M. de Talleyrand s'était trouvé en relations personnelles avec les chefs de tous les partis et avec toutes les cours de l'Europe : il avait tenu dans ses mains toutes les grandes affaires, un véritable prestige s'attachait à sa personne, la réputation dont il jouissait comme homme d'État était immense, on le considérait comme la lumière du conseil impérial : le jour où on le vit se retirer des affaires, on fut surpris et inquiet, et l'on commença à douter de la fortune de Napoléon.

L'empereur Alexandre revint dans sa capitale le 20 juillet, et se mit de suite en devoir de remplir l'obligation que lui imposait l'article IV du traité de Tilsit. Il annonça officiellement à la cour de Londres qu'il avait terminé ses différends avec la France, que le continent était pacifié, et il lui offrit sa médiation afin d'opérer une réconciliation entre elle et la France. Soit qu'il voulût gagner du temps, ou qu'il eût réellement l'espoir qu'elle accueillerait favorablement sa proposition, il apporta dans ces premières ouvertures une extrême dissimulation. Il enveloppa d'un voile impénétrable les engagements qu'il venait de contracter à Tilsit, et conti-

nua de parler et d'agir comme un bon et sincère ami des Anglais. Sir Robert Wilson, qu'il avait eu occasion de connaître dans la dernière campagne, étant venu faire une soudaine apparition à Pétersbourg, il lui témoigna, dans les termes les moins équivoques, sa volonté de maintenir ses relations d'intimité avec la Grande-Bretagne. Il fit la même déclaration à lord Lewison Gower. Son ministre des affaires étrangères, M. de Budberg, dit à cet ambassadeur [1] que l'empereur son maître était bien éloigné de vouloir se brouiller avec l'Angleterre, qu'il continuait de considérer cette puissance comme son meilleur allié, et que tout ce qui venait de se conclure avec la France était l'ouvrage de la nécessité et n'aurait point de durée.

Dans le moment même où ces chaleureuses protestations étaient faites à l'ambassadeur d'Angleterre, l'empereur Alexandre disait au consul de France, M. de Lesseps [2]: « Enfin, nous nous sommes connus, l'empereur Napoléon et moi. Combien m'ont été précieux les jours que j'ai passés « avec lui ! que ne l'ai-je vu plus tôt ! Je n'oublierai jamais les sages conseils et les bons avis qu'il « m'a donnés. Nous voilà maintenant amis, et nous « le serons toujours. Je tiendrai ma parole, en dé-

[1] Lettre du comte de Stedingk au roi de Suède. St.-Pétersbourg, 24 octobre 1807. (*Mémoires* du feld-maréchal comte de Stedingk, tome II, page 370.)

[2] Lettre de M. de Lesseps. St.-Pétersbourg, 19 août 1807. (Dépôt des archives.)

« pit de tout ce que l'on pourra faire ; j'y suis dé-
« cidé. Je suis certain de la loyauté de l'empereur
« Napoléon : qui peut désormais nous faire la loi ?
« Je suis médiateur entre la France et l'Angleterre.
« Si cette dernière puissance ne répond pas à nos
« espérances pacifiques, nous saurons l'y contrain-
« dre, et je vous réponds que notre union suffira
« pour la mettre à la raison. Cela finira, M. de Les-
« seps ; le voile est déchiré et le temps de l'erreur
« est passé. On dit qu'une flotte anglaise est entrée
« dans la Baltique ; croit-on m'intimider par là ? »

Le cabinet anglais fit à l'ouverture de la Russie une réponse pleine de réserve, qui ne laissait soupçonner ni les craintes qui l'agitaient, ni le dessein hardi qu'il avait conçu. M. Canning écrivit à l'ambassadeur de Russie [1], M. d'Alopéus, qu'il aimait à penser que la paix de Tilsit et les principes sur lesquels la France était prête à négocier, pourraient amener une paix honorable et sûre, mais S. M. Britannique « attendait avec la plus vive sollicitude la communication des actes signés à Tilsit. Jusqu'à ce qu'elle eût reçu cette importante communication, il lui était impossible de faire une réponse plus explicite à la note de M. d'Alopéus. »

La bataille de Friedland et l'entrevue des deux empereurs avaient rempli de consternation toute l'Angleterre. Les ministres étaient trop bien informés et trop habiles pour se laisser abuser par le

[1] Note de M. Canning. Londres, 5 août 1807.

langage de l'empereur Alexandre et de M. de Budberg. Toutes les lettres écrites de Vienne, de Berlin, de Pétersbourg et de Stockholm leur apprenaient que le plus harmonieux accord, l'amitié la plus vive venaient soudainement de s'établir entre Alexandre et Napoléon. Quelle était la nature, quelle était la portée précise des engagements contractés à Tilsit? Voilà ce que le ministère anglais brûlait de pénétrer. Il était difficile d'admettre que les deux empereurs se fussent bornés à signer un simple traité de paix. Tout donnait à penser qu'ils avaient scellé leur réconciliation par une véritable alliance, alliance à la fois continentale et maritime, continentale, contre les inimitiés éventuelles de la Prusse et de l'Autriche, maritime, contre la puissance britannique. L'anxiété était donc générale : il n'y avait pas un habitant de la Grande-Bretagne qui ne pressentît qu'une ère nouvelle s'ouvrait pour elle, et qu'elle allait avoir à lutter contre des périls nouveaux et immenses. En effet, cette puissance ne pouvait plus espérer de traiter sur les mêmes bases qu'en 1801. Alors, le premier consul ne lui avait demandé le sacrifice d'aucune des prétentions qui constituent son omnipotence maritime; mais aujourd'hui qu'Alexandre et Napoléon étaient unis pour lui faire la loi, la première condition qu'ils prétendraient lui imposer serait certainement de renoncer à ses doctrines exclusives en matière de navigation. Ils voudraient l'obliger à reconnaître le principe d'une parfaite égalité entre tous les pavillons. Or, pour l'Angle-

terre, accepter un tel principe, c'était s'avouer vaincue, c'était abdiquer, d'abord en droit, plus tard en fait, la domination des mers. Sachons être justes envers notre grande ennemie : elle déploya dans cette effroyable crise une puissance d'énergie incomparable. Elle savait bien qu'en refusant de se soumettre aux volontés de la France et de la Russie, elle allait se trouver en guerre avec toutes les marines de l'Europe. Sous l'irrésistible impulsion des deux empereurs, le continent tout entier allait se lever contre elle et lui fermer ses ports, en sorte qu'il ne lui resterait plus en Europe un seul allié pour la seconder, plus un seul port pour servir d'abri à ses vaisseaux, plus un seul marché pour recevoir et acheter ses produits. Mais elle n'hésita pas un seul jour sur le parti qu'elle avait à prendre. Elle aima mieux affronter les dangers d'une lutte avec tout le continent que de souscrire à des conditions incompatibles avec sa suprématie maritime. Pour se sauver, elle allait se trouver forcée de déployer une violence sauvage. Nation civilisée entre toutes, il lui faudrait recourir à des moyens barbares et répandre la terreur partout où s'étendait le pouvoir de ses ennemis. Mais elle n'avait pas le choix des moyens : pour elle comme pour tous les peuples en péril, la suprême loi était d'assurer son salut.

La France avait prise en ce moment sur toutes les puissances riveraines de la Baltique. Ses armées occupaient les ports et les places maritimes de la Prusse. Bientôt, elles auraient de même envahi la

Poméranie suédoise. Les deux empereurs allaient remettre en vigueur dans le nord de l'Europe les principes de la neutralité armée de 1780, et ils procéderaient comme avaient agi, en 1801, le premier consul et l'empereur Paul Ier; ils sommeraient les cours de Copenhague et de Stockholm de se déclarer contre l'Angleterre et de lui interdire le passage du Sund. Au premier signe de résistance que manifesterait le Danemark, les Français feraient irruption sur son territoire, et main basse sur tous ses vaisseaux, et se chargeraient eux-mêmes de la garde du Sund. La Baltique serait ainsi fermée hermétiquement aux Anglais. Tous les marchés du Nord sur lesquels ils versaient une quantité énorme de marchandises coloniales et manufacturées leur seraient enlevés du même coup. Ces conjectures étaient parfaitement fondées. Voici ce que M. de Talleyrand écrivait, le 4 août, à M. Didelot, ministre de France à la cour de Danemark : « Vous demanderez au comte de Bernstorff ce que sa cour « se propose de faire dans le cas où l'Angleterre, « refusant de traiter avec la France à des conditions « raisonnables et sur le principe du droit égal de « navigation, les principales puissances se réuni- « raient pour lui déclarer la guerre et fermer à ses « bâtiments tous les ports du continent. *Le Dane- « mark ne pourrait rester passif et il faudra bien « qu'il se décide pour ou contre l'Angleterre.* »

On ne pouvait se flatter à Londres qu'obligée de prendre parti, la cour de Copenhague embrasserait

la cause de l'Angleterre. Le Danemark était l'État du monde qui, depuis 50 ans, avait défendu avec le plus de courage la dignité et l'indépendance de son pavillon. Déjà, cette puissance, en 1801, avait soutenu une lutte inégale, et compromis le salut de sa capitale plutôt que de sacrifier lâchement les droits de sa marine à la tyrannie des Anglais. Ce qu'elle avait fait en 1801, elle le ferait bien plus certainement encore aujourd'hui qu'elle était pressée et enveloppée par les armées de la France. Une fois le Danemark enrôlé sous les bannières des deux empereurs, la Suède ne pourrait rester à l'écart : elle aussi serait bientôt entraînée forcément dans la ligue continentale. La Russie pouvait mettre à flot en ce moment douze vaisseaux de haut bord ; la Suède, dix ; le Danemark, dix-huit ; en tout, quarante vaisseaux de ligne, sans compter un nombre considérable de bâtiments de moindre force. Napoléon disposait déjà de toutes les ressources navales de la France, de la Hollande, de l'Espagne et de l'Italie. S'il pouvait confédérer sous sa main toutes les marines du Nord et du Midi, il se trouverait de nouveau en mesure de balancer sur mer la fortune des Anglais : il reprendrait avec passion l'exécution du grand projet qu'il avait été si près de réaliser en 1805 : il tenterait, et, cette fois, avec toutes les chances possibles de succès, d'aborder et d'envahir le territoire de son ennemi.

La Grande-Bretagne avait donc un intérêt immense à empêcher les quatre puissances riveraines

de la Baltique de s'unir et de lui fermer le Sund. Dans une telle situation, que lui restait-il à faire? Une seule chose, violente, cruelle, mais indispensable à sa sécurité, c'était de gagner la France et la Russie de vitesse, de fondre à l'improviste sur Copenhague et de s'emparer de toute la marine danoise. Par cet acte audacieux, elle mettait le Danemark dans l'impuissance de lui nuire; elle brisait l'arme redoutable dont la pointe était dirigée contre le cœur de sa puissance; elle enchaînait la Suède à sa politique en lui apprenant que ce qu'elle avait fait à Copenhague, elle saurait bien le faire à Stockholm, si cette cour osait l'abandonner; elle jetait l'épouvante à Pétersbourg; elle rendait ainsi impossible la confédération des puissances du Nord; enfin, elle conservait à ses vaisseaux de guerre le libre passage du Sund, et à son commerce l'exploitation des marchés du Nord. C'étaient là de grands résultats, bien faits assurément pour tenter une puissance aussi hardie dans ses desseins qu'elle était peu scrupuleuse dans le choix des moyens de les exécuter.

L'Angleterre n'avait rempli, dans la guerre qui venait de finir, aucune des promesses qu'elle avait faites à ses alliés. Elle les avait laissé successivement accabler sans leur porter secours. Il y aurait de l'injustice pourtant à l'accuser d'avoir manqué de prévoyance. Elle avait pourvu, au moins en ce qui la concernait, à tout ce que lui commandait une politique prudente et ferme, et elle s'était mise en

situation de faire face à toutes les éventualités. Elle avait pris des mesures formidables, équipé un nombre considérable de bâtiments de guerre de toute grandeur, et elle les avait envoyés successivement, par petits détachements, pendant les mois d'avril, de mai et de juin, dans les divers ports de la Baltique. En outre, elle avait rassemblé à Yarmouth une armée de 20.000 hommes, et, dans la rade de cette ville, une escadre de douze vaisseaux de ligne, le tout bien armé, bien équipé et en état de prendre la mer au premier signal.

Lorsque le ministre anglais eut connaissance de l'entrevue des deux empereurs, et de l'intimité qui s'était établie entre eux, il jugea que le moment était venu d'utiliser ce vaste armement : il ordonna à l'amiral Gambier, qui commandait l'escadre mouillée dans la rade d'Yarmouth, de prendre à son bord toutes les troupes qui étaient à terre, de se porter sur le Sund, et de là sur Copenhague.

L'escadre mit à la voile dans les derniers jours de juillet et arriva, le 3 août, à l'entrée du Sund. Avant de passer devant le château de Cronberg, l'amiral Gambier envoya demander au commandant du fort si son salut lui serait rendu coup pour coup. Sur la réponse affirmative de l'officier danois, l'escadre s'avança, franchit le détroit, et fut bientôt ralliée par tous les autres bâtiments de guerre que l'amirauté avait eu le soin de réunir depuis plusieurs mois dans la Baltique. L'amiral Gambier se trouva à la tête d'une flotte formidable. Elle se

composait de trente-six vaisseaux de guerre dont dix-huit vaisseaux de ligne, et de cinq cents bâtiments de transport. Dix mille Hanovriens que l'Angleterre avait envoyés au secours du roi de Suède, et qui opéraient en ce moment dans la Poméranie suédoise, reçurent l'ordre de venir se joindre aux troupes embarquées sur l'escadre. Cette jonction opérée, l'armée se trouva forte de 30,000 hommes. Lord Cathcart en prit le commandement.

L'arrivée de l'amiral Gambier et de sa flotte excita dans le Danemark autant de surprise que de craintes. Tout le monde s'abordait avec anxiété et s'interrogeait sur l'objet de cette expédition. Les uns présumaient qu'elle était destinée à secourir le roi de Suède dans la lutte inégale qu'il s'obstinait à prolonger contre la France. Les autres, c'était le plus grand nombre, étaient convaincus qu'elle n'avait été entreprise que pour intimider le Danemark et l'obliger à se déclarer pour les Anglais. Mais l'idée que l'amiral Gambier eût reçu commission de son gouvernement de venir enlever avec la perfidie d'un pirate la flotte danoise, cette idée n'était venue à l'esprit de personne. On était persuadé que, quel que fût le dessein des Anglais, on aurait toujours le temps de pourvoir à la défense de Copenhague. Le prince royal était dans le Holstein; il y était avec l'armée. Toute son attention était fixée sur la France et sur la Russie. Voyant s'approcher le moment où il lui faudrait opter pour ces deux puissances ou pour l'Angleterre, il avait voulu se trou-

ver en mesure de débattre avec les deux empereurs les conditions de sa soumission. Comme il ne s'était pas attendu à être attaqué si promptement par mer, il n'avait pris de ce côté aucune précaution. Copenhague n'avait pour se défendre que sa garde civique et six mille hommes de garnison. Le danger augmentait d'heure en heure. Bientôt, des voiles anglaises furent signalées dans le grand Belt qui sépare l'île de Sélande du continent, et on vint annoncer au prince qu'elles cinglaient vers le sud. C'étaient en effet quatre vaisseaux de ligne, cinq frégates et huit bâtiments de moindre échantillon que l'amiral Gambier avaient détachés de sa flotte sous les ordres de l'amiral Keith. L'intention était évidente. Tandis qu'avec le gros de ses forces, l'amiral Gambier se porterait sur Copenhague, l'amiral Keith s'interposerait avec sa division entre la Sélande et le continent et empêcherait le prince royal et l'armée de voler à la défense de la capitale. Enfin, le prince apprit que la légion hanovrienne commandée par lord Cathcart évacuait la Poméranie suédoise et se disposait à rejoindre les troupes embarquées sur la flotte. Dès lors, il ne douta plus que les Anglais n'eussent résolu d'opérer une descente dans la Sélande et de s'emparer de sa capitale. Il expédia des ordres pour qu'on armât dans la plus grande célérité les forts, les côtes et la population ; il était trop tard.

Le 6 août, un plénipotentiaire anglais, M. Jackson, arrive à Kiel. Ce qu'il vient proposer est le plus

sanglant outrage qu'une puissance, dans l'ivresse de sa force, ait jamais osé faire à un État indépendant. Il exige :

1° Que le Danemark rompe immédiatement tous ses liens avec la France et contracte avec l'Angleterre une alliance offensive et défensive;

2° Qu'il consente à ce que la flotte danoise soit placée sous le commandement d'amiraux anglais.

Si le prince royal rejette ses conditions, l'armée embarquée sur la flotte anglaise descendra dans l'île de Sélande, attaquera Copenhague et la livrera aux flammes.

Le prince royal avait un esprit ferme et un grand cœur. Ces dispositions l'indignèrent. Il répondit [1] qu'il n'y avait point dans l'histoire d'attaque plus perfide que celle dont les Anglais se rendaient en ce moment coupables, et qu'à peine les pirates des régences barbaresques en offriraient un exemple. Au premier mot d'alliance il s'écria : « Eh ! ne « savons-nous pas ce qu'est votre alliance? Vos « propres alliés auxquels, pendant un an, vous « avez promis vainement vos secours et que vous « avez laissé sacrifier, ne nous l'ont-ils pas appris ? » M. Jackson fit observer au prince qu'il lui tenait un langage bien dur. « Monsieur, lui dit S. A. R., « quand on a eu le courage de se charger d'une « pareille mission, il faut avoir le courage de tout « entendre. Ce que je vous dis, je le dirais à votre « maître, s'il était là. »

[1] Lettre de M. Didelot. Kiel, 18 août.

L'envoyé anglais tenait en réserve des arguments qu'il croyait sans réplique. Il offrit d'indemniser le Danemark de la perte de sa flotte par quelques colonies que lui céderait l'Angleterre. « Eh! mon-« sieur, répliqua le prince, comment me compen-« serez-vous l'honneur? »

Sans perdre un moment, il vola de Kiel à Copenhague. La traversée du grand Belt faillit lui être fatale. Les Anglais l'attendaient au passage, et ce ne fut que par une sorte de miracle qu'il leur échappa. Sa présence dans la capitale ranima tous les courages; mais, ne pressentant que trop le sort de cette malheureuse ville, il retourna à Kiel, et emmena avec lui le roi, les ministres, tous les chefs de l'administration ainsi que le corps diplomatique. Ces mesures, commandées par une rigoureuse nécessité, replongèrent la population dans le découragement. En vain, le prince prit toutes les dispositions militaires que comportait la situation; le coup était porté. A la vue de leurs princes qui les abandonnaient, les habitants de Copenhague désespérèrent de leur cause et se sentirent vaincus avant d'avoir combattu.

Le 16 août, l'armée anglaise débarqua au village de Webeck et forma aussitôt une ligne d'investissement autour de Copenhague. De son côté, la flotte s'approcha et forma le blocus du côté de la mer.

Le prince royal, dans une proclamation pleine d'éloquence et de courage, en avait appelé au patriotisme des Danois, qui y avaient noblement ré-

pondu. La population de la Sélande s'était levée en masse ; paysans et bourgeois avaient marché au secours de la capitale; mais l'ennemi l'enveloppait dans ses lignes profondes. Que pouvaient des bandes de citoyens non aguerris, mal armés, sans instruction, sans chefs et rassemblés à la hâte, contre des troupes instruites, disciplinées et pourvues d'un matériel considérable? Les Danois furent repoussés dans toutes leurs attaques, et Copenhague resta livrée à la fureur dévastatrice des Anglais. Très-bien fortifiée du côté de la mer, cette ville ne l'était point du côté de la terre. A défaut de remparts, il eût fallu pour la défendre une armée de 30,000 hommes, et, comme nous l'avons dit, elle en avait à peine 6,000.

Le 2 septembre, les Anglais ouvrirent leurs feux et firent pleuvoir sur la malheureuse cité une grêle de boulets et d'obus. Ce bombardement dura trois jours et fit d'affreux ravages. L'incendie, propagé partout avec une implacable furie, dévora une quantité considérable de maisons et d'édifices publics et coûta la vie à cinq mille personnes, les unes atteintes par les projectiles de l'ennemi, les autres consumées dans leurs maisons en flammes. Copenhague n'aurait pu échapper à la honte d'une capitulation que si ses habitants, exaltés par le patriotisme, avaient résolu de s'ensevelir sous les décombres de leur ville plutôt que de se rendre aux Anglais. Le peuple et les nobles firent leur devoir : ils déployèrent un courageux élan. Mais

les banquiers, les marchands et les bourgeois, frappés d'épouvante, reculèrent devant les sacrifices qu'eût entraînés une lutte prolongée. Ils intervinrent auprès du général Peyman chargé de la défense de la ville, lui représentèrent l'inutilité de la résistance, et le conjurèrent de se soumettre. Le général céda à tant d'instances et demanda, le 7 septembre, à capituler. Les Anglais répondirent qu'ils n'y consentiraient qu'à la condition que la flotte leur serait abandonnée. Le prince royal avait expressément ordonné au général Peyman, lorsqu'il avait quitté Copenhague, de brûler la flotte plutôt que de la livrer. Le général, craignant de provoquer la destruction entière de Copenhague, n'osa exécuter cet ordre et se détermina à remettre la flotte entre les mains des Anglais. Elle se composait de dix-huit vaisseaux de ligne, de quinze frégates, de six bricks et de vingt-cinq chaloupes canonnières.

Le prince royal ne s'attendait pas que Copenhague capitulerait si promptement et à de telles conditions : il en témoigna beaucoup d'humiliation et de douleur. Au moment où lui parvint cette fatale nouvelle, il était à Kiel, dans son palais, entouré de sa famille. La duchesse d'Augustembourg, sa sœur, était près de lui et fort émue. Il lui saisit le bras d'un mouvement convulsif, et dit tout haut qu'il se considérait comme un militaire qui avait reçu un soufflet, et qu'il laverait cet affront sur les remparts de Copenhague, dans le sang des An-

glais[1]. S'entretenant de ce triste sujet avec M. Didelot, ministre de France, il lui dit : « Comment a-t-on « pu s'avilir jusqu'à signer une telle capitulation et « manquer à ce point aux lois de l'honneur et aux « ordres suprêmes? J'ai juré de tirer vengeance « des brigands qui ont dévasté la capitale et pris « la flotte. Je saurai mourir, s'il le faut, plutôt que « de laisser les Anglais jouir de leur affreux succès. »

Favorisés par l'éloignement de l'armée danoise, les Anglais avaient bien pu débarquer dans la Sélande; mais il leur eût été impossible de s'y maintenir. La navigation du Sund et des Belt étant interdite pendant la saison des glaces, ils eussent été assaillis par une nuée d'ennemis, d'abord par les troupes danoises, ensuite par les Français, enfin, par la population soulevée de la Sélande et de la capitale. Sentant l'impossibilité de s'établir dans l'île et ne se souciant pas toutefois de la restituer aux Danois, bien qu'ils s'y fussent formellement engagés par un article de la capitulation, ils voulurent persuader au roi de Suède de l'occuper à leur place. C'était vouloir se débarrasser d'un très-lourd fardeau et le rejeter sur un allié qu'ils savaient cependant hors d'état de le porter. Mais Gustave IV eut le bons sens de repousser cette insidieuse proposition. Dès lors les Anglais n'avaient plus qu'à remonter sur leurs vaisseaux et à repasser le Sund. Mais, impitoyables jusqu'à la dernière heure, ils

[1] Lettre de M. Didelot. Kiel, 26 septembre 1807.

détruisirent ou livrèrent aux flammes tout le matériel de la marine danoise qu'ils ne purent emporter. Enfin, ils quittèrent cette île de Sélande qu'ils avaient remplie d'épouvante et de deuil, et où le souvenir de leurs violences vivra éternellement comme celui d'un des actes les plus nécessaires, mais les plus cruels de la politique moderne.

Cependant, comme s'ils avaient compté sur l'abattement des esprits en Danemark, ils osèrent députer au prince royal deux négociateurs, M. Jackson et M. Merry, pour lui proposer de nouveau leur alliance. M. Jackson se présenta dans cette intention devant Nieborg. Le prince indigné défendit expressément de le laisser débarquer. Il fit saisir toutes les marchandises anglaises, arrêter tous les sujets de cette nation qui se trouvaient dans le royaume, et décréta la peine de mort contre tout Danois qui serait convaincu d'avoir entretenu des relations avec les Anglais. N'ayant plus de flotte, il ne pouvait plus tenter de leur disputer le passage du Sund : mais il lui restait, ce qu'ils n'avaient pu lui enlever, la côte sur laquelle est assis le château de Cronberg. Il la fit hérisser de canons du plus fort calibre, déterminé à troubler, à inquiéter dans la mesure de ses faibles moyens, la navigation de l'ennemi. Enfin, par raison, par nécessité, par vengeance surtout, il se livra sans réserve à la France. Un traité d'alliance, qui fut signé, le 30 octobre 1807, à Fontainebleau, consacra cette union intime.

Le bombardement et la prise de Copenhague causèrent à Pétersbourg une sensation inexprimable. Personne n'y était préparé. L'Angleterre avait montré pendant les dernières campagnes de Prusse et de Pologne tant d'indécision et de timidité qu'on ne l'aurait jamais crue capable de frapper un tel coup. On s'était flatté de l'endormir par le langage pacifique tenu à son ambassadeur. Quand on sut la manière dont elle venait de traiter le Danemark, on s'imagina qu'elle avait pénétré le mystère des conférences de Tilsit, et que le bombardement de Copenhague était le commencement d'une série d'opérations dirigées contre toutes les puissances soupçonnées d'être d'intelligence avec la France. On tremblait pour les chantiers de Cronstadt; on ne se croyait plus en sûreté sur les bords de la Néva : on éleva à la hâte des batteries à l'entrée du fleuve à Vasili-Ostrow, et du côté de Galeeren-Haven ; on les garnit de grilles pour les boulets rouges, et l'empereur alla lui-même inspecter et presser les travaux.

Il était impossible de garder le silence en présence d'un acte tel que le bombardement de Copenhague. « La conduite des Anglais est atroce, dit « l'empereur Alexandre à M. de Lesseps : elle a « comblé la mesure de ma modération et de ma « patience. Je vais m'unir à l'empereur Napoléon « pour punir leur perfidie et les forcer à la paix. « Je ne crains qu'une chose, c'est de perdre mon « escadre. » Malgré cette grande énergie de paro-

les, Alexandre aurait bien voulu reculer encore la rupture. Il se plaignit, mais avec des expressions si mesurées, qu'il était visible que la crainte l'emportait encore chez lui sur l'indignation. M. de Romanzoff, qui avait toujours passé pour être favorable aux intérêts français, venait de remplacer au ministère des affaires étrangères le baron de Budberg. Il écrivit à lord Lewison-Gower [1] à l'occasion de l'attaque de Copenhague. Il lui exprima l'affliction profonde et la surprise que S. M. Impériale avait ressenties, lorsqu'elle avait appris la manière dont le gouvernement anglais avait procédé à l'égard d'une puissance unie à la Russie par les liens les plus étroits.

L'ambassadeur anglais répondit en se plaignant à son tour du silence obstiné que gardait le cabinet russe sur les articles secrets du traité de Tilsit. « Est-ce donc à la Russie de se plaindre, dit-il, « lorsque cette cour refuse la seule explication qui « aurait pu rassurer celle de Londres sur les inten- « tions et les projets médités à son égard. »

Du reste, on s'était alarmé à tort à Pétersbourg. Les Anglais ne pensaient nullement à aller frapper un coup de main sur les rives de la Néva. A moins d'hostilités à outrance de la part de la Russie, ils étaient décidés à la traiter toujours avec les plus grands ménagements, la considérant bien moins comme un ennemi sérieux que comme un allié que

[1] Note du 11 septembre.

ses malheurs avaient accidentellement séparé d'eux, mais qui leur reviendrait tôt ou tard plus dévoué et plus chaleureux que jamais. D'ailleurs, sans être dupes du langage artificieux de l'empereur Alexandre et de son ministre, ils en avaient subi l'influence dans une certaine mesure. Ils ignoraient encore le parti que prendrait la Russie, et, dans leur impatience de savoir à quoi s'en tenir, ils avaient résolu de la forcer à s'expliquer. Ils renvoyèrent à Saint-Pétersbourg sir Robert Wilson, avec de nouvelles instructions pour leur ambassadeur. Lord Gower eut l'ordre de réclamer les bons offices du cabinet russe, afin qu'il voulût bien s'interposer pour apaiser la grande colère du prince de Danemark, et lui proposer, au nom de l'Angleterre, de l'indemniser, tant de la perte de la flotte que de celle du matériel naval enlevé ou détruit [1]. En retour d'un tel

[1] Lettre de M. Stedingk au roi de Suède. Saint-Pétersbourg, 12 (24) octobre 1807.

« Le chevalier sir Robert Wilson est arrivé ici, de Lon-
« dres, le 5 (17) au soir par la Suède. Les dépêches qu'il a
« apportées prescrivent à lord Gower des démarches qui
« n'auront aucun succès. M. Canning, partant du principe
« que l'empereur veut conserver ses liaisons avec l'Angle-
« terre, et qu'il n'a pas la moindre idée de rompre avec elle,
« charge l'ambassadeur d'engager le ministère russe à s'en-
« tremettre pour apaiser le Danemark et disposer cette puis-
« sance à entrer dans un arrangement amical, par lequel le
« gouvernement britannique lui assurerait sa neutralité et
« des dédommagements pour la perte de sa flotte et pour
« tout ce qui a été détruit ou enlevé depuis le commence-
« ment des hostilités. Cette proposition suppose deux choses

procédé, la cour de Danemark s'engagerait à observer, pendant la guerre présente, une scrupuleuse neutralité.

L'empereur Alexandre était à bout de dissimulation : le cours violent des choses l'entraînait. D'une

« impossibles : l'une, que le prince royal de Danemark, qui « s'est déjà jeté dans les bras des Français, soit le maître « d'entrer en composition avec l'Angleterre et de conserver « sa neutralité quand il en aurait la volonté, ce qui ne paraît « pas être le cas, vu tout le vacarme qu'il a fait ; l'autre, que « l'empereur voulut s'exposer à se brouiller avec la France « en se mêlant de cette réconciliation, et de plus, en la « garantissant comme M. Canning paraît le désirer. Ayant « témoigné mon étonnement à lord Gower d'une erreur aussi « étrange, il m'a avoué qu'il y avait contribué en rendant « compte à son ministre d'une conversation qu'il avait eue « avec le général de Budberg, dans laquelle celui-ci avait « dit en propres termes que l'empereur était bien éloigné de « se brouiller avec l'Angleterre, qu'il la regardait au con- « traire comme son meilleur allié, et que tout ce qui venait « d'être conclu avec la France n'était que l'effet de la néces- « sité, et n'aurait point de durée. »

La correspondance de M. Stedingk avec le roi de Suède jette de grandes lumières sur la politique des cabinets de Pétersbourg, de Londres et de Stockholm, après la conclusion des traités de Tilsit. Toutefois il faut la lire avec beaucoup de défiance. M. de Stedingk était ambassadeur de Suède à la cour de Russie. L'Angleterre avait un intérêt évident à retenir la Suède dans son alliance. Toutes les paroles de lord Gower à M. de Stedingk devaient être calculées pour faire croire à cet ambassadeur que la Russie ne se déclarerait pas contre les Anglais. Mais le bombardement de Copenhague est la preuve la plus irrésistible que le cabinet de Londres n'avait que trop bien deviné la portée des engagements contractés à Tilsit.

part, l'Angleterre le pressait de lui communiquer les stipulations secrètes convenues à Tilsit ; de l'autre, la France ne passait pas un jour en quelque sorte sans lui rappeler ses engagements ; elle le sommait, le traité d'alliance à la main, de se déclarer immédiatement contre les Anglais. Il n'était donc plus possible à la Russie d'ajourner une rupture devenue inévitable. Le 26 octobre, le comte de Romanzoff adressa à l'ambassadeur d'Angleterre, lord Lewison-Gower, une note décisive qui était une véritable déclaration de guerre : elle était à tous égards un modèle de convenance, de noblesse et de dignité. « Deux fois, disait le ministre russe, l'em-« pereur a pris les armes dans une cause qui inté-« ressait surtout l'Angleterre. Il a sollicité en vain « qu'elle y portât une coopération conforme à son « propre intérêt. Il ne lui demandait pas de join-« dre ses troupes aux siennes ; il désirait qu'elle fît « une diversion ; il s'étonnait que, dans sa propre « cause, elle n'agît pas de son côté, et que, froide « spectatrice du sanglant théâtre de la guerre qui « s'était allumé à son gré, elle envoyât ses trou-« pes attaquer Buénos-Ayres ou s'emparer de « l'Égypte. »

M. de Romanzoff rappelait ensuite l'offre que l'empereur Alexandre avait faite vainement de sa médiation à la cour de Londres. Il s'élevait avec force contre l'acte inouï auquel elle venait de se porter contre une puissance tranquille, modérée, distinguée par une longue et inaltérable sagesse,

et placée au premier rang, par sa dignité morale, dans le cercle des monarchies, le tout pour exercer la plus inique et la plus odieuse spoliation. Il s'étonnait que l'Angleterre eût porté l'inconvenance jusqu'à proposer à l'empereur de se faire l'apologiste d'un attentat qu'il réprouvait, et de rallier le Danemark soumis, dégradé, à la puissance britannique. Il rendait hommage aux nobles sentiments du prince royal qui avait repoussé avec horreur l'avilissement auquel elle prétendait le faire descendre. M. de Romanzoff ajoutait : « Touché de « la confiance que ce prince met en lui, ayant con- « sidéré ses propres griefs contre la Grande-Breta- « gne et mûrement examiné les engagements pris « par l'impératrice Catherine et par feu l'empereur « Paul, tous deux de glorieuse mémoire, l'empe- « reur rompt toute communication avec l'Angle- « terre, il rappelle toute la mission qu'il avait à « Londres, et ne veut pas conserver près de lui « celle de S. M. Britannique. Il n'y aura plus doré- « navant aucun rapport entre les deux puissances.

« Il proclame de nouveau les principes de la « neutralité armée, ce monument de la sagesse de « Catherine, et s'engage à n'y jamais déroger.

« Il prévient que rien ne sera rétabli entre la « Russie et l'Angleterre que celle-ci n'ait satisfait « le Danemark.

« L'empereur s'attend à ce que S. M. Britanni- « que, au lieu de permettre à ses ministres, comme « elle vient de le faire, de répandre de nouveau les

« germes de la guerre, n'écoutant que sa propre « sensibilité, se prêtera à conclure la paix avec « S. M. l'empereur des Français, ce qui étendrait « pour ainsi dire à toute la terre le bienfait inap- « préciable de la paix.

« Lorsque l'empereur sera satisfait sur tous les « points qui précèdent et spécialement sur celui « de la paix entre la France et l'Angleterre, sans « laquelle aucune partie de l'Europe ne peut pas se « promettre une véritable tranquillité, S. M. Impé- « riale reprendra alors volontiers avec la Grande- « Bretagne des relations d'amitié que, dans l'état « de juste mécontentement où l'empereur devait « être, il a peut-être conservées trop longtemps. »

Aussitôt après avoir reçu cette déclaration, toute l'ambassade anglaise demanda ses passe-ports, quitta Saint-Pétersbourg, et les deux puissances se trouvèrent en guerre. Tous les ports de l'empire russe furent immédiatement fermés aux navires et aux marchandises de l'Angleterre.

Enfin, ce grand secret dissimulé avec tant de soin par l'empereur Alexandre était dévoilé. Ce n'étaient point simplement des engagements éventuels que l'empereur Alexandre avait contractés à Tilsit avec Napoléon ; c'était bien, comme on l'avait craint à Londres, une véritable alliance, une alliance offensive et défensive dirigée exclusivement contre la puissance britannique. L'Angleterre y était préparée. Par le coup qu'elle venait de frapper à Copenhague, elle avait appris à tous ses ennemis

qu'elle bravait leur colère, qu'elle ne reculerait devant aucune violence, qu'elle combattrait opiniâtrément jusqu'à l'entier épuisement de ses forces plutôt que de renoncer à ses prétentions exclusives en matière de pavillon et de navigation. Tous les ports de l'Europe allaient être fermés à ses navires; ses marchandises ne pourraient plus y arriver que par l'intermédiaire et sous le pavillon des neutres. Voici les mesures qu'elle prit pour rompre les mailles de cet immense réseau jeté par les empereurs de France et de Russie sur tout le continent. Elle lança ses fameux ordres du conseil du 18 et du 26 novembre. Par ces actes, elle déclara bloqués tous les ports du continent qui étaient fermés à son pavillon; elle assujettit toutes les puissances neutres, même ses alliés, à la visite de ses croisières; elle les contraignit, sous peine de confiscation de leurs bâtiments, à relâcher dans ses ports avant de se rendre dans un port étranger, et, en cas de réexportation de leur chargement, à lui payer un droit.

L'Angleterre disait à tous les neutres : « Le con- « tinent proscrit mon pavillon ; soit : le vôtre m'en « tiendra lieu, je vous déclare qu'à partir de ce « jour, je ne reconnais plus de neutres. Vous me « prêterez votre pavillon, vos navires, vos équi- « pages, et vous irez vendre mes marchandises, « comme si elles étaient les vôtres, sur tous les « marchés du continent; sinon, je saisirai, je cou- « lerai à fond, je brûlerai vos navires, je presserai

« vos matelots ; en un mot, vous serez à moi tout « entiers, sans réserve, vous serez mes commission- « naires, mes contrebandiers, ou vous disparaîtrez « de la mer. »

Les dernières mesures de l'amirauté ne pouvaient rester sans réponse. Si la France avait laissé les neutres sous le coup des menaces de son ennemi, le système continental eût été étouffé dans son germe. Il n'y a pas un Américain qui aurait osé se soustraire aux ordres impitoyables du conseil, pas un seul qui ne se fût mis de suite au service des armateurs de Londres et de Liverpool. Napoléon suivit l'Angleterre sur le terrain où elle s'était placée et fulmina le décret de Milan (17 décembre 1807). Il déclara *dénationalisé*, ayant perdu la garantie de son pavillon, devenu propriété anglaise, et comme telle confiscable, tout bâtiment, de quelque nation qu'il fût, qui aurait souffert la visite d'un vaisseau anglais, qui se serait soumis à un voyage en Angleterre, qui aurait payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, qui enfin aurait été expédié des ports d'Angleterre ou des colonies anglaises ou même qui s'y rendrait. (Art. I, II et III.) Ces mesures cesseraient d'avoir leur effet à l'égard des nations qui sauraient obliger le gouvernement anglais à respecter leur pavillon. Elles continueraient d'être en vigueur pendant tout le temps que ce gouvernement ne reviendrait pas au principe du droit des gens qui règle les relations des États civilisés dans l'état de guerre. (Art. IV.)

Par ce terrible décret, la France s'adressait à son tour aux Américains et leur disait : « L'Angleterre « me fait depuis quatorze ans une guerre implaca- « ble : c'est elle qui a organisé et soldé toutes les « coalitions qu'il m'a fallu vaincre, et qui m'ont « forcé, pour lui résister, à m'étendre bien au delà « des limites dans lesquelles j'eusse voulu circon- « scrire ma puissance : c'est elle qui, encore aujour- « d'hui, trouble toutes mes gloires, toutes mes « prospérités, et qui rend la paix impossible. Main- « tenant qu'elle a détruit mes escadres et celle de « mes alliés, je n'ai plus le choix des armes pour « la combattre et la vaincre. Il faut que je lui « ravisse cet immense marché du continent qu'elle « inonde de ses produits et d'où elle pompe ces ri- « chesses avec lesquelles elle arme et solde tous « mes ennemis. Ces marchés, je vous les livre. « Vous avez donc un intérêt immense, intérêt « d'honneur et de prospérité, à soutenir mon sys- « tème, et vous ne le pouvez qu'en faisant respec- « ter votre neutralité. Depuis quatre ans, vous la « laissez indignement outrager par mon ennemi; « vous lui prostituez votre pavillon. Votre neutra- « lité n'est plus qu'un mensonge qui me fait plus « de mal que si vous me déclariez franchement la « guerre. Le moment est venu de vous prononcer. « Faites respecter la dignité de votre pavillon, et « vous n'aurez pas de plus ferme allié que la « France; ou courbez-vous sous la tyrannie de « l'Angleterre, et dès lors, vous n'êtes plus neutres;

« vous êtes des Anglais déguisés en Américains ; « vous devenez mes ennemis, et je vous traiterai « comme tels. »

Frappé par les deux puissances qui se disputaient son pavillon avec tant de fureur, le gouvernement américain prit des mesures pour le soustraire à tant de vexations et d'outrages. Il s'agissait d'abord de refréner la cupidité de ses nationaux. Il leur interdit formellement de naviguer dans les mers de l'Europe, arène sanglante où ils ne pouvaient plus paraître que pour y jouer le rôle d'esclaves ou de victimes des puissances belligérantes. Mais l'amour du lucre l'emporta chez les Américains sur le sentiment du devoir et de l'honneur ; ils se jouèrent indignement des lois de leur pays, s'élancèrent avec plus de frénésie que jamais dans les spéculations hasardeuses du commerce maritime, et, comme il y avait tout profit à naviguer pour compte anglais, d'énormes dangers à enfreindre les décrets de l'amirauté, ils se mirent presque tous au service de nos ennemis. Un jour viendra où, nous rendant enfin justice, comprenant que les décrets de Berlin et de Milan n'étaient que des actes de représailles, provoqués et justifiés par les ordres du conseil, le gouvernement fédéral embrassera la cause du droit et de la raison et déclarera la guerre à l'Angleterre. Mais ce jour est encore éloigné : ce n'est qu'après cinq années d'hésitations et d'efforts impuissants pour contenir l'ardeur spéculative de ses marchands qu'il prendra cette cou-

rageuse et trop tardive résolution. Jusque-là, l'Angleterre exercera sur toutes les mers la plus absolue et la plus impitoyable de toutes les tyrannies; les négociants américains se feront partout les humbles et serviles facteurs de son commerce : partout, à force de ruses et de mensonges, ils parviendront à lui rouvrir tous les ports, tous les marchés que les décrets de Berlin et de Milan lui avaient interdits. Ils briseront ainsi sur tous les points la chaîne du système continental et concourront, pour leur part, à la ruine du grand homme qui leur avait fait l'honneur de les croire dignes de devenir les rivaux de ses ennemis.

Cependant, l'attitude de l'empereur Alexandre semblait annoncer de sa part la volonté d'exécuter avec courage, avec loyauté et dans toute leur étendue, les engagements qui l'unissaient à la France.

Napoléon, en attendant qu'il eût fait choix d'un ambassadeur, avait envoyé à Pétersbourg, pour le représenter, son aide de camp Savary. Ce général était connu d'Alexandre. Déjà, dans deux circonstances solennelles, la veille et le lendemain de la journée d'Austerlitz, il avait été chargé par son souverain de porter à l'empereur de Russie des paroles confidentielles. Quand il arriva à Saint-Pétersbourg, il n'y trouva que haines, méfiances, esprits ulcérés, et il lui fallut dévorer toutes sortes de dégoûts et d'amertumes. Personne, dans cette capitale, n'ignorait le rôle qu'il avait rempli dans le drame de Vincennes. Les grandes familles affectè-

rent de considérer sa mission comme un scandale. Elles se serrèrent toutes d'un mouvement unanime et lui fermèrent leurs salons. Pendant plus d'un mois, le général Savary vécut dans une outrageante solitude. Un seul palais lui était ouvert, c'était celui de l'empereur. Mais là, chaque jour, à quelque heure qu'il se présentât, il était toujours sûr d'être admis ; il n'est point d'égards, point de témoignages de considération et d'amitié dont Alexandre ne se plût à le combler. Il voulut qu'il fût de toutes les fêtes, même des fêtes de sa famille, et il obligea les deux impératrices ainsi que ses frères, qui y répugnaient beaucoup, à lui faire un accueil cordial. Le général Savary se conduisit dans cette circonstance délicate avec une dignité parfaite. Il se montra ferme sans hauteur, poli sans humilité, opposa la plus parfaite indifférence aux dédains de la noblesse, et attendit patiemment qu'elle se lassât elle-même de lui tenir rigueur. Elle ne tarda pas à comprendre que c'était blesser le souverain que de se montrer répulsive pour un homme qu'il comblait de tant d'égards ; elle changea d'attitude, et fit les premières avances. Par une sorte d'enchantement, tous les salons de Pétersbourg s'ouvrirent à celui dont, quelques jours auparavant, chacun se détournait. Tous les visages se déridèrent ; c'était à qui obtiendrait l'honneur de le recevoir et de le fêter. Mais le général Savary avait l'esprit trop judicieux pour s'enorgueillir de ces succès. Il savait que c'étaient seulement des succès de cour et d'éti-

quette uniquement arrachés par la crainte de déplaire au souverain.

Tous les cœurs en Russie nous étaient fermés et tous les intérêts hostiles. L'opinion, nourrie depuis quinze années dans l'idée que nous étions les perturbateurs et les ennemis de l'Europe, ne voulait comprendre ni l'esprit, ni la portée des traités de Tilsit. Elle méconnaissait ou dédaignait des avantages offerts par une main ennemie. Elle ne pouvait pas croire que le vainqueur de Friedland, élevant le vaincu à sa hauteur, fût devenu soudainement son ami. Aux yeux de tous les Russes, Napoléon n'était pas, ne pouvait pas être un allié, mais un maître. L'enthousiasme qu'affectait Alexandre pour son heureux rival leur semblait humilité et bassesse. L'armée surtout murmurait. Elle avait déployé dans les dernières guerres un grand courage, une fermeté inébranlable; elle avait beaucoup souffert, et elle s'étonnait de voir l'ennemi qu'elle avait combattu avec tant d'acharnement transformé aujourd'hui en allié de son empereur. « Était-ce « donc pour arriver à un tel résultat qu'elle avait « supporté tant de travaux, et versé tant de sang? « Ainsi, l'on répudiait sa gloire! on désavouait ses « grandes actions! Comment désormais, quand « l'empereur en appellerait de nouveau à son cou- « rage, saurait-elle distinguer ses amis de ses « ennemis? »

Aux cris de l'orgueil national outragé s'unissaient les plaintes de l'aristocratie menacée dans ses inté-

rêts. Presque tout le sol en Russie appartient aux grandes familles. La portion la plus liquide de leurs immenses revenus provenait de la vente de leurs bois de mâture, de leurs lins et de leurs blés à l'Angleterre, qui, en échange, leur envoyait ses marchandises coloniales et manufacturées. La plupart de ces familles, livrées à l'amour effréné du luxe et du jeu, étaient endettées, et c'était avec une peine infinie qu'elles pouvaient soutenir l'éclat de leur rang. Une interruption même passagère de commerce avec l'Angleterre devait achever de porter le désordre et la ruine dans leurs fortunes. La contrebande, déguisée sous le pavillon américain, les faux certificats fabriqués pour dissimuler l'origine des cargaisons et des équipages, toutes ces fraudes favorisées par la conformité de la langue des Américains et des Anglais, n'ayant pas encore été pratiquées en Russie, on n'en soupçonnait pas la portée efficace. Sauf quelques marchands mieux instruits ou plus habiles que les autres, personne ne se doutait que, grâce à ces combinaisons imaginées par la cupidité, les Russes pourraient conserver leurs relations d'affaires avec l'Angleterre d'une manière aussi assurée, aussi fructueuse que dans l'état de paix ordinaire. Les nobles, les marchands et les banquiers, se crurent donc tous menacés d'une ruine imminente par la rupture qui venait d'éclater avec cette puissance; il n'y eut bientôt plus dans tout l'empire qu'un cri unanime contre un système qui allait bouleverser toutes les exis-

tences. La consternation était profonde et générale. La Russie était remplie d'Anglais qui étaient venus y chercher des moyens d'existence. Les uns dirigeaient des maisons de banque et de commerce; les autres étaient médecins, instituteurs, régisseurs de grands domaines. Les palais fourmillaient de gouvernantes et de femmes de chambre anglaises. Ces étrangers, plus ou moins initiés à la vie domestique des grandes familles, y portaient la haine envenimée dont tout Anglais poursuivait alors le nom français, et ils ne contribuèrent que trop, après la paix de Tilsit, à déchaîner contre nous l'esprit des hautes classes. On peut dire qu'à la fin de 1807, il n'y avait que deux hommes en Russie qui eussent adhéré sincèrement au nouveau système, c'étaient l'empereur et son ministre le comte de Romanzoff. Alexandre eut le chagrin, à son retour dans sa capitale, de voir ses plus habiles généraux, ses hommes d'État les plus estimés, opposer à ses entraînements pour le chef de la France un silence réprobateur. Bagration, Barclay de Tolly, Benigsen, se séparèrent d'un pouvoir égaré, disaient-ils, dans une voie qui le conduirait à la honte et à la ruine. Retirés dans leurs terres, ou réunis, soit à Pétersbourg, soit à Moscou, ces illustres mécontents s'exprimaient avec une licence de langage inusitée sur la personne de l'empereur Alexandre. On parlait hautement de la nécessité où l'on se trouverait peut-être bientôt de substituer à un jeune souverain aussi faible qu'inexpérimenté, un prince plus énergique et plus

capable. Voici ce que l'ambassadeur de Suède, M. de Stedingk, écrivait, le 28 décembre, au roi Gustave : « Le mécontentement contre l'empereur va en « augmentant, et les propos que l'on entend de « toutes parts sont effrayants... Dans les sociétés « particulières, et même dans les assemblées pu- « bliques, on s'entretient souvent d'un changement « de règne, et l'on pousse l'oubli des devoirs au « point de dire que toute la ligne masculine de la « famille régnante doit être proscrite, et que l'im- « pératrice mère et l'impératrice Élisabeth, n'ayant « pas les qualités requises, il faudrait mettre sur le « trône la grande-duchesse Catherine. »

Le mécontentement public ne s'exhalait pas seulement en stériles discours : on conspirait. Le maréchal Soult, dont le corps d'armée était campé sur la Vistule, eut connaissance d'un complot ourdi contre la vie de l'empereur Alexandre et en informa aussitôt le général Savary. L'empereur fut averti par l'envoyé de Napoléon de se tenir sur ses gardes.

En vertu des stipulations contenues dans les traités de Tilsit, la France devait proposer sa médiation à la Turquie afin de rétablir la paix entre cette puissance et la Russie, et, dans le cas où la Porte rejetterait cette médiation, l'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre feraient cause commune contre elle et procéderaient au partage de ses provinces d'Europe.

Le secret de ces délibérations avait transpiré, et les cours de Vienne et de Londres l'avaient aussitôt

révélé aux membres du divan. Défigurant avec une affreuse duplicité ce qui s'était passé à Tilsit, transformant en décisions formellement arrêtées de simples promesses éventuelles, elles avaient affirmé aux ministres turcs que cette France à laquelle ils s'étaient livrés avec une si aveugle confiance, pour laquelle ils avaient compromis le repos et la sécurité de leur empire, les immolait lâchement à cette même Russie aujourd'hui son alliée. « Non-seulement, leur dirent lord Paget et l'internonce d'Autriche, M. de Sturmer, elle n'a pas eu même la vulgaire équité d'obliger l'empereur Alexandre à vous accorder la paix ; mais encore elle veut vous partager. Votre perte est résolue : bientôt vous verrez les Russes et les Français envahir conjointement vos provinces européennes et tenter de vous rejeter en Asie. Voilà le prix de votre dévouement à une ingrate alliée; voilà le sort qu'elle vous prépare et que vous vous êtes attiré en séparant vos intérêts de ceux de l'Angleterre et de l'Autriche. »

Ignorants et crédules, les membres du divan et les ministres frémirent d'indignation en écoutant ces perfides paroles. Dans le premier moment, la peur et la colère étouffèrent en eux tout raisonnement : ils ne se donnèrent le temps ni de peser les inculpations de nos ennemis, ni d'examiner les faits. Ils ne virent que notre ingratitude; ils ne sentirent que le désir de se venger. La fatale nouvelle ne tarda pas à se répandre, et une sourde agitation, prélude d'un soulèvement, se manifesta dans

le peuple. Le divan fut convoqué solennellement : les chefs des janissaires ainsi que les ulémas furent invités à venir, dans le sein de cette assemblée, prendre connaissance des dangers qui menaçaient l'État. Il fut décidé qu'à la moindre démarche offensive de la part de la France contre la Porte, le sultan déploierait le drapeau de Mahomet, appellerait aux armes tous les musulmans, et volerait à la défense de l'islamisme. Les chefs des janissaires et les ulémas jurèrent tous de mourir plutôt que de laisser succomber l'empire.

Le général Sébastiani fut prié de se rendre dans le divan pour y donner des explications sur la conduite de l'empereur [1]. Les ministres turcs avaient apporté avec eux toutes les lettres de Napoléon à Sélim, toutes les dépêches et notes du maréchal Brune et du général Sébastiani lui-même. Il n'y avait pas une seule de ces lettres dans laquelle la France n'eût promis formellement de garantir l'indépendance et l'intégrité de la Turquie. Pour toute réponse aux récriminations du divan, l'ambassadeur donna lecture à l'assemblée des articles XXII, XXIII et XXIV du traité de paix signé à Tilsit, et lui proposa, de la part de Napoléon, son officieuse médiation. Il s'attacha à prouver que ces articles, ainsi que l'offre de médiation, étaient autant de garanties de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie. « Ils sont la manifestation la plus évi-

[1] Dépêche du général Sébastiani. Constantinople, 9 août 1807.

« dente, leur dit-il, que l'empereur Napoléon n'a « pas voulu vous sacrifier. Votre sort est entre vos « mains : acceptez la médiation de mon souverain, « et les Russes évacueront, dans un délai déterminé, « la Moldavie et la Valachie. Vous ne perdrez pas « un village, et bientôt un traité honorable aura « rétabli la paix entre la Porte et la Russie. »

Tous les esprits étaient encore sous l'impression d'effroi et de ressentiment qu'avaient causée les révélations de lord Paget et de M. de Sturmer. Le langage du général Sébastiani fut écouté par tous avec défiance. On ne voulut y voir qu'une ruse pour gagner du temps et endormir la Turquie dans une sécurité trompeuse. « Nous sommes trahis, aban« donnés, livrés indignement à la Russie, » dirent les ministres turcs à l'ambassadeur de France. « Sir « Arthur Paget est encore à Ténédos ; nous n'avons « plus de motifs pour rester en état de rupture avec « l'Angleterre. La France nous a déliés de nos en« gagements ; elle nous a rendu notre liberté en« tière ; nous vous avertissons que nous allons trai« ter avec sir Arthur Paget. » Ils mirent dans leurs récriminations tant de violence et d'amertume que l'ambassadeur de France fut obligé, pour ne point compromettre la dignité de son caractère, de rompre brusquement la conférence et de se retirer.

Ces nouvelles affligèrent l'empereur. Il avait trop le sentiment des services que lui avait rendus la Turquie et de l'ingratitude dont il les avait payés pour n'avoir pas la conscience troublée. L'honneur,

non moins que les intérêts de sa politique, lui commandait de revenir sur les promesses verbales que les sollicitations de l'empereur Alexandre lui avaient arrachées à Tilsit.

Le partage immédiat de la Turquie n'entrait aucunement dans ses convenances, et il avait un désir très-vif que la Porte acceptât l'offre qu'il lui avait faite de sa médiation. Toute sa crainte était que, cédant à des conseils déplorables, cette cour ne rejetât ses propositions et ne donnât ainsi à l'empereur Alexandre le droit d'exiger l'exécution des promesses qu'il lui avait faites. Il n'éprouvait pas seulement le besoin de se justifier des accusations véhémentes et malheureusement trop légitimes dont il était l'objet à Constantinople; il voulait éclairer la Porte sur les dangers qu'elle attirerait infailliblement sur elle, si elle manquait l'occasion qui se présentait de faire avec la Russie une paix honorable. M. de Champagny écrivit le 7 septembre, sous la dictée de son souverain, au général Sébastiani :

« Le traité de Tilsit a pu, au premier instant, « mécontenter la Porte, parce qu'il ne remplissait « pas toutes ses espérances. Elle ne prétendait à rien « moins qu'à recouvrer la Crimée et à étendre son « empire jusqu'à ses anciennes limites. Mais com- « ment a-t-elle pu s'aveugler au point de croire que, « dans son état de faiblesse, lorsque son gouverne- « ment venait d'être renversé, et que cette première « révolution en présageait d'autres, on pût parvenir « à d'aussi grands résultats? Pouvaient-ils être l'ou-

« vrage de ces armées turques si mal organisées, « qui égorgent leurs chefs, qui ne connaissent au- « cune tactique, qui n'ont aucune discipline mili- « taire et que 20,000 Russes ont tenues en échec « pendant toute la campagne? Du reste, le traité de « Tilsit n'a-t-il pas, par l'armistice, garanti ces ar- « mées que vous dites réduites à 10,000 hommes, « de l'inévitable destruction dont elles étaient me- « nacées? N'a-t-il pas rendu à la Porte la Valachie « et la Moldavie qu'elle n'avait pu défendre, même « un seul jour? Un trait de plume a fait ce que le « grand vizir et toutes les forces ottomanes n'au- « raient pu opérer pendant dix ans de guerre. La « France avait-elle d'autres engagements? Quel « traité la liait à la Porte?... Un ambassadeur turc « a été envoyé à l'empereur, a passé quinze jours « auprès de lui et n'a rien voulu signer. Les liai- « sons qui existaient entre l'empereur et le sultan « Sélim, sans avoir aucun caractère diplomatique, « déterminaient suffisamment les rapports des deux « souverains. Par honneur, par délicatesse, l'em- « pereur pouvait se regarder comme lié aux in- « térêts de ce pays; mais ces engagements ne pou- « vaient être que personnels. Sélim a été renversé « du trône. Son successeur s'est montré sous des « rapports qui ne pouvaient faire supposer qu'il fût « l'ami de la France. Quinze jours s'étaient écoulés, « et vous n'aviez rien reçu. Aucune notification, « aucun ambassadeur n'a été accrédité près de « l'empereur : aucune lettre n'a été écrite, et les

« vôtres attestent que les liens qui avaient uni « Sélim à la France étaient un obstacle à une liai- « son semblable avec Mustapha. Les faits l'ont « prouvé. Les canonniers français, envoyés à la de- « mande de la Porte, ont été renvoyés par le nou- « veau prince, renvoyés et maltraités. N'était-il pas « évident que la Porte avait changé de système? Et « l'empereur devait-il, pour ce gouvernement in- « constant, capricieux et cruel, se refuser à une « paix honorable et continuer une guerre dont lui « seul supportait tout le poids?... L'empereur es- « père que l'armistice aura été conclu, que la Porte « a accepté sa médiation, et que son ambassadeur est « en chemin pour se rendre à Paris. Si cette conjec- « ture est fondée, si la Porte a continué de se con- « fier dans l'amitié de la France, l'empereur la sou- « tiendra encore : il lui assurera la possession de « la Moldavie et de la Valachie, et cette puissance « aura encore quelques moments de végétation. « Mais si la Porte a fait la paix avec l'Angleterre, « si elle s'est séparée de la France, regardez-la « comme perdue. L'empereur ne se refusera pas « au projet présenté depuis Tilsit de partager ses « provinces, et son existence politique aura pris fin « avec l'année. L'empereur ne veut point hâter « cette ruine inévitable; il soutiendra la Porte, tant « que la Porte lui restera fidèle... »

Lorsque cette lettre parvint au général Sébastiani, les dispositions de la Porte étaient entièrement changées, et elles l'étaient à notre avantage.

La vérité avait enfin triomphé des calomnies de nos ennemis, dissipé les préventions du divan, éclairci ses doutes, et nous avait ramené tous ces esprits que la colère et la crainte nous avaient un instant aliénés. Le traité de paix du 7 juillet lui était apparu avec son véritable caractère, non comme un péril, mais comme une garantie. Ils avaient compris que, dans l'état de désorganisation où était la Turquie, le plus sûr encore était de s'en tenir aux clauses conservatrices arrêtées à Tilsit, en acceptant immédiatement et sans réserve la médiation de l'empereur Napoléon. En conséquence, les ministres turcs annoncèrent cette détermination au général Sébastiani [1]. Conformément au désir que l'empereur Napoléon avait manifesté, ils consentirent à ce que la médiation fût exercée, non pas à Constantinople, mais à Paris. Des pleins pouvoirs furent envoyés de suite, à cet effet, à Mohed-Effendi.

De Tilsit même, l'empereur Napoléon avait envoyé le général Guilleminot à Bucharest pour qu'il se mît en relation avec les généraux russes et turcs, qu'il leur communiquât les articles XXI, XXII, XXIII et XXIV du traité de paix conclu entre la France et la Russie, et qu'il négociât une suspension d'armes entre les deux armées. A la suite de ces conférences, une convention fut signée le 24 août à Solobosa. Elle portait que, dans le cas où la paix ne pourrait se conclure entre la Turquie et la Rus-

[1] Dépêche du général Sébastiani, 25 août 1807.

sie, l'armistice durerait au moins jusqu'au 21 mars 1808 (article II); que les Turcs et les Russes évacueraient les deux provinces dans le délai de trente-cinq jours et se retireraient, les Turcs, sur la rive droite du Danube, et les Russes, sur leur propre territoire (article III); enfin, qu'ils se restitueraient mutuellement les vaisseaux et les équipages dont ils s'étaient emparés dans la présente guerre, ainsi que leurs prisonniers de guerre. (Articles IV et VI.)

La Porte apprit avec une vive satisfaction la conclusion du traité de Solobosa : elle se hâta de le ratifier et s'y attacha comme à une garantie de salut. A dater de ce moment, elle nous témoigna une confiance sans réserve. Jamais le nom français n'avait été entouré, sur les rives du Bosphore, d'autant d'éclat et de respect. Nous avions ressaisi sur le divan tout l'ascendant que nous exercions autrefois. Les ministres, les ulémas, les chefs des janissaires, le sultan lui-même, tous manifestaient pour l'empereur Napoléon un dévouement et une admiration sans bornes. Sultan Mustapha lui écrivit qu'il était son plus fidèle allié, et mit à sa disposition ses armées et ses flottes. Sous l'impression des premières nouvelles de Tilsit, la Porte avait effectué la menace qu'elle nous avait faite; elle avait renoué les négociations avec lord Paget. Mais dès qu'elle crut pouvoir compter sur notre amitié, elle rompit brusquement avec l'ambassadeur anglais, et le pressa de quitter les parages du Levant. Enfin, elle nous donna le témoignage le plus expressif de

son dévouement à nos intérêts; elle adhéra publiquement au système continental, et déclara tous les ports de son empire formellement interdits aux marchandises de l'Angleterre.

CHAPITRE XXVI.

Application des décrets de Berlin et de Milan à tout le continent. — Impression produite sur l'Autriche par la conclusion des traités de Tilsit. — Armements défensifs. — Mission du prince Kourakine à Vienne. — L'empereur Napoléon s'attache à rassurer cette cour. — Convention du 16 octobre signée à Fontainebleau. — L'Autriche offre vainement sa médiation à l'Angleterre. — Rappel du prince de Stahremberg de Londres. — L'Autriche adhère au système continental. — Fermeture des ports de la Prusse, des villes hanséatiques, du Hanovre et du duché d'Oldenbourg aux marchandises anglaises. — Situation exceptionnelle de la Hollande. — La contrebande anglaise pratiquée ouvertement dans ce royaume. — Résistances opposées par le roi Louis aux volontés de l'empereur Napoléon. — Incorporation de Flessingue à la France. — Irritation des Hollandais. — Tristes pressentiments du roi. — Application du système continental aux ports de l'Italie. — Livourne, vaste foyer de contrebande anglaise. — Dispositions malveillantes de la reine d'Étrurie à l'égard de la France. — Occupation de la Toscane par les troupes françaises. — Communication du traité de Fontainebleau à la reine d'Étrurie. — Désespoir de cette princesse. — Réunion de la Toscane à la France.

L'alliance conclue à Tilsit était essentiellement une alliance maritime. Son objet précis et limité était d'obliger l'Angleterre à répudier ses doctrines

absolues en matière de navigation et à reconnaître le principe d'une parfaite égalité entre tous les pavillons. Dans la prévision qu'elle refuserait la paix à de telles conditions, la France et la Russie avaient pris l'engagement de forcer toutes les puissances maritimes de l'Europe, toutes, sans exception, à lui fermer leurs ports et leurs marchés et à lui déclarer la guerre.

Au mois de novembre 1807, l'Angleterre ne comptait plus qu'un seul allié sur le continent, c'était le roi de Suède. Elle était en relations de paix avec la Prusse, l'Autriche, le saint-siége et le Portugal, et en guerre avec toutes les autres puissances. C'était là le caractère officiel de ses rapports avec le continent. Ses rapports réels étaient d'une nature bien différente. Elle ne se bornait pas à entretenir de simples relations de paix avec les cours de Vienne, de Rome et de Lisbonne : elle était avec ces cours, notamment avec celles de Vienne et de Lisbonne, en communications confidentielles et très-intimes. Le contraste était bien plus étrange encore entre ses relations officielles et ses relations réelles avec les États qui nous étaient le plus étroitement unis. Ainsi, elle était en guerre ouverte avec la Hollande, avec la Toscane, avec l'Espagne, et jamais elle n'avait fait avec ces puissances un commerce aussi actif. Elle avait organisé sur toute l'étendue de leurs côtes une contrebande immense qui se jouait de tous nos décrets prohibitifs, et qui lui assurait, comme consommateurs, ces mêmes peuples

qui la combattaient sur mer. Là où ses armateurs ne pouvaient ou n'osaient débarquer ses marchandises, c'étaient les neutres, c'étaient les Américains du Nord, devenus ses facteurs, qui les y transportaient et les vendaient pour son compte. Ce commerce illicite rencontrait non-seulement dans les populations, mais dans les gouvernements, une secrète protection. C'est ainsi qu'à force de ruses, d'audace et de persévérance les Anglais étaient restés les maîtres exclusifs de tous les marchés du continent, et la guerre, qui aurait dû les ruiner, avait porté à un développement jusqu'alors inconnu leur commerce extérieur et leurs profits. Il s'agissait maintenant, comme nous l'avons dit, de trancher dans le vif et du même coup tous ces liens. C'est peut-être l'œuvre la plus gigantesque qu'ait jamais entreprise le chef couronné d'un grand peuple. Il ne s'agissait pas seulement de forcer l'Autriche, le saint-siége, le Portugal et la Suède à rompre leurs relations de paix ou d'alliance avec l'Angleterre ; la tâche était bien autrement délicate et compliquée. Il fallait agir sur nos propres alliés, les contraindre à faire sur leurs côtes une police sévère, à exécuter sérieusement, loyalement, les décrets de Berlin et de Milan. Napoléon allait donc s'attaquer à une masse innombrable d'intérêts, troubler toutes les populations de l'Europe dans leurs habitudes et leurs jouissances domestiques. Ce n'était plus seulement contre des souverains, contre des gouvernements qu'il allait se heurter ; c'était contre des

nations entières. Il allait avoir à vaincre les résistances matérielles et morales que provoqueraient infailliblement de si cruelles privations, et il lui faudrait employer ses armées à faire exécuter partout sa législation de fer. Il n'y a peut-être pas d'exemple d'un système aussi violent appliqué à de telles masses de peuples et exécuté avec une énergie aussi inflexible.

Lorsque la cour de Vienne apprit la conclusion de l'alliance de Tilsit, elle en resta frappée de stupeur. Depuis quinze ans, l'Autriche marchait à la tête des monarchies continentales liguées contre la France. La France, toujours victorieuse, après l'avoir d'abord ménagée dans l'espoir de désarmer sa haine, avait fini par la traiter comme une ennemie implacable. Pour la première fois, à Presbourg, elle avait entamé les frontières défensives de cet empire. C'étaient là de grandes infortunes, et l'histoire de la maison de Hapsbourg n'en offrait point de comparables : mais ce n'étaient point des malheurs qui lui fussent exclusivement personnels; c'étaient ceux de son parti tout entier. Les journées de Zurich, de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna n'étaient à ses yeux que les scènes variées du grand drame qui se jouait en Europe depuis 1792, et dont le dénoûment restait encore un secret de la Providence. En effet, la France n'avait eu prise que sur les populations et sur les gouvernements que lui avaient livrés ses victoires. Dans les deux camps, chacun était resté fidèle à son drapeau. Les vain-

cus continuaient d'être redoutables au sein de leurs plus grandes défaites, parce qu'ils étaient unis par un même sentiment, la haine de la France, par une même pensée, celle de l'abaisser dès qu'ils le pourraient. De son côté, la France était demeurée faible au sein de sa gloire parce qu'elle était isolée et qu'elle ne voyait autour d'elle que des gouvernements ennemis ou subjugués. Elle était condamnée à cette alternative terrible et fatale de toujours vaincre ou de succomber, de devenir plus forte à elle seule que toute l'Europe ensemble, ou de subir sa loi.

Pour la première fois, l'alliance de Tilsit changeait cet état de choses. Des trois grandes monarchies du Nord, l'une avait succombé à Iéna et n'offrait plus que d'insignifiants débris : une autre venait, par une défection éclatante, de passer dans le camp de la France. La troisième était l'Autriche qui se voyait délaissée de tous. L'Europe féodale, dont elle était la tête, semblait cette fois bien réellement vaincue : ses éléments étaient disjoints et épars. L'alliance si redoutée de la France avec la Russie était enfin consommée : Tilsit avait été témoin des embrassements des deux empereurs : le Nord et le Midi se donnaient la main. Saisie entre ces deux grandes forces, l'Autriche avait comme perdu l'exercice de sa liberté. Son heureux ennemi l'avait enlacée de toutes parts. Sur quelque point autour d'elle qu'elle tournât les yeux, à Pétersbourg, à Varsovie, à Berlin, à Dresde, à Munich,

à Berne, à Milan et jusqu'en Turquie, elle retrouvait la France. La Russie, qui avait été jusqu'alors pour elle une force et un appui, allait devenir un danger. Tandis que nous attaquions par nos principes le système oligarchique de l'Autriche, et par nos victoires sa constitution territoriale, la Russie avait prise sur les Slaves et les Grecs de la Hongrie, et menaçait de lui enlever tôt ou tard ces populations. Ainsi, pour elle désormais plus de sécurité; au nord, à l'orient, au midi, le danger était partout. Sans doute, dans leurs épanchements mystérieux, les deux empereurs s'étaient entretenus d'elle et de ses destinées futures. Elle brûlait de déchirer les voiles qui enveloppaient les articles secrets du traité d'alliance. Peut-être ces articles, dissimulés avec tant de soin, cachaient-ils quelques dispositions attentatoires à sa propre existence? Comme elle avait le sentiment des torts dont elle s'était rendue coupable envers la Russie et la Prusse, elle craignait que, pour se venger de n'avoir pas été secourues par elle, elles n'eussent fait la paix à ses dépens. La cour, la noblesse, la bourgeoisie elle-même ne s'entretenaient que des maux présents et des dangers plus grands encore de l'avenir. « Alexandre et Napoléon, disait l'empereur François, veulent fonder la dictature de l'Europe; « nous verrons s'ils y réussiront [1]. » Le ministre, comte Jérôme de Colloredo, plus énergique dans

[1] Dépêche du général Andréossy. Vienne, 2 août 1807.

l'expression de ses sentiments, s'écria : « Nous « voyons bien que tout ce qui s'est passé à Tilsit a « été fait en haine de l'Angleterre et de l'Autriche, « et que notre perte est décidée ; mais si nous de« vons périr, nous tomberons du moins avec hon« neur et les armes à la main [1]. »

L'animosité publique confondait dans le même anathème la Russie et la France ; elle s'épuisait en sarcasmes amers contre le caractère personnel de l'empereur Alexandre ; on le taxait d'ineptie ; on le traitait de lâche et d'ingrat. Les plus indulgents se contentaient d'accuser sa faiblesse et sa mobilité. « C'est un enfant, disait l'empereur François, et je « ne suis pas étonné que Napoléon lui ait fait faire « tout ce qu'il a voulu, car il est capable de jouer « tous les rôles [2]. » Cependant, les plus avisés, qui forment partout le petit nombre, ne jugeaient point la situation aussi désespérée. A leurs yeux, Alexandre était un politique rusé qui, battu sur les champs de bataille par Napoléon, avait pris sa revanche dans l'arène de la diplomatie. Il avait dû plier sous la violence des événements ; mais, au fond de son cœur, il restait toujours l'homme de la vieille et sainte cause. A la première occasion, brisant des liens détestés, il reviendrait plus dévoué que jamais à ses véritables alliés, l'Autriche et l'Angleterre.

[1] Dépêche du même. Vienne, 2 août 1807.

[2] Dépêche du même. Vienne, 5 août 1807.

La cour de Vienne, dans l'intention certainement de nous porter les derniers coups si nous étions battus, s'était livrée, pendant la dernière guerre, à des armements redoutables; mais plus digne que ne s'était montrée la Prusse dans une circonstance analogue, elle ne s'abaissa point à de lâches excuses. Seulement, elle se plaignit beaucoup de la Russie. Elle l'accusa d'avoir fait tout le mal. Le comte de Stadion s'en expliqua sans détour avec le général Andréossy. « Le roi Frédéric-Guillaume « est bien à plaindre, lui dit-il. et l'empereur « Alexandre est bien coupable. » Les autres ministres s'exprimèrent comme le comte de Stadion ; ils manifestèrent de vifs regrets de n'avoir point accepté les offres d'alliance que leur avait faites tant de fois l'empereur Napoléon.

Si le premier sentiment de la cour de Vienne avait été de craindre, le second fut de se préparer à une vigoureuse défense pour le cas où on viendrait l'attaquer. Les armements. un instant ralentis, furent repris avec une nouvelle ardeur. On rassembla des magasins considérables à Passau et entre Vienne et Molk, et l'on dirigea sur la Bohême une grande quantité de canons. Toutes les forces de l'Empire furent concentrées sur les frontières de la Bohême et de la Moravie. Il fut décidé qu'un nouvel appel serait fait au dévouement des Hongrois, et de nouveaux sacrifices en hommes, en chevaux et en argent demandés aux populations héréditaires.

La France et la Russie comprirent qu'il impor-

tait absolument de calmer les inquiétudes de la cour de Vienne. L'empereur Alexandre lui envoya en conséquence le prince Kourakine. Cet ambassadeur s'attacha à la rassurer. Il lui présenta l'alliance que son souverain venait de contracter comme une combinaison pacifique. destinée à rendre le repos au monde. Mais, en même temps, il lui déclara que le parti pris par l'empereur son maître était irrévocable, qu'il était décidé à réunir tous ses efforts à ceux de Napoléon pour forcer l'Angleterre à la paix, et qu'ainsi l'Autriche devait renoncer à tout espoir de le faire dévier de la ligne de conduite qu'il avait adoptée.

De son côté, Napoléon témoigna à la cour de Vienne les dispositions les plus pacifiques et offrit de lui donner toutes les explications qu'elle pourrait désirer [1]. Il lui communiqua les deux traités signés à Tilsit, celui de paix et celui d'alliance. Cette communication était de sa part tout autre chose qu'une démarche officieuse ; bien qu'adressée sans commentaires, elle renfermait une intimation très-précise, celle d'adhérer immédiatement au système continental. Comme État maritime, l'Autriche jouait un très-petit rôle dans les affaires du monde : elle avait un développement de côtes peu étendu et une marine militaire insignifiante ; mais elle occupait en Europe une place considéra-

[1] Dépêche du ministre des affaires étrangères de France. Paris, 3 août 1807.

ble : elle était depuis seize ans sur le continent le plus ferme appui de la politique anglaise. Si elle avait continué d'entretenir avec l'Angleterre des relations d'amitié et de commerce, les marchandises manufacturées et coloniales de cette puissance seraient venues affluer dans les ports de Trieste et de Fiume, et de là se seraient répandues dans toute l'Allemagne. Il importait donc essentiellement que l'Autriche adhérât sans plus tarder au système continental.

Afin d'adoucir l'amertume d'une telle exigence, Napoléon se montra extrêmement facile sur d'autres points qui restaient en litige entre les deux cours. Ses troupes occupaient encore la place de Braunau, qui, d'après le traité de Presbourg, devait être restituée à l'Autriche, dès qu'elle-même nous aurait livré Cattaro. Le traité de Tilsit ayant fixé le sort de cette dernière place, la cour de Vienne était impatiente de rentrer en possession de Braunau ; mais, craignant un refus, elle hésitait à nous la redemander. Napoléon, sans être sollicité par elle, s'empressa, presque immédiatement après la conclusion du traité de Tilsit, de la lui restituer.

Le traité de Presbourg avait laissé indécise la délimitation de l'Autriche et du royaume d'Italie. Depuis deux ans, la France contestait à la cour de Vienne la ville de Monte-Falcone, qui commande Trieste. Il eût certainement dépendu de sa volonté de la comprendre dans les limites du royaume d'Italie ; elle y renonça. L'Autriche fit de son côté

quelques concessions de territoire, et le Thalweg de l'Isonzo devint la frontière des deux États. De plus, il fut convenu entre les cours de Vienne et de Paris qu'une route militaire serait ouverte sur le territoire autrichien, afin d'assurer la libre communication des provinces du royaume d'Italie situées sur la rive droite de l'Isonzo avec l'Istrie et la Dalmatie, et réciproquement. Tous ces divers points furent réglés par une convention additionnelle au traité de Presbourg, qui fut signée à Fontainebleau le 10 octobre 1807.

Napoléon, en donnant ainsi à la cour de Vienne la mesure précise de ce qu'elle avait à craindre ou à espérer de lui, avait pensé qu'heureuse d'échapper à des malheurs plus grands, elle se soumettrait à un ordre de choses qu'il n'était plus en son pouvoir d'empêcher. En effet, elle sentit que les événements étaient plus forts que sa volonté et que ses passions. La moindre hésitation de sa part à adhérer au système continental pouvait la perdre. Campées sur les bords de l'Oder et de la Vistule, maîtresses de toutes les places fortes de la Prusse, nos armées n'avaient qu'à faire un changement de front pour la prendre à revers et l'écraser. Elle fléchit donc, mais avec un secret désespoir. Elle ne laissa plus échapper une plainte, plus un regret; elle arrêta tous ses armements, rappela ses bataillons des frontières de Bohême et de Moravie, contremanda ses dernières levées et affecta une contenance calme et sereine. Ses rapports avec nous devinrent ceux

d'une puissance qui sollicitait l'honneur d'avoir une place dans nos alliances. Enfin, elle nous donna le gage le plus expressif de sa condescendance; elle nous promit, si l'Angleterre refusait d'entrer en négociations pour le rétablissement de la paix maritime, d'adhérer formellement au système continental.

Son ambassadeur à Londres, le prince de Stahremberg, eut l'ordre de demander à M. Canning si sa cour était [1] disposée à faire sa paix avec la France. M. Canning répondit à cette ouverture d'une manière évasive [2]. Il exprima sa surprise qu'après les preuves réitérées que le gouvernement anglais avait données de ses intentions pacifiques, l'Autriche pût conserver encore des doutes à cet égard. « Aujourd'hui comme toujours, dit-il, il « désirait mettre fin aux maux de la guerre; mais, « fidèle à ses alliés, il voulait une paix qui rétablit « l'équilibre entre les intérêts respectifs de toutes « les puissances en guerre et qui garantît d'une « manière stable la tranquillité de l'Europe. » Cette réponse fut immédiatement communiquée par le cabinet de Vienne à celui des Tuileries. M. de Champagny voulut s'en expliquer lui-même avec le comte de Stadion et lui écrivit directement. Il s'attacha à lui démontrer combien les sentiments que le cabinet anglais effectait d'exprimer pour la

[1] Note du prince de Stahremberg du 20 novembre 1807.
[2] Note de M. Canning du 23 novembre 1807.

paix étaient peu sincères. « N'est-il pas évident, lui « dit-il, qu'il ne veut que gagner du temps et pré- « venir le mauvais effet que fera sur tous les esprits « la résolution généreuse adoptée par l'empereur « d'Autriche? Déchirons ces voiles diplomatiques « sous lesquels l'Angleterre s'efforce de cacher la « véritable question, et allons droit au but. Que le « prince de Stahremberg propose au cabinet de « Londres de nommer immédiatement des plénipo- « tentiaires pour traiter de la paix avec la France « et la Russie. Si le gouvernement anglais accepte « cette proposition, alors M. le prince de Stahrem- « berg pourra rester à Londres. Mais s'il refuse, il « sera bien évident qu'il n'est pas plus sincère en « ce moment qu'il ne l'était lorsqu'il attaquait Co- « penhague et déclarait l'Europe en état de blo- « cus. »

Le cabinet de Vienne montra la plus grande docilité à faire tout ce que lui demandait la France. M. de Stahremberg invita M. Canning [1] à désigner des plénipotentiaires pour traiter avec toutes les puissances en guerre, et lui annonça qu'il était autorisé par sa cour à leur expédier des passe-ports, afin qu'ils pussent se rendre à Paris et entrer de suite en négociations. La proposition était faite en termes si nets, si précis qu'elle n'admettait point de réponse dilatoire : il fallait accepter ou refuser. Le cabinet de Londres refusa. Il osa exprimer des

[1] Note de M. de Stahremberg du 1er janvier 1808.

doutes sur la nature des pouvoirs d'après lesquels avait agi M. de Stahremberg; il exigea, ce qu'il savait bien être une chose inadmissible [1], que, préalablement à toutes discussions, les gouvernements arrêtassent les bases de la négociation. « Lors-« qu'elles seront déterminées, dit M. Canning, le « gouvernement anglais nommera des plénipoten-« tiaires; mais, ce ne sera pas à Paris, dans la capi-« tale de son ennemi, qu'il les enverra; ce sera « dans une autre ville ultérieurement désignée. » Cette réponse avait été calculée pour mettre un terme à l'espèce de médiation que la cour de Vienne s'était chargée de remplir à Londres. Ainsi, c'est l'Angleterre qui brise elle-même de ses propres mains les liens qui, depuis tant d'années, l'unissent à l'Autriche. Elle jette audacieusement le défi à toutes les puissances du continent, à ses meilleurs alliés, comme à ses ennemis. Il ne restait plus à M. de Stahremberg qu'à demander ses passe-ports. Ils lui furent envoyés, et il quitta Londres avec toute son ambassade. L'empereur d'Autriche déclara toutes ses relations politiques et commerciales rompues avec l'Angleterre, et tous ses ports interdits aux navires anglais. L'ambassadeur anglais à Vienne reçut de même ses passe-ports, et les deux puissances se trouvèrent en guerre.

L'Europe ne fut point dupe de cette prétendue rupture : elle la jugea ce qu'elle était, l'œuvre

[1] Note de M. Canning, du 8 janvier 1808.

d'une implacable nécessité. Voici ce que le général Andréossy écrivait, le 30 décembre, à M. de Champagny : « Déterminée par la crainte, cette cour a « exposé à celle de Londres qu'elle s'était vue for- « cée de lui fermer ses ports. Les ministres de « l'empereur ont supplié M. Adair de ne pas en vou- « loir à leur gouvernement, et lui ont représenté « que la maison d'Autriche n'était pas en position « de résister aux cruelles circonstances qui pe- « saient sur elle. »

Napoléon savait très-bien que les démonstrations amicales de l'Autriche n'étaient que des apparences et que jamais elle n'avait plus abhorré la puissance française. Mais que lui importait cette inimitié, si elle était contenue et impuissante? L'essentiel pour lui était que la cour de Vienne se soumît, silencieuse et résignée, à sa triste destinée, et le laissât librement accomplir la grande tâche qu'il avait entreprise d'abaisser la suprématie maritime et commerciale des Anglais.

Par l'article 27 du traité de Tilsit, la Prusse s'était engagée à fermer ses ports à la navigation et au commerce britannique pendant toute la durée de la présente guerre entre la France et l'Angleterre. Un autre article secret et séparé lui avait imposé l'obligation expresse de faire cause commune avec la France contre l'Angleterre, si, au 1er décembre 1807, cette puissance n'avait point consenti à conclure la paix sur des bases équitables. Le roi aurait vivement désiré ne publier son

adhésion au système continental qu'après que les bâtiments prussiens qui se trouvaient encore en mer et en Angleterre. auraient effectué leur rentrée dans les ports du royaume; mais, sur ce point comme sur tous les autres. Napoléon se montra inflexible. Le 6 novembre [1], M. de Champagny rappela au ministre de Prusse, à Paris, les promesses faites par le roi. Il lui dit que le 1er décembre approchait, que l'Angleterre avait refusé la médiation de la Russie, que tout espoir de paix était ainsi évanoui, et il l'invita en conséquence à prévenir sa cour que le moment était venu de remplir les engagements contractés à Tilsit. Le roi exécuta ce qu'il avait promis. Le 1er décembre, il publia à Memel un décret qui déclarait tous ses liens rompus avec la Grande-Bretagne, et tous ses ports fermés aux navires et aux marchandises de cette puissance.

Le décret de Berlin était depuis longtemps en vigueur dans les ports du Hanovre et des villes hanséatiques. Mais après la conclusion des traités de Tilsit, la France redoubla de sévérité dans l'application des mesures prohibitives, et se chargea de faire elle-même la police sur toutes les côtes de la mer du Nord. Le tissu du réseau fut serré si fortement sur ce point du continent que l'ennemi, malgré sa hardiesse et les ruses de ses contrebandiers, ne put réussir à s'y pratiquer une issue. Les em-

[1] Note de M. de Champagny à M. de Brockhausen. Fontainebleau, 6 novembre 1807.

bouchures de l'Elbe, du Wéser et de l'Ems lui furent hermétiquement fermées.

Napoléon avait fait occuper dans le même but le duché d'Oldenbourg; mais le souverain de ce petit État était oncle de l'empereur de Russie. Alexandre sollicita de l'empereur Napoléon qu'il voulût bien retirer ses troupes du duché d'Oldenbourg et rendre ce pays à sa complète indépendance. Prompt à saisir toutes les occasions d'être agréable à son allié, Napoléon fit évacuer immédiatement le duché d'Oldenbourg, sous la condition toutefois que les décrets français contre les marchandises anglaises y seraient sévèrement exécutés.

La Hollande présentait en ce moment au monde un étrange spectacle. Elle avait en quelque sorte deux manières d'exister qui différaient en tous points l'une de l'autre. Comme gouvernement, elle semblait dévouée sans réserve aux intérêts de la France. Ainsi, dans la dernière guerre de Prusse, le contingent qu'elle nous avait fourni s'était élevé jusqu'à 50.000 hommes. effort immense pour un pays dont les finances étaient aussi embarrassées. Sa marine militaire était dans une situation non moins florissante. Elle comptait douze vaisseaux de ligne et un nombre considérable de bricks et de chaloupes canonnières. Ces forces avaient pris une glorieuse part à toutes nos luttes maritimes et continentales. Puis, comme peuple. ces mêmes Hollandais avaient des intérêts, des sympathies, des habitudes qui en faisaient de véritables alliés de l'Angleterre.

La Hollande est une création artificielle. Ce qu'elle est, elle le doit uniquement à la puissance de son génie spéculatif. Elle n'a point, comme la France, un sol riche et étendu sur lequel puissent se concentrer, en temps de guerre maritime, le travail et l'industrie de ses habitants. Des marais, des bruyères incultes, des digues coûtant fort cher à entretenir, des prairies qu'il lui faut disputer à la mer, voilà le sol ingrat sur lequel elle a élevé l'édifice de sa fortune. Le véritable champ ouvert à son activité, c'est la mer. C'est là qu'elle se meut, qu'elle se déploie, qu'elle vit. La destinée des Hollandais est d'être les commissionnaires, les facteurs maritimes de tous les peuples. Fermez-leur la mer, et vous coupez du même coup toutes les artères qui font vivre cette nation de marchands ; vous paralysez à la fois les fortunes privées et la fortune publique. Quand la Hollande fut devenue une annexe de la puissance française, les Anglais se jetèrent avec avidité sur ses colonies, et détruisirent son commerce maritime. Toute navigation lui étant interdite, elle se fit l'entrepositaire principal des marchandises anglaises destinées aux populations des bords du Rhin et du nord de l'Allemagne. Un tel état de choses saisissait dans le vif et blessait tous nos intérêts : il enhardissait les entreprises de l'ennemi ; en assurant sa prospérité, il éternisait la guerre et désorganisait toutes nos mesures fiscales et défensives. Maintes fois, nous demandâmes au gouvernement batave d'accorder la conduite de ses

sujets avec ses devoirs politiques. Toujours il nous promit de faire droit à nos réclamations, et jamais ces promesses ne furent réalisées. Il était impossible que Napoléon tolérât longtemps une violation aussi manifeste des engagements qui liaient à notre fortune la république batave. Elle était l'ennemie de l'Angleterre; il fallait qu'elle fût une ennemie sérieuse, qu'elle fît la guerre à son commerce, comme elle la faisait à sa marine. Il en résulterait pour elle de cruelles souffrances; mais la France ne souffrait-elle pas? Ne versait-elle pas son sang depuis quinze ans pour assurer les droits et l'indépendance de toutes les marines secondaires? La guerre était, pour tout le monde, un état de douleur et d'angoisse; et nos alliés devaient être solidaires de nos maux, de nos sacrifices, de nos dangers, comme ils le seraient plus tard de nos succès. Que la Hollande se conduisît en fidèle, en loyale alliée, et nous viendrions au secours de sa misère; nous abaisserions devant elle nos barrières de douanes; nous l'associerions au mouvement de notre commerce intérieur, et ouvririons un champ immense à son activité : nous ne le pouvions pas aujourd'hui. Conclure, dans cet état de choses, un traité de commerce avec elle, c'eût été livrer l'exploitation de nos marchés au commerce anglais.

Le roi Louis avait été initié aux grands desseins de son frère : il savait bien que Napoléon ne l'avait pas élevé sur le trône pour se donner la vaine satisfaction de compter un roi de plus dans sa famille;

il ne pouvait pas ignorer que, dans la position violente et transitoire où la guerre maritime avait placé la France, un roi de Hollande ne pouvait être qu'un préfet couronné de l'empereur. Louis savait tout cela; mais son caractère manquait d'énergie, et sa pensée d'étendue. Son esprit, absorbé jusqu'alors par l'étude de la littérature et de la philosophie, n'avait point d'aptitude pour les affaires. Il ne s'était point senti le courage de refuser la couronne de Hollande. Quand il l'eut acceptée, il n'eut pas la force de remplir loyalement les obligations qu'elle lui imposait. A peine eut-il régné quelques mois qu'il se laissa envahir et dominer par les intérêts bataves. Il dépouilla insensiblement le vieil homme; il renia sa première patrie, son frère, la grande politique de la France, pour se faire le défenseur mesquin et têtu de la petite politique de la Hollande. Il se livra au bonheur philanthropique de gagner l'amour de ses nouveaux sujets, et, comme il n'y pouvait réussir qu'en tolérant leurs relations illicites avec l'ennemi, il lâcha un libre frein à la contrebande. Invité par l'empereur à mettre en vigueur dans les ports de son royaume les mesures prohibitives décrétées le 21 novembre 1806, il s'y refusa hautement et ordonna, par un acte du 1er décembre, que le décret de Berlin ne serait mis en vigueur que dans les pays en ce moment occupés par les troupes bataves, tels que la Frise orientale, les pays d'Oldenbourg, de Jever, de Kniphausen et de Varel.

L'empereur écrivit au roi Louis pour lui exprimer tout son mécontentement. Il le menaça, s'il persévérait dans ses fâcheux errements, d'envoyer en Hollande ses propres soldats et ses douaniers, et de soumettre ce pays à des visites domiciliaires. Le roi lui répondit et chargea une députation qu'il avait envoyée auprès de son frère pour le complimenter sur ses dernières victoires de lui remettre sa lettre.

« S. M. Impériale, lui disait-il, avait à considérer « que la suppression de tout commerce et de toute « navigation, qui n'était qu'une grande perte pour « la France, était pour la Hollande égale à la pri- « vation de son sol. Non-seulement le territoire « était petit, mais artificiel en partie ; il nécessitait « des digues coûteuses, des fondements d'or, pour « ainsi dire. . . . .

« . . . Après l'air, ce dont ce peuple avait le plus « besoin, c'était de la navigation et du secours des « bras étrangers . . . .

« S. M. Impériale avait promis par l'acte constitu- « tionnel un traité de commerce avantageux. Non- « seulement, on le refusait maintenant ; mais en- « core, on forcerait les habitants à des représailles, « à une petite guerre sur les frontières par les « courses et les tentatives vexatoires des agents de « la douane. » Le roi terminait en suppliant l'empereur de l'aider, « parce qu'il était son ouvrage, « de protéger un pays dont l'assistance lui man- « querait d'autant moins que son frère y serait « mieux établi et consolidé. »

La députation hollandaise ne put rejoindre l'empereur qu'en Pologne. Il la reçut fort mal : il se plaignit amèrement du peu de souci que prenaient le roi et son peuple d'exécuter les décrets impériaux. La véhémence de ses reproches donna fort à penser au roi. Il connaissait son frère : il sentit que s'il ne parvenait pas à réprimer la contrebande anglaise dans ses États, il compromettrait à la fois son trône et la nationalité des Hollandais. Il parut sérieusement disposé à changer de système et promit de redoubler de vigilance dans la police des côtes. Mais ses ordres ne furent nulle part exécutés. Tous les intérêts et tous les pouvoirs en Hollande étaient lignés pour se soustraire aux rigueurs du régime prohibitif. Il n'y avait pas un homme, depuis le riche capitaliste jusqu'au dernier des matelots, qui ne considérât comme un acte de patriotisme, de faciliter, par tous les moyens possibles, l'introduction des marchandises anglaises dans le royaume. Favorisée d'ailleurs par les brouillards si communs dans ces contrées et par la proximité de la côte d'Angleterre, la contrebande aurait mis en défaut la police la plus active.

Telle était la situation politique et commerciale de la Hollande au moment où la paix fut signée à Tilsit. L'empereur se hâta de donner à son frère communication des engagements qu'il venait de contracter avec l'empereur Alexandre. Il lui fit comprendre que le moment était venu de frapper les coups décisifs, et il l'invita, dans les termes les

plus pressants, à concourir loyalement, énergiquement, en prince éclairé et en bon frère, au triomphe de la cause du continent et de toutes les marines secondaires. Cette fois encore, le roi promit de se conformer aux désirs de l'empereur. Il prit de nouvelles mesures pour intercepter toutes communications entre ses ports et ceux de l'Angleterre. Il interdit expressément à ses sujets de faire le cabotage sur les côtes, à moins qu'ils ne fussent escortés par des bâtiments de la marine royale. A ne juger que d'après les apparences, le plus parfait accord semblait rétabli entre les deux frères : au fond, il n'en était rien.

Par le traité de Tilsit, l'empereur Napoléon avait cédé à la Hollande la principauté d'Ost-Frise, le pays de Jever et les seigneuries de Varel et Kniphausen ; mais il n'avait pas entendu lui faire un don gratuit. Il exigea qu'en échange de ces territoires, elle lui cédât le port de Flessingue et son territoire. Flessingue commande l'embouchure de l'Escaut ; elle était indispensable à la sécurité d'Anvers ; c'était comme un poste avancé contre l'Angleterre. Un traité qui fut signé le 11 novembre 1807, traité subi plutôt qu'accepté par le roi Louis, consacra la réunion de cette place à la France. La perte de Flessingue fut extrêmement sensible aux Hollandais, et le corps législatif n'hésita pas à se faire l'interprète du mécontentement de la nation. Quant au roi, il commença à désespérer de pouvoir concilier ses devoirs envers son peuple avec ses engagements envers

l'empereur. La mesure prise à l'égard de Flessingue lui parut un premier pas dans une voie de spoliation qui aurait probablement pour terme l'incorporation de toute la Hollande à l'empire français. Il en conçut un extrême chagrin : au lieu de prendre une résolution courageuse, de combattre énergiquement les penchants de son peuple, ne fût-ce que pour lui conserver sa nationalité, il se jeta dans les lamentations et les plaintes. Il accusa son frère de lui faire une situation intolérable. A dater de ce moment, il se posa en prince persécuté et se prépara à jouer le rôle de martyr.

L'Italie formait la base principale de notre puissance fédérative et méditerranéenne. A l'exception de la Sicile qui était occupée par les Anglais, et du saint-siége, dont nous raconterons tout à l'heure les fautes et les vicissitudes, elle était soumise entièrement à notre domination. Nous lui avions donné nos lois politiques, nos codes et notre organisation administrative. Ses soldats et ses marins combattaient dans nos rangs ; notre gloire était la sienne ; nos succès faisaient sa grandeur. Enfin, nous étions parvenus à nous l'assimiler si étroitement qu'elle était devenue en quelque sorte une terre française. Il semble que, dans de telles conditions, l'Italie dût être depuis longtemps inaccessible aux intrigues et aux marchandises de l'Angleterre. Il n'en était pas ainsi cependant. Là où se faisait sentir l'action immédiate de notre puissance, sur la côte de Gênes, sur toutes celles du royaume d'Italie,

nos mesures prohibitives étaient appliquées dans toute leur sévérité ; mais, partout ailleurs, elles étaient éludées. Ainsi, le voisinage de la Sicile, les relations secrètes que la vieille cour, réfugiée dans cette île, continuait d'entretenir avec les Calabres, étaient des obstacles insurmontables à une répression efficace de la contrebande anglaise sur les côtes de Naples. Napoléon espérait qu'avec le temps, et à force d'activité dans la surveillance des côtes, son frère Joseph parviendrait à assurer dans toute l'étendue de son royaume l'exécution des décrets impériaux. Mais ce n'était pas avec les sauvages habitants des Calabres que les Anglais pouvaient espérer de faire un vaste et fructueux commerce. Leurs spéculations s'étaient portées sur un point plus central et plus civilisé de l'Italie, sur les côtes de la Toscane. Ils avaient fait de Livourne un de leurs plus riches comptoirs. D'énormes quantités de denrées coloniales ou de marchandises sorties des manufactures de Manchester et de Birmingham, affluaient dans ce port sous le manteau du pavillon américain. De là elles se répandaient dans toute la péninsule ; elles alimentaient les marchés de Rome, de Naples et de la Lombardie. Tout ce qui n'était pas consommé dans la péninsule passait les monts, circulait à travers l'Allemagne et pénétrait même jusqu'à Leipzig.

Le dernier souverain d'Étrurie, celui-là même que Napoléon avait fait roi en 1801, était mort, laissant un fils qui était encore en bas âge. La reine

mère avait pris, sous le titre de régente, le gouvernement de l'État. C'était une femme ignorante, remplie de préjugés et de petites passions, d'un jugement étroit et d'une volonté molle. Au lieu de s'attacher à conserver les traditions du gouvernement paternel du grand-duc Léopold, elle avait laissé s'introduire dans l'administration le désordre et le bigotisme de la cour d'Espagne. Il y a des aberrations que toute la sagacité de l'historien peut à peine comprendre et expliquer. Celles de la reine d'Étrurie sont de cette triste espèce. La prudence la plus commune lui commandait une circonspection infinie, une attention minutieuse et de tous les instants à ne donner aucun ombrage à l'empereur. Elle était enveloppée de tous côtés par la puissance de ce prince : elle savait qu'elle était d'un sang que sa haine poursuivait et que le jour où elle lui donnerait lieu de suspecter sa fidélité, il saurait bien la faire descendre de ce trône où sa main l'avait placée. Eh bien ! elle ne sut pas même se laisser guider par l'instinct vulgaire de sa conservation ; elle ne s'entoura que de prêtres fanatiques et donna toute sa confiance à son confesseur, au fougueux évêque de Fiesole, et à un émigré français. Elle alla chercher ses inspirations à Rome qu'elle savait nous être hostile ; elle noua, par l'intermédiaire du nonce Morrozzo, de secrètes intelligences avec le sacré collége et avec la reine Caroline. Elle ouvrit l'oreille aux propositions insidieuses de l'Angleterre. Sous prétexte qu'elle ne pouvait. sans injustice, s'empa-

rer de navires américains munis de certificats de nos consuls, elle ouvrit ses ports aux marchandises anglaises. Enfin, pendant la guerre de Pologne, la nouvelle s'étant répandue que l'empereur et son armée avaient été battus à Eylau, elle en ressentit une joie indicible, et elle eut l'imprudence de la manifester. La reine est à Livourne, écrivait de Florence, le 8 juin 1807, le ministre de France, M. d'Aubusson la Feuillade, au prince de Talleyrand : « On re-« marque que le séjour de cette princesse dans cette « ville a été précisément le moment où les menées « de la coalition ont eu le plus de suite et de viva-« cité. » Le même ministre écrivait encore le 7 sept. : « J'avais cru d'abord à la sincérité des démonstra-« tions amicales de la reine pour l'empereur ; je « n'y crois plus maintenant. Ce gouvernement est « un composé d'ineptie, de fausseté et de faiblesse. « La Toscane est incontestablement un des foyers « les plus actifs des intrigues de nos ennemis. »

Par toutes ces fautes, la reine s'était aliéné l'affection de son peuple et perdue sans retour dans l'esprit de l'empereur. Sa ruine fut résolue. Napoléon préluda à la spoliation de la Toscane par l'occupation militaire de son territoire. Le général Miollis eut l'ordre de se porter vivement sur Florence avec 6,000 hommes et de là sur Livourne, et d'opérer dans cette ville la saisie de toutes les marchandises anglaises qui pouvaient s'y trouver [1].

[1] Dépêche du ministre des affaires étrangères à M. d'Aubusson la Feuillade, 18 août 1807.

Le 30 août 1807, M. d'Aubusson la Feuillade vint annoncer à la reine l'entrée du général Miollis dans ses États et la destination de son corps d'armée. Comme elle avait le sentiment de ses fautes, elle pressentit de suite le sort réservé à elle et à son fils ; et elle tomba dans un véritable désespoir. Après avoir passé plusieurs jours dans les larmes, elle voulut essayer si, en s'adressant directement à l'empereur, elle ne préviendrait pas la ruine de son trône : elle lui écrivit à cet effet une lettre fort touchante. Elle évita de laisser voir qu'elle avait deviné les projets de ce prince, ne parut effrayée que des charges énormes dont allait l'accabler la présence de 6,000 Français dans Livourne, et le conjura, dans les termes les plus pressants, de lui épargner ce fardeau. Le repentir venait trop tard. Bientôt le fatal arrêt qui consacrait la ruine de sa maison lui fut signifié. M. d'Aubusson la Feuillade se transporta le 24 octobre au palais Pitti, et donna connaissance à la malheureuse reine du traité qui fut signé trois jours plus tard à Fontainebleau, traité qui stipulait que le roi d'Étrurie céderait la Toscane à la France et recevrait en échange les provinces septentrionales du Portugal. Cette communication ne produisit pas sur la reine l'impression terrible que l'on pouvait craindre. Depuis six semaines, elle y était préparée. Elle accepta sa destinée avec une douleur muette : elle l'annonça à ses femmes, à ses courtisans, à tout ce qui l'entourait. Pendant plusieurs jours, ce ne furent dans le palais Pitti que pleurs

et gémissements. Enfin, elle quitta cette riante et belle Toscane où il lui eût été si facile de passer une existence douce et heureuse. Elle partit avec son fils, sans avoir même la consolation de laisser des regrets dans le cœur de ses anciens sujets. Elle se rendit à Milan dans l'espoir d'y rencontrer l'empereur et peut-être de l'attendrir sur le sort de son fils. Elle eut effectivement avec ce souverain une entrevue pénible pour tous les deux, car elle n'apporta aucun changement à la situation du jeune roi. De Milan, la reine se dirigea sur Madrid, où elle arriva précisément pour être témoin de la ruine et de l'opprobre de sa maison.

Une administration provisoire remplaça pendant quelques mois le gouvernement de la reine d'Étrurie; c'était un acheminement à une réunion définitive. Un sénatus-consulte du 30 mai 1808 déclara la Toscane incorporée à l'empire. Elle forma les trois départements de l'Arno, de la Méditerranée et de l'Ombrone.

CHAPITRE XXVII.

Sentiments de Pie VII envers l'empereur après la cérémonie du sacre. — Retour du pape à Rome. — Discussions religieuses. — Lettre de l'empereur au pape, datée de Boulogne, 19 août 1805. — Refus du saint-père d'annuler le mariage de Jérôme Bonaparte. — Dispositions et menées hostiles du sacré collége contre la France pendant la campagne d'Autriche (1805). — Mécontentement de Napoléon. — Il fait occuper Ancône. — Plaintes du pape. — Lettre qu'il écrit à l'empereur le 13 novembre 1805. — Réponse de l'empereur, datée de Munich, 13 janvier 1806. — Lettre du pape à l'empereur, 20 janvier 1806. — Réflexions sur la situation délicate de la France à l'égard du saint-siége et sur le système de conduite qu'aurait dû adopter la France. — Lettre violente de l'empereur au pape, 12 février 1806. — Douleur du saint-père. — Résistances du sacré collége aux volontés de l'empereur. — Lettre du pape à l'empereur, 21 mars 1806. — Procédés violents de l'empereur. — Représailles de la cour de Rome. — Résolutions extrêmes embrassées par Pie VII et le sacré collége. — Rappel du cardinal Fesch. — M. Alquier nommé ambassadeur de France à Rome. — Instructions remises à M. Alquier. — Discours énergique du saint-père à M. Alquier. — Propositions conciliatrices faites à la cour de Rome par l'intermédiaire du nonce Arezzo. — Nouveaux refus du saint-père. — Lettre écrite de Dresde, le 22 juillet 1807, par l'empereur au vice-roi d'Italie et communiquée par M. Alquier au pape. — Impression douloureuse

qu'elle produit sur le pontife. — Refus obstiné du saint-père d'accéder au pacte fédéral de l'Italie. — Difficultés à l'occasion du choix d'un nouveau plénipotentiaire du saint-siége en France. — Nomination du cardinal de Bayanne. — Ultimatum soumis par M. de Champagny au cardinal légat Caprara, le 21 septembre 1807. — Nouvelles instructions envoyées à M. Alquier. — Communication insidieuse du vice-roi à Mgr. de Bayanne. — Déclaration de M. Alquier au gouvernement du saint-siége. — Le pape accepte enfin les conditions que lui impose l'empereur. — Occupation militaire des trois provinces d'Urbin, d'Ancône et de Macerata par le général Lemarrois. — Désespoir du saint-père. — Arrivée de Mgr. de Bayanne à Paris. — Traité de réconciliation signé par les cadinaux de Bayanne et de Caprara. — Colère du pape. — Il désavoue les cardinaux de Bayanne et Caprara. — Occupation militaire de Rome par le général Miollis. — Douleur et courage du saint-père. — Rappel de M. Alquier. — M. Édouard Lefebvre reste chargé de la direction de l'ambassade. — Ordre signifié à tous les cardinaux de retourner dans leurs pays respectifs. — Ouverture pacifique tentée par M. Lefebvre. — Il est désavoué par sa cour. — Rupture entre la France et le saint-siége. — Dernier entretien de M. Lefebvre avec le pape. — Refus inflexible du pontife. — Départ de M. Lefebvre de Rome.

Le saint-siége a été l'un des gouvernements de l'Europe qui ont le plus ressenti l'influence des traités conclus à Tilsit. Ses destinées en furent entièrement changées. Nous devons d'abord bien faire connaître la situation dans laquelle se trouvaient, l'une vis-à-vis de l'autre, les cours de Paris et de Rome, au moment où furent signés ces traités.

Le voyage du pape en France n'avait produit aucun des heureux effets qu'en avaient attendus les cours de Paris et de Rome. Le motif secret qui

avait déterminé Pie VII à venir sacrer l'empereur en France était, comme nous l'avons dit, l'espoir que ce prince, touché d'un si grand acte de condescendance, consentirait à annuler le traité de Tolentino et lui restituerait les trois légations. Or, ce point qui lui tenait tant à cœur, il n'avait pu l'emporter; il n'avait pas réussi davantage à faire modifier un seul des articles organiques qui étaient si contraires aux doctrines absolues du saint-siége, en sorte qu'il avait compromis sa dignité pontificale, blessé les scrupules d'une grande partie du sacré collége, légitimé par ses prières un pouvoir sorti des bras d'une révolution qui avait immolé Louis XVI, et tout cela sans profit ni pour sa puissance temporelle, ni pour sa suprématie pontificale. Ce n'est pas tout.

Quelque temps après la cérémonie du sacre, l'empereur fut vivement sollicité par plusieurs grands dignitaires de sa cour de retenir le pape en France, d'y transporter le siége de l'autorité pontificale et de séculariser de suite les États de l'Église en les incorporant au royaume d'Italie. On ajoute qu'un de ses grands officiers aurait osé un jour sonder le saint-père sur l'éventualité d'un tel changement dans l'existence de son gouvernement.

Trop souvent, nous avons vu et nous verrons l'empereur s'abandonner à ses ressentiments, et retourner contre de perfides alliés la ruse et la duplicité dont ils s'étaient servis pour le perdre. Mais c'est outrager indignement la mémoire de ce grand homme

que de laisser planer même le simple soupçon qu'il ait été tenté d'abuser de la présence du pape en France pour l'y retenir de force et le dépouiller de sa couronne temporelle. Il n'en était pas de même des personnages qui composaient sa cour. Quelques-uns, et des plus éminents [1], devenus, par le scandale de leur conduite, les ennemis personnels de l'Église, étaient excités par une sorte de haine secrète à vouloir la ruine d'un pouvoir qu'ils avaient trahi et outragé. Ce qui est hors de doute, c'est que les oreilles du saint-père furent condamnées à entendre des paroles qui n'auraient jamais dû être prononcées devant lui. La peur fit le reste. Au fond de l'âme des prélats qui l'avaient accompagné en France, il y avait beaucoup de défiance et parfois d'étranges terreurs. Comme ils n'étaient point habitués à nos libertés de langage et d'action, une parole inconvenante ou licencieuse était interprétée par eux comme un indice de mauvais dessein. Ils voyaient du danger ou du scandale partout.

Pie VII avait annoncé l'intention de retourner à Rome et fait connaître le moment où il désirait se mettre en route. Mais, soit que ce fût l'effet d'empêchements matériels occasionnés par le voyage que l'empereur entreprit à cette même époque en Lombardie, soit toute autre cause qui n'a point été encore expliquée, il est malheureusement trop

[1] MM. Fouché et de Talleyrand.

certain que le saint-père ne put partir à l'époque qu'il avait fixée. Ces retards dénotaient au moins de la part du gouvernement français une sorte de négligence inhospitalière, et Pie VII y fut extrêmement sensible. Autour de lui on ne manqua pas de lui donner une interprétation sinistre, et il paraît que lui-même finit par concevoir quelques craintes. « Si l'on a l'intention de me retenir ici, dit-il, j'ai « pris à Rome mes précautions pour une telle cir- « constance. J'abdiquerai la papauté, et le gou- « vernement français n'aura plus entre ses mains « qu'un pauvre moine appelé Barnabé Chiara- « monti [1]. »

Les esprits à Rome étaient bien plus troublés encore. Les nouvelles de Paris, grossies par la distance et la peur, acquéraient des proportions effrayantes. Ne voyant pas arriver le saint-père, on tremblait pour la sécurité de sa personne : on se montrait mystérieusement des lettres venues de France et l'on en tirait les inductions les plus sinistres : on craignait de ne plus revoir le pontife. Mais enfin on fut tiré d'inquiétude; on apprit qu'il avait obtenu la liberté de partir et qu'il s'acheminait vers sa capitale. Il y arriva en effet avec toute sa suite, le 16 mai 1806. A la vue du vieillard, toute la population donna des marques d'attendrissement. Agenouillée sur son passage pour recevoir

[1] Dépêche de M. Artaud, chargé d'affaires de France à Rome (11 floréal an XIII).

ses bénédictions, elle fêta sa présence plus encore par ses prières que par des cris d'allégresse.

Le pape, après son retour à Rome, prit une attitude pleine de convenance. Il ne lui échappa pas une seule plainte; il affecta de paraître satisfait de son voyage et de l'empereur. « Je ne me suis « pas décidé à mon voyage, dit-il, par des consi« dérations temporelles. J'ai été de bonne foi en « France pour y chercher la religion et je l'y ai « trouvée. » Il se plut à rappeler ce que l'empereur lui avait dit plusieurs fois, qu'il était pressé de toutes parts de faire cesser l'autorité temporelle du saint-siége, mais que tant que cela serait en son pouvoir, il maintiendrait cette autorité. Cependant, sous ces apparences de satisfaction, il cachait une douleur secrète : il était humilié d'avoir été solliciter vainement l'empereur à Paris, et confus de se retrouver en présence des cardinaux qui avaient blâmé le voyage, sans leur apporter ce qui seul aurait pu l'excuser à leurs yeux, la restitution de Bologne, de Ravenne et de Ferrare, ou tout au moins le rappel des lois organiques. Il avait le cœur triste. Quoique l'empereur ne lui eût rien promis, il était bien près de l'accuser de l'avoir attiré dans un piége. Il avait expressément recommandé aux prélats qui l'avaient accompagné en France de ne s'exprimer sur le voyage qu'avec une extrême circonspection : ils se taisaient donc ; mais ce que leur bouche ne disait pas, leur visage l'exprimait ; le mécontentement s'y peignait, et tout en eux,

jusqu'à leur silence, accusait l'empereur et sa cour.

Pendant son séjour à Milan, l'empereur s'était appliqué à réorganiser le clergé de la haute Italie et toutes ses mesures avaient été autant de bienfaits. Il avait trouvé tous les séminaires dépouillés, la plupart des évêchés dans une misère profonde, les biens des fabriques et les revenus des chapitres insuffisants. Il avait remédié à tous ces maux : il avait doté les séminaires, convenablement rétribué les évêchés, amélioré la situation des fabriques et des chapitres, et réorganisé les couvents. Mais il avait constitué les revenus dont il avait doté tous ces établissements en rentes sur le grand-livre, ou en traitements fixes payés par l'État. Or, la cour de Rome qui avait pris son parti, en ce qui touchait l'Église de France, avait reporté toutes ses sollicitudes sur l'Église italienne : toute son ambition était de la rétablir dans son ancienne splendeur. Ainsi, elle prétendait que les établissements religieux de la Lombardie auraient dû être dotés, non en rentes sur l'État, mais, comme autrefois, en immeubles. L'empereur, afin de concilier les intérêts de la religion avec les lumières du siècle, avait diminué le nombre des couvents : il en avait fondu ensemble plusieurs qui appartenaient à différents ordres. Il avait cru devoir faire aussi une nouvelle circonscription des paroisses. Toutes ces dispositions étaient en elles-mêmes excellentes ; mais, dans la règle, Napoléon aurait dû, avant de les arrêter, s'en entendre avec le saint-siége. Il n'avait pas

voulu procéder ainsi parce qu'il avait craint de rencontrer dans les prétentions et les doctrines absolues de la cour pontificale des résistances interminables. Il n'avait pu éviter un écueil que pour en aller toucher un autre. Rome avait été fort scandalisée du dédain avec lequel l'empereur avait traité ses droits dans des questions qui ne relevaient, disait-elle, que de sa suprématie spirituelle. La blessure était profonde, l'irritation extrême.

Le pape en exprima sa douleur à Napoléon dans une lettre confidentielle qu'il lui écrivit de sa propre main, le 31 juillet 1805. L'empereur lui répondit le 19 août, du camp de Boulogne : « Je l'ai « dit souvent à Votre Sainteté, la cour de Rome « est trop lente et suit une politique qui, bonne « dans des siècles différents, n'est plus adaptée au « siècle où nous vivons. La plupart des couvents « étaient désorganisés, et tous étaient sous le coup « d'une suppression imminente ; je les ai réorga- « nisés. J'ai donné tort à l'esprit philosophique du « temps et consacré le principe de l'utilité de ces « établissements religieux. Le seul reproche que je « mérite, c'est d'avoir fait tout cela sans le con- « cours du saint-siége, n'ayant trouvé à Milan per- « sonne chargé de ses pouvoirs, et sachant par « expérience que le saint-siége mettrait trois ou « quatre ans pour terminer les affaires d'Italie et « qu'elles allaient dépérir, si je n'y portais un « prompt remède. J'ai cru qu'en faveur du motif, « Votre Sainteté passerait sur ces circonstances. Je

« me trouve donc désagréablement affecté de ce « qu'après que j'ai posé une borne et fait tout à la « satisfaction du clergé, Votre Sainteté soit mécon- « tente de moi. Si Votre Sainteté est bien infor- « mée, elle saura qu'on a trouvé en Italie que « j'avais trop fait pour le clergé... »

L'empereur manifestait un désir si sincère de relever la condition matérielle et spirituelle du clergé dans la haute Italie, que le pape ne put faire autrement que de s'y montrer sensible. Il l'exprima en termes affectueux dans une seconde lettre qu'il écrivit à l'empereur, le 6 septembre; mais l'amertume n'en existait pas moins au fond de son cœur.

Le plus jeune des frères de l'empereur, Jérôme, avait épousé en Amérique une demoiselle Patterson. Napoléon, qui réservait à son frère de hautes destinées, désapprouva ce mariage, et demanda au pape, comme une marque d'amitié personnelle, qu'il voulût bien rompre des liens étourdiment formés par un jeune homme catholique avec une demoiselle protestante; mais le pape ne se montra nullement disposé à condescendre au désir de l'empereur. Après avoir examiné longuement l'affaire, il déclara que ses pouvoirs spirituels ne lui permettaient pas de prononcer la nullité d'un mariage qui, bien que conclu entre un catholique et une protestante, n'en réunissait pas moins toutes les conditions d'une union légitime et indissoluble.

Ce refus causa beaucoup d'humeur à Napoléon. Il n'insista pas davantage; mais sans plus s'inquié-

ter de l'obstacle suscité par la cour de Rome, il exigea que le mariage civil fût rompu. C'est par ces griefs réciproques que les deux gouvernements préludèrent à la grande querelle qui, à la fin de cette même année 1805, les brouilla tout à fait.

La troisième coalition s'était surtout proposé de nous chasser de l'Italie. Elle avait mis en œuvre tous ses moyens d'action, versé l'or à pleines mains et ourdi mille intrigues, afin de soulever contre nous les gouvernements et les populations de la Péninsule. Rome avait été sollicitée non moins que Naples et Florence de se prononcer contre nous. Au fond, la cause du saint-siége était celle des couronnes liguées contre la France. Napoléon avait la beau relever les autels et le trône, il n'en était pas moins la personnification de la révolution ; non, sans doute, de la révolution désordonnée et sanglante, mais de la révolution disciplinée et organisée. Entre le génie de la révolution et le vieux génie ultramontain, il y avait la profonde dissemblance qui existe entre la pensée libre et la pensée contenue dans les limites du dogme catholique, entre le progrès et l'immobilité. Il n'en est pas du saint-siége comme des autres gouvernements : son organisation théocratique ne lui permet pas de se rajeunir en se transformant. Comme son prestige moral réside dans l'infaillibilité de ses dogmes, il lui est en quelque sorte interdit de transiger avec les intérêts et les pouvoirs de ce monde. Par l'essence même de son esprit exclusif, il appartenait

donc au grand parti qui, depuis quinze ans, luttait avec tant d'efforts contre le torrent des idées nouvelles. A Rome, plus encore qu'à Vienne et à Saint-Pétersbourg, on redoutait le développement de cette nation hardie qui ne pouvait affermir sa prodigieuse puissance qu'à la condition de propager partout autour d'elle ses principes, ses institutions et ses codes. Une nouvelle guerre commençait : si la coalition l'emportait, l'Italie retomberait sous la domination de l'Autriche. C'était tout ce que Rome désirait le plus ardemment : elle serait assurée du moins de vivre tranquille à l'ombre de la puissance allemande ; elle pourrait même espérer de rentrer dans la possession de Bologne, de Ferrare et de Ravenne. Son ambition temporelle n'allait pas au delà. Si la France, au contraire, devenait par son épée arbitre suprême de l'Italie, à coup sûr elle mettrait son génie et sa gloire à reconstituer l'unité italienne : elle l'animerait de l'esprit nouveau qui la remplissait elle-même. Que deviendraient Rome et son gouvernement de prêtres, au milieu d'une révolution qui renouvellerait toutes les destinées de la Péninsule ? Devenu, à beaucoup d'égards, un hors-d'œuvre dans la nouvelle organisation de l'Italie, le gouvernement pontifical finirait par tomber tôt ou tard et disparaître. Rome ne pouvait donc rester neutre, au moins de pensées et de sentiments, dans la guerre présente. Elle était trop prudente pour manifester hautement ses préférences ; mais ses plus vives sympathies, ses prières les

plus ardentes, étaient toutes pour nos ennemis. La plupart des membres du sacré collége étaient en relation permanente avec les agents de la coalition, correspondaient, par l'intermédiaire des cardinaux napolitains, avec la reine Caroline, communiquaient à tous les fonctionnaires de l'administration pontificale leur haine contre la France, et, par l'intermédiaire des moines et des curés, préparaient partout le soulèvement des masses.

Le pape était resté personnellement étranger à ces intrigues. Il était loin d'être satisfait des procédés de l'empereur envers lui; mais il était bien plus loin encore de participer, même indirectement, à des combinaisons formées en haine de la personne et de la puissance de ce prince. Doux et sympathique jusqu'à la tendresse, il avait subi l'ascendant que Napoléon exerçait sur toutes les personnes qu'il voulait s'attacher, et, par un penchant de son cœur non moins que par rigidité de conscience et sagesse d'esprit, il désirait conserver dans la guerre qui allait s'ouvrir une neutralité scrupuleuse. Avec une conscience beaucoup plus flexible, infiniment plus de dextérité à manier les affaires et les hommes, et de secrets penchants pour le parti ennemi de la France, le cardinal secrétaire d'État, Consalvi, partageait l'opinion du saint-père quant au système à suivre dans la crise actuelle de l'Europe. Mais à Rome, l'action personnelle du souverain sur la direction des grandes affaires est fort limitée, et, sauf de rares exceptions, c'est le sacré

collége qui donne l'impulsion à tout. Soit ignorance de ce qui se passait ou impuissance de s'y opposer, il est certain que Pie VII n'empêcha rien.

A peine les premières hostilités eurent-elles éclaté sur le Danube et sur l'Adige qu'il se manifesta dans tout l'État de l'Église une extrême agitation. D'anciens chefs insurgés qui s'étaient fait remarquer autrefois par leur audace et leurs cruautés, Vanni, Navarro et l'ex-moine Benignetti, reparurent dans les montagnes et sur les frontières du royaume de Naples. Ils parcouraient les campagnes, appelaient les paysans aux armes, levaient des contributions sur les villages et enrégimentaient tous les mauvais sujets qu'ils rencontraient. A Rome, sous les yeux mêmes de notre ambassadeur, nos ennemis se donnaient carrière. Ils s'y étaient formés deux clubs qui correspondaient ouvertement avec les émissaires de la coalition dans toute l'Italie : ils avaient fait une classification des habitants, et dressé une liste de proscription de tous les partisans de la France. « On cherche toutes les « occasions pour attiser la haine publique contre « les Français, écrivait le cardinal Fesch à M. de « Talleyrand, le 28 fructidor an XIII. Il faudrait « écrire des volumes pour faire connaître à Votre « Excellence une infinité de petits détails qui, pris « isolément, signifient peu de chose, mais qui « peuvent être considérés comme autant de rami- « fications d'un projet plus vaste, tendant à soule- « ver tous les peuples de l'Italie contre nous. »

Une nuit, deux malheureux marchands de melons se prirent de querelle sur la place Navone avec des hommes du peuple, et tombèrent frappés de coups de poignard. Les meurtriers furent arrêtés; ils portaient la cocarde française. Nos ennemis exploitèrent ce crime privé au profit de leurs passions politiques. Ils allèrent disant partout que les assassins étaient des Français, que la vie des Romains n'était plus en sûreté ; et ils ne réussirent que trop, par ces déclamations, à exalter contre nous l'esprit de la populace. Le cardinal Fesch poussé à bout fit un éclat. Il écrivit au cardinal Consalvi pour se plaindre du peu de souci que prenait la police pontificale de rechercher les vrais coupables, et de l'espèce de protection qu'elle semblait accorder à nos ennemis. Sa lettre se ressentait de la situation terrible où se trouvait l'Italie. Elle était dure et hautaine. Le cardinal Consalvi se regarda comme insulté et s'en plaignit amèrement dans une lettre confidentielle qu'il écrivit à M. de Talleyrand.

Ancône, placée sur les lignes de communication du corps de Gouvion Saint-Cyr, avait en ce moment une extrême importance. Quelques lieues seulement la séparent de Corfou, et c'est de Corfou que devaient partir les Russes destinés à frapper, conjointement avec les Anglais, un coup de main sur la basse Italie. Ancône était à peu près désarmée; elle n'avait pour se défendre qu'une garnison de 656 hommes et 58 pièces de canon. Ses fortifications étaient dans un état complet d'abandon. La

France ne pouvait pas permettre qu'une telle place restât à la discrétion de ses ennemis. Elle invita le saint-siége à mettre sans retard sur un pied de défense convenable ses forteresses et ses côtes. Une telle demande n'avait rien de contraire à la neutralité du gouvernement pontifical. Mais outre qu'elle tendait à le jeter dans un ordre d'affaires et de travaux qui lui répugnaient, elle heurtait les passions du sacré collége. Le cardinal Fesch eut beau conjurer la cour de Rome de se mettre en défense, lui présenter le péril qui la menaçait comme prochain, comme imminent, tout fut inutile; rien ne put la tirer de son attitude passive et indolente. Napoléon n'avait que trop prévu cette insouciance et il y avait pourvu. Gouvion Saint Cyr avait reçu l'ordre de jeter des troupes dans Ancône au moment où il traverserait l'État de l'Église pour aller se réunir à Masséna. Le 6 novembre 1805, le général Montrichard se présenta brusquement à la tête de sa colonne sous les murs de cette place, s'en fit ouvrir les portes et s'y établit.

Le pape ne s'attendait pas à un tel coup d'autorité de la part de la France. Il en manifesta autant de douleur que de surprise; il exagéra même son mécontentement afin d'écarter de l'esprit des alliés tout soupçon qu'il fût de connivence avec la France. Il voulut exprimer lui-même son chagrin à l'empereur, et il lui écrivit à cet effet, le 13 novembre:

. . . .

« Nous le dirons franchement, de l'époque de

« notre retour à Paris, nous n'avons éprouvé qu'a-
« mertume et déplaisir, quand, au contraire, la con-
« naissance personnelle que nous avions faite avec
« Votre Majesté Impériale et notre conduite inva-
« riable nous promettaient tout autre chose. En un
« mot, nous ne trouvons pas dans Votre Majesté la
« correspondance de sentiments que nous étions en
« droit d'attendre d'elle. Nous le sentons vivement,
« et, à l'égard de l'invasion présente, nous disons
« avec sincérité que ce que nous nous devons à
« nous-même et les obligations que nous avons
« contractées envers nos sujets nous forcent de de-
« mander à Votre Majesté *l'évacuation d'Ancône, au*
« *refus de laquelle nous ne verrions pas comment*
« *pourrait se concilier la continuation des rapports*
« *avec le ministre de Votre Majesté à Rome, ces*
« *rapports étant en opposition avec le traitement*
« *que nous continuerions à recevoir de Votre*
« *Majesté dans Ancône...* »

Cette lettre était une faute. Napoléon, en occupant Ancône, avait obéi à une nécessité impérieuse. Il ne pouvait pas laisser cette place à la garde de 600 soldats du pape, au moment où 30,000 Russes et Anglais allaient débarquer sur les côtes de Naples et où Gouvion Saint-Cyr était forcé de voler au secours de Masséna. L'occupation militaire d'Ancône par nos troupes était une conséquence forcée de l'état d'abandon dans lequel la cour de Rome avait laissé ses ports et ses forteresses. Tout autre souverain, placé dans la même situation que l'empereur,

eût agi comme lui. Pie VII aurait dû faire la part des circonstances, accepter avec résignation ce qu'il n'était plus en son pouvoir d'empêcher, et bien se garder de toutes démarches, de toutes paroles qui portaient le caractère d'une lutte personnelle entre lui et le chef de la France. Mais il avait un sentiment très-exalté de sa dignité souveraine. Il considéra l'occupation d'Ancône comme un outrage fait à sa couronne, et mit le comble à ses fautes par l'attitude qu'il prit lorsque les Russes et les Anglais eurent opéré leur débarquement sur les côtes de Naples. Le cardinal Fesch ayant insisté pour que le gouvernement pontifical réunît sans perdre de temps, toutes ses troupes sur la frontière de Naples, et manifestât au moins l'intention de s'opposer à l'invasion de son territoire par l'armée combinée, le pape s'y opposa de la manière la plus formelle. Il poussa l'égarement jusqu'à déclarer que si les Russes se présentaient pour occuper Civita-Vecchia, il n'y mettrait point obstacle, et se bornerait à demander qu'ils n'entrassent point dans les murs de Rome.

Napoléon reçut la dernière lettre du saint-père quelques jours avant la bataille d'Austerlitz. Il en agit avec le pontife comme avec le roi de Prusse : il ne se pressa point de répondre, il laissa les événements s'accomplir. Quand il eut mis l'Autriche hors de combat, renvoyé les Russes chez eux, dicté la loi à la Prusse, humilié et réduit tous ses ennemis, il prit la plume et répondit au pape. Sa lettre,

datée de Munich, diffère essentiellement dans le fond comme dans la forme, de toutes les précédentes. Ce n'est plus l'ami, l'égal de Pie VII qui parle, c'est un maître enivré de sa force et justement ulcéré contre Rome. Il a pénétré les intrigues du sacré collége : autour du trône pontifical, il ne voit que des ennemis de la France, des agents dévoués et passionnés de la coalition, agents d'autant plus dangereux que la religion sanctifie leur haine aux yeux des peuples. Que lui importe que Pie VII soit resté personnellement étranger aux complots de sa cour, qu'il nourrisse pour lui, dans le fond de son cœur, une affection stérile? Les hommes auxquels il a donné sa confiance, qui dirigent tout à Rome, en ont-ils moins conspiré contre notre puissance? N'est-il pas responsable des écarts de son conseil? C'en est fait de la confiance que Napoléon avait mise dans le caractère du pontife. Il croyait se l'être pour jamais attaché; il s'aperçoit qu'il s'est trompé; il s'en détache à son tour : Pie VII n'est plus à ses yeux qu'un vieillard faible, d'un esprit étroit, circonscrit dans la sphère de la science théologale, subjugé par les moines et les prélats dont il a composé sa cour, et absolument incapable de déjouer leurs trames dangereuses. Il ne lui dit pas encore tout le fond de sa pensée; il se contente de la lui laisser entrevoir; il espère qu'une crainte salutaire l'arrêtera sur la pente funeste où il se laisse entraîner. « Très-saint Père, lui écrit-il, je « reçois une lettre de Votre Sainteté, sous la date

« du 13 novembre. Je n'ai pu qu'être très-vivement « affecté de ce que, quand toutes les puissances à « la solde de l'Angleterre s'étaient coalisées pour « me faire une guerre injuste, Votre Sainteté ait « prêté l'oreille aux mauvais conseils et se soit por- « tée à m'écrire une lettre si peu ménagée. Elle est « parfaitement maîtresse de garder mon ministre « à Rome, ou de le renvoyer. L'occupation d'An- « cône est une suite immédiate et nécessaire de la « mauvaise organisation militaire du saint-siége. « Votre Sainteté avait intérêt à voir cette forteresse « plutôt dans mes mains que dans celles des An- « glais ou des Turcs. Votre Sainteté se plaint de ce « que, depuis son retour de Paris, elle n'a eu que « des sujets de peine. La raison en est que, depuis « lors, tous ceux qui craignaient mon pouvoir et « me témoignaient de l'amitié, ont changé de sen- « timents, s'y croyant autorisés par la force de la « coalition, et que, depuis le retour de Votre Sain- « teté à Rome, je n'ai éprouvé que des refus de sa « part sur tous les objets, même sur ceux qui « étaient d'un intérêt du premier ordre pour la re- « ligion, comme, par exemple, lorsqu'il s'agissait « d'empêcher le protestantisme de lever la tête en « France [1]. Je me suis considéré comme le pro- « tecteur du saint-siége, et, à ce titre, j'ai occupé « Ancône. Je me suis considéré, ainsi que mes « prédécesseurs de la deuxième et de la troisième

[1] Cette phrase faisait allusion au refus du saint-père de casser le mariage de Jérôme avec Mlle Patterson.

« race, comme fils aîné de l'Église, comme ayant « seul l'épée pour la protéger et la mettre à l'abri « d'être souillée par les Grecs et les musulmans. Je « protégerai constamment le saint-siége, malgré « les fausses démarches, l'ingratitude et les mau- « vaises dispositions des hommes qui se sont dé- « masqués pendant ces trois mois. Ils me croyaient « perdu : Dieu a fait éclater, par les succès dont « il a favorisé mes armes, la protection qu'il a « accordée à ma cause. Je serai l'ami de Votre « Sainteté toutes les fois qu'elle ne consultera que « son cœur et les vrais amis de la religion. Je le « répète, si Votre Sainteté veut renvoyer mon mi- « nistre, elle est libre d'accueillir de préférence et « les Anglais, et le calife de Constantinople : mais, « ne voulant pas exposer le cardinal Fesch à ces « avanies, je le ferai remplacer par un séculier. « Aussi bien, la haine du cardinal Consalvi est telle, « que mon ambassadeur n'a constamment éprouvé « que des refus, tandis que les préférences du car- « dinal Consalvi étaient pour mes ennemis. Dieu « est juge qui a le plus fait pour la religion, de « tous les princes qui règnent !

« Sur ce, je prie Dieu, très-saint Père, qu'il con- « serve longues années au régime et gouvernement « de notre mère sainte Église,

« L'empereur des Français,
« roi d'Italie,
« Signé : Napoléon.

« A Munich, le 7 janvier 1806. »

Cette lettre apprit au saint Père combien l'empereur était ulcéré : elle le remplit de douleur et d'inquiétude. Il y répondit presque aussitôt, le 20 janvier. Il commença par déclarer que jamais son intention n'avait été de renvoyer le ministre de l'empereur, et s'attacha à donner aux expressions dont il s'était servi dans sa lettre précédente, l'interprétation la plus inoffensive. Puis il ajouta : « La candeur de notre caractère, à vous « bien connue, nous oblige ici à vous dire que Vo- « tre Majesté se trompe en croyant que nous avons « été poussé à cette querelle par les mauvais conseils « des autres. Nous en avons ressenti un vif déplaisir « dans notre cœur et nous vous le manifestons avec « toute sincérité. Sir Votre Majesté remonte à l'é- « poque du 13 novembre, moment où nous avons « écrit cette lettre, elle verra que c'était l'époque « où nous la savions déjà aux portes de Vienne, et « que les glorieux succès de son grand génie et de « ses armes avaient déjà décidé le sort de la guerre. « Nous ne pouvions donc pas, ni nous, ni aucun « autre, vous croire perdu, comme vous dites; cette « pensée ne serait jamais entrée dans notre cœur, « non-seulement comme indigne de nous, mais « encore comme profondément douloureuse pour « nous, attendu notre conviction et notre attache- « ment à votre personne. »

Le pape se disculpait ensuite du reproche d'avoir résisté à toutes les demandes de l'empereur en ce qui touchait le mariage de Jérôme. « Nous nous

« sommes trouvé, disait-il, par la force des dispo-
« sitions divines, manquer de puissance, mais non
« de volonté. » Il défendait avec une grande chaleur son secrétaire d'État, le cardinal Consalvi, contre les accusations dont il était l'objet, et rappelait toutes les preuves d'attachement que cette éminence avait données en tant d'occasions à la France, particulièrement dans les négociations du concordat. Il suppliait l'empereur de ne pas lui donner le déplaisir de rappeler de Rome le cardinal Fesch, et le félicitait, dans les termes de la plus vive admiration, de ses nouvelles victoires. « Votre
« Majesté, disait-il, est devenue monarque des États
« vénitiens : nous la prions d'y conserver intacte
« la religion qui y est dominante et de ne pas faire
« d'innovations relativement au clergé régulier et
« séculier et à ses possessions... Cet agrandissement
« de ses États en Italie, nous fait penser que le
« moment est enfin arrivé de voir se réaliser par
« Votre Majesté les espérances qu'elle ne nous a
« jamais enlevées, que le patrimoine de saint
« Pierre ne s'affaiblirait pas plus longtemps de la
« perte des trois légations faites dans la révolu-
« tion. » Pie VII conjurait l'empereur de rendre la ville d'Ancône à l'état pacifique dont elle jouissait avant l'occupation, et finissait par ces paroles qui empruntaient de sa position un caractère de résignation et de tristesse pénétrante. « Si l'état de
« tribulation auquel Dieu nous a réservé dans notre
« douloureux pontificat devait arriver à son com-

« ble, si nous devions nous voir ravir une chose si « précieuse pour nous, l'amitié et la bienveillance « de Votre Majesté, le prêtre de Jésus-Christ, qui « a la vérité dans le cœur et sur les lèvres, suppor- « tera tout avec résignation et sans crainte. De la « tribulation elle-même, il recevra le *reconfort* de « sa constance. Il espère que la récompence que « ne lui offre pas le monde lui est réservée plus « solide et éternelle dans le ciel, et, ne cessant pas « de prier Dieu pour la longue et prospère conser- « vation de Votre Majesté Impériale et Royale, nous « lui accordons de tout notre cœur la paternelle « bénédiction apostolique. »

Plus que jamais nous croyons qu'après les trophées de Marengo et de Hohenlinden, il eût été d'une bonne politique pour le premier consul de ne point s'engager à fond dans les affaires d'Italie, et que la tâche de réduire l'Angleterre, d'affermir nos conquêtes sur le Rhin et l'Escaut, suffisait pour remplir, pour glorifier la vie d'un grand homme et absorber les forces d'une génération. En organisant à Campo-Formio et à Lunéville la république cisalpine, la France fit plus que propager ses principes, ses institutions et ses codes ; elle fit une chose qui eût des conséquences incalculables ; elle jeta les fondements d'une Italie nouvelle et régénérée. Le traité de Lunéville ne tarda pas à porter ses fruits. En vain le chef de la France eût-il voulu comprimer le développement du principe qu'il avait proclamé, tous ses calculs de prudence

et de modération eussent été renversés par le cours irrésistible des choses. Il ne lui était pas plus possible de s'arrêter après le traité de Presbourg qu'il ne l'avait été après le traité de Lunéville. Les événements avaient marché plus vite que sa pensée, et son ambition ne faisait pour ainsi dire qu'exécuter les arrêts de sa fortune. L'organisation de la nationalité italienne était une entreprise immense. Accoutumées depuis des siècles à vivre sous des gouvernements distincts, les populations de l'Italie avaient contracté tous les défauts qui résultent du fractionnement. Partout, les intérêts de localité avaient prévalu sur les intérêts généraux. Ces Italiens, qui autrefois avaient gouverné le monde, consumaient leur belle intelligence dans de mesquines ambitions, dans des jalousies étroites et de petits desseins. Il s'agissait maintenant de refaire leur éducation politique : il fallait les délivrer de leurs préjugés, agrandir la sphère de leur intelligence en étendant celle de leurs intérêts, ennoblir leurs passions en les généralisant, et leur inspirer à tous la noble ambition de prendre dans la constitution politique du monde la place qui leur était due. Livrés à eux-mêmes, à leur inexpérience, aux haines locales qui les divisaient, ils n'auraient pu soudainement s'éclairer, se discipliner, et se fondre en un seul corps de nation. Une telle fusion ne pouvait être opérée que par une autorité unique et suprême, qui, au prestige de la force, joignît celui du génie et de la gloire et qui s'imposât à

l'Italie entière. Il fallait que les Piémontais, les Lombards, les Toscans, les Romains et les Napolitains s'habituassent à obéir à une même impulsion afin de se préparer graduellement à devenir plus tard les enfants de la même patrie. L'œuvre était déjà fort avancée en 1806. La puissance qui s'était le plus opposée à l'établissement de l'unité italienne, l'Autriche, était vaincue et refoulée par delà les Alpes Juliennes ; la France l'avait remplacée partout. Napoléon régnait à Turin, à Gênes, à Milan, à Bologne, à Parme et à Venise. Tout le nord de la Péninsule lui obéissait. Bientôt le midi reconnaîtrait de même sa suprématie. Masséna s'avançait à grands pas sur Naples : la reine Caroline allait expier par la perte de sa couronne ses témérités et sa perfidie, et ce serait un Bonaparte qui prendrait sa place.

Mais un grand obstacle s'opposait à l'agrégation de tous les peuples de l'Italie sous un même gouvernement : c'était l'État de l'Église. La constitution théocratique de Rome ne s'adaptait plus à l'organisation sociale et politique de la nouvelle Italie. Un jour viendrait certainement où ces contrées autrefois si florissantes, quand elles obéissaient au sceptre de la vieille Rome, maintenant tombées si bas par la faute des institutions et des hommes, s'imprégneraient elles-mêmes de l'esprit nouveau qui commençait à vivifier toute la Péninsule : mais ce moment était encore éloigné, et il ne nous convenait pas de le hâter. Sur le trône pontifical siégeait un

vieillard qui avait acquis des droits impérissables à l'affection et à la reconnaissance de l'empereur. Quinze mois étaient à peine écoulés depuis que le pontife était venu le sacrer dans la basilique de Notre-Dame. Napoléon n'avait pu rester insensible à tant de dévouement, de douceur et de vertus, et il désirait très-sincèrement n'en être pas réduit à porter le trouble et l'amertume dans la vie de cet homme vénérable. A défaut d'affection et de reconnaissance, la prudence aurait suffi pour écarter de son esprit toute pensée de spoliation. L'impression causée par les scènes du couronnement était vive encore dans toutes les âmes. Que dirait le monde s'il voyait l'empereur Napoléon, ingrat envers un tel service, dépouiller de sa couronne temporelle l'auguste pontife qui l'avait sacré? Quel scandale une telle violence ne soulèverait-elle pas au sein de toutes les populations catholiques? Il ne fallait pas croire d'ailleurs que le pape se laisserait humblement déposséder. Poussé aux dernières extrémités, il dénoncerait à toutes les populations catholiques le fondateur de la quatrième dynastie; il frapperait d'excommunication celui que ses prières avaient consacré. Ces armes spirituelles avaient beaucoup perdu de leur puissance; il était sage pourtant de ne pas les dédaigner. Par toutes ces considérations, il n'entrait aucunement dans les vues de Napoléon de précipiter la chute du gouvernement temporel de l'Église. Cependant, il y avait des bornes aux ménagements qu'il était disposé à conserver à l'égard du

saint-père. Il ne demandait pas mieux que de le laisser finir tranquillement ses jours sur son trône ; mais ce ne pouvait être qu'à une condition, c'était que le pontife n'opposerait aucun obstacle à l'exécution de ses grands desseins sur l'Italie, qu'il s'identifierait en tous points avec sa politique, qu'il considérerait comme ses ennemis tous nos ennemis et leur fermerait ses ports et ses marchés. Sans doute, le pape lui avait donné une marque signalée d'affection en venant le sacrer à Paris ; mais lui, à son tour, n'avait-il pas acquis des droits à la reconnaissance du saint-père par le zèle avec lequel il avait relevé en France le culte catholique et réorganisé le clergé? Il se croyait quitte envers Rome et fondé à exiger de cette cour la même déférence que celle qu'il obtenait de tous les gouvernements de l'Italie. Par sa lettre du 7 janvier, il avait voulu apprendre au saint-père qu'il entendait que désormais sa volonté fût obéie à Rome comme elle l'était à Milan, à Florence, à Venise, comme elle le serait bientôt à Naples. Il n'avait été que trop bien compris ; mais le courageux pontife lui avait répondu en souverain qui a la prétention d'être indépendant et la volonté de se faire respecter. Il avait laissé voir qu'il s'attendait à de grands malheurs, et qu'il saurait les supporter plutôt que de manquer à ce qu'il devait à sa dignité et aux droits inaliénables de sa couronne. L'empereur ne s'était pas attendu à une résistance aussi ferme de la part du pape. Il aurait dû s'arrêter devant cette barrière qui se levait soudainement

devant lui, ne point donner aux nations catholiques l'affligeant spectacle d'une lutte entre la suprématie temporelle et la suprématie pontificale, entre l'épée et la tiare, entre le maître du continent et le chef spirituel de l'Église. Comme souverain temporel, le pape était au dernier rang parmi les princes de la terre. Quel accroissement effectif de forces pouvait nous apporter son alliance ? Aucun. Dans la sphère supérieure des croyances et des idées, au contraire, le pape occupait la première place. Il régnait sur toutes les consciences catholiques ; pour tous les fidèles il était plus qu'un homme, plus qu'un roi ; il tenait ses pouvoirs de Dieu même, il en était le représentant et l'interprète sacré sur la terre : son autorité morale était donc immense. S'il refusait de se courber sous la main de l'empereur, à qui appartiendrait le véritable triomphe ? Non à la force matérielle qui briserait la couronne temporelle du saint-siége ; mais au pontife sacré qui, sans armées, sans vaisseaux, sans canons, sans places de guerre, fort seulement de sa conscience et du sentiment de ses droits, aurait le courage de braver l'homme auquel le continent tout entier était asservi. Un territoire d'une petite étendue, des populations subjuguées, mais irritées, un scandale immense et la réprobation de tout le monde catholique, voilà qu'elle serait la part du spoliateur des États de l'Église. Au lieu de se contenter de négocier, de tâcher de fléchir le saint-père à force de temps, de patience et de séductions, Napoléon réso-

fut de le dompter par la menace et la violence. Le 13 fév., il lui écrivit pour lui signifier ses volontés. Sa lettre ne s'adaptait point à la complexion délicate et sensible du saint-père. Elle était altière, véhémente, et l'expression en était plus dure encore que la pensée.

« Très-saint Père,

« J'ai reçu la lettre de Votre Sainteté du 29 jan« vier. Je partage toutes ses peines. Je conçois « qu'elle doit avoir des embarras. Elle peut tout « éviter en marchant dans une route droite, et en « n'entrant pas dans le dédale de la politique et des « considérations pour les autres puissances qui, « sous le point de vue de la religion, sont héréti« ques et hors de l'Église, et, sous celui de la poli« tique, sont éloignées de ses États, incapables de « la protéger, et ne peuvent lui faire que du mal. « Toute l'Italie sera soumise sous ma loi. Je ne « toucherai point à l'indépendance du saint siége ; « je lui ferai même payer les dépenses que lui « occasionneront les mouvements de mon armée ; « mais nos conditions doivent être que Votre Sain« teté aura pour moi, dans le temporel, les mêmes « égards que je lui porte pour le spirituel, et qu'elle « cessera des ménagements inutiles envers les héré« tiques, ennemis de l'Église, et envers des puis« sances qui ne peuvent lui faire aucun bien. *Votre « Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis « l'empereur. Tous mes ennemis doivent être les « siens.* Il n'est donc pas convenable qu'aucun

« agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe « ni Suédois réside à Rome ou dans ses États, ni « qu'aucun bâtiment appartenant à ces puissances « entre dans ses ports. Comme chef de notre reli- « gion, j'aurai toujours pour Votre Sainteté la « déférence filiale que je lui ai montrée dans toutes « les circonstances : mais je suis comptable envers « Dieu, qui a bien voulu se servir de mon bras « pour rétablir la religion. Et comment puis-je « sans gémir la voir compromise par des lenteurs « de la cour de Rome où l'on ne fait rien, où, « pour des intérêts mondains, de vaines préroga- « tives de la tiare, on laisse périr des âmes? Ils en « répondront devant Dieu, ceux qui laissent l'Alle- « magne dans l'anarchie : ils en répondront devant « Dieu, ceux qui mettent tant de zèle à protéger « des mariages protestants et veulent m'obliger à « lier ma famille avec des princes protestants : ils « en répondront devant Dieu, ceux qui retardent « l'expédition des bulles de mes évêques et qui « livrent mes diocèses à l'anarchie. Il faut six mois « pour que les évêques puissent entrer en exercice, « et cela peut être fait en huit jours! Quant aux « affaires d'Italie, j'ai tout fait pour les évêques; « j'ai consolidé les intérêts de l'Église; je n'ai tou- « ché en rien au spirituel. Ce que j'ai fait à Milan, « je le ferai à Naples et partout où mon pouvoir « s'étendra. Je ne refuse pas d'accepter le concours « d'hommes doués d'un vrai zèle pour la religion « et de m'entendre avec eux; mais si, à Rome, on

« passe les journées à ne rien faire et dans une « coupable inertie, puisque Dieu m'a commis, « après de si grands bouleversements, pour veiller « au maintien de la religion, je ne puis devenir ni « ne puis rester indifférent à tout ce qui peut nuire « au bien et au salut de mes peuples.

« Très-saint Père, je sais que Votre Sainteté veut « le bien ; mais elle est environnée d'hommes qui « ne le veulent pas, qui ont de mauvais principes, « et qui, au lieu de travailler, dans ces moments « critiques, à remédier aux maux qui se sont in- « troduits, ne travaillent qu'à les aggraver. Si Votre « Sainteté voulait se souvenir de ce que je lui ai dit « à Paris, la religion de l'Allemagne serait orga- « nisée, et non dans le mauvais état où elle est « dans ce pays et en Italie. Tout serait fait de con- « cert avec Votre Sainteté et convenablement. Mais « je ne puis laisser languir un an ce qui doit être « fait en quinze jours. Ce n'est pas en dormant que « j'ai porté si haut l'état du clergé, la publicité du « culte et réorganisé la religion en France, de telle « sorte qu'il n'est pas de pays où elle fasse tant de « bien, où elle soit plus respectée, et où elle jouisse « de plus de considération. Ceux qui parlent à « Votre Sainteté un autre langage la trompent et « sont ses ennemis ; ils attirent des malheurs qui « finiront par lui être funestes.

« Sur ce, je prie Dieu, etc....

« Signé : Napoleon.

« Paris, le 13 fevrier 1806. »

En même temps que l'empereur adressait cette lettre foudroyante au saint-père, il envoyait de nouvelles instructions au cardinal Fesch. Il lui ordonnait d'exiger du gouvernement pontifical l'expulsion immédiate des Russes, des Anglais, des Suédois et des Sardes de Rome et de tout l'État pontifical, ainsi que la fermeture de tous les ports du saint-siége aux navires des ennemis de la France. Par une note du 2 mars 1806, le cardinal Fesch demanda que ces mesures d'exclusion fussent immédiatement adoptées. « Elles étaient commandées, « dit-il, par le salut de l'Italie, et par celui du « royaume de Naples en particulier. »

Le pape réunit dans sa personne deux pouvoirs que la cour de Rome s'est toujours appliquée à confondre quand elle y a trouvé son intérêt, mais qui n'en sont pas moins très-distincts. Comme chef de l'Église catholique, il n'a de comptes à rendre qu'à Dieu, dont il est sur la terre le ministre suprême. Mais, comme prince temporel, il est soumis au cours perpétuellement mobile des choses humaines, et, de même que tous les chefs des petits États, il dépend forcément de la puissance de premier ordre dans la sphère de laquelle il est placé. Pendant des siècles, cette puissance avait été la maison d'Autriche. A la fin du siècle dernier, la cour de Rome n'avait point allégué le caractère tout spirituel de sa mission ici-bas, pour résister aux violentes impulsions de la ligue de Pilnitz : comme toutes les couronnes, elle avait déclaré la

guerre à la république. La puissance prédominante aujourd'hui était la France. Ses armées couvraient la Péninsule : elles enveloppaient, sur tous les points, l'État pontifical. Rome devait se résigner et reconnaître la suprématie de l'empereur Napoléon. Elle devait bien savoir que l'homme qui avait tant de fois bravé et vaincu les monarchies du continent ne se laisserait point arrêter dans l'accomplissement de ses desseins par les résistances d'un pape. Mais Pie VII était incapable de se plier à de tels ménagements. L'on s'était fait à Paris une fausse idée de son caractère. L'onction de sa parole, l'expression de douceur infinie répandue dans ses traits avaient fait supposer qu'il était flexible jusqu'à l'humilité, et qu'on pouvait tout exiger de lui. C'était une grande erreur. Sous un air de résignation évangélique, il cachait une volonté très-opiniâtre, susceptible, en certains cas, de se montrer véhémente, et un courage à l'épreuve des plus grandes infortunes, de la persécution, de la perte de son trône, même de celle de la vie. Il n'avait ni l'étendue d'esprit, ni la dextérité qu'exige le maniement des grandes affaires temporelles. C'était un homme des anciens temps, un véritable apôtre, embrasé du feu du prosélytisme, absorbé dans l'accomplissement de sa mission apostolique, et versé dans toutes les profondeurs de la science théologale qu'il avait autrefois professée. Ses droits de souverain temporel se confondaient dans sa pensée avec ceux de sa suprématie pontificale ; il con-

sidérait les premiers comme un dépôt sacré qu'il devait, sous peine de trahir ses plus saints devoirs, léguer intacts à ses successeurs. Il n'était pas éloigné de se reprocher maintenant comme une coupable faiblesse d'avoir été sacrer l'empereur à Paris, et il était saisi d'une sorte d'ardeur militante qui le poussait à racheter sa faute en le bravant. Sa résolution était prise ; il était décidé à maintenir, dans toute leur intégrité et sur tous les points, ses droits de souverain indépendant. Ainsi, il refuserait d'accéder à tout ce que lui demandait la France : il n'ordonnerait point aux ministres anglais, russe et sarde de quitter ses États ; il ne romprait point ses relations de paix avec l'Angleterre et la Russie ; il n'interdirait point ses ports à leurs navires ; enfin, il n'adhérerait point à la confédération italienne formée sous la main de la France.

Toutefois, avant de signifier à l'empereur Napoléon cette grave détermination, il voulut consulter le sacré collége. Ce conseil était composé en majeure partie d'hommes dont l'esprit perpétuellement aiguisé par les brigues de l'ambition et les subtilités de la théologie, avait acquis un degré de finesse incomparable. Ils n'avaient que trop deviné les projets du maître de la France. Ce prince n'avait pas arrêté une mesure, prononcé une parole tendant à la régénération de l'Italie, qu'ils ne les eussent analysées, pesées, commentées, et toujours ils en étaient arrivés à cette conclusion fatale, c'est que, quelque parti que prît la cour de Rome, celui

de la résistance ou celui de l'humilité, sa souveraineté temporelle serait tôt ou tard emportée dans le mouvement qui renouvelait la face de l'Italie. Tous, ils se voyaient menacés dans ce qu'ils avaient de plus cher, dans leurs croyances intimes, dans leur dignité de princes de l'Église et dans leur ambition personnelle. A la presque unanimité, ils se prononcèrent formellement contre l'adhésion du saint-siége au pacte fédératif de l'Italie. « S'allier à « la France, dirent-ils, ce serait déclarer la guerre « à la Russie et à l'Angleterre. Or, le pape ne pou« vait abdiquer le caractère d'apôtre de la paix, ni « prendre part à aucun acte d'hostilité ni de guerre. « Ce serait désorganiser le système du régime ca« tholique et introduire l'anarchie à la place de « l'ordre et de l'unité. Notamment, en ce qui tou« chait l'Angleterre, ce serait appeler la persécu« tion sur les populations de l'Irlande. Aux yeux « du saint-père, tous les catholiques du monde ne « formaient qu'un seul peuple sur lequel devaient « s'étendre également sa vigilance et son affection « paternelles. Le forcer à prendre les armes contre « l'Angleterre et la Russie, ce serait le réduire au « rôle de vassal. Le pape avait juré de conserver « intacts, inaliénables, les droits du saint-siége; il « ne pourrait consentir à un pareil abaissement « sans se rendre parjure. »

Encouragé par l'assentiment du sacré collége, le pape répondit le 21 mars à la dernière lettre de l'empereur.

Après avoir exprimé l'émotion douloureuse qu'elle lui avait causée, il disait : « Cette lettre roule sur « tant et de si graves sujets, elle contient des prin- « cipes, des demandes et des plaintes d'une telle « amertume, et, à la fin, elle se rapporte tellement « à ce que Votre Majesté nous a fait dire par son « ministre que nous nous rendrions devant Dieu, « devant le monde catholique et l'âge futur, cou- « pable de la plus lâche faiblesse, si nous ne dé- « voilions nos sentiments de la manière la plus « ouverte, et si nous négligions de donner aux « demandes que l'on nous fait, aux principes qu'on « met en avant, aux plaintes qu'on profère, les « réponses qui nous sont dictées par le sentiment « exact de la justice, de la vérité et de l'inno- « cence. » Abordant ensuite la question principale, celle des relations du saint-siége avec l'Angleterre, la Russie, la Suède et la Sardaigne, le pape déclarait se trouver dans l'impossibilité de rompre, comme le lui demandait S. M. Impériale, avec ces diverses puissances. « Nous, dit-il, vicaire de ce Verbe « éternel qui n'est pas le Dieu de la dissension, « mais le Dieu de la concorde, qui est venu au « monde pour en chasser les inimitiés et évangé- « liser la paix, tant à ceux qui sont éloignés qu'à « ceux qui sont voisins (voilà les expressions de « l'apôtre), pouvons-nous dévier de l'enseignement « de notre divin instituteur ? Comment contredire « la mission à laquelle nous avons été destiné ? Ce « n'est pas notre volonté, c'est celle de Dieu, dont

« nous occupons la place sur la terre, qui nous « prescrit le devoir de la paix envers tous, sans « distinction de catholiques et d'hérétiques, de voi- « sins ou d'éloignés, de ceux dont nous attendons « le bien, de ceux dont nous attendons le mal... « Chasser les sujets des puissances en guerre avec « Votre Majesté, leur fermer les ports, serait la « même chose que rompre toute communication « entre nous et les catholiques qui vivent dans leurs « domaines... Ils ne sont pas en petit nombre ; il y « en a des millions dans l'empire russe ; il y en a « des millions et des millions dans les pays soumis « au royaume d'Angleterre : ils jouissent du libre « exercice de leur culte, ils sont protégés. Nous ne « pouvons prévoir ce qui arriverait si les souverains « de ces États se voyaient provoqués par nous, et « par un acte d'hostilité si décidé, tel que serait « l'expulsion de leurs sujets et la fermeture de nos « ports. Le ressentiment contre nous serait d'au- « tant plus fort qu'il serait en apparence plus juste, « puisque nous n'aurions reçu d'eux aucune in- « jure...

« Sire, levons le voile. Vous dites que vous ne « toucherez pas à l'indépendance de l'Église ; vous « dites que nous sommes le souverain de Rome ; « vous dites dans le même moment que toute l'I- « talie sera soumise à votre loi ; vous nous faites an- « noncer que, si nous voulons ce que vous voulez, « vous ne changerez pas les apparences. Mais si « vous entendez que Rome, comme faisant partie

« de l'Italie, soit sous votre loi, si vous ne voulez « que conserver les apparences, le domaine temporel de l'Église sera réduit à une condition absolument lige et servile, la souveraineté et l'indépendance du saint-siége seront détruites. Et « pouvons-nous nous taire ? Pouvons-nous, par un « silence qui nous rendrait coupable de prévarication dans notre office devant Dieu, et nous « accablerait d'opprobre devant toute la postérité, « dissimuler l'annonce de mesures de cette nature ? « Votre Majesté établit en principe qu'elle est l'empereur de Rome. Nous répondons avec la franchise apostolique que le souverain pontife, qui est « tel depuis un si grand nombre de siècles qu'aucun « prince régnant ne compte une ancienneté semblable à la sienne, ne reconnaît et n'a jamais reconnu dans ses États une puissance supérieure à « la sienne, qu'aucun empereur n'a aucun droit « sur Rome. Vous êtes immensément grand ; mais « vous avez été élu, sacré, couronné, reconnu empereur des Français. et non de Rome. Il n'existe « pas d'empereur de Rome ; il n'en peut exister. si « on ne dépouille le souverain pontife du domaine « absolu et de l'empire qu'il exerce seul à Rome. Il « existe bien un empereur des Romains ; mais ce « titre est reconnu par toute l'Europe, et par Votre « Majesté elle-même, dans l'empereur d'Allemagne. « Ce titre ne peut appartenir en même temps à « deux souverains ; il n'est qu'un titre de dignité « et d'honneur, lequel ne diminue en rien l'in-

« dépendance réelle et apparente du saint-siége. « Finalement, cette dignité impériale n'a et n'a « jamais eu aucun rapport avec la qualité et l'ex- « tension du haut domaine et du domaine utile, et « toujours, depuis son origine, elle a été précédée « par une élection. »

Le saint-père se justifiait ensuite des lenteurs apportées à ses décisions en matière ecclésiastique. Répondant à l'accusation de laisser périr des âmes pour des intérêts mondains, il déclarait recevoir des mains du Très-Haut l'humiliante acerbité de ce reproche. « Dieu et le monde, dit-il, savent si des « intérêts mondains et de vaines prérogatives ont « guidé nos actions. » . . . . La lettre du souverain pontife se terminait ainsi : « Oui, la vé- « rité triomphera toujours sur nos lèvres. La con- « stance à maintenir intacts les droits de notre siége « régnera dans notre cœur ; nous affronterons tou- « tes les adversités de cette vie, plutôt que de nous « rendre indigne de notre ministère. Et vous, vous « ne vous éloignerez pas de cet esprit de sagesse et « de prévoyance qui vous distingue. Il vous a fait « connaître que la prospérité des gouvernements et « la tranquillité des peuples sont inséparablement « attachées au bien de la religion... Vous n'oublie- « rez pas que nous nous trouvons à Rome exposé à « tant de tribulations et qu'il y a à peine une année « que nous sommes parti de Paris.

« Nous finissons en vous accordant de tout cœur « la paternelle bénédiction apostolique.

« Donné à Rome près Sainte-Marie-Majeure, le « 21 mars de l'an 1806.

« De notre pontificat le septième,

« Signé : Pie VII. »

Au fond, malgré toute sa fermeté, le pape craignait de pousser à bout un souverain qu'il savait aussi opiniâtre dans ses volontés que terrible dans ses ressentiments. A peine sa lettre fut-elle partie qu'il eut peur de l'effet qu'elle allait produire et qu'il s'appliqua à adoucir dans l'exécution ce que ses déterminations avaient d'irritant. Sans chasser violemment de Rome, comme le demandait l'empereur, les ministres de Russie, d'Angleterre et de Sardaigne, il les engagea confidentiellement à ne pas le compromettre davantage par un séjour prolongé dans ses États, et bientôt tous ces agents eurent quitté Rome et le territoire pontifical. Il poussa la condescendance jusqu'à faire savoir au cardinal Fesch que, bien que les devoirs de la neutralité lui défendissent de nous remettre lui-même les clefs de Civita-Vecchia, il nous verrait sans étonnement ni douleur mettre garnison dans cette place maritime. L'occasion était trop belle pour ne pas la saisir : en vertu d'un ordre de l'empereur, le général Duhesme marcha sur Civita-Vecchia, l'occupa militairement et en prit le commandement. Ainsi, le pape nous assurait tous les bénéfices réels d'une alliance de fait ! Il avait espéré que l'empereur, satisfait d'une soumission passive à tout ce qu'il avait demandé,

n'exigerait pas qu'il s'avilit en donnant sa sanction morale à des actes de suprématie incompatibles, disait-il, avec les droits et la dignité de sa couronne pontificale. Mais Napoléon ne voulait pas se donner devant l'Europe le tort d'avoir violenté le pape. Plus le souverain pontife était haut placé dans les sphères supérieures du monde moral, plus l'empereur attachait d'importance à ce qu'il coopérât hautement, officiellement à la politique de la France. Les obstacles que lui opposait l'opiniâtreté du saint-père l'exaspéraient. « Je ne suis pas né à temps, disait-il « à M. de Fontanes : voyez Alexandre; il a pu se « dire le fils de Jupiter sans être contredit. Moi, je « trouve dans mon siècle un prêtre plus puissant « que moi, car il règne sur les esprits, et moi je ne « règne que sur la matière. » Un autre jour il dit : « Les prêtres gardent l'âme et me jettent le cada- « vre. »

La lettre du 2 mars le fit sortir de toute mesure. Rome le poussait à bout; il accepta la lutte; il mit de côté tous ménagements et traita désormais le saint-père avec la hauteur et la rudesse d'un suzerain qui a entrepris de soumettre un vassal révolté.

Une grave indiscrétion avait été commise : les lettres confidentielles de Napoléon à Pie VII avaient été communiquées aux ministres de la coalition. L'empereur s'en plaignit amèrement et cessa toute correspondance personnelle avec le saint-père. M. de Talleyrand écrivit le 3 mai au cardinal Caprara : « Sa Majesté Impériale fera traiter dorénavant par

« ses ministres toutes les affaires que, par des sen-
« timents d'affection, elle aimait à traiter elle-même;
« mais elle ne s'attendait pas que le premier exem-
« ple d'un abus de confiance de souverain à souve-
« rain lui serait donné par le saint-père. »

Lorsque Joseph Bonaparte monta sur le trône de Naples, la cour de Rome, au lieu de le reconnaître promptement et simplement, rappela le droit d'investiture qu'elle avait exercé dans les siècles passés sur la couronne de Naples, et manifesta la résolution de le faire valoir à l'égard du nouveau roi. C'était une prétention surannée, ridicule, et comme un nouveau défi jeté au chef de la France. Mais le pape était décidé à ne laisser infirmer aucun des droits inhérents à sa souveraineté temporelle. L'empereur en prit occasion pour l'écraser de ses dédains et l'épouvanter par ses menaces : pour la première fois, il laissa entrevoir une pensée cupide qui déjà certainement le tourmentait, celle de mettre la main sur les États du saint-siége.

M. de Talleyrand, dans une lettre qu'il écrivit, le 18 mai, au cardinal Caprara, s'étonnait de l'étrange prétention soulevée par la cour de Rome, puis il ajoutait : « *En conservant à Sa Sainteté tous les*
« *égards qui lui sont dus comme chef spirituel de*
« *l'Église, Sa Majesté Impériale se verrait avec*
« *peine obligée à ne plus reconnaître une souve-*
« *raineté temporelle que les empereurs français*
« *avaient eux-mêmes formée et agrandie, et qui,*
« *s'étant soutenue par leur vouloir et leur appui,*

« *a sans doute besoin de la même base pour se* « *maintenir.* »

Sans s'en entendre préalablement avec la cour de Rome, Napoléon fit promulguer à Lucques et dans les provinces vénitiennes récemment incorporées à ses États italiens, le concordat d'Italie. Plusieurs siéges épiscopaux étaient vacants dans les provinces vénitiennes ; il pourvut immédiatement à leur remplacement. On se montra extrêmement blessé à Rome de ces nouveaux empiétements sur les droits du saint-siége en matière ecclésiastique. Le pape protesta par un bref qu'il fit publier à Lucques contre la mise en vigueur du concordat italien. En ce qui touchait les nouveaux évêques nommés, il déclara qu'il ne leur conférerait l'institution canonique que lorsqu'ils seraient venus la recevoir à Rome, et après qu'il aurait été négocié un concordat spécial pour les provinces vénitiennes. A ces nouvelles, la France éclate. « Quelle est donc l'es- « pérance de Sa Sainteté? écrit M. de Talleyrand, « le 24 mai, au cardinal légat. Pense-t-elle porter le « trouble dans la principauté de Lucques? Pense- « t-elle faire revenir Sa Majesté sur ses détermina- « tions? les ordres de Sa Majesté seront suivis ; elle « maintiendra son autorité et les droits de sa cou- « ronne, et la responsabilité des troubles qu'on au- « rait cherché à faire naître retombera tout entière « sur les personnes dont les conseils les auraient « excités. »

Quelques-uns des chefs de bande qui, dans les

dernières guerres, avaient porté les armes contre la France, résidaient dans les faubourgs de Rome : ils y vivaient isolés, sans argent et sans crédit : ils n'étaient plus, au moins en ce moment, des hommes dangereux. Mais la France épiait toutes les occasions de trouver en faute le gouvernement pontifical. Elle se montra indignée de la présence des chefs de bande à Rome et exigea, en termes impérieux, leur expulsion immédiate [1].

Le gouvernement pontifical, obligé, pour faire face aux dépenses résultant de la présence et du passage des troupes françaises dans ses États, de lever de nouveaux impôts, avait eu le tort extrêmement grave de publier le motif qui le forçait à augmenter ainsi les charges publiques : c'était désigner à la haine de ses sujets nos soldats et notre drapeau. L'empereur ne se borna pas à en manifester son mécontentement ; il fit une chose qui ne s'était jamais vue à l'égard d'un État indépendant ; il signifia à la cour de Rome [2] que, désirant fixer son opinion sur les véritables causes d'une augmentation d'impôts dont on voulait rejeter sur lui la responsabilité, il entendait avoir communication des revenus et des dépenses du gouvernement pontifical depuis deux ans.

Le saint-siége possédait deux petites principautés, Bénévent et Ponte-Corvo, qui étaient tout à

[1] Lettre de M. de Talleyrand au cardinal légat. Paris, le 28 avril 1806.

[2] Note de M. de Talleyrand du 18 avril 1806.

fait enclavées dans le royaume de Naples. L'empereur, sans en demander l'agrément au pape, sans daigner seulement l'en informer, en disposa comme si elles lui appartenaient, et les donna, comme nous l'avons dit, à titre de fiefs héréditaires, Bénévent à M. de Talleyrand, et Ponte-Corvo au maréchal Bernadotte.

Quand le pape se vit ainsi frappé coup sur coup par un prince dont il croyait, dans sa candeur, s'être pour jamais assuré l'affection, il fut navré de douleur. Sa dignité, comme souverain temporel, fut profondément humiliée. Mais se redressant sous le coup de ces sanglants affronts, il opposa à la puissance matérielle qui prétendait le subjuguer l'autorité spirituelle du chef de l'Église, et aux demandes hautaines de l'empereur, un refus inflexible. Il fut soutenu, encouragé dans sa résistance par tout le sacré collége. Les cardinaux Antonelli, di Pietro et Rovarella, qui étaient les personnages les plus considérés de ce corps, ceux que Sa Sainteté consultait le plus habituellement, étaient convaincus que, pour raffermir les croyances partout affaiblies, pour réchauffer dans les âmes attiédies l'ardeur de la foi, il fallait que l'Église passât par les épreuves d'une persécution. Pie VII avait fini par embrasser lui-même ces idées extrêmes. Il eût été fier et heureux de se sacrifier pour la cause de la religion; il appelait l'adversité; il ambitionnait la palme du martyre. Toutes ses mesures étaient prises pour le cas où il serait forcé de quitter Rome et

de fuir. Les papiers les plus secrets des archives pontificales étaient déjà déposés en lieu sûr, les bulles d'excommunication contre la personne de l'empereur Napoléon rédigées et toutes prêtes. Les nonces actuellement en mission dans les cours catholiques avaient été pourvus d'instructions pour le cas où le pape et les cardinaux seraient enlevés et dispersés. Du sein du sacré collége sortaient des prières écrites en style vague et mystique, dans le but évident d'enflammer le peuple contre la France. Ces prières circulaient partout ; elles étaient lues, récitées dans les églises, dans l'intérieur des familles, et attendrissaient tous les cœurs sur la situation du saint-père.

Le cardinal Fesch n'était plus en mesure de rendre à son gouvernement des services utiles dans le poste qu'il occupait à Rome. L'irascibilité de son humeur et sa fougue avaient, en maintes occasions, blessé la délicatesse du pape, et il était en état de rupture déclarée avec le cardinal Consalvi. Il était donc urgent de lui donner un successeur. D'ailleurs, Napoléon ne voulait pas exposer un prince de l'Église qui lui appartenait d'aussi près à devenir l'instrument de sa colère contre la cour pontificale. Il le rappela donc près de lui, et le remplaça par un homme qui savait allier à un caractère ferme et hardi un esprit plein de souplesse et de sagacité : c'était M. Alquier qui, précédemment, avait su démasquer avec tant d'adresse et de vigueur les projets sinistres et les duplicités de la reine de

Naples. « Votre mission, lui écrivait le 3 mai M. de « Talleyrand, est de ramener par vos conseils et « votre fermeté la cour de Rome au système d'ami- « tié envers la France, dont elle n'aurait jamais dû « s'écarter. Si les hommes qui conduisent tout à « Rome n'ont pour nous que des dispositions de « haine et ont assez de pouvoir pour égarer la « politique du saint-père, il faut promptement l'é- « clairer sur les résultats de leurs manœuvres et de « leurs suggestions ; S. M. vous en laisse le soin. « Parlez au saint-père avec énergie des dangers où « on l'entraîne. Demandez si l'on veut se perdre ; « obtenez l'éloignement des chefs de bandes, des « assassins. Faites tomber les influences des hom- « mes qui, dans les conseils de Sa Sainteté, cher- « chent habituellement à nous nuire. La position du « saint-siége a changé depuis qu'il est devenu un « esclave de la puissance française. La reconnais- « sance lui prescrivait de l'attachement à S. M. Im- « périale. Sa situation lui en fait aujourd'hui un « nouveau devoir, et ce serait mal choisir le mo- « ment d'une offense que de prendre celui où l'on « est enveloppé par un pouvoir qu'on aurait in- « sulté. »

Le 16 mai, le cardinal Fesch alla prendre congé du pape et lui présenta en même temps le nouvel ambassadeur. « Je pars pour Paris, lui dit-il ; je « prie Votre Sainteté de me donner ses commis- « sions [1]. » — « Je n'en ai point à vous donner,

[1] Dépêche de M. Alquier, 17 mai 1806.

« répondit le pape; je vous charge seulement de dire « à l'empereur que, quoiqu'il me maltraite beau- « coup, je lui suis toujours très-attaché ainsi qu'à « la nation française. Mais répétez-lui que je ne « veux entrer dans aucune confédération, que je « veux être indépendant parce que je suis souve- « rain, que, s'il me fait violence, je protesterai à « la face de l'Europe et que je ferai usage des « moyens temporels et spirituels que Dieu a remis « entre mes mains. »

La France l'avait impérieusement sommé de reconnaître immédiatement le roi de Naples. Il déclara qu'il accorderait cette reconnaissance, mais à condition que l'empereur Napoléon garantirait, dans les termes les plus explicites, la souveraineté temporelle, l'indépendance et la neutralité du saint-siége, et qu'il promettrait de s'entendre avec lui sur l'exécution en Italie du concordat et de certains articles du Code civil, notamment de ceux relatifs au divorce. Une telle fierté de langage ne convenait point à la situation actuelle du saint-père. M. Alquier s'en montra très-affligé : il se transporta à Monte-Cavallo et s'efforça de démontrer au pontife qu'en apportant une telle roideur dans ses négociations avec la France, il appellerait sur sa couronne des dangers incalculables. Tout l'art de sa parole fut inutile; le pape était décidé à tout braver, à tout souffrir, plutôt que de se soumettre aux exigences de l'empereur. « Si je cédais aujourd'hui, dit-il à « M. Alquier, je n'échapperais pas au danger dont

« je suis menacé. On déclare à mon légat que si « je ne reconnais pas le roi de Naples, l'empereur « ne reconnaîtra pas ma souveraineté. Je vois « aussi dans les lettres particulières que je reçois « de S. M. Impériale qu'elle ne me regardera plus « comme souverain si je n'accède pas au système « fédératif. Or, cette adhésion, je ne la donnerai « jamais. Je reconnaîtrai le roi de Naples; je renon« cerai à mes droits, mais à des conditions qui « assureront pour l'avenir l'indépendance du saint« siége et ma tranquillité personnelle. On inculpe « à tort le cardinal Consalvi. Il paraît qu'on croit, à « Paris, que j'ai la faiblesse de me laisser diriger « par sa volonté, et que je ne suis qu'un vieux *fan-* « *toccino*. Je lui donnerai un successeur, et mon « opinion ne variera pas. »

Ces paroles furent dites du ton le plus ferme et avec un mélange de résignation religieuse et de vanité profondément blessée [1]. Toutefois, il donna à la France une sorte de satisfaction. Le cardinal Consalvi, en butte à la haine du cardinal Fesch, était considéré à Paris comme un ennemi de la France. Le pape lui retira ses fonctions de secrétaire d'État, et les donna au cardinal Casoni.

Telles étaient les relations de la France avec le saint-siége au moment où s'ouvrit la campagne de Prusse. Les destinées de la France et de son chef allaient être de nouveau soumises aux chances des

[1] Dépêche de M. Alquier. Rome, 11 juin 1806.

combats. Par prudence, non moins que parce que son attention était appliquée à des intérêts plus graves, Napoléon laissa sommeiller sa querelle avec Rome. Il fit même, pendant le mois de janvier 1807, une démarche conciliatrice. L'archevêque de Séleucie, monseigneur Arezzo, précédemment nonce du saint-siége en Russie, retournait d'Allemagne à Rome : l'empereur le chargea de dire de sa part à Sa Sainteté qu'il désirait mettre en oubli tous ses griefs passés et renouer avec elle des relations intimes, qu'il l'invitait donc de nouveau à souscrire aux propositions qui lui avaient été précédemment soumises.

M. Alquier s'unit à monseigneur Arezzo pour amener Pie VII à des concessions. Il lui représenta que l'empereur faisait les premiers pas vers une conciliation et que, par reconnaissance pour ce grand prince, non moins que pour sauver sa couronne temporelle, Sa Sainteté devait sans délai adhérer au pacte fédératif de l'Italie [1].

Ces paroles parurent produire sur le pape une certaine impression : il répondit qu'il allait réfléchir sur ce que M. Alquier venait de lui dire, et que, dans huit jours, il lui ferait connaître sa détermination. Ce terme expiré, l'ambassadeur retourna à Monte-Cavallo. Le saint-père lui dit qu'il avait mûrement examiné la proposition communiquée par monseigneur Arezzo, qu'elle n'annonçait nulle-

[1] Dépêche de M. Alquier. Rome, 21 janvier 1807.

ment que Sa Majesté Impériale fût disposée à se désister d'aucune de ses prétentions, qu'il n'y avait donc pas lieu de répondre à cette nouvelle ouverture, qu'il ne ferait pas une démarche pour arriver à une conciliation impossible, qu'il ne le pouvait, ni par les lois de sa conscience, comme chef de l'Église, ni par celles de son honneur, comme prince temporel, qu'il accepterait avec courage le sort qui lui était réservé, et que l'empereur serait plus à plaindre que lui s'il devenait le persécuteur de l'Église.

M. Alquier voulut répliquer ; le pape l'arrêta d'un geste, lui fit sentir l'inutilité de ses instances et mit un terme à l'entretien.

Pendant les six mois que dura la campagne de Pologne, le saint-père attendit, calme, silencieux et résigné, l'issue de la grande lutte qui allait décider de son sort, comme de celui de tant d'autres souverains. Enfin, la fortune, un moment incertaine, se prononça : fidèle encore une fois à nos drapeaux, elle nous donna la victoire dans les champs de Friedland et mit le continent à nos pieds. Un courrier expédié de Tilsit, alla annoncer à M. Alquier ce grand événement. Aussitôt l'ambassadeur court à Monte-Cavallo, communique au saint-père les nouvelles qu'il vient de recevoir, lui représente qu'il n'a plus que quelques instants pour donner à l'empereur une preuve déjà trop tardive de sa condescendance, et le conjure de reconnaître immédiatement le roi de Naples et d'adhérer au

pacte fédératif de l'Italie. Mais l'inflexible pontife répondit à M. Alquier : « J'ai informé l'empereur « de mes intentions : je ne reviendrai jamais sur « les résolutions que je lui ai fait connaître. »

Rome touchait aux grandes et décisives épreuves : il fallait fléchir ou périr.

Napoléon a vaincu, désarmé, soumis tout le continent ; mais l'Angleterre s'obstine à braver sa puissance. Pour la réduire, il n'a plus qu'un moyen, c'est d'armer contre elle toutes les puissances maritimes secondaires, et de lui fermer tous les ports de l'Europe. L'État pontifical, qui touche à deux mers, ne peut rester en dehors de la ligue du continent. Il importe absolument que la cour pontificale, de même que tous les autres États maritimes, s'unisse à la France et déclare la guerre aux Anglais, sous peine, si elle s'y refuse, de perdre sa souveraineté temporelle.

L'empereur est à Dresde. Le 22 juillet, il écrit au vice-roi d'Italie la lettre suivante : elle est destinée au pape. Si Napoléon ne la lui adresse pas directement, c'est qu'il juge que sa dignité ne le lui permet pas, ayant cessé de correspondre avec lui. Le vice-roi a l'ordre de la lui envoyer. Chaque mot de cette lettre est une plainte amère ou une menace.

« Mon fils,

« J'ai vu dans la lettre que Sa Sainteté vous a « adressée, et que certainement elle ne m'eût pas « écrite, j'ai vu qu'elle me menace. Croirait-elle

« donc que les droits du trône sont moins sacrés « aux yeux de Dieu que ceux du sanctuaire? Il y « avait des rois avant qu'il y eût des papes. Ils veu- « lent, dit-il, publier tout le mal que j'ai fait à la « religion. Les insensés! ils ne savent donc pas « qu'il n'y a pas un coin du monde, en Allemagne, « en Italie, en Pologne, où je n'aie fait encore plus « de bien à la religion que le pape n'y fait de mal, « non par de mauvaises intentions, mais par les con- « seils irascibles de quelques hommes bornés qui « l'entourent? Ils veulent me dénoncer à la chré- « tienté. Cette ridicule pensée ne peut appartenir « qu'à une profonde ignorance du siècle où nous « sommes. Il y a une erreur de mille ans de date. « Le pape qui se porterait à une telle démarche « cesserait d'être pape à mes yeux; je ne le considé- « rerais que comme l'antechrist envoyé pour boule- « verser le monde et faire du mal aux hommes, et « je remercierais Dieu de son impuissance. Si cela « était ainsi, je séparerais mes peuples de toute « communication avec Rome et j'établirais une telle « police qu'on ne verrait plus circuler ces pièces « mystérieuses, ni provoquer ces réunions souter- « raines qui ont affligé quelques parties de l'Italie, « et qui n'avaient été imaginées que pour alarmer « les âmes timorées. Que veut faire Pie VII en me « dénonçant à la chrétienté? Mettre mon trône en « interdit, m'excommunier? Pense-t-il alors que « les armes tomberont des mains de mes soldats? « Pense-t-il mettre le poignard aux mains de mes

« peuples pour m'égorger? Il ne lui resterait plus
« alors qu'à essayer de me faire couper les cheveux
« et de m'enfermer dans un monastère. Le pape
« actuel s'est donné la peine de venir à mon couron-
« nement : j'ai reconnu à cette démarche le saint
« prélat. Mais il voulait que je lui cédasse les Léga-
« tions; je n'ai pu, ni voulu le faire. Le pape actuel
« est trop puissant. Les prêtres ne sont pas faits
« pour gouverner. Pourquoi le pape ne veut-il pas
« rendre à César ce qui est à César? Est-il sur la
« terre plus que Jésus-Christ? Peut-être le temps
« n'est pas loin, si l'on continue à troubler les affai-
« res de mes États, où je ne reconnaîtrai le pape
« que comme évêque de Rome, comme égal et au
« même rang que les évêques de mes États. Je ne
« craindrai pas de réunir les Églises gallicane, ita-
« lienne, allemande et polonaise dans un concile,
« pour faire mes affaires sans pape. Dans le fait, ce
« qui peut sauver dans un pays peut sauver dans
« un autre. Les droits de la tiare ne sont au fond
« que des devoirs, s'humilier et prier. Je tiens ma
« couronne de Dieu et de mes peuples, je n'en suis
« responsable qu'à Dieu et à mes peuples. Je serai
« toujours Charlemagne pour la cour de Rome,
« jamais Louis le Débonnaire, Jésus-Christ n'a pas
« institué un pèlerinage à Rome comme Mahomet
« à la Mecque. Tels sont mes sentiments, mon fils;
« j'ai jugé important de vous les faire connaître.
« Je n'autorise plus qu'une seule lettre de vous à
« Sa Sainteté, pour lui faire connaître que je ne puis

« consentir à ce que les évêques italiens aillent « chercher leur institution à Rome. . . . . »

Ce même jour 22 juillet, M. de Talleyrand envoya de Dresde à M. Alquier de nouvelles instructions. L'empereur venait de prendre une grave détermination qui ouvre une phase nouvelle dans l'histoire de ses démêlés avec le saint-siége. Attribuant à l'esprit d'inimitié dont le sacré collége était animé contre la France, la résistance obstinée du saint-père, il avait résolu de briser la majorité de ce corps. Il voulait modifier ses éléments en y introduisant vingt-quatre nouveaux cardinaux français et italiens sur les suffrages desquels il pût compter en toutes occasions. L'ambassadeur eut l'ordre d'insister auprès du gouvernement pontifical pour que cette mesure fût immédiatement adoptée. « Si vous éprou- « viez un refus, lui écrivit M. de Talleyrand, si la « cour de Rome ne revenait point à une conduite « plus mesurée et plus convenable à l'égard de la « France, vous donneriez à entendre que vous avez « reçu l'ordre de réclamer vos passe-ports et de « quitter Rome. » En outre, il fut enjoint à M. Alquier d'exiger que des pleins pouvoirs fussent de suite envoyés au cardinal légat Caprara, afin qu'il pût débattre et régler d'une manière définitive tous les points en litige entre les deux cours.

M. Alquier reçut par le même courrier une lettre du vice-roi au pape, dans laquelle se trouvait incluse la lettre de l'empereur au prince Eugène, datée de Dresde, le 22 juillet. Il était ordonné à l'ambas-

sadeur de remettre le tout entre les mains de Pie VII.

Le 5 août, M. Alquier se rendit à Monte-Cavallo et commença par faire connaître au saint-père les nouvelles concessions que l'empereur exigeait de lui. Cette communication affecta douloureusement le pontife. En ce qui touchait les pleins pouvoirs à envoyer au cardinal légat Caprara, il déclara que des questions qui touchaient d'aussi près à la hiérarchie ecclésiastique et à la discipline de l'Église ne pouvaient être discutées et réglées autre part qu'à Rome et sur le tombeau des saints apôtres. « Il désignerait une commission de théologiens pour « qu'on pût parvenir à s'entendre, et ensuite, par « égard pour l'empereur, il voudrait bien consentir « à ce que le traité fût rédigé et signé à Paris. En « tout cas, ce n'était point au cardinal Caprara qu'il « confierait une telle mission. Il était trop âgé pour « la remplir et se défendre contre M. Portalis, *il « più gran parlatore del mondo.* »

Il manifesta une opposition bien plus vive encore relativement à l'augmentation des cardinaux français dans le sacré collége. « L'empereur, dit le « saint-père, pouvait, par tous les moyens d'in- « fluence qui étaient en son pouvoir, disposer des « suffrages des cardinaux français, italiens et na- « politains, et il aurait, quand il le voudrait, dans « le consistoire, une prépondérance qu'aucune puis- « sance ne pourrait lui disputer. » L'ambassadeur, en se retirant, déposa entre les mains du saint-père la lettre du vice-roi.

Le lendemain, il retourna à Monte-Cavallo et trouva Pie VII dans un état d'agitation et de douleur inexprimable. Le saint-père avait lu et relu la terrible lettre de l'empereur au vice-roi. A la vue de M. Alquier, il lui dit avec une expression de tristesse profonde qu'il était persuadé depuis longtemps que l'Église, pour reprendre une nouvelle force, avait besoin de se retremper dans les orages d'une persécution; que la foi s'était attiédie dans toute la chrétienté, soit par les efforts des incrédules et des philosophes, soit par l'indifférence qui avait gagné les catholiques de toutes les classes et de tous les pays; que, personnellement, il était disposé à tout souffrir et à se sacrifier, s'il le fallait, pour la foi. Puis, montrant à l'ambassadeur la lettre de Napoléon au vice-roi, il la lut tout entière et d'une voix altérée. Quand il arriva au passage où l'empereur l'accusait d'exciter ses peuples à la révolte et au régicide, il lui fut impossible de contenir plus longtemps son émotion; des larmes coulèrent de ses yeux et il éprouva une sorte de saisissement convulsif qui lui ôta pendant quelques instants l'usage de la parole. A la vue de ce vieillard si vénérable et si malheureux, M. Alquier fut attendri, et il n'eut pas la force de lui tenir un langage hautain et menaçant. Qu'eût-il servi d'ailleurs de menacer Pie VII? Bien loin de redouter l'adversité, il semblait l'appeler de toute l'ardeur de son âme comme une épreuve nécessaire pour rendre à l'Église sa splendeur passée. L'ambassadeur s'attacha donc plutôt à le convaincre

qu'à l'effrayer. Il ne lui parla que de paix et concorde : il lui rappela tous les services que l'empereur avait rendus à l'Église, l'affection véritable dont le cœur de ce prince était rempli pour la personne de Sa Sainteté, et il la supplia, dans les termes les plus touchants, de ne pas se refuser à une conciliation. Il fut si pressant, si pathétique que le pape, ébranlé, consentit enfin à donner des pleins pouvoirs à un ministre qui se rendrait à Paris pour disputer et régler les points en litige.

Il restait à s'entendre sur le choix du négociateur. Après quelques jours d'incertitude, le saint-père désigna le cardinal Litta [1]. Mgr Litta était un des membres les plus distingués et les plus influents du sacré collége. Il avait l'esprit souple, fin et très-orné, une politesse exquise sans être obséquieuse, une remarquable élégance de parole, des mœurs austères et une foi ardente. Nul n'appréciait mieux que lui la situation critique du saint-siége et la nécessité d'y mettre un terme. Il croyait qu'il était sage de faire des concessions, mais qu'elles devaient s'arrêter à de certaines limites, et qu'aller au delà, ce serait s'avilir sans se sauver. Malheureusement, il était un des cardinaux qui s'étaient opposés avec le plus de force à ce que le saint-père se transportât en France pour y sacrer l'empereur. Ce prince ne l'avait ni oublié, ni pardonné. Il ne lui convenait point d'ailleurs d'avoir à traiter avec un négocia-

[1] Dépêche de M. Alquier (19 août).

teur d'une trempe aussi fine que le cardinal Litta. Il fit signifier au gouvernement pontifical qu'il ne recevrait point cette Éminence. On connaît, écrivit M. de Champagny, le 18 août, à M. Alquier, « le « vote du cardinal Litta à l'occasion du voyage du « pape à Paris. On se rappelle que c'est lui qui a « fait entrer les Russes dans l'ordre de Malte, « admission contraire aux règlements de l'ordre et « aux principes de l'Église, ce qui rend sa religion « très-suspecte, et l'on peut s'étonner que, lorsque « le saint-siége a ici un légat qui a toujours joui « de sa confiance, il la place aujourd'hui sur une « personne étrangère aux affaires de la France, « mal disposée à les terminer, et contre laquelle « s'élèvent tant de préventions. »

Le cardinal de Bayanne, et, à son défaut, le cardinal Vicenzo furent indiqués comme ceux que l'empereur verrait avec le plus de satisfaction chargés de la négociation. Mgr de Bayanne avait de hautes vertus; mais il était vieux, sourd, d'une volonté molle, et cardinal français : c'est à tous ces titres qu'il fut désigné. La France ayant exclu Mgr de Litta, le pape dut y renoncer : mais il répugnait à choisir Mgr de Bayanne; il voulait nommer le cardinal Pacca. L'empereur manifesta autant d'éloignement pour cette Éminence que pour Mgr de Litta. Dès lors, il fallut bien se soumettre : Mgr de Bayanne fut nommé.

Cependant, la cour de Rome voyait s'approcher la tempête, et la crainte commençait à remplir tous

les cœurs. Les esprits timorés du sacré collége s'épuisaient à chercher par quels gages de soumission, par quels hommages éclatants, par quelles distinctions extraordinaires il serait possible d'apaiser l'empereur. « Si, pour nous concilier Sa Majesté « Impériale et obtenir d'elle qu'elle voulût bien « consentir à nous laisser vivre, » dit un jour l'un des membres du sacré collége à M. Alquier, « il « fallait renouveler ce qui fut fait autrefois pour « Charlemagne, s'il fallait faire plus encore, croyez « que la chose la plus facile serait celle-là [1]. »

La même proposition fut renouvelée par le cardinal de Bayanne. « J'ignore, dit-il, quelles peu« vent être les intentions de Sa Majesté sur le titre « qui peut énoncer sa puissance ; mais je crois que « si la consécration d'empereur d'Occident lui pa« raissait convenable, on ne ferait ici aucune diffi« culté de la lui offrir. Je ne pourrai en faire moi« même la proposition ; mais, si l'on m'en parlait « à Paris, j'en écrirais au pape, et je ne doute pas « qu'il ne m'envoyât son adhésion pleine et en« tière. » Ce que Mgr de Bayanne proposait était un titre pompeux bien plus qu'une réalité. Sur le fond même des choses, l'adhésion au pacte fédératif, l'augmentation du nombre des cardinaux français dans le sacré collége, la cour de Rome restait inflexible. En vain Mgr de Bayanne unit ses efforts à ceux de M. Alquier pour obtenir de Sa Sainteté

[1] Dépêche de M. Alquier, 31 août 1807.

qu'elle voulût bien lui donner des pleins pouvoirs qui l'autorisassent à accorder tout ce que demandait la France. Pie VII lui remit de volumineuses instructions et des pouvoirs très-restreints. Il voulut essayer si, en s'adressant directement à l'empereur, il ne parviendrait pas à l'attendrir. Il lui écrivit une lettre pleine de douceur et d'onction. Il lui dit qu'il continuait d'avoir pour sa personne les sentiments les plus affectueux et les plus dévoués, et protesta qu'il serait toujours prêt à condescendre à toutes les demandes qui ne seraient pas contraires à ses devoirs sacrés et à sa conscience. « En « envoyant à Paris, ajouta-t-il, le cardinal de « Bayanne, il avait voulu donner à la France un « nouveau témoignage de son désir de lui être « agréable. » Le bruit s'étant répandu que l'empereur devait venir en Italie et se transporter à Rome, Pie VII l'invitait à descendre dans son palais du Vatican : « il ne voulait céder à personne, lui di- « sait-il, l'honneur de recevoir un hôte aussi illus- « tre. »

Cette lettre ne produisit point l'effet qu'en avait espéré le saint-père. L'empereur avait perdu tout espoir de faire entrer le pontife dans son système ; il brûlait d'envahir le territoire pontifical. Le 21 septembre, M. de Champagny adressa au cardinal légat une note véhémente dans laquelle se trouvaient exprimées et développées toutes les conditions dont l'empereur avait résolu de faire dépendre le rétablissement de ses relations amicales avec le

saint-siége : l'impatience d'en finir avec la souveraineté temporelle du pape s'y dévoile au grand jour.

« Il n'importe pas à l'empereur, dit le ministre, « que Rome ait sept ou huit Anglais de moins ; ce « qui lui importe, c'est que le souverain temporel « de Rome marche avec la France, que, placé au « milieu du grand empire. environné de ses armées, « il ne soit pas étranger à ses intérêts, à sa politi- « que. L'empereur ne demande au pape de se liguer « avec lui que contre les infidèles, ce que le saint- « siége a toujours regardé comme un devoir, et « contre les Anglais, nation hérétique qui s'oppose « à la paix du monde et qui traite même chez elle « les catholiques en ennemis... En élevant cette « prétention, l'empereur n'est déterminé par aucun « sentiment de haine. C'est l'intérêt de l'humanité. « c'est la voix de soixante millions d'hommes qui « lui crient : Forcez l'Angleterre à vivre en paix « avec nous, à nous rendre nos ports, nos côtes, nos « vaisseaux, nos relations maritimes et commer- « ciales. Ce sont ces nobles motifs qui l'arment « dans l'exécution de ses vues. De là la nécessité « de soustraire Rome aux intrigues des Anglais. « *Si, seul sur le continent, le pape voulait leur* « *rester attaché, le devoir du chef de l'empire ne* « *serait-il pas de réunir immédiatement à l'empire* « *cette partie de ses domaines qui s'en isole par sa* « *politique, et d'annuler la donation de Charlema-* « *gne dont on fait une arme contre son succes-*

« *seur?* En cela, il ne porterait aucune atteinte à « la religion qu'il fait gloire de servir, ni à la su- « prématie du pape dont il sera toujours le zélé « défenseur. Mais les droits du trône sont différents « de ceux de l'autel. Toujours on a distingué entre « l'encensoir et le diadème. La souveraineté spi- « rituelle est répandue en tous pays, parce que « l'Évangile a été prêché partout, et elle peut s'exer- « cer avec gloire et utilité pour la religion, quel « qu'en soit le siége et sans son union avec une « puissance temporelle. Toutefois, l'empereur, par « condescendance pour le pape qu'il honore parti- « culièrement, plutôt que de se porter à cette extré- « mité, se bornerait à une mesure indispensable « pour lier la haute Italie aux États de Naples, ses « armées du nord à celles du midi et *ne réunirait* « *à son empire que les légations d'Urbin, de Mace-* « *rata et d'Ancône. Il laisserait Rome sous la puis-* « *sance du pape, parce que Rome, ainsi isolée, ne* « *pourrait plus nuire aux intérêts de l'empire.* « Telle est, monsieur le cardinal, l'alternative of- « ferte à Sa Sainteté. Il ne sera pas tenu un autre « langage à son négociateur. De vains discours ne « le feront jamais sortir de ce cercle. C'est au pape « à choisir. Si la cour de Vienne avait été, comme « l'empereur, maîtresse de l'Italie, elle n'aurait « pas même laissé ce choix au pape, et, depuis « longtemps, ses troupes occuperaient Rome. Sa « Sainteté le sait, elle l'a dit plusieurs fois à l'em- « pereur. »

Passant aux questions religieuses, le ministre ajoutait : « Les affaires ecclésiastiques d'Italie ont « trois objets :

« Les moines d'abord ; l'empereur n'en veut « point. Il n'y en avait pas dans le temps des apô- « tres. Il n'y en a pas en France ; l'Italie n'en a pas « besoin. Mais, dans ce temps de crise, il lui faut « des soldats pour le défendre contre les infidèles et « contre les hérétiques. L'empereur croit devoir pro- « noncer sa volonté à cet égard, parce que les pièces « qu'il a entre les mains lui prouvent l'intention « qu'on a eue à Rome de rétablir les jésuites, cette « secte odieuse à qui la France attribue la mort du « meilleur de ses rois, et parce que les cardinaux, « fauteurs de ces ennemis des rois, sont précisé- « ment ceux qui paraissent jouir de plus de crédit « à Rome.

« L'empereur tient à ce que ses évêques italiens « soient dispensés du voyage de Rome. En cela, il « réclame un droit attaché à sa couronne, à cette « couronne de fer qui fut non moins indépendante « sur la tête de Charlemagne que la couronne im- « périale.

« L'empereur demande que Venise et les pays « conquis soient compris dans le concordat d'Italie. « C'est encore un droit indispensable. Lorsque la « Corse fut réunie à la France, elle fut comprise « dans le concordat de François Ier par un acte de « l'autorité du roi et non de l'autorité papale.

« L'empereur tient à l'augmentation du nombre

« des cardinaux français et à ce que ce nombre soit « proportionné à la population de l'empire. Comment la France n'aurait-elle pas les mêmes droits « que l'État romain ? Et ne serait-ce pas chose « étrange que les habitants de la contrée où prit « naissance l'empire de Charlemagne fussent exclus « de la donation faite par ce prince à l'Église, et « dans l'Église, à toute la chrétienté ?

« Protecteur de la confédération de l'Allemagne, « l'empereur doit soigner les intérêts de cette grande « contrée. C'est pour cela que lui a été donné le « pouvoir temporel ; et lorsque l'aveuglement et « l'ignorance de quelques conseillers perfides portent la cour de Rome à sacrifier en Allemagne « l'intérêt des catholiques aux protestants, l'empereur, qui se rappelle que la religion ne peut périr « et qui a été l'instrument dont Dieu s'est servi « pour la rétablir en France, ne peut-il pas se regarder comme ayant encore la même vocation à « remplir en Allemagne ?... L'empereur exige donc « que le concordat d'Allemagne se traite sous ses « yeux, soit par vous, soit par M. le cardinal de « Bayanne, soit par le nonce Ginga, si l'un ou l'autre « est revêtu des pouvoirs nécessaires.

« Tels sont, M. le cardinal, les vœux de l'empereur, fondés sur l'intérêt des peuples et sur celui « de la religion. Si le pape refuse de s'y rendre, si « son négociateur n'est pas revêtu des pouvoirs nécessaires pour arriver au but indiqué, l'empereur, « pour les affaires temporelles, en appellera à la su-

« prématie de sa couronne et agira comme aurait « agi Charlemagne, des droits duquel il est héri- « tier, comme a agi Charles-Quint, qui était loin « d'avoir les mêmes droits.

« Pour les affaires ecclésiastiques, il en appellera « à un concile général de la chrétienté, seul organe « de l'Église infaillible et arbitre souverain de tou- « tes les contestations religieuses... »

Ainsi, Napoléon ne cache plus l'ambition immense qui le pousse vers une grandeur indéfinie. Ce n'est plus le chef de la France qui parle, c'est le nouveau Charlemagne, c'est l'empereur d'Occident. Il déclare l'Italie entière partie intégrante de son empire : il y a encore sur cette terre des souverains; il y a un roi de Naples ; il y a un pape ; Napoléon ne les reconnaît plus qu'à titre de premiers vassaux de sa couronne.

Le 25 septembre, M. de Champagny envoya une copie de la note du 21 à M. Alquier et l'invita, dans le cas où les pouvoirs remis au cardinal de Bayanne seraient limités, à lui en faire donner d'additionnels qui pussent l'autoriser à signer toutes les conditions proposées. Mais, lorsque cette dernière dépêche parvint à Rome, M. de Bayanne en était déjà parti.

Il est triste de voir le maître de la France, cet homme si fort et de tant de génie, employer sa belle intelligence à tromper et à abattre un vieillard dont les résistances tenaient à des convictions ardentes et à des scrupules de conscience, après tout, très-respectables.

Ce cardinal s'acheminait vers la France quand, à Turin, il reçut une lettre du vice-roi qui l'invitait à se rendre tout de suite à Milan. Il obéit. Le vice-roi l'interrogea sur sa mission, lui fit connaître les conditions auxquelles la France attachait sa réconciliation avec Rome, puis il lui dit : « Pouvez-vous « me donner votre parole de cardinal que vous avez « des pouvoirs illimités pour signer toutes ces con- « ditions? Si vous ne les avez pas, il est inutile de « vous engager dans les fatigues d'un voyage et « d'une négociation sans but, et l'empereur fera « prendre possession des provinces d'Urbin, de « Macerata et d'Ancône. »

M. de Bayanne avoua qu'il n'était pas autorisé à signer tout ce que la France demandait. Il était encore à Milan quand il y reçut une lettre de M. de Champagny, datée du 30 septembre, qui lui confirmait tout ce que le vice-roi venait de lui dire. Malgré les paroles du prince et la lettre du ministre, il pensa que sa présence à Paris serait encore plus utile aux intérêts de sa cour que s'il revenait sur ses pas, et il poursuivit son voyage.

Par une lettre également datée du 30 septembre, M. de Champagny enjoignit à M. Alquier de sommer la cour pontificale d'envoyer sur l'heure au cardinal de Bayanne l'ordre d'accepter, au moins en ce qui touchait les affaires temporelles, les conditions énoncées dans la note du 21 septembre. « En cas de refus, le général Lemarrois prendrait « immédiatement possession d'Urbin, d'Ancône et

« de Macerata; M. Alquier lui-même demanderait « ses passe-ports et quitterait Rome avec toute son « ambassade. »

La lettre du ministre arriva à Rome le 8 octobre.

L'ambassadeur se rendit aussitôt au Quirinal et déclara au cardinal secrétaire d'État que si, dans trois heures, Sa Sainteté n'avait pas envoyé au cardinal de Bayanne les pouvoirs suffisants pour accepter les bases proposées, il quitterait Rome, et les troupes françaises occuperaient les provinces d'Urbin, d'Ancône et de Macerata.

Depuis deux ans, le pape mettait sa vertu à braver l'empereur; il semblait impatient de montrer aux yeux de toute la chrétienté le chef de l'Église chassé de son palais, exilé de sa capitale, réduit à parcourir les campagnes, à chercher, comme les premiers évêques de Rome, un asile contre les persécutions, ferme cependant au milieu de ces misères, et résigné à mourir s'il le fallait plutôt que d'avilir la majesté de la tiare. C'est avec une grande ardeur de conviction qu'il se préparait à jouer cette scène étrange qui n'était plus de ce siècle, et il en attendait des effets extraordinaires. Mais lorsqu'il s'agit de briser sans retour avec l'empereur Napoléon, tous les courages ne se trouvèrent plus à sa hauteur. Le pieux et inflexible Antonelli, le profond théologien Pietro, le fougueux Rovarella, voulaient pousser jusqu'au bout la résistance : tous les autres cardinaux conseillèrent la soumission. Le duché d'Urbin, Macerata et la Mar-

che d'Ancône, étaient les provinces les plus riches, celles qui alimentaient le trésor pontifical et qui fournissaient à l'éclat du trône. La crainte de voir tarir la source de leurs émoluments s'empara de la plupart des membres du sacré collége, et ce conseil de vieillards bien plus ambitieux encore que fanatiques, fut d'avis que le saint-père devait plier sous la volonté du maître de l'Italie. Pie VII avait une humble déférence pour les décisions du consistoire. Il ne se sentit pas la force de lutter contre toutes ces ambitions alarmées : il fléchit enfin, et, dans le délai fixé par l'ambassadeur de France, il déclara adhérer au pacte fédératif de l'Italie, faire cause commune avec la France contre l'Angleterre, et consentir à ce que les places d'Ancône et de Civita-Vecchia fussent occupées par des garnisons françaises. Mais sa dignité pontificale se retrancha dans les questions religieuses. Il refusa obstinément de souscrire à l'abolition des ordres monastiques en Italie. Il ne voulut pas non plus consentir à ce que le nombre des cardinaux français fût augmenté dans le consistoire. M. Alquier, rencontrant sur cette dernière question une résistance invincible, eut le tort de la considérer comme une question religieuse dont la solution pouvait être ajournée, et de ne point la comprendre dans son ultimatum.

Cependant les grandes difficultés semblent aplanies ; les esprits, si violemment surexcités dans les derniers jours, rentrent dans le calme et la quiétude. Le pape espère que sa couronne temporelle

est délivrée de tous dangers. A sa prière, l'ambassadeur de France écrit au général Lemarrois que la cour de Rome, ayant accédé à toutes les demandes de la France, en ce qui touche les affaires temporelles, il n'y a plus lieu à exécuter les ordres éventuels que lui a donnés l'empereur, quand une nouvelle étrange, inouïe, arrive à Rome. Des courriers partis d'Urbin et d'Ancône affirment que les Français s'avancent. Bientôt le doute n'est plus permis ; l'on apprend que le général Lemarrois vient de prendre possession au nom de l'empereur du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône et de la province de Macerata. Le fait n'était que trop vrai. C'est le 29 septembre que l'ordre avait été expédié au général Lemarrois d'envahir le territoire pontifical. Ainsi, Napoléon n'avait pas attendu pour effectuer ses menaces que Rome eût repoussé les conditions contenues dans sa note du 21 septembre : preuve évidente qu'il n'était point animé, comme il le disait, de sentiments de conciliation, qu'il n'avait pas voulu laisser au pape le temps de la réflexion, et que le langage tenu par le vice-roi à M. de Bayanne, par M. Alquier au cardinal secrétaire d'État, n'avait été qu'un moyen imaginé pour pousser à bout le saint-père, provoquer de sa part de nouveaux refus, et avoir un prétexte pour consommer la spoliation des plus belles provinces des États de l'Église.

Les nouvelles de Paris confirmèrent celles qu'on venait de recevoir. Le saint-père avait approuvé la

résolution qu'avait prise le cardinal de Bayanne de continuer son voyage en France, et lui avait envoyé un supplément d'instruction qui, cette fois, lui conférait des pouvoirs fort restreints en ce qui touchait les questions religieuses, mais très-étendus quant aux affaires temporelles.

Lorsque l'empereur eut sous la main un négociateur qu'il savait incapable de lui résister, il lui soumit un projet de traité qui tranchait toutes les questions, non plus seulement les questions politiques, mais aussi les questions religieuses qui avaient été jusqu'ici réservées. Ni le cardinal de Bayanne, ni le cardinal légat n'étaient autorisés à accepter un tel projet. Mais ces deux vieillards n'eurent point la force de braver l'empereur. Ils se persuadèrent qu'en accédant à tout ils sauveraient la couronne pontificale; ils signèrent le traité tel qu'il leur fut imposé.

En voici les principales dispositions.

« Le saint-siége fera cause commune avec S. M. « dans toutes les guerres contre les infidèles et les « Anglais.

« L'empereur défendra les États du saint-siége et « fera respecter son pavillon par les barbaresques.

« La garde des ports et des côtes de l'État pon- « tifical sera confiée aux troupes françaises.

« On fera des travaux pour les fortifications « d'Ancône, et le curage du port. La France aura « le droit d'y entretenir deux mille hommes de « troupes.

« Le saint-siége reconnaît les rois de Naples, « de Hollande, de Westphalie, ainsi que le grand-« duc de Berg et le prince de Lucques. Il re-« nonce à toute espèce de droit d'investiture sur la « couronne de Naples, ainsi qu'à ses droits de sou-« veraineté sur les principautés de Bénévent et de « Ponte-Corvo.

« Le nombre des cardinaux français sera porté « au tiers du nombre total des membres du sacré « collége.

« Le concordat d'Italie sera exécuté dans les États « de Venise et de Lucques. Les évêques italiens « recevront de leur métropolitain l'institution ca-« nonique et seront conséquemment dispensés de « faire le voyage de Rome.

« Le saint-siége ne portera aucune atteinte aux « libertés de l'Église gallicane.

« Il sera négocié un concordat pour la partie de « l'Allemagne catholique comprise dans la confédé-« ration du Rhin. »

Comment peindre la consternation, l'effroi et la colère qui s'emparèrent de Rome, à la nouvelle de l'occupation des provinces d'Urbin, d'Ancône et de Macerata. Les revenus de ces provinces n'étaient pas seulement la portion la plus liquide et la plus considérable du domaine pontifical : il existait entre elles et la capitale une multitude de relations d'affaires. Un grand nombre de prélats, de chanoines et d'abbés possédaient dans ces provinces de riches bénéfices, en sorte que tout le haut clergé

de Rome se trouva atteint dans ses moyens d'existence. Mais de toutes ces douleurs, la plus touchante et la plus légitime était celle du saint-père. Il ne se voyait pas seulement attaqué dans sa souveraineté temporelle ; il était frappé, outragé dans sa dignité comme chef de l'Église et comme homme. En subissant les conditions de la France, il avait cédé bien moins à la peur qu'aux instances du sacré collége. Peut-être, au fond de sa conscience, s'était-il reproché cet acte de soumission comme une faiblesse ; mais il s'était dit que du moins il avait courageusement résisté jusqu'à la dernière heure, et sauvé, en s'humiliant, l'intégrité de son domaine temporel; et c'est au moment où il venait d'accepter tout ce qui était acceptable, que la France le frappait et lui ravissait du même coup ses États et l'honneur ! Son premier mouvement fut de révoquer toutes les concessions qu'il avait faites le 8 octobre. Mais quand il eut connaissance du traité signé à Paris par le cardinal de Bayanne et le cardinal légat, son indignation n'eut plus de bornes ; il convoqua aussitôt le sacré collége et lui donna communication de cet acte. En présence d'une telle douleur les cardinaux n'osèrent élever la moindre objection ; tous repoussèrent le traité comme attentatoire à l'indépendance, à la dignité et aux droits spirituels du chef suprême de l'Église. Pie VII écrivit de sa propre main au cardinal de Bayanne pour désavouer tout ce qu'il avait fait : il lui signifia que jamais il ne se soumettrait aux conditions dés-

honorantes que l'empereur prétendait lui imposer, lui retira ses pouvoirs et mit fin à la mission dont il l'avait chargé.

Les négociations étaient rompues [1] : c'était ce que voulait l'empereur : il brûlait de s'emparer de Rome. Il envoya au général Miollis l'ordre de se diriger sans plus tarder sur cette capitale et de l'occuper. M. de Champagny en informa M. Alquier par une lettre du 22 février. Il lui écrivit : « Le « 25 janvier, l'armée française sera à Pérouse ; le « 3 février elle sera à Rome. Le général Miollis qui « la commande a l'air de se diriger sur Naples ; « mais il s'arrêtera à Rome et occupera le château « Saint-Ange. Qu'on lui fournisse pour ses troupes « la solde, la nourriture et le logement, et qu'on « mette les troupes du pape sous ses ordres, et il « ne se mêlera pas de l'administration du pays... »

Une seconde lettre toute confidentielle et chiffrée, écrite le lendemain 23 janvier, soulevait les voiles qui cachaient encore la pensée de l'empereur.

« Monsieur l'ambassadeur,

« Je vous ai fait connaître hier les dispositions qu'a « faites S. M. l'empereur pour soumettre le pape, « qu'égarent de perfides conseils, à un ordre de « choses qui se concilie avec la tranquillité de « l'Italie et la nécessité de dérober cette presqu'île « à la funeste influence des intrigues anglaises.

[1] Dépêche de M. de Champagny au cardinal de Bayanne (7 janvier 1808).

« Dans le système qui s'établit en Europe, l'indé-« pendance absolue du pape n'est pas une chose « admissible, et l'idée seule en est aussi absurde « que son exécution est impossible. L'empereur « désire vivement que la mesure à laquelle il a « recours soumette par la loi impérieuse de la né-« cessité le pape à une dépendance qui lui est en-« core avantageuse puisqu'elle lui conserve sa sou-« veraineté et l'intégrité de ses possessions. Mais « cette conservation n'aura lieu qu'autant que la « cour de Rome se soumettra sans bruit et sans « résistance à la loi qui lui est imposée. Tel est, je « le répète, le premier désir de l'empereur ; mais il « n'en est que plus déterminé à ne plus user de « ménagements s'il éprouve quelque provocation « de la cour de Rome, et à anéantir la souveraineté « temporelle du saint-père qui ne sera plus que ce « qu'il doit être, le chef spirituel de l'Église.

« *C'est en prévoyant la résistance de cette cour « insensée et aveugle que l'empereur prend la « mesure dont je vous fais part. Il veut que le « séjour des troupes françaises accoutume le peu-« ple de Rome à vivre avec elles et sous leur po-« lice, et les familiarise avec le peuple et la ville « de Rome, afin que si la cour papale continuait « à se montrer aussi insensée qu'elle l'est, elle « cesse insensiblement d'exister comme puissance « temporelle sans qu'on s'en soit aperçu.*

« Tel est donc le double but vers lequel vous « devrez diriger vos démarches. »

Le 30 janvier 1808, le pape apprit la marche du général Miollis sur Rome. Aussitôt il fait appeler l'ambassadeur de France, et l'interpellant avec une grande véhémence : « Les troupes françaises, lui « dit-il, s'avancent à grands pas : elles paraissent « dirigées sur Naples, d'après l'ordre de route trans- « mis au secrétaire d'État, mais je sais qu'elles « viennent à Rome ; cela m'est annoncé de toutes « parts. Je vous ai donc fait appeler pour vous dé- « clarer mes intentions. Il n'y aura pas de résis- « tance militaire ; mais j'ordonnerai qu'on ferme « les portes de Rome ; je me retirerai au château « Saint-Ange avec les personnes qui voudront m'ac- « compagner. On ne tirera pas un coup de fusil, « parce que j'ai horreur de l'effusion du sang ; « mais il faudra que votre général fasse briser les « portes. Je me placerai à l'entrée du fort ; les « troupes seront obligées de passer sur mon corps, « et l'univers chrétien saura que l'empereur a fait « fouler aux pieds celui qui l'a sacré. Dieu fera le « reste. »

M. Alquier s'abandonna pour la seconde fois à l'émotion que lui causait l'attitude désolée du saint-père. Il n'avait pas encore reçu la dépêche chiffrée du 25 janvier. Il crut que son souverain, en faisant occuper Rome, n'avait réellement d'autre but que de vaincre l'obstination du pontife, et qu'il ne voudrait pas donner au monde le scandale d'une spoliation qui lui attirerait le blâme de toutes les nations catholiques. Il se crut autorisé à déclarer le 29 jan-

vier par une note verbale que, si le pape adhérait à toutes les demandes de la France, Sa Majesté Impériale lui restituerait la partie du domaine pontifical dont le général Lemarrois et le général Miollis avaient déjà pris possession.

Le 1er février, l'ambassadeur fut prévenu que le général Miollis et ses troupes s'approchaient des murs de Rome. Toute sa crainte était que le pape, dans un transport d'exaltation, n'exécutât la menace qu'il avait faite de s'enfermer dans le château Saint-Ange. Mais les membres les plus sages du consistoire le firent renoncer à ce dessein téméraire. Ils lui dirent qu'il n'était point impossible que le général Miollis n'en abusât pour faire violence à sa personne sacrée, l'enlever de Rome et la conduire en France. « La résistance morale était la seule qui convenait au souverain pontife : il devait opposer la résignation évangélique à l'abus de la force, laisser les portes de sa capitale ouvertes, et rendre ainsi plus éclatantes aux yeux du monde l'occupation violente et inique de Rome. » Pie VII se rendit à ces représentations.

Le 2 février, de grand matin, le général Miollis arriva à la tête de sa colonne à la porte Del Popolo, désarma le poste qui en gardait l'entrée, marcha sur le château Saint-Ange avec huit pièces d'artillerie et somma le gouverneur de lui livrer les clefs du fort. Cet officier était un Milanais, que l'ambassadeur de France avait fait secrètement sonder. Il n'eut point la folie de résister ; il se rendit, et nous

fûmes maîtres de Rome. Ce même jour 2 février, le gouvernement pontifical fit afficher sur les murs de la ville une protestation contre l'entrée des troupes françaises; il exposa l'impuissance absolue dans laquelle il se trouvait de s'y opposer et exhorta ses sujets à imiter sa résignation.

Le 3, le général Miollis, conduit par l'ambassadeur de France, alla présenter ses devoirs au saint-père. Il s'attacha par toutes sortes de témoignages d'égards et de respects à calmer la douleur du vieillard; mais ce fut en vain. Pie VII s'abandonna aux plus amères récriminations; il dit qu'il n'était plus libre, qu'il était le prisonnier de l'empereur et que, tant que les troupes françaises seraient dans les murs de sa capitale, il ne se prêterait à aucune espèce de négociation.

Le pape avait des habitudes qu'il ne changeait jamais : tous les jours il sortait, soit pour faire des excursions dans la campagne, soit pour faire des stations dans les églises de Rome. A partir du jour où les Français eurent pris possession de sa capitale, il ne sortit plus de son palais. Ses promenades furent circonscrites dans l'enceinte des jardins de Monte-Cavallo.

On touchait au carnaval. Qui ne sait l'ivresse avec laquelle toute la ville de Rome prend part aux folles joies de ces fêtes? Le pape, autant pour irriter le peuple contre nous, qu'en signe de deuil public, voulut les interdire; il fallut que le général Miollis intervînt et annulât l'ordre du saint-

père : les fêtes eurent leur cours accoutumé.

Cependant, on venait de recevoir à Paris la déclaration faite par M. Alquier que si le saint-siége se soumettait à toutes les demandes de la France, elle lui restituerait les territoires qu'elle avait déjà fait occuper par ses troupes. Un tel engagement était contraire aux vues secrètes de Napoléon. Il en fit exprimer en termes sévères sa désapprobation à son ambassadeur. M. de Champagny écrivit le 15 février à cet agent : « L'empereur n'a que trop lieu de « penser que l'obstination du saint-père est venue « surtout de l'opinion qu'il s'est faite qu'on redou- « tait son influence sur l'esprit des peuples et l'abus « qu'il en pouvait faire. Il vous reproche d'avoir « entretenu cette opinion par de faux ménagements. « Il est plus que mécontent de cette proclamation « du 2 février que vous n'avez pas arrêtée. Il vous « rappelle à Paris pour lui donner sur les motifs de « votre conduite les explications dont il a besoin. « Le souvenir qu'il conserve de vos anciens ser- « vices et la connaissance qu'il a de vos talents, ren- « dent ces explications nécessaires. » Cette lettre consterna M. Alquier, qui crut y voir l'expression d'une disgrâce.

Le sacré collége était l'âme du gouvernement pontifical, le conseil suprême du pape, son guide et son soutien dans la lutte qu'il avait engagée avec le chef de la France. N'ayant pu ni le gagner, ni en modifier les éléments, Napoléon résolut d'en expulser tous les prélats qui n'étaient point nés

dans les États de l'Église, et de préluder ainsi à la ruine du gouvernement pontifical en le désorganisant. En vertu de la suprématie qu'il entendait exercer sur toute l'Italie, il exigea que tous les cardinaux qui n'étaient point originaires de Rome ou de l'État pontifical retournassent immédiatement dans leurs pays respectifs. Bientôt cette mesure fut étendue aux évêques. La plupart de ces prélats étaient des hommes considérables, des chefs de ministère ou de tribunaux, des gouverneurs de provinces. Leur éloignement devait avoir pour effet de disloquer tout le personnel de l'administration du saint-siége. Les premiers auxquels il fut enjoint de quitter Rome furent les cardinaux napolitains : c'étaient Caraffa, Trajetto, Pignatelli, Salluzzo, Caracciolo et Rufoscilla. Tous avaient dans le temps servi d'intermédiaires entre la reine Caroline de Naples et le sacré collége, et avaient refusé de prêter serment d'obéissance au roi Joseph. Le jour où M. Alquier alla prendre congé du pape, il lui demanda formellement de la part de son souverain de vouloir bien ordonner aux cardinaux napolitains de sortir de Rome et de retourner à Naples. C'était faire au saint-père de cruels adieux. Pie VII en l'entendant ne put rester maître de lui. Il répondit avec une véhémence extraordinaire : « Monsieur « l'ambassadeur, les cardinaux napolitains ne sont « point des fonctionnaires du roi de Naples. En « recevant du saint-siége la dignité qui les distin- « gue, ils ont prêté serment d'obéissance au sou-

« verain pontife. Aucun motif particulier ne peut « affaiblir cette obligation. Je ne donnerai pas l'or- « dre dont vous me parlez. Ils habitent Rome de- « puis trente ans; ils m'ont fait, à moi. serment « d'obéissance, et ils ne relèvent d'aucune autre « autorité que la mienne. Croyez bien que, malgré « tous les tourments qu'on me fait éprouver, l'É- « glise ne périra pas. Vous pouvez déclarer à Paris « qu'on me hacherait en morceaux, qu'on me ferait « écorcher vif, que toujours je dirais *non* à l'adhé- « sion au système fédératif. » En prononçant ces derniers mots, le saint-père avait le visage enflammé, les yeux étincelants. et des mouvements convulsifs agitaient tout son corps. Il ne voulut point donner à M. Alquier le temps de lui répondre. Il se leva brusquement, et, lui donnant le salut d'adieu, il lui fit comprendre qu'il devait se retirer [1]. M. Alquier partit immédiatement de Rome, et laissa entre les mains de son premier secrétaire, M. Édouard Lefebvre qui avait déjà rempli les mêmes fonctions à Naples, la direction de l'ambassade.

Cependant, le général Miollis avait signifié aux cardinaux napolitains qu'ils eussent à quitter Rome dans les vingt-quatre heures. Tous en référèrent au pape qui leur enjoignit de ne céder qu'à la force. Il fallut l'intervention des soldats français pour faire sortir de Rome les prélats napolitains et les conduire

[1] Dépêche de M. Alquier, 28 février.

à Terracine. Après les cardinaux napolitains, ce fut le tour des cardinaux génois, milanais, vénitiens, toscans et parmesans, et puis celui des évêques. Le pape se trouva ainsi séparé des hommes qui possédaient sa confiance et au travail desquels il était le plus accoutumé. De tous les procédés de l'empereur à son égard, il n'en est aucun qui lui ait causé un chagrin plus amer. Mais son âme, bien loin de s'affaisser sous des coups si cruels, se roidissait plus énergique, plus inflexible que jamais. Au nombre des cardinaux désignés pour sortir de Rome était le cardinal Doria, Génois de naissance, investi en ce moment des fonctions de secrétaire d'État. Dès qu'il eut reçu l'injonction du général Miollis, il se rendit au Quirinal pour demander les ordres du saint-père [1]. Pie VII, après l'avoir entendu, tomba dans une douleur silencieuse; mais bientôt, rappelant toute sa force d'âme, il lui dit qu'au moins maintenant il savait à quoi s'en tenir; qu'il aimait bien mieux une persécution ouverte qu'une persécution sourde comme celle qu'on exerçait envers lui depuis quelque temps. Le soir de ce même jour, il chargea le cardinal Doria d'écrire à tous les cardinaux qui avaient reçu comme lui l'injonction de sortir de Rome, qu'en vertu de l'obéissance qu'ils lui avaient jurée il leur ordonnait de ne céder qu'à la force et de se faire conduire sous escorte jusqu'au lieu de leur retraite. Le cardinal Doria fut remplacé

[1] Dépêche de M. Lefebvre, 23 mars 1808

dans le poste de secrétaire d'État par le cardinal romain Gabrielli.

Il y avait deux gouvernements dans Rome, celui du pape, et celui du général Miollis. Le pape avait pour toute armée quelques bataillons dont la véritable destination était de faire la police dans l'État pontifical ; mais c'était une force organisée. Au milieu d'une commotion populaire, elle pouvait offrir un centre, un point d'appui aux résistances du chef de l'État et de la population. Il eût été imprudent de la laisser constituée en présence de l'autorité militaire du général Miollis. Il fallait, ou la dissoudre, ou l'incorporer dans les troupes françaises. Miollis préféra ce dernier parti. Le 26 février, il rassembla sur une des places de Rome les bataillons pontificaux et leur annonça que, désormais, ils étaient au service de la France. Les soldats passèrent sans difficulté sous les drapaux de l'empereur. Mais le corps des officiers, qui se recrutait dans les meilleures familles de Rome, montra un peu d'hésitation. Tous cependant, à l'exception du colonel Brasci, finirent par céder aux instances du général Miollis et prêtèrent serment entre ses mains. Ce coup d'autorité fut un nouveau chagrin pour le saint-père ; ses plaintes émurent et soulevèrent tous les salons de Rome. On livra au blâme les officiers qui n'avaient pas eu le courage de briser leur épée, plutôt que de la mettre au service de l'ennemi de leur souverain. On exalta le colonel Brasci : on en fit un héros. Plusieurs des officiers défectionnaires,

n'osant braver l'opinion, rétractèrent ce qu'ils avaient fait et envoyèrent leur démission. Parmi eux se trouvait le fils du prince romain Gabrielli. Le général Miollis les fit tous arrêter et conduire à la citadelle de Mantoue. Mais le pape donna à la conduite de ces officiers une entière approbation. et il écrivit, de sa propre main une lettre au prince Gabrielli pour le féliciter du noble courage qu'avait montré son fils. Ainsi, l'audace du pontife croissait avec ses périls et ses malheurs. « S'il fallait, disait-il, re- « noncer à sa couronne, il voulait du moins prouver « à la postérité qu'il en était digne. » La postérité était alors toute sa chimère. Bien qu'élevé sous un habit et dans une condition qui repoussent la gloire, il y était très-sensible. Il aimait jusqu'aux vicissitudes qui répandaient sur son pontificat un caractère de grandeur. et il éprouvait une sorte de volupté délicate à braver l'homme qui avait subjugué tout le continent. Comme il n'espérait plus rien, il ne craignait plus rien. Il disait qu'il voulait profiter des jours qui lui étaient laissés, pour se préparer à finir d'une manière conforme à sa dignité. « Dans « les temps de prospérité, ajouta-t-il. mon prédé- « cesseur avait l'impétuosité d'un lion et il est mort « comme un agneau. J'ai vécu comme un agneau, « moi, mais je saurai me défendre et mourir comme « un lion. » Il n'existait donc aucun moyen humain de réduire cette âme si convaincue et si forte. Le général Miollis lui avait enlevé ses soldats, en les incorporant dans ses propres troupes. Que fit

l'audacieux pontife? Il donna aux milices urbaines et à sa garde noble une cocarde différente de celle que portaient ces troupes avant leur défection, et il annonça hautement la résolution de lever dans ses États de nouveaux soldats pour remplacer ceux qui l'avaient abandonné. Cette détermination pouvait entraîner de très-graves conséquences; il était à craindre que la nouvelle cocarde ne devînt un signe de révolte contre notre drapeau. Le général Miollis ne vit qu'un moyen de lui enlever ce caractère dangereux, ce fut de l'adopter lui-même et de la faire porter par tous les soldats et officiers pontificaux qu'il avait incorporés dans ses troupes.

M. Lefebvre n'avait pas été plus insensible que M. Alquier à la triste destinée de Pie VII. La fermeté de ce vieillard, sa dignité dans le malheur, l'avaient profondément touché, et il lui en coûtait beaucoup de servir d'instrument aux rigueurs de sa cour. Circonscrit dans la sphère étroite de sa mission, il ne pouvait, ni embrasser l'ensemble des choses, ni pénétrer toute la pensée de son souverain. L'avenir de l'Italie, sa régénération, le sort réservé à l'État de l'Église, tout cela était le secret de l'empereur. M. Lefebvre crut pouvoir concilier les devoirs de sa mission avec l'intérêt profond mêlé d'attendrissement que lui inspirait la position du saint-père, en essayant de le réconcilier avec l'empereur. Un bénédictin, le père Altieri, qui avait étudié autrefois la théologie sous Pie VII et qui lui était fort attaché, fut chargé de lui exprimer com-

bien le chargé d'affaires de l'empereur serait heureux d'annoncer à son souverain que les dispositions de Sa Sainteté étaient changées, mais qu'un rapprochement n'était possible qu'à la condition qu'elle accepterait sans réserve l'ultimatum soumis au cardinal légat Caprara et à Mgr de Bayanne. Le pape répondit au père Altieri : « J'ai fait connaître à « Paris tout ce que je pouvais accorder : que vou- « lez-vous que je fasse de plus? Et puis, tout ce « que je ferais serait inutile. Toutes les lettres que « je reçois de Paris m'annoncent que le sort de « l'Église est décidé et qu'elle doit être dépouillée « de son temporel [1]. »

La démarche de M. Lefebvre n'obtint pas l'assentiment de sa cour. Il avait tenté d'opérer une réconciliation comme l'avait voulu M. Alquier, et l'empereur n'en voulait pas. Voici ce que M. de Champagny lui écrivit le 17 mars : « Les circon- « stances doivent vous rendre extrêmement circon- « spect dans vos démarches, et S. M. ne peut ap- « prouver toute la peine que vous vous donnez « pour nouer une négociation. *N'en prenez au- « cune. Répondez à toutes les propositions qu'on « vous fera, et ne faites aucun pas.* Les démar- « ches que vous aviez chargé le père Altieri de « faire auprès du saint-père ne peuvent conduire « à aucun résultat. Ce serait bien peu connaître « les hommes de son état que de ne pas voir que « toutes ces confidences et ces conversations mys-

[1] Dépêche de M. Lefebvre, 12 mars 1808.

« térieuses sont dans leur caractère et ne sont que « des ruses. »

Chaque jour, l'empereur faisait un pas de plus dans la voie de violences où il était entré. Il envoya l'ordre formel au général Miollis de dépouiller le pape de tous les attributs de sa puissance temporelle et de prendre en main le gouvernement du saint-siége. Lorsque cette détermination fut connue à Rome, elle jeta l'épouvante dans tous les cœurs. Si l'on en excepte les cardinaux Antonelli, di Pietro et Rovarella dont la fermeté resta inébranlable au milieu de ces terribles circonstances, tous les prélats et les moines qui vivaient dans l'intimité du saint-père, le conjurèrent de s'humilier sous la main qui le frappait et de prévenir, par une soumission absolue, la ruine de son trône. Mais Pie VII se roidit contre ces âmes timorées, et, résolu d'accomplir jusqu'au bout ses devoirs de souverain, il défendit expressément à tous les nonces, cardinaux, évêques et abbés qui occupaient des fonctions publiques, d'obéir à d'autres ordres qu'à ceux qui émaneraient directement de sa personne. L'autorité du général Miollis et celle du saint-père étaient donc en perpétuel conflit. Cette situation était devenue intolérable : elle l'était pour tout le monde, pour les Français comme pour les Romains ; elle tenait en suspens tous les intérêts et tous les esprits. Chacun, à Rome, dans l'attente d'un avenir inconnu, réservait ses jugements et ses actes, ne sachant à qui obéir et n'osant ni nous braver ni se soumettre.

Le pape avait considéré que sa dignité ne lui permettait plus d'entretenir un ministre à la cour du souverain qui l'accablait de tant d'outrages : conformément aux ordres du pontife, le cardinal légat Caprara demanda, le 30 mars, ses passe-ports. M. de Champagny lui répondit, le 3 avril, par une note pleine de hauteur et d'amertume. « La propo-« sition dont l'empereur ne se départira jamais, « lui dit-il, est que toute l'Italie, Rome, Naples et « Milan, fassent une ligue offensive et défensive afin « d'éloigner de la presqu'île le désordre et la guerre. « Si le saint-père adhère à cette proposition, tout « est terminé. S'il s'y refuse, il annonce par cette « détermination qu'il ne veut aucun arrangement, « aucune paix avec l'empereur, et qu'il lui déclare « la guerre. Le premier résultat de la guerre est la « conquête, et le premier résultat de la conquête « est le changement de gouvernement. Ces chan-« gements devenus nécessaires, si le saint-père « persiste dans ses refus, ne lui feront rien per-« dre de ses droits spirituels : il continuera d'être « évêque de Rome, comme l'ont été ses prédéces-« seurs pendant les huit premiers siècles et sous « Charlemagne. Cependant, ce sera pour S. M. un « sujet de douleur de voir l'imprudence, l'obstina-« tion et l'aveuglement détruire l'ouvrage du génie, « de la politique et des lumières. »

Le rappel du cardinal légat entraînait celui du chargé d'affaires de France à Rome. Il fut enjoint à M. Lefebvre de solliciter de Sa Sainteté un entre-

tien dans lequel il lui soumettrait, pour la dernière fois, les conditions proposées par l'empereur. Si le pape y adhérait, M. Lefebvre continuerait de séjourner à Rome. Si Sa Sainteté s'obstinait à les rejeter, il laisserait finir le carême; il demanderait ensuite ses passe-ports, quitterait Rome avant le 20 avril, et se rendrait à Ancône où il attendrait les ordres de son gouvernement.

L'empereur procédait à l'égard du saint-père comme il procédait toujours envers les souverains qu'il voulait abattre. Le sachant fier et délicat, il avait réservé pour la crise suprême ses plus grandes rigueurs : ainsi, il n'avait pas attendu que ses dernières propositions eussent été soumises au pontife pour le dépouiller de son autorité temporelle : le coup avait précédé la menace.

Aussitôt que M. Lefebvre eut reçu les derniers ordres de sa cour, il se rendit au Quirinal et sollicita l'honneur d'entretenir Sa Sainteté[1]. Il la trouva sombre et agitée : elle venait de recevoir de l'autorité française un nouvel affront. Le général Miollis, informé qu'on s'efforçait par tous les moyens possibles de provoquer une collision entre le peuple et les troupes françaises, avait fait désarmer et conduire au château Saint-Ange les officiers et les soldats qui composaient sa garde noble. Sans laisser à M. Lefebvre le temps de lui adresser les politesses

[1] Dépêche de M. Lefebvre (15 avril 1808). Dépôt des archives des affaires étrangères.

d'usage, le pape lui dit avec l'accent du désespoir que jamais pape n'avait été traité comme il l'était depuis quelque temps, qu'on se plaisait à l'accabler de chagrin ; puis, se remettant peu à peu, il ajouta qu'il était bien sûr que l'empereur était personnellement étranger à tous ces mauvais procédés, que S. M. Impériale avait l'âme trop grande pour trouver du plaisir à l'abreuver ainsi de dégoûts et d'amertume. M. Lefebvre répondit que tout ce dont se plaignait Sa Sainteté était une conséquence inévitable de la position où elle s'était placée; que cet état de choses, déplorable pour tout le monde, finirait le jour où elle consentirait à entrer dans une ligue offensive et défensive, avec Milan et Naples, pour la défense de la presqu'île; que sa réponse allait irrévocablement décider de son sort, et qu'un dernier refus de sa part entraînerait irrévocablement la ruine immédiate de sa souveraineté temporelle.

Ces graves paroles firent impression sur le saint-père : il demeura pendant quelques instants silencieux et pensif : puis, il répondit qu'il réfléchirait à la déclaration que venait de lui faire M. Lefebvre, et que dans quelques jours il lui ferait connaître sa décision. Elle ne se fit attendre. Elle était conforme, en tous points, au langage qu'il n'avait cessé de tenir depuis le jour où le général Lemarrois avait pris possession du territoire d'Urbin, d'Ancône et de Macerata : il refusait, dans les termes les plus formels, d'adhérer à la ligue italienne contre l'Angleterre. Cette réponse mettait un terme

à la mission de M. Lefebvre : il demanda ses passeports le 19 avril, et quitta Rome, le cœur plein de compassion pour le sort du vertueux pontife dont son désir le plus ardent eût été d'empêcher la ruine.

C'en est fait de la puissance matérielle du saint-siége : l'empereur Napoléon vient de révoquer la donation faite par le plus grand de ses prédécesseurs, par Charlemagne. L'épée d'un général français a remplacé le sceptre pontifical ; le souverain temporel a disparu, il n'y a plus, dans la capitale du monde catholique, qu'un pape sans Etats, sans sujets, sans revenus, découronné enfin et réduit à l'humble condition des premiers évêques de Rome.

CHAPITRE XXVIII.

Situation politique et commerciale du Portugal et de l'Espagne en 1806. — Duplicité du prince de la Paix. — Ses relations secrètes avec les cours coalisées. — Armements. — Proclamation du 5 octobre 1806. — Nouvelle de la bataille d'Iéna. — Consternation à Madrid. — Humilité du prince de la Paix. — Il accède à toutes les demandes de Napoléon. — Envoi d'un contingent espagnol sur les bords de l'Elbe. — Nouveaux efforts de la coalition après la bataille d'Eylau pour entraîner l'Espagne. — Traités de paix et d'alliance conclus à Tilsit. — Application du décret de Berlin aux ports de l'Espagne et du Portugal. — Sommations faites par la France et l'Espagne à la cour de Lisbonne de rompre avec l'Angleterre. — Le prince régent. — Réponse dilatoire du régent. — La cour de Madrid en 1807. — Charles IV. — La reine. — Le prince de la Paix. — Traité de Fontainebleau, 27 octobre 1807. — Entrée de Junot en Espagne. — Invasion du Portugal. — Irrésolutions et angoisses du régent. — Arrivée de Junot à Abrantès. — Le régent et sa cour s'embarquent pour le Brésil. — Occupation de Lisbonne par les Français.

Il y avait au midi de l'Europe un petit royaume qui figure à peine au troisième rang parmi les puissances, mais auquel les vicissitudes de la guerre maritime avaient donné une grande importance commerciale : c'était le Portugal. Cet État était

tombé depuis un siècle, par l'incurie de ses maîtres et l'indolence de ses habitants, dans la plus servile dépendance de la puissance anglaise. Le traité de Metween (1703), qui avait fait de la liberté absolue du commerce la base des relations de ces deux États, subsistait encore dans toute sa force. Il n'y a peut-être pas d'exemple plus instructif des effets déplorables que peut produire un tel principe appliqué à des États placés dans des conditions d'industrie et de richesse très-inégales. Le Portugal vendait à l'Angleterre ses vins, ses fruits, ses cotons bruts et ses bois précieux. L'Angleterre lui envoyait en retour ses tissus de laine et de coton, ses fers, ses aciers et tous ses objets de luxe. Il n'existait aucune proportion entre ces échanges. Les produits exotiques du Portugal et de ses colonies ne pouvaient entrer en balance avec la masse innombrable de marchandises fabriquées dont les Anglais inondaient les marchés de Lisbonne et d'Oporto. En l'absence de tarifs protecteurs, l'industrie nationale n'avait pu se développer. Toutes les richesses naturelles des Portugais étaient devenues improductives entre leurs mains incultes, et il en était résulté un appauvrissement graduel du pays. Les Anglais, au contraire, grâce à la multiplicité de leurs capitaux et à l'activité de leur génie mercantile, avaient supplanté les Portugais dans l'exploitation du commerce indigène. Lisbonne et Oporto étaient devenues de véritables factoreries anglaises qui avaient fini par absorber presque tous les capitaux du Portugal, en

sorte qu'avec les apparences d'un État indépendant, ce royaume était bien réellement descendu à la condition d'une colonie anglaise. L'Angleterre régnait à Lisbonne en maîtresse absolue : elle y régnait par la triple puissance de l'argent, de l'habitude et de sa marine. Tous les Portugais riches et pauvres, habitants des villes et des campagnes, étaient devenus, à des degrés divers, ses tributaires : tous s'étaient pliés, façonnés à sa domination. De temps en temps, leur orgueil stérile s'indignait contre la pesanteur du joug. Il était de bon goût, dans les salons de Lisbonne, d'appeler une occasion et un homme pour s'en affranchir ; mais ces aspirations vers une indépendance impossible s'évaporaient en vaines paroles, et personne ne songeait sérieusement à rompre en visière avec une puissance formidable qui avait saisi dans le vif et qui maîtrisait entièrement tous les intérêts du pays.

Les relations d'affaires des Anglais avec le Portugal, très-actives en tout temps, avaient pris, depuis le commencement de la guerre maritime, un développement immense. Ils avaient fait de Lisbonne le principal entrepôt de leurs marchandises dans le midi de l'Europe. Les produits des deux mondes affluaient dans cette capitale ; les quais en étaient encombrés, et les magasins ne suffisaient plus pour les contenir ; il avait fallu construire de vastes hangars pour les recevoir et les abriter. De Lisbonne, ces marchandises se répandaient, par toutes les issues, dans le reste de la Péninsule. La plus grande

partie était rechargée sur des navires anglais, transportée sur les côtes d'Espagne et introduite, par l'intermédiaire des contrebandiers, dans l'intérieur de ce royaume. On évaluait à plus de cent cinquante mille balles la masse des cotons bruts qui entraient chaque année dans le Tage : une certaine quantité, trompant la vigilance de nos douaniers, allait alimenter nos manufactures du Midi.

Un tel état de choses était incompatible avec les dispositions prohibitives que la France et la Russie étaient convenues d'appliquer à tous les ports du continent. Il importait absolument au succès de ces grandes mesures que le Portugal se soumît à la loi commune. Il ne s'agissait de rien moins que d'enlever aux Anglais un marché de quatorze millions d'âmes, marché dont ils avaient le monopole depuis plus de cent ans, et qu'ils exploitaient avec une ardeur et une habileté sans exemple.

Mais comment agir sur la cour de Lisbonne? comment l'arracher des bras de cette puissance avec laquelle tous ses intérêts étaient aussi étroitement entrelacés? L'Angleterre n'avait pas seulement dans ses mains presque toute la fortune mobilière du Portugal; elle disposait, pour la retenir sous sa dépendance, de moyens formidables; elle avait ses flottes et ses armées. La France était dans des conditions bien différentes. Entre elle et le Portugal, il y a un grand royaume. Pour atteindre le Portugal, pour l'obliger à séparer ses intérêts de ceux de l'Angleterre, il lui fallait absolument le bras de

l'Espagne. Ainsi la question était double : la politique portugaise se compliquait de la politique espagnole. Avant d'agir sur la cour de Lisbonne, il fallait s'assurer le concours de celle de Madrid.

La politique espagnole avait passé depuis quelques années par des vicissitudes cruelles. Incessamment sollicitée ou menacée par les deux grandes puissances qui, depuis quinze années, se disputaient la suprématie dans les affaires du monde, l'Espagne n'avait pas eu la liberté de se choisir un drapeau. Son intérêt le plus évident eût été de rester neutre au milieu de ce sanglant conflit. Elle aurait trouvé dans la neutralité tout ce qu'elle pouvait désirer, sécurité pour ses colonies, pour sa marine, pour son commerce, et des profits incalculables ; mais les Anglais lui avaient rendu la neutralité impossible. La violence avec laquelle, une première fois après la paix de Bâle, une seconde après la rupture du traité d'Amiens, ils avaient outragé son pavillon, lui avait appris qu'ils aimaient mieux l'avoir pour ennemie que de la laisser s'enrichir à l'ombre d'une fructueuse neutralité. En dépit de ses penchants secrets qui l'attiraient vers l'Angleterre, elle se vit donc précipitée par les violences mêmes de cette puissance dans les bras de la France. Du reste, au point d'abaissement où l'avaient fait descendre l'inquisition, les moines, une dynastie dégénérée et un favori incapable, l'Espagne n'était plus en état de se mesurer avec la France. Dans une guerre avec l'Angleterre, elle n'exposait que ses vaisseaux, son

commerce et quelques-unes de ses colonies. Dans une guerre avec son puissant voisin, au contraire, c'était la monarchie prise dans sa masse, c'était l'existence même de son gouvernement qui était en péril. Une victoire sur l'Èbre suffisait pour nous ouvrir le cœur du royaume et nous livrer Madrid.

L'Espagne avait donc un intérêt immense, un intérêt de salut, à vivre avec nous dans une inaltérable harmonie. C'est ce qu'avait parfaitement compris la cour de Madrid. Voilà pourquoi, malgré bien des dégoûts, elle était restée si longtemps fidèle à l'alliance qui l'enchaînait à nous. Mais enfin elle s'était lassée de porter ce fardeau : elle avait ouvert l'oreille à d'imprudents conseils et dévié de la ligne de conduite qu'elle avait suivie avec tant de constance depuis la paix de Bâle. Bien des causes concoururent à opérer ce funeste changement. La vérité nous oblige à le dire, nos procédés hautains et la dureté de notre langage y ont eu la plus forte part. Napoléon n'avait pas su traiter les Espagnols avec les ménagements que réclamait cette nation, fière encore et susceptible au milieu de ses misères. En maintes occasions, il l'avait blessée ; il avait exploité en dominateur peu scrupuleux l'incurie de Charles IV et la légèreté du favori. Mesurant ses exigences sur le mépris que lui inspirait le gouvernement espagnol, il l'avait traité moins comme un allié que comme un vassal. Ainsi, en 1801, il l'oblige à lui rétrocéder la Louisiane, et, presque aussitôt, il vend cette belle possession aux

ennemis naturels de l'Espagne, aux Américains du Nord, et par là il leur livre en quelque sorte le Mexique. Ainsi encore, après la rupture du traité d'Amiens, il impose à son alliée un tribut annuel de 72 millions, bien qu'à la rigueur elle ne fût pas forcée à le payer, l'alliance qui l'attachait à nous étant principalement une alliance maritime. Tant d'exigences avaient enfin révolté le cabinet de Madrid et provoqué de sa part une sourde réaction contre la politique et l'influence françaises. « Était-ce donc ainsi, disait-on, que l'empereur Napoléon récompensait une fidélité qui ne s'était pas démentie un seul jour? Et pourquoi l'Espagne lui sacrifierait-elle ses trésors et son sang? Quel intérêt personnel la poussait à prendre part aux luttes du continent? Que lui importaient, après tout, les destinées de l'Allemagne et de l'Italie? Dans toute alliance librement contractée, les avantages devaient être réciproques. Ici, nul profit pour l'Espagne, aucune chance d'agrandissement, point de gloire, mais des charges intolérables. » Voilà ce qui se disait dans toute l'Espagne avant la bataille de Trafalgar. Ce grand désastre porta un dernier coup à l'alliance française. Toutes les âmes furent contristées, et l'on se prit à maudire une union qui attirait sur la monarchie de telles calamités. Le malheur rend envieux; on fit des rapprochements pénibles; on compara nos prospérités à la détresse de l'Espagne. « La France, dit-on, avait sans doute éprouvé des revers maritimes; mais l'éclat de ses

triomphes sur terre l'avait amplement dédommagée. Quelle gloire n'avait-elle pas acquise ? que de riches provinces n'avait-elle pas ajoutées à son territoire ? quelle prépondérance n'exerçait-elle pas dans tout l'Occident ? Pour l'Espagne, au contraire, nulle compensation. Quels trophées pouvait-elle opposer au deuil de Trafalgar ? Quelles conquêtes l'avaient consolée de la perte de ses vaisseaux et de son commerce ? Toutes ses villes maritimes étaient oisives et ruinées, les recettes de la douane taries, les caisses du trésor vides, une partie considérable de son revenu sacrifiée à la cupidité de son alliée, enfin ses colonies livrées sans défense aux attaques des Anglais. Telle était la condition misérable où l'avait réduite l'alliance de la France. » Nos partisans avaient beau répondre qu'en battant tous nos ennemis sur le continent, c'était l'Angleterre que nous avions frappée dans ses alliés, que nous n'avions fait tant de conquêtes en Europe que pour obliger l'ennemi commun à restituer toutes les siennes, que, le but de la guerre étant de faire consacrer l'égalité des droits ainsi que l'indépendance de tous les pavillons, nos succès devaient profiter un jour à l'Espagne comme à nous-mêmes, que ce n'était donc pas le cas pour elle de se décourager, mais bien au contraire de redoubler de confiance dans notre politique et d'énergie dans ses efforts : ce langage ne produisait plus d'impression. Des avantages qui ne se présentaient que dans une perspective éloignée, qu'il fallait acheter par

de nouveaux sacrifices, subordonnés d'ailleurs à des chances très-incertaines, ne parvenaient plus à convaincre des esprits ulcérés et profondément découragés. A ces griefs généraux venaient se joindre les anxiétés de la famille royale.

Napoléon ne se contentait plus d'humilier les armes de ses ennemis et de les affaiblir; ses coups portaient plus haut : ils allaient frapper sur leurs trônes les souverains eux-mêmes. Déjà, la maison de Naples était tombée pour avoir osé braver sa puissance, et c'était un Bonaparte qui l'avait remplacée. Ferdinand VI était frère de Charles IV. Il n'est point vrai que le roi et la reine d'Espagne aient osé refuser de reconnaître le successeur de Ferdinand : ni l'un ni l'autre n'étaient à la hauteur d'un tel courage : mais ils virent dans la catastrophe de leur frère un sinistre présage du sort réservé à leur branche, et ils en ressentirent une terreur secrète. Dans le même moment où Napoléon transportait sur la tête de Joseph la couronne de Naples, il établissait un autre de ses frères sur le trône des stathouders; il élevait son beau-frère Murat à la dignité de grand-duc de Berg; il fondait en Italie des souverainetés pour ses sœurs Pauline et Élisa. Où s'arrêterait cette propagande dynastique, qui avait succédé à la propagande révolutionnaire? Tous ces attentats successifs aux droits inaliénables des familles souveraines n'indiquaient-ils point de la part de l'empereur un dessein arrêté de renouveler, dans sa sphère d'influence et d'ac-

tion, le personnel de tous les trônes, et d'y substituer des princes de sa propre famille? Charles IV et sa race pouvaient-ils espérer d'être ménagés par l'homme qui, depuis trois ans, traitait avec une dureté si impitoyable la maison de Bourbon? La main qui avait renversé du trône de Naples Ferdinand VI était bien la même qui, deux années auparavant, avait frappé le duc d'Enghien. Il y a dans la destinée des fondateurs de dynastie des lois auxquelles il leur est impossible de se soustraire. Tôt ou tard, le chef de la France serait fatalement conduit à faire en Espagne ce qu'avait fait Louis XIV; il chercherait dans l'assimilation des intérêts dynastique la garantie de l'alliance qui unissait les deux pays et la consolidation de son propre trône. Telles étaient les tristes pensées qui assombrissaient le palais de Madrid, et qui troublaient, dans leurs jouissances vulgaires, Charles IV, la reine et le prince de la Paix.

Toutes ces causes réunies agirent simultanément sur le gouvernement espagnol et lui inspirèrent une téméraire et funeste pensée, ce fut de séparer ses intérêts des nôtres et de se jeter dans les bras de nos ennemis. Quelle est l'époque précise où la cour de Madrid commença à nouer avec l'Angleterre et la Russie de secrètes intelligences? Tout fait présumer que ce fut au mois de juin de l'année 1806, et que les premières ouvertures furent faites par le baron de Strogonoff, ministre de Russie à Madrid. Il est à remarquer qu'elles le

furent dans le moment même où les cours de Londres et de Saint-Pétersbourg nous témoignaient le plus d'empressement à conclure la paix. Le Portugal était certainement dans le secret de la trame. Avant de se rendre à Madrid, M. de Strogonoff s'était arrêté quelque temps à Lisbonne, où il avait eu avec le ministre des affaires étrangères, M. d'Araujo, de longs et mystérieux entretiens qui avaient éveillé les soupçons de notre chargé d'affaires, M. de Rayneval. A peine était-il arrivé à Madrid, qu'il était entré en conférences suivies et très-intimes avec le prince de la Paix.

Tandis que le favori débattait avec le ministre russe les conditions de sa défection, l'Angleterre intimidait l'Espagne par la vigueur de ses coups. Elle prenait à ses gages le fameux Miranda; elle lui donnait des instructions et de l'or pour organiser l'insurrection de l'Amérique du Sud, et secondait ses tentatives par le concours de sa marine et de ses soldats. La nouvelle venait d'arriver à Madrid qu'une escadre anglaise avait débarqué des troupes sur la côte de Buénos-Ayres, et que cette ville importante, ainsi que toute la province dont elle est la clef, était sur le point de tomber dans leurs mains.

Ainsi, tout agissait à la fois sur le gouvernement espagnol, et la pesanteur de notre joug, et les dangers de la dynastie menacée par l'ambition envahissante des Bonaparte, et les cris du commerce aux abois, et les instances de la coalition, et enfin,

la crainte, si la lutte maritime se prolongeait, que les populations de l'Amérique du Sud ne se levassent à la voix de l'Angleterre, et n'échappassent sans retour au sceptre de l'Espagne. La cour de Madrid n'eut point la force de résister à ce concours inouï de circonstances et de sentiments divers : elle se laissa entraîner, et promit de se déclarer contre la France, aussitôt que cette puissance serait aux prises avec les cours du Nord.

Mais, pour venir se mesurer dans l'arène avec un adversaire aussi formidable que l'empereur Napoléon, il fallait une armée nombreuse, instruite, disciplinée, bien équipée, et commandée par des généraux habiles. Or, tout cela manquait à l'Espagne. Autant par l'effet de la plus déplorable incurie que pour ne point éveiller la défiance de son ombrageux allié, elle avait laissé détendus tous les ressorts de son administration militaire. Elle ne comptait pas cinquante mille soldats valides, et n'avait de bien armés, de bien équipés, de régulièrement soldés que les corps d'élite qui formaient les gardes. Les troupes de ligne étaient dans le plus triste dénûment : les soldats manquaient de chaussures et souvent d'habits. La solde était arriérée de plusieurs mois. Nulle instruction, et, dans tous les corps, une discipline relâchée. Pour généraux, des hommes énergiques, tenaces comme l'est la race espagnole, mais, sauf de rares exceptions, ignorants et inexpérimentés. La cavalerie n'était pas dans un meilleur état que l'infanterie : la moi-

tié des escadrons était à pied, et l'autre avait des chevaux impropres au service de guerre. L'artillerie était à peu près désorganisée. Dans beaucoup de régiments, il n'y avait ni chevaux, ni affûts, ni canons en état de servir. Les places de guerre n'étaient suffisamment ni armées ni approvisionnées, et beaucoup d'entre elles tombaient en ruine. Les finances de l'Espagne étaient dans une situation plus triste encore que son administration militaire. Les deux sources principales de ses revenus, la douane et les produits des mines du Pérou et du Mexique, étaient taries, en sorte que le gouvernement, pour subvenir aux dépenses les plus pressées, était forcé de recourir à des expédients ruineux. Il avait fini par ne plus payer ses employés : il en était résulté une langueur générale dans tous les services, et, chez la plupart des fonctionnaires, une effroyable vénalité.

Le prince de la Paix s'était donc engagé dans un dédale de difficultés inextricables. Il ne pouvait songer à rompre avec la France sans réorganiser la puissance militaire de l'Espagne, et il fallait qu'il armât sous les yeux de l'homme le plus vigilant et le plus soupçonneux de l'Europe, sans avoir l'argent nécessaire pour pourvoir à ces grands armements.

Une flotte anglaise, commandée par l'amiral lord Saint-Vincent, venait d'entrer dans le Tage : elle portait un diplomate anglais, lord Rosselyn. Le but de cette expédition était un mystère pour tout le

monde. Le champ restant ouvert aux conjectures, chacun l'expliquait selon ses désirs et ses passions. Il est vraisemblable qu'elle se rattachait à un plan de soulèvement de toute la Péninsule contre la France : telle était notamment l'opinion de notre envoyé à Lisbonne, M. de Rayneval. Quel qu'ait été le motif véritable de l'apparition de lord Saint-Vincent dans le Tage, l'incident vint juste à propos pour servir de prétexte aux armements qu'on allait entreprendre. Le 3 juillet 1806 [1], le prince de la Paix annonça confidentiellement au chargé d'affaires de France que de grandes mesures militaires venaient d'être arrêtées, et que le chiffre de l'armée allait être porté à soixante mille hommes. Sans le dire ouvertement, il donna à entendre que ces armements étaient dirigés contre le Portugal. Un autre jour, c'était le 14 juillet, il confia à M. de Vaudeuil qu'il méditait un grand projet contre Gibraltar. « Dans quelque temps, lui dit-il, vous apprendrez que cette place, réputée imprenable, est tombée entre nos mains [2]. » Ces demi-confidences étaient une préparation à une communication bien plus grave. Le 23 septembre, le favori dit à M. de Vandeuil, d'un air à la fois mystérieux et solennel : « La guerre va se rallumer sur le continent. Cette fois, la Prusse et le Portugal combattront sous les drapeaux de la Russie et de l'Angleterre.

[1] Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand. Madrid, 3 juillet 1806.

[2] Dépêche de M. de Vandeuil. Madrid, 14 juillet.

J'attends la décision de l'empereur. Tous mes vœux sont pour une rupture complète avec la cour de Lisbonne. Il importe de mettre le temps à profit, pour mieux nous assurer la première compensation par laquelle le continent devra balancer les avantages que cherche à se procurer l'Angleterre. »

Cependant, la France s'étonne de cette brusque prise d'armes; elle ne répond point aux belliqueuses ouvertures du prince de la Paix; elle écoute, elle observe et s'efforce de pénétrer les mobiles secrets qui font agir le cabinet de Madrid. Cette attitude, froide et silencieuse, embarrasse le prince. Le 2 octobre, il annonce à M. de Vandeuil que sa résolution est prise. « Toutes les armées de l'Espagne, lui dit-il, vont marcher contre le Portugal; nous sommes décidés à faire la conquête de ce royaume. » Puis, il s'étonne du silence de l'empereur; il se lamente sur tant de jours perdus. « Mais, tout, ajoute-t-il, peut se réparer encore. » Enfin, il déclare que ce ne sont pas soixante mille, mais quatre-vingt mille hommes que le roi a résolu de mobiliser. Aussitôt le cri de guerre retentit dans toutes les familles. Partout on lève des hommes, on achète des chevaux, et l'on forge des armes. Tous les officiers et soldats en congé rejoignent leurs corps respectifs. Les colonels de milice sont invités à se trouver, le 20 octobre, dans leurs arrondissements respectifs, pour y attendre les ordres du généralissime. On ne sait pas encore avec quelle puissance on va se battre, si c'est au nord, si c'est au midi,

si c'est contre la France ou contre le Portugal ; on ne sait qu'une chose, c'est que le gouvernement se prépare à la guerre, et la nation, heureuse de le voir sortir enfin de sa longue apathie, semble toute disposée à le seconder.

Au fond, cependant, tout ce mouvement belliqueux n'était qu'à la surface, et ce n'était point là le réveil d'un peuple fier et énergique. « La tristesse est portée à son comble, écrivait, le 2 octobre, M. de Vandeuil. On vient de recevoir la nouvelle que Buénos-Ayres est tombée dans les mains des Anglais... Il échappe au prince de la Paix des traits de jactance qui sont pitoyables. On parle de mobiliser une armée, et l'on n'a rien de prêt ; on parle de conquêtes, et on n'a pas même un plan raisonnable de défense. On éprouve d'inconcevables embarras dès qu'il faut pourvoir aux plus petites dépenses. Le prince de la Paix ne sait exactement ni ce qu'il peut ni ce qu'il veut. Son agitation et ses idées ne sont pas d'un homme calme et encore moins d'un homme capable. »

Le 14 octobre, parut une proclamation qui portait la date du 5 octobre, et qui appelait aux armes la nation tout entière. Ce n'est point le roi, c'est le favori qui s'adresse aux Espagnols. Son langage est vague et obscur : il sollicite des sacrifices : il demande des chevaux à l'Andalousie et à l'Estramadure, des hommes, de l'argent, du dévouement à tout le royaume. Il annonce la guerre comme prochaine; il montre l'ennemi menaçant, et cet ennemi,

il ne le nomme point. Le jour même où cette proclamation énigmatique était publiée, la Prusse succombait à Iéna. Le lendemain 15, des circulaires laissèrent entrevoir les intentions du gouvernement; il invitait les intendants des provinces, les évêques, les capitaines généraux, les corrégidors, à stimuler l'ardeur de la noblesse, car, disait il, *il y va de ses priviléges et de ceux de la couronne.* A la lecture de la proclamation et des circulaires, la surprise et l'émotion furent générales. On en pesait avec soin tous les mots; on s'efforçait de découvrir, sous le voile de l'expression, la pensée secrète du favori. Les émissaires de ce prince affectaient de dire bien haut et partout qu'elles avaient été publiées en haine de l'Angleterre, et que c'était contre le Portugal que l'Espagne allait porter ses armes. Mais l'opinion publique ne fut pas dupe de cette fausse interprétation. Tout ce qui, à Madrid, était doué de quelque sagacité soupçonna la cour de s'être entendue avec la coalition et d'armer contre la France. M. de Vandeuil, fort jeune alors, était seul dans l'ignorance de ce qui se passait. Il s'était laissé abuser par le langage artificieux du prince de la Paix, et, dans l'innocence de ses pensées, il croyait très-sincèrement à un projet de guerre contre le Portugal. Ce n'est que lorsqu'il vit tout le monde, autour de lui, persuadé que le prince nous trahissait, qu'il commença à avoir des doutes. Il alla aux enquêtes et il apprit que le favori passait une partie de ses nuits à conférer mystérieusement avec le ministre de

Russie, M. de Strogonoff, et le ministre de Prusse, M. Henry. Plein d'anxiété, il alla trouver le prince de la Paix, et lui demanda des explications sur sa conduite. Le favori témoigna une grande surprise de la démarche de M. de Vandeuil, et se plaignit, avec une expression de douleur étudiée, d'être en butte aux calomnies du parti anglais ; « mais, dit-il, je me sens le courage de les mépriser. L'empereur est personnellement instruit des motifs qui m'ont fait entreprendre la réorganisation de l'armée : je ne dois la force avec laquelle je brave tous mes ennemis qu'à l'amitié et à la protection de ce grand homme. »

Tel était l'état des choses à Madrid lorsqu'on y apprit la bataille d'Iéna et la complète destruction de l'armée prussienne. L'émotion produite par cette grande nouvelle ne saurait se décrire. La nation espagnole fut saisie d'admiration ; elle oublia ses propres misères pour applaudir à ces nouveaux prodiges accomplis par le génie de l'empereur et l'héroïsme de ses soldats. Il en fut tout autrement à la cour. Comment peindre sa confusion, sa terreur? Elle fut atterrée : le vertige la prit ; aussi folle dans la peur qu'elle s'était montrée étourdie dans ses armements, elle se rejeta brusquement en arrière, contremanda toutes les levées d'hommes et de chevaux, et n'eut plus qu'une pensée, celle de se faire pardonner, à force d'humilité, de mensonges et d'adulations, un caprice d'énergie et d'indépendance. Le prince de la Paix accourt chez M. de Van-

deuil, le visage radieux, les manières empressées, la parole abondante et chaleureuse. Il l'accable de ses félicitations ; il glorifie le vainqueur d'Iéna ; il épuise, pour encenser le héros du siècle, toutes les formes du langage adulateur.

Le roi eut plus de dignité. Peu de jours après l'arrivée des nouvelles de Prusse, il y eut réception à la cour : on y courut en foule. M. de Vandeuil s'était attendu à recevoir du roi des témoignages publics de sa satisfaction, et il l'avait annoncé à son gouvernement [1]. Au moment où il s'approcha de Charles IV, tous les yeux se portèrent sur ce prince : on était impatient de savoir ce qu'il allait dire au représentant de l'empereur ; mais le roi ne se sentit pas le courage de féliciter de ses succès un souverain dont il méditait, peu de jours auparavant, de trahir la cause. Il n'adressa pas une parole à M. de Vandeuil, qui se retira surpris et presque confus, ne sachant comment accorder un accueil si froid de la part du souverain avec les protestations si chaleureuses de son premier ministre.

Il s'agissait d'expliquer la suspension soudaine des armements naguère ordonnés avec tant de fracas. On avait montré une telle ardeur guerrière, une si vive impatience de fondre sur le Portugal, que reculer maintenant, retomber dans la somnolence accoutumée, c'était à la fois se couvrir de

[1] Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand, 2 novembre 1806.

ridicule et justifier tous les soupçons. L'embarras du favori était extrême. Il allégua d'abord la détresse des finances. « Le trésor public est aux abois, dit-il à M. de Vandeuil. Si le pape n'accorde pas les bulles nécessaires pour procéder à la vente de la moitié des biens du clergé, il sera impossible au gouvernement de soutenir l'état des dépenses actuelles et de compléter les armements. » Puis, il se plaignit de la tiédeur de l'esprit public, de la répugnance que montraient plusieurs provinces, notamment Valence et la Catalogne, à faire des sacrifices. Enfin, baissant la voix comme s'il confiait un grand secret, il déplora amèrement que l'âge et les préjugés du roi missent obstacle à l'accomplissement des promesses qui nous avaient été faites, notamment en ce qui touchait la réorganisation de l'armée [1].

Il n'y a pas de termes assez sévères pour caractériser la conduite tenue en 1806 par le prince de la Paix. Ce ne sont plus là de simples erreurs comme tous les hommes sont exposés à en commettre : ce sont des fautes qui laissent après elles des traces profondes et ineffaçables, de ces fautes qui perdent les dynasties et les peuples, et qui appellent sur leurs auteurs les flétrissures de l'histoire.

La cour de Madrid avait le choix entre deux systèmes : d'un côté, fidélité scrupuleuse à l'alliance de la France; de l'autre, rupture et guerre avec

[1] Lettre de M. de Vandeuil, novembre 1806.

cette même puissance. Nous croyons fermement que, dans les conditions où se trouvait l'Espagne en 1806, le plus sage encore pour elle était de s'identifier sans réserve avec la politique de la France, de prévenir, par l'ardeur et la franchise de son dévouement, jusqu'à l'ombre d'un soupçon dans l'esprit de son redoutable allié. Napoléon, une fois bien convaincu que les princes d'Espagne avaient pour jamais séparé leurs intérêts des Bourbons de France et de Naples, eût probablement laissé Charles IV finir tranquillement ses jours sur le trône. Sa position était compliquée d'assez grandes difficultés, sans aller s'en créer gratuitement de nouvelles en attaquant traîtreusement les droits d'un souverain dévoué et soumis à toutes ses volontés. Cependant, nous ne nous expliquons que trop les soupçons, les anxiétés des princes d'Espagne après l'événement tragique de Vincennes et la catastrophe de la maison de Naples : nous concevons leur désir, leur impatience de s'assurer des garanties contre le danger éventuel d'une spoliation dans la protection de l'Angleterre ; mais c'était là un parti violent, extrême, désespéré en quelque sorte, et ils n'auraient dû s'y engager qu'avec des précautions infinies. La prudence la plus vulgaire leur commandait d'attendre, pour se livrer à des armements offensifs, le résultat des premiers chocs entre la France et la Prusse. Ce n'était pas en quatre mois que l'Espagne pouvait se flatter de réorganiser ses forces militaires, et l'issue de la grande lutte

qu'elle se préparait à soutenir ne dépendait pas de quelques milliers d'hommes de plus ou de moins qu'elle pourrait jeter sur nos provinces du midi. Elle était dans une condition exceptionnelle; elle ne pouvait rien risquer; elle ne devait jouer qu'à coup sûr. Jusqu'au moment où elle croirait pouvoir se démasquer sans danger, il fallait qu'elle enveloppât ses desseins du plus profond mystère. La bataille d'Iéna l'eût trouvée pure de toutes fautes, au moins apparentes, vis-à-vis de la France. Elle n'aurait eu à se faire pardonner ni un mot, ni un acte douteux, et Napoléon, n'ayant rien soupçonné, n'aurait point eu à punir. Le pire de tous les partis pour l'Espagne était de n'être ni alliée sincère, ni loyale ennemie, de donner dans l'ombre la main aux cours coalisées, quand elle nous croyait menacés, et puis, au bruit de nos victoires, de retomber, humble et tremblante, à nos pieds; c'était surtout de rester désarmée, impuissante, sous le coup de nos légitimes ressentiments.

Napoléon ne pouvait demeurer un seul jour incertain sur les dispositions de cette couronne. Engagé dans une lutte opiniâtre et indéfinie avec l'Angleterre et les puissances du Nord, forcé d'avoir les yeux sans cesse ouverts sur les intrigues et ses armées toujours prêtes à déjouer leurs desseins, il ne pouvait pas laisser derrière lui l'Espagne, douteuse et désaffectionnée. Il fallait qu'en tout temps, en toute situation, puissant ou affaibli, victorieux ou vaincu, entraîné dans les hasards d'une entre

prise lointaine ou réduit à disputer à l'Europe conjurée la barrière du Rhin ou les rochers des Alpes, il fallait qu'il pût compter sans réserve sur la fidélité de son allié. Sa position le rendait naturellement très-défiant, très-soupçonneux; il devait l'être surtout à l'égard des princes d'Espagne, car ils étaient d'un sang ennemi de sa maison. Si l'audace et la haine l'avaient emporté chez eux sur toutes considérations de prudence humaine, s'ils avaient manifestement trahi sa cause un seul jour, il n'y avait pas à revenir sur leurs pas. C'en était fait, ils étaient compromis sans retour. Leurs torts étaient de ceux pour lesquels il n'y a point de pardon. Il ne leur restait plus qu'à se jeter sur la France avec furie et à partager les destinées de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie. Ils suivirent une conduite tout opposée : ils crurent qu'à force de s'abaisser, ils rachèteraient leur infidélité. Ils ne firent que nous apprendre que leur faiblesse égalait leur perfidie, et que vis-à-vis de tels hommes nous pouvions tout oser.

C'est à Berlin, dans le palais de son ennemi vaincu, que l'empereur reçut l'étrange proclamation du prince de la Paix. Elle lui inspira d'abord plus de surprise que de colère. Il eut peine à comprendre que l'Espagne fût assez folle pour se lever contre lui avant de savoir s'il était vainqueur ou vaincu. Il eut des doutes pourtant; mais il attendit, pour les éclaircir, des informations plus précises. Bientôt elles lui vinrent de toutes parts, de Lis-

bonne, de Madrid, de toutes les villes maritimes de l'Espagne. A la nouvelle des derniers succès obtenus par nos armes en Allemagne, la panique s'empara de la cour de Lisbonne; elle eut peur de se trouver compromise par les fautes du prince de la Paix, et son premier mouvement fut de repousser toute solidarité avec la politique du favori. Elle alla jusqu'à lui prêter une pensée infernale, celle d'expier un moment d'infidélité à l'égard de la France, en exécutant un projet qu'elle n'avait mis en avant que pour motiver ses armements, c'est-à-dire en attaquant effectivement le Portugal avec toutes ses forces. M. d'Araujo s'en expliqua nettement avec M. de Rayneval. « C'était bien contre la France, lui dit-il, qu'était dirigée la proclamation du 5 octobre; mais, intimidé par vos succès en Prusse, sans doute, le prince de la Paix cherchera à donner aux expressions vagues et obscures de sa proclamation une signification différente de celles qu'elles ont réellement : il indiquera le Portugal comme l'ennemi auquel il a fait allusion; il armera contre nous. En présence d'un tel danger, nous ne pouvons rester sans défense ; nous allons armer en toute hâte nos places frontières. »

Les dépêches du ministère de Prusse à Madrid, qui tombèrent entre les mains de l'empereur après la bataille d'Iéna, achevèrent de lui dévoiler toute la vérité. Le moment n'était pas encore venu de manifester son ressentiment. Les Russes s'avançaient à grands pas : une longue et rude campagne allait

s'ouvrir en Pologne. Il différa donc sa vengeance. Il continua de témoigner à l'Espagne une confiance entière; il parut convaincu de la loyauté de sa conduite, touché des témoignages de haute admiration que lui prodiguait le favori, et, afin de lui prouver à quel point il prenait au sérieux les protestations de ce prince, il l'invita dans les formes les plus douces, mais en termes cependant qui n'admettaient point de refus, à concourir, par un redoublement d'efforts, au triomphe de la cause commune. Voici ce que, par son ordre, M. de Talleyrand écrivit de Berlin, le 27 novembre, et de Posen, le 15 décembre, à M. de Beauharnais, beau-frère de l'impératrice Joséphine, qui venait d'être envoyé à Madrid en qualité d'ambassadeur :

« Les levées militaires et tous les préparatifs dont l'Espagne s'occupe sont devenus sans objet. Elle n'est exposée à aucune guerre continentale : la France couvre ses frontières au nord, le Portugal ne la menace point. Il ne faut point appeler l'attention et l'inquiétude publique sur des dangers qui n'existent pas et qui sont sans vraisemblance.

« C'est à l'état de sa marine que l'Espagne doit donner tous ses soins. L'ennemi ne tentera pas une invasion dans ses provinces maritimes ; mais il arrête ses communications avec ses colonies ; il continue de menacer celles-ci ; il attaque sur mer son commerce : voilà les dangers dont l'Espagne doit chercher à se préserver. C'est contre l'Angleterre qu'elle doit tourner tous ses efforts.

« Vous voudrez bien, M. l'ambassadeur, faire toutes les démarches nécessaires pour que l'Espagne arrête ses armements, et vous vous attacherez moins à lui montrer de l'ombrage qu'à lui faire comprendre qu'ils sont inutiles [1].

« L'occupation de Hambourg et des ports du Nord est l'opération qui influera le plus sur la paix maritime, qui obligera le plus les Anglais à renoncer à leur système et à restituer nos colonies. L'empereur renouvelle à Sa Majesté Catholique l'engagement de lui faire rendre toutes les siennes, et, pour lier entre elles toutes les mesures que les deux gouvernements doivent prendre d'après leurs traités d'alliance, il demande que l'Espagne fournisse quatre mille hommes de cavalerie, dix mille d'infanterie et vingt-cinq pièces de canon attelées, afin de former un corps d'observation du côté du Hanovre, et de s'opposer à l'armée anglaise qui voudrait débarquer et forcer le blocus. L'Espagne vient de faire des levées de troupes de terre, voilà le moment de les employer [2]. »

L'empereur ne se borna pas à exiger un contingent de troupes de terre; il demanda que l'escadre espagnole, mouillée dans le port de Carthagène et forte de six vaisseaux de ligne, se reunît à la flotte française qui était dans le port de Toulon. C'était autant de gages qu'il voulait avoir entre les mains de la soumission de l'Espagne.

[1] Dépêche du 15 novembre. [2] Dépêche du 15 décembre.

Après la bataille d'Iéna, l'armée victorieuse avait fait un nombre immense de prisonniers. C'était un glorieux fardeau, mais c'était un fardeau. Napoléon imagina de s'en décharger en partie sur l'Espagne. Il lui fit annoncer l'envoi de vingt-cinq mille Prussiens et demanda qu'ils fussent employés à la police intérieure du royaume.

Enfin, par ses ordres, M. de Beauharnais donna au gouvernement espagnol communication des grandes mesures décrétées à Berlin contre le commerce anglais, et l'invita à les mettre immédiatement en vigueur dans ses ports et sur toutes les côtes [1].

La cour de Madrid n'était point préparée à tant de demandes faites coup sur coup : elle en fut consternée ; mais elle n'était plus en situation de nous rien refuser. Elle promit les quatorze mille hommes et les vingt-cinq pièces de canon exigées ; elle promit d'envoyer à Toulon l'escadre de Carthagène ; elle poussa l'humilité au point de paraître reconnaissante des vingt-cinq mille prisonniers prussiens que la France mettait à sa charge. « C'est un bienfait de plus, dit le prince de la Paix à M. de Vandeuil ; une véritable armée étrangère dont nous serons redevables à la générosité de l'empereur. »

Même empressement à appliquer aux ports du royaume le décret de Berlin. « Ce décret, dit le

[1] Lettre de M. de Talleyrand, à M. de Beauharnais, 29 janvier 1807.

prince de la Paix à M. de Vandeuil [1], était indispensable contre un ennemi aussi peu scrupuleux que le gouvernement anglais. Il faut des mesures extraordinaires pour terminer une lutte qui ne peut plus l'être par des batailles sur mer. L'Espagne garantit à la France son loyal et énergique concours : elle est liée désormais sans retour à la cause de son puissant allié, car c'est de lui seul qu'elle attend son salut. »

Les actes étaient loin de répondre à ces protestations, et le prince de la Paix se vengeait de ses bassesses officielles en apportant une lenteur calculée dans l'envoi du contingent promis. « Au lieu de quatorze mille hommes, écrivait M. de Beauharnais, le 27 avril 1807, au prince de Talleyrand, le gouvernement espagnol nous en donnera à peine le tiers : il met dans tout cela une mollesse extrême. Il nous est lié par la force ; mais de l'affection, il n'en a pas. J'électrise en vain : il m'est impossible de me faire illusion sur les sentiments de cette cour pour nous. » Enfin, cependant, à force d'être sollicité, pressé, presque menacé par l'ambassadeur de France, le prince de la Paix porta au complet de quatorze mille hommes le contingent exigé. Neuf mille partirent d'Espagne, traversèrent la France et s'acheminèrent sur le bas Elbe. Les cinq mille autres, conduits par le général O'Farill, s'y rendirent, de Livourne et de Florence, par les routes du

[1] Lettre de M. de Vandeuil à M. de Talleyrand. Madrid, 18 décembre 1806.

Tyrol et de la Bavière. Le corps tout entier fut placé sous le commandement du général marquis de la Romana, et fit partie de l'armée d'observation que l'empereur avait rassemblée entre l'Elbe et le Wéser.

La bataille d'Eylau soumit à de nouvelles épreuves la cour de Madrid. La coalition redoubla d'efforts pour la soulever et l'entraîner. Jamais le baron de Strogonoff ne fut plus assidu auprès du prince de la Paix. Au nom de toutes les cours coalisées, il lui promit, si l'Espagne consentait à se prononcer immédiatement contre la France, la restitution de Gibraltar et une partie du territoire portugais. Il lui montra l'armée française vaincue et abîmée, l'Autriche ébranlée et prête à se déclarer, une armée anglaise sur le point de débarquer à l'embouchure du Wéser, toutes les populations de l'Allemagne ulcérées, frémissantes, et n'attendant que l'apparition des Anglais pour se lever en masse [1]. C'étaient là des offres d'une séduction presque irrésistible; mais, heureusement pour nous, la cour de Madrid était plus lâche encore qu'elle ne nous détestait, et Napoléon put librement poursuivre ses grandes destinées. Tels étaient ses rapports avec la cour de Madrid au moment où la bataille de Friedland et les traités de Tilsit le rendirent l'arbitre suprême du continent.

Le moment était venu enfin de jeter le masque. Nous avions perdu du côté de l'Espagne toute sé-

[1] Lettre de M. de Beauharnais à M. de Talleyrand. Madrid, 13 avril 1807.

curité, et elle était devenue un danger suspendu sur nos provinces du Midi. Napoléon lui prêtait les plus perfides desseins. Humble et soumise tant qu'il serait fort et redouté, sans doute elle n'attendait que le moment où il serait atteint par quelque grand désastre pour l'attaquer lâchement par derrière et lui porter le dernier coup. Pouvait-il, sans manquer à tous les devoirs de la prudence, lui permettre de suivre plus longtemps les voies tortueuses dans lesquelles s'égarait sa politique? Non assurément, et l'inexorable fatalité de sa situation, qui déjà lui avait fait entreprendre des choses si violentes, l'obligeait encore aujourd'hui à étendre sa main sur l'Espagne et à l'étreindre si fortement qu'il lui fût à jamais impossible de s'arracher de ses bras.

Le plus pressé en ce moment était d'agir avec vigueur sur la cour de Lisbonne et de la forcer à rompre tous ses liens avec l'Angleterre. L'occasion ne pouvait être mieux choisie pour peser sur l'Espagne et la couvrir de nos armées. M. de Talleyrand écrivit, le 20 juillet, à M. de Beauharnais : « Toutes nos vues doivent se tourner vers le rétablissement de la paix maritime, et l'un des moyens les plus certains d'obliger l'Angleterre à la conclure est de lui fermer les ports du Portugal. Vous voudrez donc bien, monsieur l'ambassadeur, entretenir de ce sujet important M. le prince de la Paix. Vous l'amènerez à signer, au nom de sa cour, une convention secrète qui renfermera les stipulations suivantes :

« La France et l'Espagne uniront leurs efforts pour déterminer la cour de Lisbonne à fermer ses ports à l'Angleterre au 1er septembre, s'il est possible. Dans le cas où le Portugal se refuserait à cette mesure. les ministres de France et d'Espagne se retireraient de Lisbonne. et les deux puissances déclareraient la guerre au Portugal. Une armée française de vingt mille hommes, qui sera rendue à Bayonne le 1er septembre, se réunira à l'armée espagnole et marchera contre le Portugal. »

La nouvelle demande de la France causa un grand trouble à la cour de Madrid. Elle apprit à Charles IV et à la reine que leur situation était changée. qu'une ère nouvelle s'ouvrait pour eux, et que c'en était fait de leur repos. Le régent de Portugal avait épousé une de leurs filles. On les forçait à employer contre ce prince la menace; bientôt on exigerait leur concours pour l'expulser du trône. Jamais avait-on exigé d'un père et d'une mère qu'ils se fissent les instruments de la ruine de leur enfant? Mais résister n'était plus possible. Ce qu'ils auraient pu tenter avant la bataille d'Iéna, même, à la rigueur, après celle d'Eylau, ils ne le pouvaient plus aujourd'hui. Leurs fers étaient rivés. Il ne leur restait plus qu'à s'humilier sous la volonté du maître impérieux qui les dominait.

Le 12 août, l'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne, le comte de Campo-Alange et le chargé d'affaires de France, M. de Rayneval, signifièrent au régent que si, au 1er septembre 1807, il n'avait pas déclaré la

guerre à l'Angleterre, renvoyé l'ambassadeur de cette puissance, rappelé de Londres son propre ambassadeur. arrêté comme otages tous les Anglais et confisqué toutes les marchandises de cette nation qui se trouvaient alors en Portugal, réuni enfin ses escadres aux escadres continentales, il serait considéré comme ayant renoncé à la cause du continent. « Eux, aussitôt, demanderaient leurs passe-ports; « ils quitteraient Lisbonne, et le Portugal serait en « guerre avec la France et l'Espagne. » Les deux puissances appuyèrent par leurs armements cette note menaçante. D'une part, un corps de trente mille hommes se rassembla en toute hâte à Bayonne, et, de l'autre, toutes les forces disponibles de l'Espagne furent dirigées sur la frontière portugaise.

Le trône de Portugal était alors occupé par un fantôme couronné. La reine Marie était folle, et, depuis l'année 1776, c'était son fils, don Jean, qui, sous le titre de régent, gouvernait à sa place. Ce prince avait toutes les vertus privées. Il était bon, humain, de mœurs austères, et il portait dans toutes ses actions les scrupules d'une conscience rigide; mais il avait hérité de sa mère une intelligence infirme et reçu l'éducation d'un moine. Bigot et plein de préjugés, il consumait dans de minutieuses pratiques de dévotion les heures qu'il aurait dû consacrer aux affaires publiques. Il était irrésolu et défiant, en sorte qu'il manquait de lumières pour s'éclairer, de volonté pour se décider, et de confiance dans ses ministres pour suivre leurs con-

seils. Comme tous les hommes bornés et timides, il ressentait un invincible éloignement pour les esprits puissants, énergiques et novateurs. A plusieurs reprises, notamment en 1805 et en 1807, il avait donné des signes d'aliénation. On l'avait vu changer tout à coup les habitudes de sa vie intérieure, s'isoler de sa mère, de sa femme, de ses enfants qu'il aimait de la plus vive tendresse, négliger toutes les affaires, et s'abîmer, pendant des jours entiers, dans une rêverie profonde et solitaire. Son état fut jugé si alarmant, que ses ministres mirent un instant en question s'ils ne lui retireraient pas la régence, et s'ils ne la remettraient pas dans les mains de la princesse sa femme. Tel était l'homme sur lequel reposaient les destinées du Portugal dans une des plus terribles crises qu'ait eues à traverser la maison de Bragance.

Les sommations de la France et de l'Espagne accablèrent de douleur le régent. Napoléon n'exigeait pas seulement qu'il rompît tous ses liens avec la Grande-Bretagne ; il le sommait d'arrêter et de dépouiller de leurs biens cette foule de négociants et de banquiers anglais qui tenaient dans leurs mains tout le commerce du pays. S'il hésitait à se charger de ce rôle odieux, les armées de la France et de l'Espagne allaient fondre sur le royaume. Dès lors il lui faudrait chercher par delà l'Océan une sécurité qu'il ne trouverait plus en Europe : horrible situation, digne de toute la pitié de l'histoire, et qu'il n'eût été donné à personne, pas même au

plus ferme courage, à l'intelligence la plus souple, de pouvoir dominer.

Le premier mouvement du régent fut de rejeter les demandes de la France et de fuir au Brésil. M. d'Araujo annonça lui-même à M. de Rayneval la détermination du prince : « Vous nous faites, monsieur, lui dit-il le 14 août, des demandes terribles. Son Altesse Royale ne consentira jamais à faire arrêter les Anglais ni à confisquer leurs propriétés. Si nous avons des griefs contre eux, ils sont trop peu de chose pour justifier une déclaration de guerre, et commencer par une injustice manifeste nous attirerait des représailles funestes. Il faut, dans une aussi grave question, aller droit au fait et ne laisser en arrière aucune pensée. Notre monarchie se compose d'une portion européenne et d'une portion américaine. Il faut perdre une des deux. Le plus sage est de sacrifier la moins avantageuse, celle d'Europe. Après tout, les grandes commotions qui agitent le globe nous l'enlèveraient tôt ou tard. Les condescendances à l'aide desquelles nous tenterions de la sauver ne feraient que nous déshonorer. Notre perte est inévitable ; vouloir lutter serait une folie. La France a bravé et vaincu la Prusse et la Russie. Quelle résistance pourrait opposer le Portugal, eût-il cinquante mille Anglais pour auxiliaires ? D'ailleurs, le Portugal succombe sous le poids de ses propres vices ; c'est un vieil édifice qu'il vaut mieux laisser tomber en ruine : on ne le sauverait qu'en le refaisant à neuf. Tout

cela nous commande de nous ouvrir la route du Brésil. Là, du moins, nous marcherons sur un terrain neuf, et nous resterons maîtres de n'y point laisser entrer des germes de décadence. Nous échapperons à la dépendance de la France et de l'Angleterre, et les chaînes de l'une et de l'autre, de quelque nom qu'on les honore, ne sont pourtant que des chaînes. »

Une telle déclaration semblait annoncer que les résolutions du régent étaient arrêtées et irrévocables. Il se ravisa cependant et voulut essayer, sans doute d'après les conseils du cabinet de Londres, si, par une feinte soumission, il ne parviendrait pas à apaiser ou à abuser l'empereur. En conséquence, il prit tous les dehors d'un prince qui s'humiliait devant les volontés de la France. Il promit [1] de séparer sa cause de celle de l'Angleterre ; « il lui déclarerait la guerre, il lui fermerait tous ses ports, et mettrait à la disposition de la France tous ses vaisseaux. » Là s'arrêtait la limite de ses concessions ; il refusa formellement de confisquer les propriétés des Anglais et d'arrêter leurs personnes. « De telles mesures, dit M. d'Araujo dans sa note du 21 septembre, répugnaient trop à l'esprit de justice et de religion de Son Altesse Royale. »

Quand cette note fut envoyée à MM. de Rayneval et de Campo-Alange, le gouvernement portugais avait déjà fait savoir secrètement à tous les négo-

[1] Note de M. d'Araujo du 21 septembre.

ciants anglais établis en Portugal le danger qui les menaçait, et les avait avertis de mettre en sûreté leur personne et leurs propriétés. Plus de trois cents familles anglaises s'embarquèrent aussitôt, et emportèrent avec elles une partie considérable du numéraire en circulation dans le royaume.

Le régent n'ayant point accepté la totalité des conditions imposées par la France, M. de Rayneval annonça que sa mission était terminée, et demanda ses passe-ports; mais M. d'Araujo le conjura d'attendre au moins la réponse du cabinet français à sa note du 21 septembre. Dans la prévision d'une rupture jugée inévitable, le gouvernement portugais prit diverses mesures de précaution. Il arma et équipa avec une célérité extraordinaire cinq vaisseaux de ligne, et demanda des secours à l'Angleterre. Cette puissance promit d'envoyer au plus tôt dans le Tage une escadre qui, réunie aux vaisseaux portugais, protégerait, le cas échéant, l'embarquement et la retraite du régent et de sa famille au Brésil.

Napoléon ne se laissa point endormir par la feinte humilité de la cour de Lisbonne. Il blâma sévèrement M. de Rayneval de n'avoir pas insisté, comme le lui commandaient ses instructions, sur la remise immédiate de ses passe-ports, et ne voulut admettre aucune restriction dans la soumission du régent [1]. Sans précisément exiger que les Anglais qui

[1] Lettre de M. de Champagny à M. de Rayneval, 7 septembre 1807.

se trouvaient encore en Portugal fussent individuellement incarcérés, il demanda que, par des mesures de haute surveillance, le gouvernement portugais s'assurât de leurs personnes et rendît impossible leur évasion. Il ne se contenta pas de faire savoir ses volontés à la cour de Lisbonne par l'intermédiaire de son représentant : il les signifia directement lui-même au prince régent et il lui écrivit à cet effet. Les sacrifices demandés au régent dépassaient la mesure des concessions que l'Angleterre l'avait autorisé à faire. Le prince déclara à M. de Rayneval qu'il lui était impossible de déférer à toutes les exigences de l'empereur, que sa conscience répugnait à de telles injustices, que, du reste, il allait assembler son conseil, et qu'il lui ferait connaître ce qui aurait été résolu.

Les ministres furent d'avis que Son Altesse Royale ne pouvait, sans se dégrader, accéder à toutes les demandes de la France. « Nous ne nous dissimulons point les conséquences d'une telle résolution, dit M. d'Araujo à M. de Rayneval ; mais l'honneur et le devoir passent avant tout. Il faut savoir supporter les inconvénients attachés à une résolution noble, ferme et juste. Après tout, le Brésil est là, et la retraite est encore honorable. » M. de Rayneval réclama de nouveau et reçut cette fois ses passeports. Il partit le 1er octobre et retourna en France en passant par Madrid. L'empereur apprit avec un profond sentiment de joie que son représentant avait enfin quitté Lisbonne. Il était impatient d'une

rupture qui lui donnât le droit d'envahir militairement toute la Péninsule et de prendre en main la direction suprême de cette vaste contrée.

Un des plus affligeants spectacles que présente l'histoire, c'est la dégénération lente, mais incessante, qui atteint et rabaisse au-dessous du niveau commun quelques-unes de ces grandes familles qui ont été autrefois l'honneur de leur siècle et de leur pays. Leur décadence se reconnaît à des signes infaillibles. Vainement on cherche dans leurs tristes rejetons ces qualités exquises et vigoureuses, cette noble et féconde essence qui ont illustré leur nom. Tout a disparu : on ne trouve plus que des âmes appauvries et énervées, des esprits infirmes, obscurcis par l'ignorance et les préjugés, trop souvent par des vices qui sont la honte de l'humanité. Quand ces êtres dégénérés sont de race royale, ils deviennent des fléaux de Dieu, des causes de révolution, car ils font le malheur des peuples confiés à leur sceptre. Telle était la branche des Bourbons qui occupait en ce moment le trône des Espagnes.

Charles IV avait le cœur loyal et bon. Ses mœurs étaient pures, son jugement sain et droit ; mais il avait l'âme molle et pusillanime et l'esprit paresseux. Penser était pour lui une fatigue, vouloir un effort surnaturel. L'âge et les infirmités venant encore augmenter cet engourdissement moral, il avait fini par n'être plus capable de la moindre application. Sa mauvaise destinée lui donna pour

épouse Maria-Luisa, fille du dernier duc de Parme. C'était une de ces femmes que, pour l'honneur de leur sexe, il faudrait condamner, dès leur plus tendre enfance, aux solitudes du cloître. Elle était artificieuse, violente, vindicative, dissolue dans ses mœurs, vulgaire d'esprit comme de cœur, et surtout impérieuse. A peine eut-elle vu l'époux auquel elle était destinée, qu'elle se sentit un irrésistible besoin de le dominer. Elle y réussit sans peine. Charles IV était né pour le joug. Bientôt il n'osa plus ni penser, ni agir sans prendre l'avis de la reine, et lui abandonna la direction du gouvernement, trop heureux que la femme qui partageait son trône et son lit voulût bien consentir à le soulager du fardeau des affaires. Dès lors il se livra exclusivement à sa passion pour la chasse, et y consacra tous les moments qu'il ne donnait point aux pratiques de dévotion.

La reine voulait à tout prix gouverner, et elle ne possédait pas une seule des qualités que suppose une telle ambition. Elle avait l'esprit vif, mordant, mais capricieux, inappliqué, étranger à la science des affaires, et complétement dépourvu d'étendue et d'élévation. A de tels souverains, il fallait absolument un homme qui gouvernât sous leur nom; cet homme fut Godoy. Le favori fut digne de ses maîtres.

Don Emmanuel Godoy naquit à Badajoz en 1767 d'une famille noble, mais pauvre. La nature ne lui avait départi aucune de ces grandes qualités de

l'esprit ou du caractère qui expliquent et justifient les hautes et rapides fortunes ; mais il avait une belle figure, de la souplesse, l'humeur enjouée et facile. Sa beauté fit sa fortune. La reine le distingua dans la foule de ses gardes, l'éleva jusqu'à elle, le présenta au roi comme un jeune homme d'une capacité éminente, le fit entrer au conseil d'État, bientôt après lui confia le poste de ministre des affaires étrangères, et, de faveurs en faveurs, finit par lui livrer, avec son cœur et sa confiance, le gouvernement tout entier de l'État.

Godoy a eu le sort des favoris qui sont tombés sous le poids de la haine publique. Il a été fort calomnié, et l'on a exagéré ses vices comme ses fautes. Il avait des qualités incontestables, l'esprit naturellement juste, lucide, souple, prompt et libre des préjugés de son pays. L'habitude des affaires lui avait donné une assez grande facilité de travail. Son caractère était doux et humain. Les vifs et durables attachements qu'il a su inspirer attestent qu'il avait une puissance de séduction peu commune. Il avait surtout à un haut degré cette grâce, cet entraînement sympathique, qui sont particuliers aux hommes de plaisir. L'Espagne lui doit d'importantes améliorations. Il est le premier ministre espagnol qui ait osé braver la colère du clergé en arrêtant l'envahissement des biens de mainmorte, en refrénant le pouvoir intolérant du tribunal de l'inquisition, enfin en obtenant du saint-siége le droit de séculariser et de vendre une partie

des propriétés ecclésiastiques. Plus d'une fois il a conçu de nobles et vastes desseins, tels que la réorganisation des finances de l'Espagne et de son système militaire; mais, pour conduire à fin de telles entreprises, pour triompher des mille obstacles que lui suscitaient les priviléges des nobles, l'esprit de domination du clergé, la timidité du roi et la jalousie ombrageuse de la France, il eût fallu une variété de connaissances, une fécondité et une sûreté d'esprit, une puissance de volonté et d'application qu'il n'a jamais eues. La reine a été son mauvais génie; il s'est dégradé au contact de cette femme perverse et dissolue. Bientôt se développèrent en lui les plus mauvais penchants, la paresse, la cupidité, l'amour du faste, une ambition extravagante, enfin le goût et l'habitude de la débauche. La dépravation des grands a surtout cela de funeste, qu'elle démoralise tout ce qui les entoure. Les courtisans copièrent à l'envi les vices du favori. Ce fut un nouveau moyen de lui plaire et de pousser leur fortune. Le plus lâche égoïsme prit dans les cœurs la place du devoir; on ne pensa plus qu'à soi. Tous les ressorts de la puissance publique se détendirent, et le gouvernement, à tous les degrés de la hiérarchie administrative, depuis les ministres jusqu'à ses plus infimes agents, se trouva frappé d'inertie.

La reine et le prince de la Paix, après s'être aimés longtemps, se fatiguèrent l'un de l'autre; de mutuelles infidélités suivies de scènes orageuses,

mirent un terme à cette coupable union, et, d'un commun accord, ils volèrent, chacun de son côté, à de nouvelles amours. La reine, une fois lancée dans cette voie de désordres, ne s'arrêta plus. L'âge, au lieu d'éteindre chez elle ces lascives ardeurs, ne fit que les redoubler; elle finit par aller chercher partout, par accepter de toutes mains les nombreux objets de ses préférences, et le palais des rois d'Espagne se trouva transformé en un lieu de débauches et d'orgies. Les orgies dégénéraient fréquemment en querelles violentes, et trop souvent d'étranges récits vinrent scandaliser les oreilles du peuple de Madrid. Cependant la reine conserva toujours pour Godoy un fonds d'attachement que rien ne put détruire. Il a eu de nombreux successeurs, mais pas un rival. Elle lui revenait toujours. Le favori savait se prêter à des retours de tendresse qui assuraient la durée de son crédit. Après avoir été, pendant tant d'années, l'amant public de sa souveraine, il était devenu le complaisant mystérieux de ses débauches. Chaque jour, il fallait satisfaire à des prodigalités dont il connaissait la source impure. C'était lui qui toujours la tirait d'embarras, lui qui se chargeait de déguiser au roi la véritable cause des dilapidations du trésor public. Il y a peu d'exemples, dans l'histoire des derniers siècles, qu'une tête couronnée et un favori aient fait un usage plus effroyable de la toute-puissance, et gaspillé avec plus d'impudeur les destinées d'une grande et généreuse nation.

Le dévot Charles IV ne soupçonnait rien. Les désordres qui scandalisaient toute l'Espagne, lui seul ne les voyait point. Il admirait dans la reine une mère chaste, quelquefois sévère, mais toujours juste, et, dans l'homme qui avait déshonoré sa couche, le plus grand ministre qu'ait eu la monarchie. Lui aussi, il aimait Godoy; il lui portait une tendresse de père, et il n'est point de faveurs qu'il ne lui ait prodiguées. On peut dire qu'il l'en accabla. D'abord il le fit duc d'Alcudia, plus tard prince de la Paix. Ce n'était point encore assez; il l'unit par le sang à la maison royale en lui donnant pour épouse la fille de l'infant don Louis. Godoy était, après les souverains, le personnage le plus considérable de l'Espagne. Tous les pouvoirs publics venaient en quelque sorte se concentrer dans ses mains. Il était le véritable maître du royaume, maître détesté, méprisé, avili, mais obéi, courtisé et tout-puissant.

L'empereur, déterminé à subjuguer l'Espagne, allait donc rencontrer sur son chemin un premier obstacle : c'était le favori. Comment en agirait-il avec ce personnage? Il n'y avait que deux manières de procéder : il fallait ou l'abattre ou le gagner. L'abattre, c'était la guerre, et la chose que Napoléon redoutait le plus au monde, c'était précisément d'entrer en collision avec le gouvernement espagnol. L'affermissement de sa suprématie sur le continent exigeait qu'il tînt quelque temps encore ses armées réunies et compactes entre l'Elbe et la

Vistule. Bien loin d'aller porter la guerre en Espagne, il s'agissait au contraire d'ôter à ce pays la possibilité de la lui faire un jour. A des relations indécises, troublées par de secrètes et mutuelles défiances, il voulait substituer une situation nette, tranchée, permanente, sur laquelle il pût à tout jamais compter. Ainsi l'empereur n'avait qu'un seul parti à prendre : c'était d'abord de gagner le favori, sauf plus tard à le briser, si ses intérêts le lui commandaient.

Le prince de la Paix avait trop abusé de sa fortune pour ne pas avoir un grand nombre d'ennemis. Les faveurs du trône le protégeaient aujourd'hui contre la haine publique; mais Charles IV était vieux : sa santé, fort altérée depuis quelque temps, laissait pressentir une fin prochaine. S'il mourait, quel serait le sort du favori? Il aurait à rendre un compte terrible au nouveau roi d'abord, et puis à tout ce peuple dont il avait, pendant tant d'années, dirigé les affaires avec une incurie si déplorable. Sa chute, il devait s'y attendre, serait aussi rapide, aussi éclatante que l'avait été son élévation, trop heureux si, par un exil volontaire, il parvenait alors à sauver ses richesses et sa tête.

Napoléon entrevit dans cette situation, mélangée de tant de grandeurs et de périls, un moyen infaillible de l'attacher à sa cause. Ses troupes s'avançaient en ce moment sur le Portugal. Bientôt il allait avoir à sa disposition un territoire de deux millions cinq cent mille âmes. Il résolut de le divi-

ser en trois parts, d'en ériger une en principauté indépendante et de l'offrir au prince de la Paix. C'était un refuge assuré qu'il lui ouvrirait contre les vicissitudes de l'avenir. Il l'associerait ainsi à sa fortune : d'un ennemi secret, il s'en ferait un allié, un souple instrument de ses desseins. Le favori se laissa prendre à cette amorce. L'idée ne lui vint pas un instant qu'elle pût être un piége tendu à son ambition. Il ajouta la même confiance aux offres de l'empereur qu'il en avait accordé l'année précédente à celles de la coalition. Aveuglé par sa vanité, il crut ses fautes oubliées et pardonnées ; il accepta tout.

L'Espagne était alors représentée à la cour des Tuileries par le prince de Masserano ; mais ce n'était point par ses mains que passaient les affaires les plus secrètes. Le véritable ambassadeur était un personnage obscur, entièrement dévoué au prince de la Paix, qui, sous le voile d'une mission scientifique, l'avait envoyé à Paris pour y défendre ses intérêts particuliers. Cet agent était don Eugenio Isquierdo. C'est lui qui reçut les premières ouvertures relatives au démembrement du Portugal, qui en informa secrètement le prince de la Paix, et qui fut chargé par lui de discuter les bases du traité de partage. Le prince de Masserano n'en fut instruit qu'après que toutes les conditions en eurent été arrêtées. Le traité fut signé à Fontainebleau le 27 octobre 1807.

Le Portugal était divisé en trois lots. Le premier,

formé des provinces d'entre Duero et Minho avec la ville d'Oporto, était donné au jeune roi d'Étrurie en échange de la Toscane, cédée à la France. Ce prince prendrait le titre de roi de la Lusitanie septentrionale. La province des Algarves et l'Alentejo composaient le second lot. Il était donné en toute souveraineté au prince de la Paix, qui prendrait le titre de prince des Algarves. Le nouveau royaume de la Lusitanie et la principauté des Algarves étaient placés sous la protection du roi d'Espagne. A défaut d'héritiers mâles du roi d'Étrurie et du prince des Algarves, le droit d'investiture, en ce qui touchait ces deux souverainetés, revenait à Sa Majesté Catholique, sous la condition de ne les réunir ni sur une seule tête, ni à l'Espagne. Les trois provinces de Tras-os-Montès, de Beira et d'Estramadure, qui formaient le reste du Portugal, demeureraient en séquestre entre les mains de la France jusqu'à la fin de la guerre. Elles pourraient être alors restituées à la maison de Bragance, mais sous la condition que Gibraltar, l'île de la Trinité, ainsi que les autres possessions conquises par l'Angleterre sur l'Espagne depuis le commencement de la guerre, seraient restituées à Sa Majesté Catholique. Les colonies portugaises seraient partagées également entre la France et l'Espagne. Le roi d'Espagne serait proclamé empereur des deux Amériques, et l'empereur des Français prendrait immédiatement possession du royaume d'Étrurie.

Une convention signée ce même jour, 27 octobre,

régla le mode d'occupation du Portugal par les forces combinées des deux puissances. Une armée française forte de 28,000 hommes, dont 3,000 de cavalerie, à laquelle viendrait se joindre un corps de 11,000 Espagnols, se dirigeait, à travers l'Espagne, sur Lisbonne. L'Espagne s'engageait à prendre possession de la province d'entre Duero et Minho avec 10,000 hommes, et de l'Alentejo et des Algarves avec 6,000. Un second corps d'armée français, fort de 40,000 hommes, se rassemblerait à Bayonne, de manière à se trouver en mesure d'entrer, le 20 novembre, en Espagne, dans le cas où les Anglais opéreraient une descente en Portugal; mais il était expressément convenu que cette armée ne franchirait les Pyrénées qu'après que les deux gouvernements se seraient concertés et auraient conclu une nouvelle convention.

L'empereur n'avait pas attendu que le traité de partage eût été signé pour agir contre le Portugal. Le général Junot, qui avait conservé son titre officiel d'ambassadeur de France à la cour de Lisbonne, vint prendre le commandement de l'armée d'invasion, et, le 18 octobre, il franchit la Bidassoa et se porta vivement, par la Navarre et la Castille, sur Salamanque. Partout sur cette longue route, il reçut des populations un accueil amical. A Vittoria, à Burgos, à Valladolid, on lui donna des fêtes. On se pressait en foule autour de ce drapeau français encore entouré d'une auréole de gloire si éclatante et si pure. De son côté, l'Espagne se disposa à ap-

puyer le mouvement de Junot. Le général Taranco, chargé d'occuper les provinces portugaises destinées au roi d'Étrurie, se dirigea avec quatorze bataillons et six escadrons, de la Corogne sur Oporto. Le général Solano, marquis del Socorro, pénétra dans les Algarves et l'Alentejo à la tête de huit bataillons, de cinq escadrons et d'une batterie à cheval. Enfin, une division espagnole, commandée par le général Caraffa, se réunit à Alcantara, d'où elle devait marcher ensuite, de concert avec l'armée française, sur Lisbonne.

Ainsi, le Portugal allait être envahi sur tous les points à la fois, au centre, au nord et au midi. Le gouvernement espagnol avait dû faire des efforts inouïs pour se trouver en mesure d'exécuter ses engagements. Afin de porter à leur complet de guerre les bataillons de l'armée active, il avait été forcé d'affaiblir toutes les garnisons des places du nord, ainsi que les divisions qui formaient le camp de Saint-Roch : il avait pris tout ce qu'il avait de troupes disponibles, même une partie des gardes. L'armée française franchit en vingt-cinq jours la distance qui sépare Bayonne de Salamanque. Elle arriva dans cette dernière ville le 12 novembre. Elle comptait s'y reposer de ses fatigues : déjà elle avait disposé ses campements, quand elle reçut l'ordre de poursuivre sa marche.

L'Angleterre avait secrètement autorisé le régent, par un traité qui fut signé le 22 octobre, à séparer ostensiblement sa cause de la sienne et à lui fermer

ses ports et ses marchés ; mais elle y avait mis pour condition que la France et l'Espagne se déclareraient satisfaites, et ne toucheraient point au territoire portugais. Les cours de Lisbonne et de Londres jouèrent avec une dissimulation parfaite leur rôle d'ennemis officiels. Le prince régent déclara solennellement la guerre à l'Angleterre, rappela de Londres son ambassadeur, et fit mettre le séquestre sur toutes les propriétés anglaises qui se trouvaient encore dans le royaume. De son côté, l'ambassadeur anglais, lord Strangford, simula une grande colère, fit abattre des portes de son hôtel les armes d'Angleterre, demanda avec hauteur ses passeports, et se retira à bord de *l'Hybernia ;* mais, la nuit, une barque venait silencieusement le chercher et le ramenait à Lisbonne, où il conférait, pendant de longues heures, avec le régent et ses ministres : le matin, avant le jour, la même barque le reconduisait à bord de *l'Hybernia.*

Pour prix de sa soumission apparente, la cour de Lisbonne nous demanda d'arrêter la marche de nos troupes [1]. L'empereur était persuadé que le régent le trompait ; il fit expédier à Junot l'ordre de précipiter sa marche sur Lisbonne, soit pour la protéger contre les Anglais, dans le cas où le gouvernement portugais leur aurait sérieusement déclaré la guerre, comme il l'affirmait, soit pour occuper militairement cette capitale et en chasser le régent, si,

[1] Note de M. d'Araujo, 22 octobre 1807.

comme tout le faisait croire, il était d'intelligence avec le cabinet de Londres. Il voulait que son armée arrivât comme la foudre, de manière à ne laisser ni au régent, ni aux habitants le temps d'organiser la résistance. Il défendait à Junot de s'arrêter, même pour rassembler des vivres, « vingt mille hommes pouvant, disait-il, vivre partout, même dans un désert. »

Le pays situé entre le Tage et le Duero est l'un des plus montagneux et des plus sauvages de la Péninsule. L'Estrella, avec ses pics neigeux et ses nombreux rameaux, se dresse au centre de la Beira, comme pour servir de boulevard aux armées envahissantes de l'Espagne et couvrir Lisbonne. Junot n'avait le choix qu'entre deux routes, l'une, au nord, qui tournait la crête de l'Estrella et passait par Almeyda, Celorico et Thomar; l'autre, au midi, qui courait sur les flancs escarpés de la montagne, par Alcantara et Abrantès. La première traversait un pays riche, peuplé, où les troupes auraient vécu dans l'abondance; mais elle était beaucoup plus longue que l'autre. En outre elle était couverte par la place d'Almeyda qui nous eût arrêtés quelques jours, et cette perte de temps pouvait nous devenir fatale. La route d'Abrantès avait l'avantage d'être plus directe et de conduire l'armée à Alcantara, où l'attendait la division espagnole du général Caraffa.

Ces considérations maîtrisèrent Junot, et il prit la route d'Abrantès. Les obstacles naturels y étaient semés à chaque pas : ici, des montagnes nues, ari-

des, presque inaccessibles à la cavalerie ; là, des ravins profonds ; presque partout, la stérilité et le désert. Les éléments déchaînés achevèrent de rendre cette route aussi difficile que périlleuse. La pluie tombait en abondance ; les ruisseaux étaient devenus d'impétueux torrents, et toutes les rivières étaient débordées. L'armée n'avait eu le temps de rassembler ni magasins ni convois, et elle eut bientôt épuisé tout ce qu'elle avait emporté d'Alcantara. Pourtant il fallait vivre. Les soldats étaient réduits à aller chercher leurs subsistances dans les pauvres chaumières clair-semées sur les montagnes ou au fond des vallées. Pendant plusieurs jours, ils ne se nourrirent que d'oignons et de châtaignes. Junot, sachant l'importance d'un jour perdu, ne leur laissa point de repos. Lisbonne devait être le prix moins de leur valeur que de la rapidité de leur course. De là, pour eux, des misères sans nombre. C'étaient, pour la plupart, de jeunes soldats qui n'avaient point encore vu le feu. Les plus faibles ne purent résister à tant de fatigues et succombèrent ; beaucoup restèrent en arrière. L'armée cessa de former une masse compacte et disciplinée, et se fractionna en une multitude de petits détachements. Les traînards formaient une longue file qui couvrait la route l'espace de plusieurs lieues. Ce n'était plus une marche régulière, mais une course à volonté. Une poignée d'hommes déterminés aurait suffi pour arrêter et détruire dans les gorges de l'Estrella nos colonnes disjointes. Enfin, l'avant-garde atteignit

Abrantès. Les autres détachements arrivèrent plus tard, successivement et dans un état déplorable. La plupart des soldats n'avaient plus de chaussures; leurs fusils, tordus et rouillés, ne fonctionnaient plus. Les chevaux pouvaient à peine se traîner, et les affûts des canons étaient tout disloqués. A la vue de ces figures amaigries par la fatigue et la faim, de ces chevaux étiques, de ces équipages délabrés et en lambeaux, on ne se fût guère douté que c'était là une armée envahissante. Du reste, elle touchait au terme de ses souffrances; elle avait trouvé dans Abrantès tout ce dont elle était privée depuis qu'elle avait quitté Alcantara : des vivres, des fourrages de bonne qualité, des chaussures, des munitions et des équipements.

Junot n'attendit pas qu'il eût rassemblé et réorganisé son armée pour s'avancer sur Lisbonne. Il savait mieux que personne à quelle sorte de gens il avait affaire, et il agit comme s'il était à la tête des vainqueurs d'Austerlitz et d'Iéna. Il prit la plume et annonça lui-même au premier ministre du régent son arrivée à Abrantès. « Je serai dans quatre jours à Lisbonne, lui dit-il; mes soldats sont désolés de n'avoir pas tiré un coup de fusil : ne les y forcez pas; je crois que vous auriez tort. »

Après le refus de l'empereur d'arrêter la marche de ses colonnes, on ne comprend pas que le régent ait pu hésiter un instant sur ce qu'il avait à faire. Il ne lui restait plus qu'à monter sur ses vaisseaux et à transporter son trône au Brésil; mais la per-

spective d'un tel exil le navrait de douleur; et son âme était en proie aux plus cruelles incertitudes. Dans de certains moments il semblait décidé à rompre sans retour avec l'Angleterre. Ainsi, le 8 novembre, il ordonna de garder à vue le petit nombre de sujets anglais qui étaient restés dans le royaume : c'étaient quelques malheureux que leurs dettes ou leur misère avaient retenus sur le sol portugais. Ainsi encore, il fit réparer et approvisionner les forts de la marine et couvrir la côte et les deux rives du Tage de batteries mobiles. Enfin, il envoya le marquis de Marialva proposer d'unir le prince de Beira, alors âgé de neuf ans, à la fille du grand-duc de Berg. Cet ambassadeur devait, en outre, offrir à Napoléon un subside considérable. Cependant, dans le moment même où il semblait se livrer à nous, le régent prenait des mesures calculées dans la prévision d'une fuite prochaine. Il avait ordonné que ses bâtiments de guerre de toute grandeur fussent radoubés, équipés, pourvus de vivres pour plusieurs mois et aménagés de manière à recevoir à bord un grand nombre de personnes. Naturellement, on en conclut qu'ils étaient destinés, non pas à combattre les Anglais, mais à transporter au Brésil la famille royale et la cour. Le gouvernement fit appel à la générosité de ses sujets. Il leur fit un triste tableau de ses embarras, de ses dangers, de la pénurie du trésor, et il les invita à venir lui apporter leur vaisselle d'or et d'argent ; mais l'aristocratie portugaise et les riches négo-

ciants, remarquant qu'il y avait plus d'ostentation que de réalité dans les mesures défensives, soupçonnèrent la cour de ne leur demander leur argent que pour l'emporter au Brésil. Ils restèrent sourds à l'appel du prince, enfouirent leurs richesses et attendirent les événements.

Les Anglais avaient la promesse du régent qu'il se retirerait au Brésil dès qu'il aurait perdu tout espoir de prévenir l'envahissement de son pays. Ils ne mettaient point en doute sa bonne foi, mais ils connaissaient son caractère faible et irrésolu. Ils craignirent qu'il n'eût la force ni de fuir le péril, ni de le combattre, et qu'au moment suprême il n'aimât mieux encore subir le joug de la France que de s'arracher de sa capitale. Un grave incident vint fortifier leur soupçon. L'amiral russe Siniavin avait quitté la rade de Ténédos pendant les conférences de Tilsit, et tourné ses voiles vers l'Océan, afin de regagner la Baltique. Il venait de passer le détroit de Gibraltar, quand il apprit la conclusion de l'alliance de Tilsit. Il avait avec lui neuf vaisseaux de ligne, deux frégates et six mille cinq cents hommes de troupes. N'osant poursuivre sa route, de peur de tomber au milieu des croisières anglaises, il alla se réfugier dans le port de Lisbonne. On en conçut à Londres beaucoup d'inquiétude. La flotte de l'amiral Siniavin était devenue, par le cours des événements, une force entre les mains de la France. Qui pouvait calculer l'effet que sa présence dans les eaux de Lisbonne allait produire sur les déterminations

du régent? Les ministres anglais prirent leurs mesures pour toutes les éventualités. Ils envoyèrent sir Sidney Smith croiser, avec une escadre considérable, devant l'embouchure du Tage. Le général Moor se rendait de Sicile dans la Baltique, avec un corps de dix mille hommes, pour secourir le roi de Suède, menacé par la Russie, la France et le Danemark : on lui expédia en toute hâte l'ordre de s'arrêter devant Lisbonne et de prêter main-forte, le cas échéant, à sir Sidney Smith. Ils devaient, l'un et l'autre, protéger l'embarquement de la famille royale, si elle exécutait son dessein de se retirer au Brésil; dans le cas contraire, ils traiteraient le Portugal en ennemi : ils s'empareraient de tous ses bâtiments, bombarderaient ses côtes, forceraient l'entrée du Tage et s'y saisiraient de tous les vaisseaux de guerre qui s'y trouveraient, tous, y compris ceux de l'amiral Siniavin. Ce n'est pas tout : le commodore Beresford dut occuper militairement l'île de Madère, et des ordres furent expédiés au gouvernement de l'Inde pour qu'il mît la main sur tous les comptoirs que le Portugal possédait dans cette partie du monde. Ainsi le prince régent était dans la plus affreuse des situations. De quelque côté qu'il tournât les yeux, le péril et le joug étaient partout. Il était dévoré d'anxiétés, quand une nouvelle terrible, l'arrivée des Français dans les murs d'Abrantès, et la lettre de Junot fixèrent ses irrésolutions.

Abrantès occupe sur les deux rives du Tage une position très-forte. Elle est, de ce côté, le véritable

boulevard de Lisbonne. Si les Portugais avaient eu la prévoyance de l'armer et le courage de la défendre, elle eût arrêté nos colonnes harassées et donné le temps au gouvernement de mettre la capitale à l'abri d'une surprise ; mais le pouvoir avait montré une incurie si profonde, et la marche des Français avait été si rapide, qu'on les croyait encore à Alcantara quand ils touchaient aux portes de la capitale. Le jour même où le prince régent recevait la lettre de Junot, un autre message lui arrivait, et celui-là lui était adressé par sir Sidney Smith ; c'était le *Moniteur* du 13 novembre, qui contenait ces lignes fameuses : *Le prince régent de Portugal perd son trône. La chute de la maison de Bragance sera une nouvelle preuve que la perte de quiconque s'attache aux Anglais est inévitable.*

Le prince venait de lire sa sentence. Il n'y avait plus à balancer; il fallait fuir : mieux valait encore un trône au Brésil qu'une abdication forcée, peut-être la prison en France. L'ordre du départ fut donné. Il s'effectua le 27 novembre sous les yeux de la population éplorée. Lisbonne offrit pendant trois jours un spectacle lamentable. Le peuple était habitué à l'administration douce et apathique de ses princes. Leur indolence et leur bigotisme ne le choquaient point. Dévot lui-même et superstitieux, il y voyait un titre de plus à son amour et à ses respects. Au moment où ils sortirent du palais et se dirigèrent vers la rive qu'ils allaient quitter, la foule se pressa autour d'eux et les accompagna dans

un morne silence. Tout, dans ces adieux, fut sombre et solennel. En tête du cortége royal marchait lentement la voiture de la vieille reine. Depuis seize ans, privée de la raison, elle n'avait point quitté son palais de Mafra ; mais la vue de tout ce peuple attroupé, de cette douleur universelle, ranima, pour quelques instants, les lueurs de son intelligence. De nobles pensées lui revinrent avec le sentiment des malheurs et de la honte de son pays. « Eh quoi ! s'écria-t-elle avec une incroyable expression de tristesse, nous quitterions le royaume sans avoir combattu ! » Puis, s'adressant à son cocher : « Pas si vite ! pas si vite ! disait-elle, on croirait que nous fuyons. » Après la voiture de la reine venait celle du régent. Ce prince s'avançait, le cœur déchiré et le visage couvert de larmes. Au moment où il quitta le rivage et monta sur le vaisseau qui devait l'emporter, les sanglots éclatèrent de toutes parts, et la foule attendrie répondit à ses touchants adieux par un long gémissement. Tout le personnel de la cour, la plupart des grandes familles, beaucoup de riches négociants, les ministres, les chefs des diverses administrations, la plupart des officiers supérieurs de l'armée, suivirent la fortune des princes, et l'on porte à plus de quinze mille le nombre des personnes que reçurent les vaisseaux portugais. Des vents contraires retinrent, pendant quarante heures, dans la rade et en vue de Lisbonne, le convoi royal. Enfin les voiles s'enflèrent, l'escadre gagna la haute mer, traversa la flotte anglaise, en reçut le salut

d'usage qui était comme un dernier adieu, et disparut. Une éclipse de soleil eut lieu le jour même où partit la famille royale. Ce phénomène mit le comble à l'émotion qui agitait tous les cœurs. Chacun, à Lisbonne, l'interpréta dans le sens de ses craintes ou de ses espérances; tous y virent une manifestation de la volonté divine.

Tandis que la famille royale fuyait sur ses vaisseaux, Junot s'avançait à grands pas. Sa position était fort compromise. Il avait à peine avec lui 1,500 hommes. Le reste venait derrière, non pas en masses serrées, mais par petits détachements. Une partie de l'armée portugaise, environ 10,000 hommes, occupait les murs de Lisbonne. La flotte anglaise avait à bord des troupes de débarquement. Qu'on juge du danger qu'aurait couru Junot, si les Anglais et les Portugais avaient confondu leurs efforts et marché sur lui! Mais, comptant sur le prestige du drapeau français, sur l'impression d'indicible terreur qu'allait causer sa présence, il s'avança fièrement avec sa petite troupe, entra le 30 novembre dans Lisbonne, se dirigea, sans s'arrêter, sur les forts de Bélem qui dominent et défendent le port, fit pointer ses canons sur quelques bâtiments chargés d'émigrants qui n'avaient point encore quitté la rade, les força à rentrer dans le port et s'en empara. En d'autres circonstances, une telle audace eût été de la folie : dans celle-ci, ce fut un trait de génie. Le départ de la cour et des chefs de l'administration avait désorganisé tous les ser-

vices, et Lisbonne, veuve de ses princes, sans gouvernement, sans police, se trouva, pendant quelques jours, livrée aux passions cupides ou féroces de la populace. Là, comme à Naples en 1806, des bandes de brigands s'organisèrent et conçurent l'horrible dessein de forcer les prisons et de mettre la ville au pillage. Dans ce danger imminent, Junot devint un sauveur pour les hautes classes et la bourgeoisie. Du reste, l'étonnement fut général à la vue de ses minces bataillons. L'imagination exaltée des Portugais s'était créé des types de soldats français à la taille imposante, à la figure martiale. Quand, au lieu de ces hommes d'élite, ils ne virent que des conscrits imberbes, mal vêtus. amaigris par les privations et les fatigues, ils firent sur eux-mêmes un triste retour; ils eurent honte de s'être livrés à des enfants sans avoir brûlé une amorce, et ce sentiment ne fut pas étranger à leur conduite ultérieure.

Tandis que Junot exécutait son brillant coup de main, les armées espagnoles opéraient, avec non moins de succès, dans les provinces du sud et du nord. Le général Solano pénétrait dans l'Alentejo et les Algarves, et portait son quartier général à Sétubal, distant seulement de cinq lieues de la capitale. De son côté, le général Taranco occupait, sans rencontrer la moindre résistance, la province d'entre Minho et Duero. Il prit possession, le 15 décembre, de la ville d'Oporto.

Cependant le gros de l'armée française avait

rejoint successivement le corps d'avant-garde, et bientôt Junot se trouva assez fort pour commander en maître. Il résolut de consacrer à tous les yeux, par un acte éclatant et solennel, les droits de son souverain. Un jour, c'était un dimanche, il rassembla sur la place du Roscio toutes ses troupes en grande tenue. Le peuple, attiré par ce spectacle nouveau pour lui, se pressait en foule derrière les lignes de nos soldats. A midi, une salve d'artillerie part du château des Moures : tous les yeux se tournent de ce côté, et l'on voit les drapeaux aux armes du Portugal, qui flottait sur la plus haute des tours, tomber et faire place au drapeau tricolore. Ce jour-là, les Portugais comprirent qu'ils avaient échangé le joug mercantile de la Grande-Bretagne contre le joug militaire de l'empire français. La consternation fut générale. Le soir, une extrême agitation se manifesta dans la population : des groupes nombreux se formèrent, et le cri *meurent les Français!* ce cri sinistre qui, bientôt, retentira dans toute la Péninsule et armera tous les bras, se fit entendre pour la première fois. Tous les membres du gouvernement provisoire étaient réunis en ce moment chez le général Junot. Il se tourna vers eux et leur dit : *Messieurs, malheur à vous si vous osez conspirer contre l'armée de l'empereur Napoléon! vos têtes me répondront de la tranquillité du peuple.* Ces paroles remplirent de terreur tous les assistants. Le cardinal Mendoça, patriarche de Lisbonne, et, à son exemple, tous les chefs du

clergé, ainsi que les personnages les plus éminents de la noblesse et de la magistrature, non-seulement reconnurent l'autorité du général français, mais encore s'appliquèrent à calmer le peuple et lui prêchèrent la soumission.

Junot maintint provisoirement toutes les autorités portugaises que le prince régent avait instituées avant son départ, réorganisa la police, assura la tranquillité des habitants, et fit observer par ses troupes une exacte et sévère discipline. Il nomma gouverneur militaire de Lisbonne le général Delaborde, qui savait allier à une grande vigueur de caractère un esprit modéré et juste. Le matériel de l'armée avait extrêmement souffert. La plupart des fusils étaient rouillés et tordus, les attelages de l'artillerie disloqués, les chevaux hors d'état de servir, enfin les habits des soldats étaient en lambeaux; mais l'arsenal de Lisbonne, l'un des plus riches de l'Europe, regorgeait d'armes, de munitions et d'équipements. Junot y trouva au delà de ce qui lui était nécessaire pour remonter à neuf tous ses corps. L'armée portugaise fut dissoute; une partie des soldats fut renvoyée dans ses foyers et l'autre en France, où elle fut incorporée dans nos armées. Junot prit tous les chevaux et tous les canons, et s'en servit pour réorganiser son artillerie et sa cavalerie; il mit sur un pied de défense redoutable les forts de Bélem, la côte, ainsi que les places qui couvrent les deux rives du Tage.

La conquête du Portugal était maintenant con-

sommée. Elle fermait aux marchandises anglaises les ports et les marchés de toute la Péninsule, elle portait au commerce de la Grande-Bretagne un dommage incalculable, et complétait la soumission de tout le midi de l'Europe aux mesures prohibitives décrétées à Berlin le 21 novembre 1806, et devenues, par les traités de Tilsit, la loi suprême du continent.

FIN DU TOME QUATRIÈME.

TABLE

DES CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.

